

Initiatives : le travail au noir

Le Monde

15, rue Falguère, 75501 Paris Cedex 15

BOURSE

CINQUANTIÈME ANNÉE - N° 15144 7 F

MERCREDI 6 OCTOBRE 1993

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : JACQUES LESOURNE

Après la reddition du général Routskoï et de ses partisans

M. Eltsine tente de rétablir fermement son autorité à Moscou

Loin du Kremlin...

APRÈS sa victoire sur ses adversaires, Boris Eltsine se retrouve, seul ou presque cette fois, face aux problèmes de la Russie. Et d'abord face à ce que l'on appelle les « sujets » de la fédération russe, à savoir les représentants des 88 unités administratives à statut divers (républiques, régions et territoires plus ou moins autonomes, districts nationaux, etc.) qui composent l'immense territoire.

Malgré les communiqués triomphants de l'agence Itar-Tass alléguant comme au bon vieux temps les déclarations d'allégeance au pouvoir central, l'attitude de ces régions semble avoir été analogue à celle de la population dans son ensemble : pas d'enthousiasme pour s'engager d'un côté ou de l'autre, sur fond de méfiance généralisée vis-à-vis des « politiciens » de Moscou. Avec, en plus, du côté des soviets locaux, une certaine sympathie pour l'autre soviète que Boris Eltsine vient de disperser dans les conditions que l'on sait.

Fort heureusement, aucune violence n'a été signalée ailleurs qu'à Moscou. Pourtant, la situation politique dans les régions rappelle, en plus feutrée, celle qui a dominé la scène moscovite depuis un an : face aux soviets locaux, des « représentants personnels » de Boris Eltsine incarnent le pouvoir présidentiel. Entre les deux, des « chefs d'administration » d'abord nommés par l'exécutif moscovite puis, plus récemment, élus par les parlements locaux, cherchent une voie incertaine entre les impératifs contradictoires de la bureaucratie déjà en place et de la démagogie parlementaire. Des délégués de tous ces pouvoirs composent le Conseil de la fédération, qui doit devenir la Chambre haute du nouveau Parlement à élire en décembre.

M. Filatov, principal collaborateur de Boris Eltsine, vient d'exprimer le souhait que les soviets locaux soient également renouvelés à cette occasion. Une proposition de bon sens (ces assemblées ont été, tout comme le défunt Parlement de Moscou, élues sous le régime communiste), mais plus difficile à réaliser qu'à énoncer. D'autant que les militaires, devenus désormais le principal soutien du régime, occupent dans certains de ces soviets jusqu'à 30 % des sièges.

De toute manière, Boris Eltsine aura besoin de la coopération des régions pour organiser les élections promises pour décembre. Or, certaines républiques autrefois autonomes et aujourd'hui de plus en plus indépendantes, comme la Bachkirie et le Tatarstan, pourraient profiter de la circonstance soit pour étendre leurs exigences vis-à-vis de Moscou, soit pour boycotter le scrutin, comme cela s'était produit en certains endroits lors du référendum d'avril.

Cela dit, ces difficultés ne seront pas nécessairement rédhibitoires. A l'heure où les autres républiques de l'ex-URSS doivent tirer les conséquences de leur dépendance économique et se rapprocher de la zone rouble, l'heure n'est pas à l'éclatement de la Russie proprement dite. Surtout face à un pouvoir central apparemment débarrassé de la paralysie dans laquelle il se débattait depuis un an.

M0147 - 1006 0 - 7.00 F



Moscou a connu, dans la nuit du lundi au mardi 5 septembre, une première période de couvre-feu marquée par des échanges de tirs entre des forces de la police et des irréductibles, réfugiés autour du Parlement. Lundi soir, les chefs des insurgés, Alexandre Routskoï et Rouslan Khasboulatov, s'étaient rendus et avaient été conduits à la prison de Lefortovo, ainsi que quatre autres « dirigeants militaires » de

la « Maison Blanche ». Le bilan des trois journées de violence reste inconnu, même si le ministère de la Santé parle d'une centaine de morts. Plus d'une dizaine de partis extrémistes ainsi que des journaux favorables aux opposants ont été interdits, et la censure instaurée dans la presse. Le président Eltsine, à qui les pays occidentaux ont renouvelé leur soutien, tente ainsi de rétablir fermement son autorité à Moscou.

Le vertige du succès

MOSCOU

de notre correspondant

Vingt-quatre heures après l'assaut, la « Maison Blanche », nocturne, défigurée, fumait encore, après avoir brûlé pendant une partie de la nuit. Mardi matin, les quatre chars lourds T-80 qui ont martelé sa façade restaient en position sur le pont Kalinine, tournés vers le Parlement. Il y a encore eu, dans la soirée et la nuit, des fusillades dans divers quartiers de Moscou. Mais la cause était entendue depuis longtemps. La force a parlé, et elle était du côté de Boris Eltsine.

Il est bien difficile d'affirmer pour autant que l'armée russe en tant que telle a sauvé le pouvoir en place. L'organe de l'armée, *Krasnaya Zvezda*, est d'ailleurs le journal le plus neutre et le plus sobre dans sa description des événements. Tout au plus peut-on dire qu'aucune unité constituée n'est venue au secours

des défenseurs du Parlement - où se trouvaient seulement quelques dizaines d'officiers, de miliciens, de barbouilleurs, vétérans de conflits périphériques. Selon certaines indications, la mise en place de la force d'assaut contre le Parlement, constituée d'unités spéciales du ministère de la Sécurité (les bataillons Alfa) et d'éléments d'une division de parachutistes, n'a pas été sans mal. Un matériel impressionnant a certes été déployé, et on a utilisé les très gros moyens - peut-être pour composer, supposent certains spécialistes, un manque relatif d'effectifs. De nombreux équipages de blindés, à peine arrivés à proximité de la « Maison Blanche », durent commencer par défoncer les caisses de munitions et par charger de cartouches les bandes des mitrailleuses.

Autre signe d'improvisation, sinon d'irresponsabilité, l'absence quasi totale de mesures destinées à protéger le périmètre des

affrontements de la foule des badauds. Au milieu de l'après-midi, alors qu'une fusillade nourrie se poursuivait dans et autour de la « Maison Blanche », qu'on tirait encore à l'arme lourde, une foule de plusieurs centaines de personnes était massée tout près du bâtiment, sur les rampes du pont et dans un petit bosquet. Plusieurs dizaines de jeunes gens ont fini par monter sur les marches du bâtiment et ont commencé à pénétrer à l'intérieur, avant de refuser en désordre au milieu des rafales de mitrailleuses, et ensuite de remonter une fois de plus les marches. Les victimes étendues sur le gazon, et secourues par des volontaires des services médicaux (là aussi, rien n'avait été prévu, du moins à l'échelle de combats de cette ampleur), étaient selon toute apparence des spectateurs, des badauds, fascinés par la proximité du danger. Certains, agglutinés sur les toits avoisinants, ont été touchés par des franc-tireurs eux-mêmes postés sur d'autres toits.

JAN KRAUZE

Lire la suite page 4

et nos informations pages 3 et 4

Prochaine rencontre au Caire entre M. Rabin et M. Arafat

page 30

Ciel, une apparition!

(voir en page centrale)



WILSON

A L'ÉTRANGER : Maroc, 9 DH; Tunisie, 850 m; Allemagne, 2,50 DM; Autriche, 25 ATS; Belgique, 45 FB; Canada, 2,25 \$ CAN; Antilles-Françaises, 9 F; Côte d'Ivoire, 485 F CFA; Danemark, 14 KRO; Espagne, 190 PTA; G.-B., 85 p.; Grèce, 250 DR; Irlande, 1,20 £; Italie, 2 400 L; Luxembourg, 48 FL; Norvège, 14 KRM; Pays-Bas, 3 FL; Portugal, 200 PTE; Sénégal, 450 F CFA; Suède, 15 KRB; Suisse, 2 FS; USA (NY), 2 \$; USA (autres), 2,50 \$.

L'encyclique de Jean-Paul II défend l'identité catholique

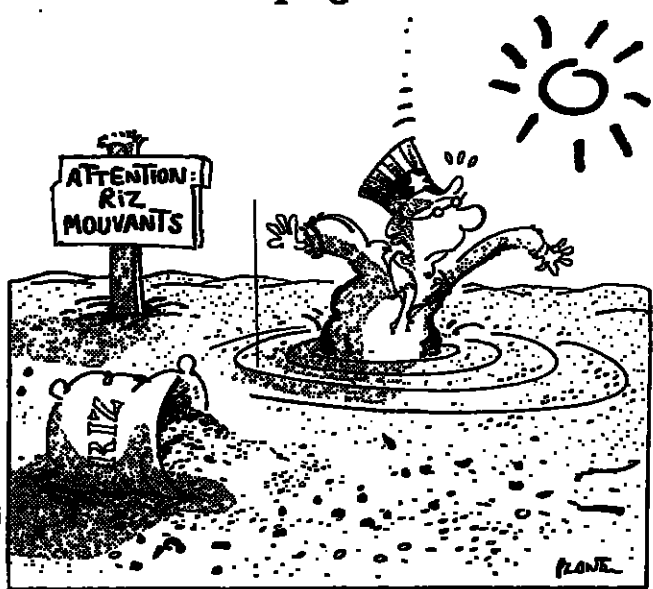
Jean-Paul II a rendu public, mardi 5 octobre, la dixième encyclique de son pontificat, intitulée *Veritatis Splendor* (Splendeur de la vérité), consacrée aux fondements de la morale catholique qui fait l'objet de régulières contestations, au sein même de l'Eglise. Le pape y condamne certaines « déviations » de la pensée moderne. Il définit les conditions d'une vraie liberté qui passe, pour lui, par le respect de la vérité et de normes morales universelles et permanentes.

Aux théologiens, il réclame « un assentiment loyal à l'enseignement de l'Eglise ». Aux évêques, il demande de veiller à l'application de la « saine doctrine ». Aux hommes politiques enfin, il demande de lutter contre les atteintes à la vie humaine et de répondre à la crise des valeurs.

Lire aussi :

- Les principaux extraits de l'encyclique *Veritatis splendor*, page 12
- Le commentaire d'Henri Tincq, page 13
- Les points de vue du cardinal Lustiger, « Pour défendre l'humanité du désespoir », et du Père Paul Valadier, « Un texte de crise », page 2

Les Américains dans le piège somalien



Deux morts, soixante-quinze blessés, six disparus, un otage : le bilan du revers militaire de l'ONU à Mogadiscio, les 3 et 4 octobre, est lourd pour les Américains. Washington a décidé d'envoyer de nouveaux renforts malgré les pressions du Congrès pour un désengagement.

page 30

La BNP à bon prix

A 240 francs l'action, la privatisation de la banque nationalisée semble en bonne voie. Le gouvernement vise ainsi à séduire les « ménages »

par Eric Leser

« Je suis très confiant dans le succès de l'opération qui démarre. » En faisant ce pronostic, lundi 4 octobre, Edmond Alphandéry, ministre de l'économie, qui donnait le coup d'envoi officiel à la privatisation de la BNP, « la plus grande jamais réalisée en France », n'a sans doute pas pris beaucoup de risques. Tout au plus a-t-il pu craindre un court instant que les affrontements armés à Moscou fassent trébucher la Bourse. Or, elle est restée de marbre.

Le choix de la BNP pour la première grande privatisation du gouvernement Balladur, sur le modèle de celles de 1986-1987, a été avant tout celui de la sécurité. En dépit d'une rentabilité médiocre, la troisième banque française dispose d'une notoriété et d'une capacité de placement hors pairs. Sa vente devrait faire rentrer 28 milliards de francs dans les caisses de l'Etat, soit l'essentiel des 36 milliards qu'il lui reste à trouver d'ici au 31 décembre pour atteindre l'objectif fixé pour les privatisations de 1993.

Mais au-delà des nécessités budgétaires, la cession au privé de la BNP se veut exemplaire.

Sa réussite conditionne la suite d'un programme de cession de 100 milliards de francs en deux ans. Au risque d'effrayer par leur complexité, le gouvernement n'a pas lésiné sur l'accumulation de moyens techniques pour séduire l'épargnant.

A commencer par le pré-placement des actions auprès des particuliers depuis le 20 septembre, en passant par l'attribution d'actions gratuites après dix-huit mois, les avantages fiscaux... pour finir par un prix de vente, jugé plutôt attrayant, de 240 francs. « Il ne s'agit pas d'un bradage, mais clairement d'une promotion », estime un banquier.

A ce niveau de prix, on se retrouve au-dessous d'une fourchette avancée par les analystes financiers allant - pour les plus réalistes - de 250 à 275 francs par action BNP.

« Il s'agit d'un prix de moyen terme qui n'est pas établi en fonction de l'évolution conjoncturelle des cours de Bourse », se défend par avance M. Alphandéry. « Le prix est supérieur de 4,50 francs au prix minimum de 235,50 francs établi par la Commission de la privatisation », ajoute-t-il.

Lire la suite et nos informations page 24

SCIENCES ♦ MÉDECINE

Après-demain les dinosaures

Partie des Etats-Unis, la « dinomanie » s'apprête à envahir la France avec la sortie le 20 octobre du dernier film de Steven Spielberg « Jurassic Park », dans lequel des scientifiques parviennent, à partir d'ADN, à ressusciter des dinosaures. Pure fiction ou réalité future? L'exploration de l'ADN fossile est aujourd'hui en pleine expansion. Sans conduire encore à la reproduction de monstres dépeints, elle en dit long sur l'évolution des espèces.

pages 16 à 18

DÉBATS

Encyclique morale

Pour défendre l'humanité du désespoir

par le cardinal Jean-Marie Lustiger

QUE l'on soit le maître du monde ou le dernier des misérables sur la face de la terre, cela ne fait aucune différence : devant les exigences morales, nous sommes tous absolument égaux. (Veritatis Splendor n° 96)

Cette phrase donne le ton de la lettre que le pape adresse aujourd'hui aux évêques. C'est un acte de courage, au service de la conscience, dans ce moment difficile de l'histoire de l'humanité. Ainsi le pape et les évêques remplissent leur mission : rester éveillés lorsque s'assoupit la conscience des hommes, garder vive la lumière de la Vérité comme le Christ le leur demande.

La question morale s'impose massivement à notre temps, au centre de la vie sociale, économique et politique : les pays riches, et maintenant l'UNESCO, créent des comités d'éthique pour maîtriser notre puissance technique sur notre condition corporelle. En économie, la capacité de production des biens grandit de façon foudroyante, en même temps que la misère ou l'inégalité : le partage est une question économique et donc politique.

Les rapports de force entre les États, les nations, les groupes particuliers mobilisent des moyens d'une efficacité destructrice inouïe : les droits de l'homme deviennent un enjeu politique et diplomatique. Les moyens de communication et de mémoire accroissent sans cesse leurs capacités gigantesques : la question du

mensonge et de la vérité est au centre de la sphère médiatique. Oui, la morale est désormais la question fondamentale pour l'avenir de l'humanité.

L'Eglise catholique, comme son Maître, rend témoignage à la vérité, quoi qu'il en coûte, acceptant d'avance pour la servir, et donc pour la liberté des hommes, contradictions et persécutions. Je n'écris pas ces mots au hasard. En notre siècle, la cruauté totalitaire et les complexités du mensonge ont assassiné par millions. Elles tuent encore aujourd'hui des hommes et des femmes en raison de leur refus de devenir complices du mal, en raison du témoignage qu'ils rendent à Dieu et à la dignité de l'homme.

Nous vivons un immense remue-ménage qui rend urgente la question morale, alors que la conscience de l'humanité semble en désarroi. La culture occidentale a déployé des trésors d'intelligence pour analyser la responsabilité morale de nos actes. Hélas ! nous ne savons pas comment l'honorer. Il nous faut de toute nécessité réapprendre à l'assumer.

En explorant les « profondeurs de l'âme », nous avons découvert les étranges détours du désir, voire les masques dont se recouvrent nos « bonnes intentions ». Plus avertis de la complexité des situations, nous sommes devenus plus en plus sensibles au poids des circonstances que la justice humaine appelle « atténuantes ».

Est-il encore possible d'affirmer que certains actes sont mauvais en eux-mêmes et le demeurent, quelles que soient les intentions de celui qui les accomplit et les circonstances dans lesquelles ils sont posés ? C'est la question du jugement moral et de la responsabilité humaine. Il y va de la dignité de la liberté. C'est l'enjeu de l'encyclique.

Le mal est un abîme

Certes, l'opinion le reconnaît, il y a des actes criminels et qui le demeurent. Quelles que soient les intentions et les circonstances, aucun sophisme ne peut les prétendre innocents ou bons. En témoignent, les institutions internationales qui ont élaboré une jurisprudence pour sanctionner les crimes contre l'humanité. Mais, en même temps, les jeux d'opinion, les majorités différentes d'une époque ou d'un pays à l'autre, les intérêts opposés et la versatilité humaine laissent chacun sceptique sur la capacité des hommes à dire avec certitude et unanimement ce qui est un crime ou ce qui ne l'est pas.

L'Eglise rappelle, avec la lumière de Dieu, que l'homme peut nommer le bien et le mal. Jamais il ne peut appeler bien le mal, si ce n'est au prix d'un mensonge qui le détruit lui-même. C'est une question de vie ou de mort, une condition nécessaire du bonheur et de la liberté. Le bien est une route qui s'ouvre à l'humanité en marche vers le bon-

heur à recevoir de Dieu. Le mal est un abîme où, d'un coup, l'homme bascule comme dans le néant.

Voilà pourquoi le commandement qui nous en garde prend ce tour négatif : « Tu ne convoiteras pas », « Tu ne tueras pas ». Le précepte n'est pas un interdit arbitraire : il est une sauvegarde de la liberté humaine. L'Eglise fait appel à la raison pour reconnaître cette lumière sur l'homme et sa condition. En rappelant le raisonnable, l'Eglise défend jusqu'au bout la responsabilité de la liberté. L'altérité des « commandements » libère la conscience morale. Choisir le bien digne de l'homme - et de tout homme - ce n'est pas appeler « bien » ce qui me plaît ou me convient. C'est respecter « en quiconque et avant tout en soi-même la dignité personnelle commune à tous » (Veritatis Splendor n° 52).

Le triomphe de Machiavel

L'appel au jugement moral ne peut se confondre avec le jugement de nos tribunaux. Lorsque les juges appréhendent au regard de la loi humaine les intentions et les circonstances, ils peuvent graduer les peines, ils ne prétendent pas pénétrer le secret des consciences. Notre époque est tentée de substituer la légitimité des lois civiles à la conscience personnelle et à la liberté de ses choix. La conscience et la liberté sont ainsi réduites au légal et au

politique comme au temps des sophistes, comme avant Socrate. Les siècles passés étaient peut-être nés en ramenant parfois le légal et le politique à l'appréhension de la conscience morale. Notre époque, en opérant une réduction inverse, devient cynique. C'est le triomphe de Machiavel à l'échelle de la planète.

« Le risque de l'alliance entre la démocratie et le relativisme éthique... retire à la civilisation toute référence morale sûre et la prive, plus radicalement, de l'acceptation de la vérité. En effet, s'il n'existe aucune vérité dernière qui guide et oriente l'action politique, les idées et les convictions peuvent être facilement exploitées au profit du pouvoir. Une démocratie sans valeurs se transforme facilement en un totalitarisme déclaré ou sournois, comme le montre l'histoire (Centesimus Annus, 1991).

« Dans tous les domaines de la vie personnelle, familiale, sociale et politique, la morale - qui est fondée sur la vérité et qui, dans la vérité, s'ouvre à la liberté authentique - rend donc un service original, irremplaçable et de très haute valeur, non seulement à la personne pour son progrès dans le bien, mais aussi à la société pour son véritable développement » (V.S. n° 101).

Il s'agit donc bien d'un acte de courage pour défendre l'humanité du désespoir. Si le cynisme prétendu réaliste ou efficace devient l'unique règle, on légitime, malgré les intentions et suivant les circonstances, le triomphe de la force sur les faibles. Les victimes sont passées aux profits et pertes.

Le remède se trouve dans la raison commune et, dans l'effort, sans cesse repris, de réhumanisation de la conscience morale de

l'humanité. La conjoncture est favorable, car nous sommes sensibles aux perversions, aux excès et aux scandales. Mais, en même temps, nous sommes dans une situation de faiblesse extrême, compte tenu du gigantisme des moyens mis en œuvre et de l'impuissance à les maîtriser.

L'Eglise n'opprime pas

L'Eglise lance un appel à l'espérance. Comme l'écrit le pape, « la fermeté de l'Eglise dans sa défense des normes morales universelles et immuables n'a rien d'humiliant pour l'homme » (V.S. n° 96). L'Eglise n'impose pas avec une « intolérable intransigence » (V.S. n° 95) une vérité qu'elle prétendrait détenir. « Au service de la conscience » (V.S. n° 64), l'Eglise, selon sa mission, atteste la vérité offerte par Dieu à tout homme. En enseignant à l'homme ses devoirs, l'Eglise confirme les droits de chacun, spécialement des plus faibles.

Comment l'Eglise pourrait-elle, sans trahir, se faire complice du mensonge et du mal, alors que tant d'êtres humains demandent justice non seulement au nom de l'équité économique ou politique, mais aussi au nom de leur dignité morale ? Ne confondez pas la parole de l'Eglise avec la pression des idéologies. L'Eglise s'adresse à ce qu'il y a de plus essentiel en chaque être humain : le goût de la sagesse, le désir du bien et la capacité d'y atteindre. Aux chrétiens, elle demande de vivre du pardon et de la miséricorde.

Lorsque l'Eglise en appelle ainsi, avec force, à la conscience des hommes, elle n'opprime pas, elle énonce simplement les conditions de la liberté.

Un texte de crise

par Paul Valadier

NUL n'ignore à quel point l'enseignement de la hiérarchie catholique en matière de morale sexuelle suscite incompréhension, réserves, voire opposition ouverte de la part de nombreux fidèles. Cette crise, déjà fort ancienne, a trouvé sa cristallisation la plus forte autour de l'encyclique de Paul VI, *Humanae Vitae* (1968), et depuis lors il ne semble pas que la réitération des positions ait profondément modifié la situation. Du coup, non seulement une crise ouverte apparaît sur des points fondamentaux de l'enseignement moral, mais l'autorité elle-même se trouve ébranlée, puisqu'elle est contestée, ou ouvertement ignorée, malgré ses claires affirmations.

C'est sur cet arrière-fond de crise que se situe explicitement l'encyclique *Splendor de la vérité*, et c'est lui qui en fait connaître la portée. Annoncée comme imminente depuis plusieurs années, mais sans cesse remise en chantier, cette encyclique, par sa préhistoire même, révèle combien des mises au point laborieuses ont été nécessaires pour parvenir à une publication. Une rédaction permanente et répétitive en germe d'ailleurs la trace. Une telle préhistoire avertit le lecteur qu'il n'a pas affaire à un texte dont la rédaction allait de soi ; il doit donc aussi discerner plus d'hésitations ou de compromis qu'il n'apparaît sous le tranchant de certaines affirmations.

Double stratégie

Par rapport à la situation conflictuelle évoquée à l'instant, le document développe une double stratégie. Puisque les contestations portent sur des points particuliers de l'enseignement moral, notamment qu'en matière d'éthique sexuelle, il n'a pas semblé opportun de revenir une fois de plus sur ce secteur particulier. Le document déplace donc l'accent vers les problèmes de morale fondamentale. Il s'agit en somme d'aborder les difficultés en remontant plus haut vers les catégories morales les plus universelles et en fixant « la » doctrine catholique en la matière.

Opération plus innovatrice qu'il ne semble, car, comme le reconnaît explicitement l'encyclique de Jean Paul II, c'est la première fois dans la tradition morale catholique qu'un document de cette ampleur et de cette autorité s'aventure sur ce ter-

rain-là. Pour un texte qui se donne comme but explicite de reprendre toute la tradition morale, il s'agit là d'un nouveau sans précédent dans l'histoire de la doctrine.

A cette première visée s'en ajoute une seconde. L'encyclique est adressée aux évêques, et non pas à l'ensemble des fidèles, ni non plus aux « hommes de bonne volonté ». Or le second chapitre, le plus long, aborde ouvertement des positions débattues par des théologiens et critiquées par la magistrature romaine. Contrairement à ce qu'on aurait pu attendre, ce n'est pas à eux qu'on s'adresse pour leur expliquer en quoi leur position n'est pas conforme à la « saine doctrine ». C'est aux évêques qu'on parle, pour leur demander ouvertement d'intervenir et de remettre de l'ordre, donc d'écarter ceux qui sont censés troubler les fidèles par un enseignement « divergent ». Les évêques se trouvent ainsi mis au premier plan et invités à des interventions d'autant plus délicates qu'il va s'agir, pour eux, de prendre position sur des sujets souvent fort techniques, philosophiquement et théologiquement parlant. Surtout l'invitation à « prendre les mesures qui conviennent » semble faire passer au second plan la volonté de dialogue, et telle est aussi une caractéristique de ce texte.

En proposant « la » doctrine catholique concernant la morale fondamentale, cette encyclique s'aventure sur un terrain plus délicat que ne le croit un lecteur non averti. En effet, les catégories de la réflexion morale (*bien, mal, devoir*) comme les questions abor-

dées en ce domaine (qu'est-ce qu'un jugement moral ? Quelle est la qualité morale d'un acte ? Y a-t-il des actes intrinsèquement mauvais ? Peut-on juger ces actes en eux-mêmes ou faut-il aussi apprécier le contexte et les conséquences ?...) relèvent non pas directement de la Révélation ou de la théologie, mais d'une analyse philosophique propre. Et si, bien évidemment, il y a un lien, celui-ci ne peut être qu'indirect, bien en réalité si complexe qu'il ne permet guère de fixer, au nom d'une Vérité révélée, quelles catégories employer, ni même quelle analyse philosophique consacrer comme étant la seule conforme à une supposée doctrine catholique en la matière.

De quelques difficultés

C'est d'ailleurs pourquoi jusqu'ici une large discussion entre écoles théologiques différentes allait de soi. En s'avancant sur un terrain problématique, l'encyclique risque bien de fragiliser un enseignement qu'elle veut faire passer pour définitif. Non moins intéressant de surcroît est le fait qu'en abordant des problèmes très précis et techniques, la magistrature romaine avance des arguments contre les thèses qu'il conteste, discute les positions adverses, bref intervient dans les polémiques en se situant lui-même à leur niveau : il opte donc délibérément pour certaines écoles théologiques contre d'autres. Repoussant le « *disentiment* », il en reconnaît en même temps la force puisqu'il en expose les thèses et se range avec détermination dans un camp.

Une diffusion exceptionnelle

L'encyclique de Jean Paul II *Veritatis splendor* fait l'objet en France d'un effort exceptionnel de diffusion. Elle est publiée intégralement par les éditions du Centurion, avec une préface de Mgr Jacques Julien (22, cours Albert-I^{er}, 75008 Paris, 192 pages, 30 F) ; puis aux Editions du Cerf avec une présentation du Père Xavier Thévenot, professeur de théologie morale à l'Institut catholique de Paris (29, boulevard Latour-Maubourg, 75007 Paris, 240 pages, 37 F).

La revue *Cahiers pour croire aujourd'hui* du groupe Assas (Compagnie de Jésus) publie aussi le texte complet, avec beaucoup de notes explicatives et une présentation du Père Luc Paredy, rédacteur en chef (14, rue d'Assas, 75006 Paris, 120 pages, 48 F). Enfin, les éditions Médiaspaul proposent également un texte intégral (8, rue Madame, 75006 Paris, 150 pages, 32 F).

Lire nos informations pages 12 et 13.

► Paul Valadier est jésuite.

Le Monde

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :
16, RUE FAUGUÈRE
75001 PARIS CEDEX 15
Tél : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : (1) 40-65-25-99
Tél : 206.806F

ADMINISTRATION :
1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : (1) 40-65-60-30-10
Tél : 281.311F

Édité par la SARL Le Monde
Durée de la société :
cent ans à compter du
10 décembre 1944
Capital social :
620 000 F
Principaux associés de la société :
Société civile
« Les rédacteurs du Monde »
« Association Hubert-Beuve-Méry »
Société anonyme
des lecteurs du Monde
Le Monde-Entreprises,
M. Jacques Lesourne, gérant.

Imprimerie
du « Monde »
12, M. Gambourg
94852 IVRY CEDEX
Commission paritaire des journaux
et publications n° 57 437
ISSN : 0395-2037
PRINTED IN FRANCE
Renseignements sur les microfilms
et Index du Monde au (1) 40-65-25-33

Le Monde
PUBLICITE
Président directeur général :
Jacques Lesourne
Directeur général : Michel Cus
Membres du comité de direction :
Jacques Guille
Isabelle Tardieu
15-17, rue du Colonel-Pierre-Avin
75002 PARIS CEDEX 15
Tél : (1) 40-62-72-72
Tél : MONDOPUB 634 128 F
Tél : 40-62-99-71, Société filiale
de la SARL Le Monde et de Médiaspaul Régies Europe SA

Le Monde
TELEMATIQUE
Composés 30-15 - Taper LEMONDE
Le Monde - Documentation
30-17 LEMONDE ou 30-29-04-56
Reproduction interdite de tout article,
sauf accord avec l'administration.

ABONNEMENTS

1, place Hubert-Beuve-Méry, 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX.
Tél : (1) 40-60-32-90 - (de 8 heures à 17 h 30)

TARIF	FRANCE	SUISSE-BELGIQUE LUXEMB.-PAYS-BAS	AUTRES PAYS Vote normale-CEE
3 mois	536 F	572 F	790 F
6 mois	1 038 F	1 123 F	1 560 F
1 an	1 990 F	2 086 F	2 960 F

ÉTRANGER : par voie aérienne (tarif sur demande).
Pour vous abonner, renvoyez ce bulletin accompagné de votre règlement à l'adresse ci-dessus ou par MINITEL : 36-15 LEMONDE code d'accès ABO

« LE MONDE » (USPS - pending) is published daily for \$ 202 per year by « LE MONDE », 1, place Hubert-Beuve-Méry - 94852 Ivry-sur-Seine - France. Second class postage paid at Champlain, N.Y., U.S., and additional mailing offices. POSTMASTER: Send address changes to LE MONDE, 100 W. 4th St., Champlain, N.Y. 12919 - 1574.
For the subscription service, contact: INTERNATIONAL MEDIA SERVICE, Inc. 330 Pacific Avenue Suite 404 Virginia Beach, VA 23451 - 2983 USA

Changements d'adresse définitifs ou provisoires : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ, en indiquant leur numéro d'abonnement.

BULLETIN D'ABONNEMENT

301 MON 01 PP Paris RP

Durée choisie : 3 mois ☐ 6 mois ☐ 1 an ☐

Nom : _____ Prénom : _____

Adresse : _____

Localité : _____ Code postal : _____

Pays : _____

Veuillez avoir l'obligeance d'envoyer tous les ans, propres ou capitalisés d'imprimerie.

هكنا من الفضل

ÉTRANGER

RUSSIE : après l'assaut contre les insurgés à Moscou

Les Occidentaux manifestent un soutien sans réserve à Boris Eltsine

Boris Eltsine a continué de recevoir, lundi 4 octobre, un soutien quasi inconditionnel de l'ensemble des gouvernements occidentaux. L'assaut contre les insurgés retranchés dans le Parlement de Moscou a été jugé « inévitable » par le premier ministre japonais et « justifié » par le secrétaire d'Etat américain. Quant au président Clinton, il a tenu à souligner que son homologue russe n'avait « pas d'autre choix que de rétablir l'ordre », ajoutant qu'il n'avait « pas de raisons de mettre en doute l'engagement de M. Eltsine en faveur de la démocratie ».

Pour manifester ce soutien occidental, les Douze ont annoncé, lundi à Luxembourg à l'issue de la réunion des ministres des affaires étrangères de la Communauté européenne, la tenue d'un sommet CEE-Russie à Moscou dans les prochaines semaines. De son côté, Warren Christopher, le secrétaire d'Etat américain, se rendra à Moscou la « dernière semaine d'octobre », à indiqué sous le couvert de l'anonymat, lundi à Washington, un responsable du département d'Etat. M. Christopher a d'autre part affirmé à la chaîne CNN qu'il avait reçu l'assurance que le prési-

dent Eltsine est toujours déterminé à organiser des élections anticipées en décembre, lors d'une conversation téléphonique avec son homologue russe, Andreï Kozirev.

La chef du gouvernement japonais, Morihiro Hosokawa, a pris position en faveur de Boris Eltsine, dont le voyage à Tokyo la semaine prochaine paraît maintenant compromis. Ce sera alors la troisième fois depuis le début de l'année que le chef du Kremlin annulera sa visite au Japon, essentiellement destinée à régler le différend entre les deux pays sur les îles Kouriles.

Toutes les capitales européennes ont condamné les partisans du général Routskoï, rendus responsables de l'effusion de sang dans les rues de Moscou. En souhaitant la « fin rapide des affrontements violents », le chancelier Helmut Kohl a affirmé que la poursuite des réformes était d'un « intérêt vital » pour l'Allemagne, le principal bailleur de fonds de la Russie.

Les pays d'Europe de l'Est ont immédiatement rallié le camp du président Eltsine, perçu comme le dernier rempart contre les forces conservatrices russes qui ne cessent de dénoncer les

concessions accordées aux anciens Etats « satellites » du bloc soviétique.

La seule note un peu discordante dans ce concert est apportée par la Chine, qui n'a pas publiquement pris parti pour M. Eltsine et se déclare seulement « très préoccupée » par le récent « bain de sang » à Moscou.

« Nous espérons que ce conflit va s'achever et qu'une solution appropriée sera trouvée », a déclaré un porte-parole du ministère chinois des affaires étrangères. — (AFP, Reuters, AP.)

La bataille du Parlement

Un drapeau blanc hissé à une fenêtre de la « Maison Blanche » : il est presque 10 h 30 (heure de Moscou), lundi 4 octobre, lorsque les insurgés, retranchés dans le Parlement russe depuis le 21 septembre, affichent leur premier signe de défaite. L'assaut déclenché trois heures plus tôt par les troupes d'élite ne laisse aucun doute sur la finalité de l'opération : faire tomber les rebelles, coûte que coûte.

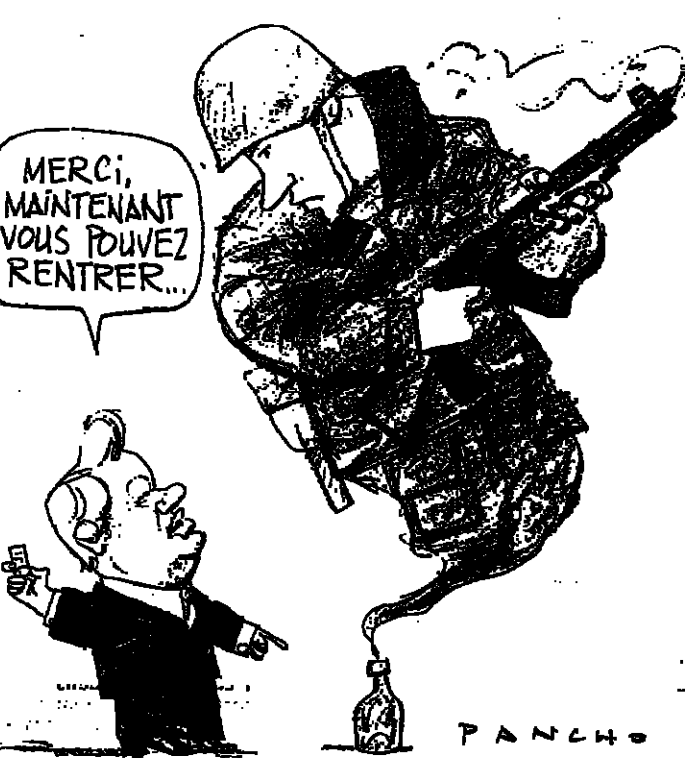
Les chars arrivés en renfort à l'aube pilonnent l'immeuble, et les hommes cagoulés de l'unité Alpha du ministère de l'Intérieur ont commencé à infiltrer le bâtiment, étage par étage. L'immeuble en compte dix-neuf, mais les étages stratégiques ont été clairement identifiés : les 3^e et 5^e, qui abritent les « casernes » des volontaires, et le 13^e, où se trouve l'état-major du général Vladislav Aitchalov, « ministre de la défense » désigné unilatéralement par le Parlement.

L'incertitude, voire la paralysie, qui semblait avoir gagné le camp du président Eltsine la veille a désormais cédé la place à une détermination farouche. « L'erreur de la démocratie, c'est d'avoir fait trop de concessions, elle a été trop disposée au compromis et trop tolérante à l'égard de l'initiative arrogante des renégats communistes », martèle, lundi matin, le secrétaire de presse de Boris Eltsine.

De son côté, le premier ministre, Viktor Tchernomyrdine, est catégorique : son « gouvernement n'acceptera aucune condition » et exigera une capitulation totale. Les troupes les plus alarmistes parcourent la capitale. Le général Dimitri Volkogonov, le conseiller militaire d'Eltsine, parle de « cinq cents cadavres (trouvés) dans la « Maison Blanche » depuis les événements de dimanche ». Peu après, il reconnaît toutefois que son bilan est « manifestement exagéré ».

La menace du gouvernement se précise avec le dernier ultimatum du président russe : si la reddition n'est pas complète à 14 heures, les unités Alpha, qui ont déjà pris les quatre premiers étages du bâtiment, « iront jusqu'au bout et ne s'arrêteront qu'après avoir vidé complètement la « Maison Blanche ». Orne est donné d'arrêter les tirs devant l'entrée n° 20 pour permettre l'évacuation des occupants qui veulent se rendre.

En début d'après-midi, trois hommes portant des drapeaux blancs sortent de l'immeuble et se dirigent vers le pont qui enjambe la Mos-



kova. Ils s'entretennent avec le ministre de la défense, Pavel Gratchev, arrivé peu avant dans une limousine noire et qui avait juré, le matin, que la rébellion serait anéantie « avant la tombée du jour ». Un cessez-le-feu de deux heures est semblé-t-il conclu. En tout cas, peu avant 15 heures, plusieurs dizaines de soldats sortent du Parlement, les mains sur la nuque.

Copieusement hués par la foule, ils sont rapidement embarqués dans des camionnettes. Même si la débâcle a commencé, le général Alexandre Routskoï et le président du Parlement, Rouslan Khasboulatov, se cramponnent à leur « quartier général » assésé. Ils ne sortiront, disent-ils à deux journalistes italiens, que si des ambassades occidentales garantissent leur sécurité. Mais leur forteresse s'effrite de toutes parts : des groupes de jeunes manifestants ont commencé à courir vers le Parlement pour entrer dans l'immeuble, où l'incendie a repris dans les étages supérieurs.

Signe d'un regain de confiance dans le camp gouvernemental : pour la première fois depuis le début de la crise, Boris Eltsine est rentré chez lui lundi vers 15 heures, non sans avoir, au préalable, « assuré ses arrières ». Après avoir introduit l'état d'urgence, dimanche, à Moscou, pour une semaine, il vient d'imposer le couvre-feu sur la capitale de 23 heures à 5 heures. Dans la foulée, il a également suspendu plusieurs journaux proches des insurgés, dont la *Pravda* ; les journalistes de l'ancien organe du PCUS ont eu deux heures pour rassembler leurs affaires et évacuer les lieux.

Première nuit sous les verrous

Alors que leur défaite semble consommée, un groupe d'insurgés lance un ultime assaut contre le siège de la radio-télévision en fin d'après-midi. Ils provoquent tout juste une coupure de courant, interrompant brièvement certaines émissions. Mais

c'est trop tard. A 19 heures, les chefs rebelles se rendent et abandonnent leur bunker. Rouslan Khasboulatov et Alexandre Routskoï, le vétéran de la guerre d'Afghanistan, chassés de baskets et engoncés dans un treillis kaki, sont enchaînés à la prison Lefortovo de Moscou. La bataille du Parlement aura duré un peu plus de dix heures. Le soir commence à tomber sur Moscou lorsque Routskoï et Khasboulatov entament leur première nuit sous les verrous. Arrivés trop tard pour avoir droit au repas du soir, ils sont néanmoins autorisés à fumer, selon l'agence Interfax. Même si tous les dirigeants de l'insurrection sont arrêtés, la messe n'est pas encore dite. Des poches de résistance subsistent toujours autour du Parlement, dont les trois derniers étages commencent à brûler. Le quartier a été entièrement bouclé par les soldats, qui ratissent les immeubles voisins à la recherche de tireurs isolés. A intervalles réguliers, la nuit est déchirée par des balles traçantes et des échanges de feu nourris.

Dernier baroud d'honneur, un petit groupe armé tente de s'emparer du siège de l'agence Itar-Tass, situé à environ deux kilomètres de la « Maison Blanche ». L'opération tourne rapidement à l'échec. En rendant compte des événements de la nuit, l'agence s'efforce de minimiser les affrontements et insiste sur le « retour à la normale » : pas de perturbation dans le métro ou sur les lignes de trains de banlieue et aucune coupure d'énergie à Moscou. Preuve que tout est rentré dans l'ordre, même le service de la météo a continué de travailler, alors qu'il se trouve à proximité du Parlement.

A la levée du couvre-feu, à 5 heures du matin, mardi, la circulation, moins importante qu'en temps normal, a repris dans le centre-ville. Les Moscovites découvrent les débris calcinés de la « Maison Blanche » ; les seuls derniers étages sont complètement noirs, et des incendies persistent encore dans la partie inférieure du bâtiment. Il faut attendre l'intervention, en fin de matinée, des pompiers pour venir à bout des dernières flammes. « C'est comme le Reichstag ! » s'écrit un passant médusé. L'immeuble, qui a symbolisé pendant treize jours la « résistance » des députés conservateurs, est désormais en ruines. Cruel hasard, ce cadavre bétonné trône au milieu de la place de la Liberté.

Y.-M. R.

Le plaidoyer des vaincus

La dernière image qu'ont laissée d'eux Alexandre Routskoï et Rouslan Khasboulatov avant leur reddition fut bien loin d'être celle qu'on pouvait imaginer de la part d'hommes qui prétendaient à la direction suprême de la Russie. Devant une équipe de télévision de France 2, ils sont apparus comme cherchant à sauver leurs vies.

Le vice-président de Russie, destitué par Boris Eltsine, a assuré avoir reçu « des informations sûres » concernant l'intention du ministre de l'Intérieur, le général Viktor Erín, de « tuer les personnalités de premier plan » retranchées dans le Parlement. C'est pourquoi il a demandé la médiation d'ambassadeurs occidentaux, comme il l'avait fait peu auparavant en recevant des journalistes italiens. « Je ne partirai pas d'ici, ni moi ni Khasboulatov, à moins que l'ambassade de France, ou n'importe quelle ambassade étrangère, nous donne sa garantie », a-t-il affirmé.

Le journaliste demande où se trouve le président du Parlement, dissous par Boris Eltsine, Rouslan Khasboulatov. Alexandre Routskoï se dirige alors vers un cabinet sombre au fond de son bureau : « Rouslan Imranovitch, viens ici, j'ai besoin de toi ». Ce dernier, très amaigri et le teint blafard, apparaît, vêtu d'un imperméable.

« Nous ne pouvons contrôler... »

Le journaliste lui demande s'il regrette avoir donné l'ordre à ses partisans de se lancer à l'attaque de la Mairie et du bâtiment de la télévision. « Nous n'avons donné aucun ordre, répond-il, c'est une provocation pure, tout a été organisé pour écarter de nous nos partisans ».

Auparavant, le général Routskoï montrait les dégâts occasionnés à son vaste bureau de la façade donnant sur la rivière Moskova : une des cinq ou six fenêtres percées par un projectile, des impacts de balles sur le mur et des débris sur le sol au fond du bureau. « Des blessés étaient étendus là », dit-il. Celui qui, pour ses partisans, est aussi

le « héros de la guerre d'Afghanistan » a voulu aussi montrer qu'il ne s'était pas servi de son pistolet mitrailleur : « On a dit que j'avais tiré, mais regardez ma mitraillette, il y a encore de l'huile dedans. » « Nous, on a essayé d'envoyer des parlementaires pour faire sortir les femmes et les enfants, mais ils ont tiré dedans », a-t-il affirmé.

Le reste de l'interview s'est déroulé dans la confusion du départ vers la reddition des deux hommes, qui étaient encore entourés dans le bureau d'une dizaine de personnes.

Un journaliste russe, Pavel Vochtanov — qui fut un temps porte-parole du président Eltsine avant d'être congédié, — a donné de son côté, sur les ondes de Radio Liberté en russe, un témoignage sur l'heure qu'il avait passée avec les deux hommes dans leur bureau dans la soirée de samedi. « Routskoï tenait sans succès de joindre les responsables militaires et de la sécurité de Boris Eltsine. Il était sans illusions sur l'appui qu'il pourrait en recevoir. » Le journaliste a été aussi frappé par l'absence d'informations réelles des deux hommes sur ce qui se passait en dehors de la « Maison Blanche » : « Des gens arrivaient en courant pour annoncer que tel ou tel étage de la télévision était pris, ce qui était faux ».

Dans l'entretien accordé dimanche aux journalistes italiens qui l'interrogeaient sur le profil des « défenseurs du Parlement » auxquels il avait distribué des armes, Alexandre Routskoï a aussi déclaré : « Nous ne pouvions pas contrôler nos partisans. De toute façon, c'était aussi des gens qui s'opposaient aux actions anti-constitutionnelles de Boris Eltsine. » L'homme qui fut élu le 21 septembre par les députés « président de Russie » était donc sans illusions et à peine maître de son dernier quartier de troupes, souvent des « soldats perdus », ex-membres des conflits moldave et du Caucase.

S. Sh.

Les hommes du président

Le général Pavel Gratchev

Le ministre de la défense est un fidèle du président, qui l'a nommé à ce poste en mai 1992. Il détient, avec ce dernier, l'une des clés du feu nucléaire stratégique, retirée à l'ancien chef des forces armées de la CEI, le maréchal Tchepochnikov, qui fut son rival.

Agé de quarante-cinq ans, il s'était rangé aux côtés de Boris Eltsine au moment du coup d'Etat manqué d'août 1991, quand il était commandant adjoint des troupes aéroportées et directeur de l'Ecole des officiers parachutistes de Riazan. Cet ancien officier d'Afghanistan a joué un rôle croissant dans la conduite de la politique russe dans les Républiques périphériques, supplantant celui du ministre des affaires étrangères dans des « points chauds » comme la Moldavie, le Caucase ou le Tadjikistan.

Dans les crises successives qui ont opposé Boris Eltsine à son Parlement, le général Gratchev prônait toujours la « neutralité »

de l'armée, tout en se rangeant au côté de l'exécutif. C'est ce qu'il fit au cours des deux semaines écoulées, même si on a dit, lundi à Moscou, qu'il avait été réticent, la veille au soir, à engager l'armée dans l'assaut de la Maison Blanche. Il était cependant ostensiblement présent, dans une limousine noire, au pied du Parlement, dont il avait annoncé dans la matinée la chute « avant la fin du jour ».

Le général Konstantin Kobets

C'est lui qui était présent continuellement au pied de la Maison Blanche, où il dirigeait les opérations d'assaut. Cet officier avait été le bras droit de Boris Eltsine pour les affaires militaires lorsque ce dernier n'était encore que président du Parlement de la Fédération de Russie. Lors du putsch manqué d'août 1991, il avait participé activement à la défense de la Maison Blanche aux côtés de Boris Eltsine, Alexandre Routskoï et Rouslan Khasboulatov. Supplanté ensuite au poste de ministre de la défense de la Russie,

qu'il se préparait à assumer, il reprit cependant des responsabilités importantes au sein de l'armée.

Le général Dimitri Volkogonov, conseiller militaire de Boris Eltsine depuis l'ascension de ce dernier, se tenait au côté du général Kobets dans la journée de dimanche, jouant le rôle de principal porte-parole militaire durant la crise.

Viktor Tchernomyrdine

Premier ministre de la Fédération de Russie, il a été nommé dimanche au poste de vice-président, celui qu'avait occupé Alexandre Routskoï. Devenu le numéro deux de l'Etat, l'homme qui assurait l'intérim en cas de disparition de Boris Eltsine est un ingénieur aux allures d'appareil classique, qui a gravi tous les échelons de l'appareil dans sa branche : le pétrole et le gaz.

Dans le chaos ambiant depuis un an, il a pourtant fini par offrir, aux yeux des « centristes », dont il a le profil, mais aussi d'un nombre croissant d'« étsiniens » démocrates, l'image de garant d'une certaine continuité de l'Etat. Né il

y a cinquante-cinq ans dans l'Oural, où il fut ouvrier, cet homme trapu, carré et peu communicatif avait été nommé premier ministre, en décembre 1992 sous la pression des conservateurs du Parlement, pour remplacer Egor Gaidar, accusé de tous les maux de la libération des prix.

Après quelques premiers pas où il restait fidèle à sa réputation de « conservateur », il se rallia à certaines idées réformatrices et acquiesça une image favorable auprès de certains de ses interlocuteurs occidentaux.

Sergueï Filatov

Chef de l'administration présidentielle depuis janvier dernier, poste-clé dans l'entourage de Boris Eltsine. Auparavant, il était premier vice-président du Parlement et « l'homme du président » au sein de cette Assemblée, où il avait pris la place de Rouslan Khasboulatov après que ce dernier fut passé à l'opposition. Il fut aussi nommé membre permanent du Conseil de sécurité, que préside Boris Eltsine.

S. Sh.

LE MONDE diplomatique

Octobre 1993

- **RUSSIE** : Un tourbillon de crises, par Jean-Marie Chauvier. — Une place incontournable en Europe, par Marc Ferro.
- **MAROC** : Le pouvoir entre la répression et le dialogue, par Rémy Leveau. — Les rendez-vous manqués de l'Histoire, par Mohamed Bazzi.
- **FRANCE** : Le pays s'interroge sur la meilleure manière d'intégrer les étrangers, par Norbert Rouland. — Répertoire succinct pour xénophobie moderne, par Philippe Videtier.
- **CEE** : L'Europe quand même, par René Lenoir.
- **CHINE** : Dérive financière et tentatives de reprise en main, par Roland Lew. — Un pouvoir affaibli par l'agitation paysanne (R.L.).
- **HAÏTI** : Le retour du président Aristide, par Jean-Pierre Alau.
- **ARGENTINE** : M. Menem empêche les dividendes de la stabilité, par Bernard Cassen.
- **MÉDIAS** : S'informer fatigue, par Ignacio Ramonet. — Les vidéo-virus de Los Angeles, par Yves Eudes.

En vente chez votre marchand de journaux - 20 F

ABONNEMENT

EUROPE

RUSSIE : l'assaut contre les insurgés retranchés dans le Parlement

Les Républiques de l'ex-URSS approuvent Boris Eltsine

Les présidents de six Républiques de l'ex-URSS (Arménie, Azerbaïdjan, Kazakhstan, Kirghizistan, Ukraine et Ouzbékistan) ont exprimé lundi 4 octobre dans un texte commun leur soutien à Boris Eltsine. « Le sang a été versé à Moscou et ceux qui en sont responsables se sont mis hors la loi », écrivent-ils.

La plupart des Républiques signataires de ce texte ont soutenu M. Eltsine depuis le début du conflit qui l'opposait au Parlement. Certaines ne cachaient pas leur crainte d'un retour au pouvoir des conservateurs et nationalistes russes. L'Ukraine, par exemple, ne peut oublier que le Parlement de Moscou a décrété territoire russe la ville de Sébastopol, au mois de juillet.

D'autres signataires du texte ont été dans le passé plus réservés envers Boris Eltsine, comme le président arménien Levon Ter-Petrosian et celui du Kazakhstan, Nursoultan Nazarbaev. En Géorgie, Edouard Chevardnadze, qui

accusait il y a encore quelques jours la Russie d'orchestrer la rébellion séparatiste d'Abkhazie, s'est lui aussi rangé du côté de Boris Eltsine. Les Géorgiens « considèrent votre victoire comme la leur », a-t-il affirmé dans un message au président russe.

Les présidents de Moldavie et de Biélorussie ont également pris publiquement le parti de Boris Eltsine, de même que le président lituanien, pour qui les partisans du général Routskoï portaient « la marque de fabrique de ceux qui ont versé le sang à Vilnius, en janvier 1991 ».

Les dirigeants de Lettonie et d'Estonie, qui mènent de difficiles négociations avec Moscou sur le retrait des troupes russes, sont restés sur la réserve et ont exprimé surtout leur inquiétude devant le risque d'instabilité. Aucune réaction n'est venue du Tadjikistan et du Turkménistan, en Asie centrale. — (Reuters)

Pour lutter contre la «dollarisation» de l'économie

La circulation des devises sera interdite à partir du 1^{er} janvier

Le président de la Banque centrale de Russie (BCR), Viktor Gouaratchchenko, a signé un texte interdisant la circulation en liquide des devises sur le territoire russe, à partir du 1^{er} janvier 1994, a annoncé, lundi 4 octobre l'agence Interfax.

Le rouble deviendra donc la seule devise autorisée dans les règlements en espèces mais « tous les paiements entre entreprises et citoyens russes pourront être effectués en devises dans toutes les formes internationales classiques » (virements et cartes de crédit notamment), selon le texte cité par Interfax.

Cette décision affectera grandement les magasins et boutiques de Moscou, qui vendent des produits occidentaux en dollars, pour échapper à l'inflation des prix libellés en rouble. L'agence qui décernait à ces commerces des licences pour vendre en dollars

sera fermée le 1^{er} novembre. Le ministre des finances, Boris Fiodorov, a déclaré à la télévision que les banques russes détenaient actuellement 11 milliards de dollars en dépôt des entreprises et particuliers russes.

Les prix intérieurs sont maintenant « proches » des prix internationaux, ce qui donne une certaine stabilité aux finances du pays, a-t-il affirmé. Les ministres des finances qui se sont succédé au gouvernement russe avaient, pour la plupart, réclamé l'interdiction de la circulation de devises, pour lutter contre la «dollarisation» de l'économie, tout en admettant la nécessité de stabiliser le rouble.

L'espoir d'une reprise en main du pays semble avoir donné l'occasion de tenter d'appliquer cette mesure depuis longtemps souhaitable. — (AFP, Reuters)

□ M. Chirac réaffirme son soutien à M. Eltsine. — Jacques Chirac a réaffirmé, lundi 4 octobre, son soutien à Boris Eltsine, « légitimement élu par le peuple russe » à la présidence de la Russie. Le président du RPR souhaite que « les élections générales interviennent le plus rapidement possible, afin de construire en Russie un Etat de droit sur des bases démocratiques ».

□ M. François-Poncet (UDF) : le « temps » de Boris Eltsine « est en train de passer ». — Ancien ministre des affaires étrangères et sénateur (Rassemblement démocratique et européen) du Lot-et-Garonne, Jean François-Poncet a affirmé, mardi 5 octobre, sur RMC, que le « temps » du président de la Fédération de Russie « est en train de passer ». « Bien que Boris Eltsine sorte très nettement renforcé » des

derniers événements de Moscou, parce qu'il a gagné », il est, selon l'ancien ministre, « l'homme qui transforme les victoires en défaites ».

□ M. Pasqua (RPR) : « L'Europe aurait intérêt à s'engager ». — Charles Pasqua a déclaré, lundi 4 octobre, au « Club de la presse d'Europe 1 », que « l'intérêt du monde » est qu'il y ait, en Russie, « un pouvoir légitime et démocratique ». Selon le ministre de l'Intérieur, le général Routskoï, « en prenant l'initiative des événements, a donné à Boris Eltsine une chance exceptionnelle de rétablir une légitimité complète et d'affirmer son autorité ». « L'Europe, qui s'est montrée prodigue de paroles et d'actes, aurait intérêt à s'engager », a-t-il ajouté.

□ M. Dumas (PS) : « proposer un plan Marshall ». — Roland Dumas,

Le vertige du succès

Suite de la première page

Le bilan de la bataille reste inconnu : les rares chiffres communiqués pour l'instant concernent essentiellement les affrontements de la nuit de dimanche à lundi devant le siège de la télévision (une vingtaine de morts), ou encore les pertes dans les rangs des forces de l'ordre, qui semblent assez faibles (quatre tués). Il y a aussi des centaines de blessés dans les hôpitaux de Moscou. Une source du ministère de l'Intérieur considère comme vraisemblable un minimum de trois cents morts (un porte-parole des défenseurs avait parlé lui de cinq cents morts en milieu de journée).

Le plus probable est que le bilan réel ne sera jamais connu — l'incendie provoqué par les tirs d'obus et qui a embrasé le haut du bâtiment ayant par ailleurs vraisemblablement facilité la tâche des unités chargées du dernier « nettoyage ».

Au moins le résultat politique est-il clair : les occupants de la « Maison Blanche » se sont rendus — alors même que des désespérés faisaient encore le coup de feu, comme ils le devaient continuer à le faire la nuit suivante, dans divers points de Moscou. Ainsi a-t-on vu sortir, entre deux rangées de soldats des bataillons Alfa, une file de députés, et puis une foule de plusieurs centaines de civils, des hommes et aussi des femmes et des jeunes gens, parmi lesquels il était difficile de distinguer sympathisants, membres des services du Parlement, ou véritables « défenseurs ».

Les combattants étaient traités un peu différemment, certains sont restés plusieurs heures les mains au mur, près du parapet du pont, les soldats les forçant à montrer leurs visages aux caméras de la télévision d'Etat, qui se chargea ensuite d'en diffuser les images avec les commentaires appropriés.

La démocratie mange ses enfants

Et puis sont sortis les « chefs » : le général Routskoï, en tenue dressée, le héros d'Afghanistan, qui avait tant répété qu'il préférait la mort au déshonneur, et qui dans les dernières heures, après avoir fait des offres de reddition conditionnelle, semblait essentiellement préoccupé de sauver sa vie. Rouslan Khas-

boulatov, le président du Parlement, en cravate, qui s'est dirigé sans mot dire vers le car qui devait l'emporter, lui et les autres responsables, vers la prison de Lefortovo; les généraux Baranikov, Dunaïev, et Aichalov, « ministres de la sécurité, de l'intérieur et de l'armée » du « président en exercice » Alexandre Routskoï.

Pour la plupart de ces hommes — MM. Routskoï, Khasboulatov, Baranikov et Dunaïev, — c'était la l'épilogue de leur seconde défense de la « Maison Blanche ». La première, ils l'avaient assurée aux côtés de Boris Eltsine, contre les « putschistes » de l'époque, qui eux n'avaient pas voulu — ou pas pu — faire donner l'assaut. Les soldats qui les conduisirent vers la prison, célèbre jadis parce qu'on y jetait les dissidents, appartenaient à ces mêmes unités Alfa que les putschistes d'août 1991 avaient alors chargés de préparer un plan d'attaque.

Préparer les élections

Et l'auteur de ce plan, jamais mis à exécution, n'était autre que le cinquième des vaincus du jour, le général Aichalov. Les amateurs de distinctions simples entre « démocrates » et « conservateurs » russes pourront méditer longtemps cette scène étrange. D'autant qu'on pourrait ajouter bien d'autres noms à la longue liste des anciens amis ou alliés de Boris Eltsine qui se sont retrouvés dans le camp d'en face.

La « démocratie » russe mange les enfants, avec une étonnante voracité. Manger-t-elle aussi son « chef », le vainqueur du jour ? Boris Eltsine se trouve aujourd'hui à un tournant essentiel. Il est débarrassé de tout adversaire « légitime » — ceux qui se posaient, hypocritement ou pas, en défenseurs de la légitimité constitutionnelle, ayant été défaits et rangés dans la catégorie des « criminels » et des « bandits », après avoir accepté le soutien de toutes sortes d'extrémistes de gauche et de droite.

Il peut donc donner à son régime un tour résolument autoritaire, et préparer les élections et la future Constitution de manière à éviter tout risque de mauvaise surprise. Il peut même revenir sur sa promesse

de tenir une élection présidentielle anticipée.

Certains membres de son entourage l'y poussent déjà ouvertement, tel Andreï Kozhev, « il y a un président et un pays qui le soutient, et puis des bandits », a expliqué lundi à la télévision russe le ministre des affaires étrangères, appelant à prendre « des mesures très dures » contre les bandits, avant d'ajouter, en s'appuyant sur « l'opinion de l'Occident », qu'une nouvelle élection présidentielle serait inutile et « ridicule ».

Le chef de l'administration présidentielle, M. Filatov, a fait savoir que « pour sa part il ne se hâterait pas de prendre une décision » concernant la date des élections. D'autres responsables appellent à la dissolution des parlements régionaux qui se sont opposés aux décisions du président.

Dès à présent, il y a des signes tangibles d'un durcissement du régime. Seize organisations politiques communistes ou ultranationalistes ont été interdites. Plusieurs journaux, parmi lesquels la Pravda, Sovetskaja Rossiia, Dien, mais aussi Rabotchaia Tribuna, ont été suspendus, et des hommes délégués par l'équipe présidentielle sont venus prendre possession de leurs locaux. L'ex-quotidien du Parlement, Rossiiska Gazeta, reparait, mais en tant qu'organe du gouvernement (c'est le deuxième). Un nouveau journal, peut-être éphémère, a aussi paru : Vivat President.

Installation de la censure

Par ailleurs, et même si le décret n'a toujours pas été publié officiellement, la censure a été instaurée. Deux journaux libéraux, Nezavisimaja Gazeta et Segodnia, sont parus mardi matin avec des blancs concernant soit des articles entiers, soit même des membres de phrase. L'un des articles refusés à Segodnia était un appel adressé par la rédaction à Boris Eltsine et proposant contre l'adoption des quotidiens d'opposition. L'autre était la description de la situation qui régnait au Kremlin dimanche après-midi — alors que le blocus du Parlement avait été forcé. L'auteur de l'article, qui se trouvait sur place, y faisait état d'un total désastre dans l'équipe présidentielle.

Il y a enfin la télévision, qui a repris avec une ardeur renouvelée son fonctionnement normal de ces derniers mois, c'est-à-dire celui d'une propagande écrasante. Cet excès de zèle, ces commentaires où l'hostilité à l'autre camp vise parfois à la calomnie et aux grossières contre-vérités, sont de toute évidence incompatibles avec la prati-

que d'une démocratie, fût-elle approximative. On peut même dire qu'elles ont contribué à la tragédie de ces derniers jours : ce n'est pas par hasard que les plus excités des partisans du Parlement se sont rués à l'attaque des bâtiments de la télévision — ce qui s'est terminé par un bain de sang. Et dans la nuit de lundi à mardi, c'est encore contre la façade de l'agence Tass et de quelques journaux « eltsiniens » que des commandos ont ouvert le feu.

Boris Eltsine avait commencé sa grande « offensive » d'automne par ce qu'il avait lui-même appelé une « préparation d'artillerie dans les médias ». Six semaines plus tard, il faisait tirer au canon sur le Parlement, avec l'approbation à peine gênée des démocraties occidentales. Saura-t-il résister au vertige du succès ?

JAN KRAUZE

Trois journalistes ont été tués dont Yvan Skopan cameraman de TF1

Trois cameramen, dont Yvan Skopan de TF1, ont été tués au cours des affrontements de Moscou, et plusieurs autres journalistes, dont le correspondant de TF1 ont été blessés, selon un bilan établi mardi 5 octobre.

Blessé grièvement par balles dimanche, alors qu'il se trouvait devant le siège de la télévision russe à Ostankino, Yvan Skopan est décédé mardi matin à l'hôpital de la Pitié-Salpêtrière à Paris, où il avait été transféré. Il avait été opéré dans la nuit de dimanche à lundi à Moscou. Le correspondant permanent de TF1 à Moscou, Patrick Bourrat, a été légèrement blessé au bras mais a pu réapparaître à l'écran, le bras en écharpe.

Par ailleurs, un cameraman britannique, Rory Peck, âgé de trente-six ans, a été tué dans la nuit de dimanche à lundi, alors qu'il tournait des images pour la chaîne allemande ARD. Un de ses confrères russes, Sergueï Krasnikov, de la chaîne de télévision ITA, a trouvé la mort dans les affrontements qui se sont déroulés à Ostankino. Selon l'ambassade des Etats-Unis à Moscou, un citoyen américain est mort en tentant de porter secours à un journaliste blessé devant l'immeuble de la télévision d'Etat et trois autres reporters américains ont été blessés. — (AP, Reuters)

DIPLOMATIE

Les déclarations du ministre allemand des affaires étrangères

Bonn estime qu'il ne faut pas brusquer Moscou à propos de l'élargissement de l'OTAN

L'Allemagne est soucieuse de respecter « la sensibilité » de la Russie à propos de l'élargissement de l'OTAN aux anciens pays du bloc soviétique, a déclaré lundi 4 octobre le ministre allemand des affaires étrangères Klaus Kinkel.

Rappelant que Boris Eltsine avait d'abord accepté le principe d'une adhésion de la Pologne à l'OTAN, M. Kinkel a déclaré : « Il y a eu ensuite de très fortes tensions en sens inverse, et il a envoyé une lettre au chancelier Kohl dans laquelle il dit clairement que tout ne sera pas aussi facile ». Le ministre allemand s'est dit personnellement favorable à une adhésion à l'OTAN des anciens pays communistes, mais « sous condition », estimant que les événements de ces derniers jours « ont donné raison » à ceux qui estiment qu'il ne faut pas brusquer la

Russie. A Varsovie, le conseil de sécurité qui regroupe des responsables de l'armée, de la police et du gouvernement, commentant les récents événements de Moscou, a estimé qu'ils « montrent une fois encore l'importance de l'adhésion future de la Pologne à l'OTAN ».

Le ministre des affaires étrangères, Krzysztof Skubiszewski, a déclaré que l'ambition de son pays d'intégrer l'OTAN est « un processus irréversible », qu'il n'est « dirigé contre personne », ni ne vise « à un quelconque isolement de la Russie ». Varsovie, a-t-il ajouté, « rejette fermement l'idée de placer la Pologne dans une zone grise entre l'Est et l'Ouest », avec des garanties émanant à la fois de Moscou et de l'Occident, comme l'avait suggéré Boris Eltsine. (AFP, Reuters)

□ Le général George Joulwan, nouveau commandant suprême de l'OTAN en Europe. — Le général américain George Joulwan a été nommé lundi 4 octobre, commandant suprême des forces de l'OTAN en Europe, en remplacement du général John Shalikashvili, qui vient d'être désigné chef d'état-major interarmes de l'armée américaine. Le général Joulwan, âgé de cinquante-trois ans, a servi pendant la guerre du Vietnam au sein de la 101^e division aéroportée. Il a été conseiller à la Maison Blanche (1973-1974), puis assistant spécial du commandant suprême des forces de l'OTAN en Europe (1974-1975). Il était jusqu'à présent commandant des forces américaines en Amérique latine. — (AFP)

□ Signature d'accords d'association entre la CEE, la République tchèque et la Slovaquie. — Les Douze ont signé des accords d'association avec la République tchèque et la Slovaquie, permettant une ouverture des marchés de la CEE à leurs productions et mentionnant la perspective de leur adhésion. Un tel accord avait été signé avec la Tchécoslovaquie le 16 décembre 1991, mais la scission du pays a obligé à le renégocier. Par ailleurs, les ministres des affaires étrangères de la CEE réunis à Luxembourg se sont dits prêts à accueillir à terme Chypre et Malte au sein de la Communauté, mais ils n'envisagent pas dans l'immédiat l'ouverture de négociations d'adhésion. — (AFP)



Le Monde
collection
l'histoire au jour le jour

L'EUROPE DE YALTA A MAASTRICHT 1945-1993

Les témoignages, les analyses et les commentaires de journalistes du Monde et d'historiens un ouvrage-clé pour mieux comprendre le temps présent

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

94852 (VRY) Codes

code d'accès APU

هناك من القتل

EUROPE

ESPAGNE : la visite du roi Juan Carlos à Bilbao

Une majorité de la population basque manifeste désormais son opposition à la violence

Le roi d'Espagne Juan Carlos était, mardi 5 octobre, à Bilbao. Une courte visite au cours de laquelle le souverain devait rencontrer des industriels basques, au moment où l'un des leurs, Julio Iglesias Zamora, est, depuis trois mois, séquestré par l'ETA. Ce voyage intervient également dix jours après la mort de deux membres présumés de l'organisation indépendantiste et alors qu'une majorité de la population demande que cesse la violence.

MADRID

de notre correspondant

Ce n'est pas un hasard si l'organisation Gesto por la paz (Geste pour la paix) vient de se voir décerner le prix Principe de Asturias (Prince des Asturies) de la concorde. Cette récompense a été attribuée au moment même où cette organisation de lutte contre la violence se trouve au centre du vaste bouleversement en cours au Pays basque.

Une petite révolution qui fait dire à la population : « Basta » (« Ça suffit ! »). Assez des attentats, des enlèvements, de l'impôt révolutionnaire, de l'intimidation, des violences au nom de la cause indépendantiste. Un vaste mouvement d'opinion en faveur de la paix, de la tolérance et de la démocratie, s'est développé à l'occasion de l'enlèvement, le 5 juillet d'un industriel, Julio Iglesias Zamora, toujours séquestré trois mois après par ses ravisseurs, en l'occurrence, le mouvement indépendantiste ETA.

Le peuple basque est fatigué de la violence. Il s'est dressé contre la terreur. Depuis sept ans, Gesto por la paz a entrepris une campagne d'opposition à « la barbarie », a insufflé une attitude de défi à la peur, de lutte contre l'apathie. Chaque fois qu'une personne tombait victime de la violence, d'un côté comme de l'autre, cette organisation pacifiste organisait des rassemblements de protes-

tation silencieux. De plus en plus, désormais, la population ose descendre dans la rue pour dire son indignation. Gesto por la paz compte à présent cent quarante-trois branches à travers tout le Pays basque et a réussi à transformer le silence d'une majorité craintive en un cri de silence républicain. Ne plus se taire, tel est le mot d'ordre, tel est le défi qui anime les porteurs de cette onde de ras-le-biel que Gesto por la paz et beaucoup d'autres organisations, plus modestes, sont parvenues à faire entendre.

La séquestration de Julio Iglesias Zamora a servi d'effet multiplicateur. Quarante-vingt mille personnes ont descendu en libération dans les rues de San-Sebastian, le 11 septembre, et la campagne du port du petit rond bleu est devenue le signe de ralliement de tous les citoyens hostiles à la violence terroriste. Ce mouvement de rue, couleur bleu France, en forme de A, du A de *askatu* (liberté), fait florès à travers toute l'Espagne.

Un beau bleu omniprésent

Comme si cette rébellion ouverte, ce débordement soudain d'indignation avait donné un courage suffisant à d'autres secteurs de la société basque, des maires, puis des entrepreneurs, se sont regroupés pour dire eux aussi « Ça suffit ! ». Dix des dix-huit municipalités du secteur de Gohierri, région située au sud-ouest de San-Sebastian, ont dénoncé « le chantage de l'ETA, ses extorsions et ses menaces », en s'opposant à la levée de « l'impôt révolutionnaire ». « La patience a des limites et nous ne sommes plus disposés à continuer à nous taire », a fait savoir le maire de Beasain, José Luis Arriola. Une initiative d'autant plus notable que Gohierri a toujours été le fief de l'ETA, une zone dont beaucoup de ses chefs sont issus.

C'est la raison pour laquelle ce secteur de quarante mille habitants a été aussi, plus que d'autres, l'objet de la pression des indépendantistes, pour que les industriels « contribuent à la lutte de libération ». Désormais,

eux aussi disent : « Haute-là » ! Les chefs d'entreprise ne veulent plus payer. « Que l'on nous laisse travailler en paix », disent-ils. La décision de l'un d'entre eux, José Cruz Larrañaga, séquestré il y a dix ans, de nouveau victime d'une tentative d'extorsion de fonds qui, dans un premier temps a décidé de partir, puis, finalement de s'opposer et de rester, a joué un rôle détonateur dans cette volte-face.

Un mouvement de solidarité s'est créé autour de lui et autour des entrepreneurs de Gohierri, parmi le patronat basque qui estime désormais que le moment est venu de dire non « aux luttes stériles », qu'il n'y a « plus aucune justification du recours à la violence alors qu'il existe des instruments et des canaux pour défendre n'importe quel type d'idées et de conceptions », et que, enfin, ce climat est négatif et préjudiciable aux investissements et au surcroît économique dont le Pays basque a bien besoin.

De telles attitudes — ce front du refus, cette opposition ouverte à un mouvement dont il n'y a pas si longtemps encore on acceptait les dérapages parce qu'il était le fer de lance d'une cause noble — étaient proprement impensables il y a seulement quelques années. Aujourd'hui, on n'hésite plus au Pays basque à qualifier l'ETA de « groupuscule mafieux », à dénoncer « l'inutilité d'assassinats barbares » comme celui d'un garde civil à la retraite de soixante-dix-sept ans et d'un petit trafiquant de drogue. Quelque chose a changé au Pays basque. Un haut-le-cœur a saisi la population.

La mort, il y a dix jours, d'un membre de l'ETA qui s'est jeté d'une

fenêtre d'un commissariat de Bilbao et celle d'une militante présumée, victime d'un crise cardiaque dans sa cellule, n'ont pas retourné la situation en faveur du mouvement, alors que ces deux « martyrs » venaient à point nommé. Il y eut des incidents et des affrontements avec les forces de l'ordre, mais la population n'a pas suivi les actions de protestation. La grève générale lancée, lundi 27 septembre, par Herri Batasuna, bras politique de l'ETA, n'a postiquement pas été suivie.

La police autonome en première ligne

La gauche radicale indépendantiste basque est dans les cordes, mais elle dispose encore d'appuis, notamment parmi les secteurs populaires de Renferia, à proximité de San-Sebastian, et au sein d'une jeunesse désœuvrée qui brûle les autobus et jette à la poubelle avec la police dans les vieux quartiers de San-Sebastian et de Bilbao. L'ennemi n'est cependant plus tout à fait le même.

C'est toujours officiellement le gouvernement de Madrid, mais c'est de plus en plus celui de Vitoria, le gouvernement basque, une coalition de socialistes et de nationalistes du PNV (Parti nationaliste basque). La Ertzaintza (police autonome) est le plus souvent en première ligne face aux manifestants mais surtout dans la traque des kidnappeurs, des poseurs de bombes et des porteurs de valises.

A part dans les grandes villes, cette force de 5 300 hommes se substitue

de plus en plus à la police espagnole et à la Guardia civil, dont les casernes ferment. Le chef de cette police aux biceps rouges, Juan Maria Alzuza, conseiller (ministre) de l'intérieur basque, fait figure de bête noire pour les militants indépendantistes. Son portrait est apparu sur les murs, au centre d'un collimateur, avec ces mots : « Les jours qui te restent sont un compte à rebours. »

Comme le constatent bon nombre d'hommes politiques, la question basque est devenue de plus en plus, au fil des années, une affaire de Basques. « La violence cessera quand la société basque assurera son rôle », dit Gesto por la paz. José Antonio Urbión, du PNV, constate, pour sa part, que l'enlèvement de Julio Iglesias Zamora est l'illustration d'un affrontement entre Basques. Juan Maria Olano, de Gestoras pro amnistia (Gestes pour l'amnistie), mouvement proche de Herri Batasuna, résume « toute crédibilité aux plateformes pour la paix » et estime qu'elles sont conscientes de leur responsabilité dans la permanence de la torture.

Il est désormais manifeste que le débat s'est déplacé, qu'il a lieu au sein même de la population. Le problème basque n'est plus uniquement une préoccupation du gouvernement central. Son règlement passe toujours par Madrid, mais les questions se posent aussi sur le terrain. Le roi, ardent défenseur de l'unité du pays, l'a compris.

MICHEL BOLE-RICHARD

GÉORGIE

Les forces gouvernementales auraient repris Khoni

Les forces gouvernementales géorgiennes ont repris, dimanche 3 octobre, la localité de Khoni, dans l'ouest du pays, enlevée ces derniers jours par les partisans de l'ancien président Zviad Gamsakhourdia qui mènent une offensive en direction de Tbilissi (le Monde du 5 octobre), ont annoncé les autorités géorgiennes. Par ailleurs, le président Chevardnadze, a déclaré lundi à la radio géorgienne qu'il serait « d'accord pour la tenue d'élections anticipées au printemps », pourvu qu'une nouvelle Constitution puisse, d'ici là, être adoptée. — (AFP, Reuters)

□ Appel de l'Association géorgienne en France. — L'Association géorgienne en France, qui dénonce une « tentative de reconstitution de l'empire russe », en critiquant l'engagement militaire de Moscou en Abkhazie, demande « aux Etats démocratiques et aux institutions internationales de garantir l'intégrité territoriale de la Géorgie et le droit des Géorgiens à vivre en paix sur leur territoire ».

STAG EUSA
ANGLAIS USA
Dans une grande université de Californie ou de Floride.
Départs possibles tous les 2 mois.
année (8 mois) : 60.000 F env.
semestre (4 mois) : 28.000 F env.
Cours, logement, repas inclus.
University Studies in America
CEPES 42, avenue Bosquet 75007 PARIS
(1) 45 50 28 28

Il est paru : 1.920 pages !

Le Dictionnaire Encyclopédique de la Finance

Tirage Limité

Une œuvre collective inédite à laquelle ont contribué 275 experts, personnalités marquantes du monde de la finance.

3.334 termes et sigles sur les concepts, les produits, les marchés, les techniques, les organismes et les organisations (procédures, systèmes, etc).

Des définitions précises, complètes, enrichies d'exemples concrets tirés de l'actualité financière.

Les rédacteurs extérieurs, au nombre de 275, sont les meilleurs experts des sujets concernés : parmi eux : Florin Abilhon et Patrick Poucet, Professeurs à l'Essec, Charles de la Baume, Professeur-associé au groupe ESCP, Baudouin de Brie, ancien Vice-Président de l'IBCA Notation Groupe, Philippe Cohen, Responsable de l'Analyse Technique au Crédit Lyonnais, Marc Fiorentino, Président-Directeur Général de Paine Webber France et International SA, Pierre Fleuriot, Directeur Général de la Commission des Opérations de Bourse, Philippe Iturbide, Chef Economiste à la Direction des Marchés de Capitaux de la Société Générale, Bertrand Jacquillat, Professeur de finances à l'université de Paris-Dauphine, Jean-François Lepetit, Président du Conseil du Marché à Termes, Olivier Robert de Massy, Directeur des Etudes de l'AFB, Bruno de Maalder, Président du Conseil des Bourses de Valeurs, Plusieurs experts de la Banque de France sous la direction de Jean-Pierre Patat, Adjoint au Directeur des Etudes, Gérard Flauwadel, Vice-Président du Groupement des Institutions Financières Spécialisées, André Serre, Président de la Sicover, François Veverka, Président du Directoire de S&P I&A, Jacques Weyren, Directeur Central de la Stratégie et du Développement de Matif SA.

Nom Prénom
Etablissement Fonction
Adresse
Code Postal Ville
Téléphone Télécopie
☐ Je commande exemplaires (1) du Dictionnaire Encyclopédique de la Finance au prix de 1.355 francs TTC et joins le chèque correspondant à l'ordre de GESPERRI, la filiale d'édition de La Synthèse Financière. L'ouvrage me sera envoyé à l'adresse ci-dessus des réception du règlement.
☐ Je souhaite également (ou je ne souhaite pas ☐) bénéficier du "taux découverte" pour connaître votre journal : 900 francs TTC pour 6 mois au lieu de 6.950 TTC l'abonnement annuel (offre strictement réservée à de nouveaux abonnés).
(1) - 5 % pour le deuxième exemplaire, - 10 % pour le troisième. Au-delà de 3 exemplaires nous consulter.
Date Signature autorisée Cachet de l'établissement

AMÉRIQUES

GUATEMALA

Référendum le 28 novembre sur l'épuration du Parlement

Le président guatémaltèque Ramiro de León a annoncé, lundi 4 octobre, que les électeurs seront appelés, le 28 novembre, à se prononcer pour ou contre l'épuration du Parlement et de la Cour suprême. Elu le 6 juin par ce même Parlement après l'échec du « coup d'Etat civil » de son prédécesseur Jorge Serrano, M. de León avait demandé en septembre la démission des 116 députés de l'Assemblée et des neuf magistrats de la Cour suprême au nom de la lutte contre la corruption. Cet appel avait divisé les parlementaires : les conservateurs rejetaient la proposition et les chrétiens-démocrates proposaient une épuration partielle.

Une victoire du « oui », prévisible selon les sondages, ne ferait que renforcer l'autorité morale de M. de León : la Constitution ne lui permet pas de dissoudre le Parlement (il n'y a pas de Sénat au Guatemala) ou la Cour suprême. (UPI, AFP)

□ ÉTATS-UNIS : le nombre de pauvres atteint son plus haut niveau depuis trente ans. — Le nombre de pauvres aux Etats-Unis a atteint 36,9 millions en 1992, son plus haut niveau depuis trente ans, a annoncé lundi 4 octobre le Bureau du recensement. Quelque 1,2 million d'Américains sont venus gonfler les rangs des pauvres en raison d'un chômage persistant et d'une sortie de la récession lente, précise cet organisme officiel. En moyenne, le chômage s'est établi à 7,4 % de la population active l'an dernier, contre 6,7 % en 1991. La pauvreté est définie officiellement, pour l'année 1992, par un revenu annuel inférieur à 14 335 dollars (80 000 francs environ) pour une famille de quatre personnes et 7 143 dollars (40 000 francs) pour une personne seule. — (AFP)

□ Robert Michel, chef de l'opposition républicaine à la Chambre, va prendre sa retraite. — Le chef de l'opposition républicaine à la Chambre des représentants, Robert Michel, a annoncé lundi 4 octobre à Peoria (Illinois) qu'il ne solliciterait pas un nouveau mandat l'an prochain. M. Michel, âgé de soixante-dix ans, avait été élu pour

HAÏTI

Le président Aristide accorde une amnistie

Le président en exil Jean-Bertrand Aristide, dont le retour à Port-au-Prince est prévu pour le 30 octobre, a signé, lundi 4 octobre à New-York, un arrêté accordant une « amnistie pleine et entière à tous ceux, militaires et civils, qui ont commis des actes politiques au cours de la période allant du 29 septembre 1991 au 3 juillet 1993 ».

Cette amnistie avait été prévue dans les accords conclus en juillet près de New-York entre le président Aristide et le chef de l'armée haïtienne, le général Raoul Cédras. En présence de ce dernier, des manifestants ont perturbé la réouverture de la Cour de cassation, protestant contre la nomination de son nouveau président. Par ailleurs, un groupe de civils armés a empêché la Cour des comptes de siéger, molestant et menaçant de mort plusieurs de ses juges. — (AFP)

la première fois au Congrès en 1956. Réélu dix-huit fois, il était leader de la minorité républicaine à la Chambre depuis 1980. « Si George Bush avait été réélu, je me serais senti obligé de rester pour suivre son administration. Maintenant, je n'ai plus cette obligation », a expliqué M. Michel. (AFP)

□ PÉROU : l'appel à la négociation du chef du Sentier lumineux diffusé à la télévision. — A l'occasion d'un discours à la nation, le président Alberto Fujimori a fait diffuser à la télévision, dimanche 3 octobre, une bande vidéo où le chef du Sentier lumineux, Abimael Guzman, a lu, depuis sa prison, une lettre demandant l'ouverture de « conversations pour la paix ». Deux jours plus tôt, M. Fujimori, suscitant l'incrédulité au Pérou, avait fait état de cette lettre datée du 15 septembre, devant l'Assemblée générale des Nations unies à New-York. Le chef de l'Etat a réitéré ses appels à la reddition des membres du mouvement, qui a revendiqué deux attentats à Lima ces dernières semaines. Selon M. Fujimori, le Sentier lumineux n'a « d'autre porte de sortie que la déroute totale ». — (AFP)

EUROPE

L'évolution des conflits dans les pays de l'ex-Yougoslavie

Bosnie : Musulmans contre Musulmans à Bihac

De nouveaux affrontements armés ont éclaté, lundi 4 octobre, dans l'enclave de Bihac (nord-ouest de la Bosnie-Herzégovine) entre forces musulmanes séparatistes et troupes fidèles au président bosniaque Alija Izetbegovic. Selon ces dernières, les combats ont fait neuf morts.

ENCLAVE DE BIHAC (Bosnie occidentale)

de notre envoyé spécial

Après dix-huit mois de guerre, la République de Bosnie-Herzégovine, dont 70 % du territoire est contrôlé par les Serbes, semble atteindre, dans ce réduit musulman de Bosnie occidentale encerclé par les Serbes, le dernier stade de la décomposition : des musulmans tirent sur d'autres musulmans. « Vite ! Nous sommes attaqués par des extrémistes musulmans. Ils tentent de forcer le passage. Vite ! » A Velika-Kladusa, au siège provisoire du gouvernement « autonome » et de la société Agrokomerc, Zlatko Jusic, le nouveau premier ministre de la province autonome de Bosnie occidentale, fraîchement déclaré, vient d'interrompre le « président », Fikret Abdic. Lui aussi musulman mais, avant tout, riche directeur de la puissante société Agrokomerc. M. Abdic justifie sa déclaration d'autonomie, ses projets de paix séparée, son rejet de l'autorité, d'un « centralisme », de l'« étatisme » des « radicaux vagues » de Sarajevo. Mais voilà que ses adversaires attaquent.

« Nordistes » contre « sudistes »

Les partisans d'une Bosnie unitaire, loyaux au président Izetbegovic, soutenus par le 5^e corps de l'armée bosniaque, tentent, ce samedi 2 octobre, de remonter du sud pour manifester, au nord, à Velika-Kladusa, berceau de l'autonomie et fief de M. Abdic ainsi que d'Agrokomerc. Skokovi, petit village au sud de Velika-Kladusa qui marque, ce jour-là, la « frontière » entre « autonomistes » concentrés dans le nord de la poche et « unitaristes » - basés au sud, - prend des allures de



ligne de front. La police civile, fidèle à Fikret Abdic et à ses deuschmarks, a barré la route avec des obstacles anti-chars, des parapets et des télévisions que l'on dit bourrées d'explosifs.

Sur les hauteurs, les policiers en armes se sont déployés dans des tranchées rapidement creusées. Des rafales de kalachnikov claquent : la police de M. Abdic a ouvert le feu. Dans le convoi des fidèles au président Izetbegovic, composé d'une trentaine d'autobus, on relève quatre blessés. Après une heure, les bus font demi-tour vers Bihac, fief des « unitaristes » et quartier général du 5^e corps de l'armée bosniaque. Dans la nuit, à Velika-Kladusa, un policier est tué par l'armée qui tente de prendre le contrôle de la radio locale, aux mains de Fikret Abdic.

« Je ne comprends plus rien ; on était venu les défendre contre les Serbes. Ils se battent entre eux ! », résume l'un des 1 300 « casques bleus » français déployés dans cette « zone de sécurité » des Nations unies. Depuis la proclamation de l'autonomie, lundi

27 septembre, la poche de Bihac - 1 500 habitants à plus de 80 % musulmans - se voit territoire à avoir résisté, en Bosnie occidentale, aux conquérants serbes, est divisée de l'intérieur. Autour de la poche, les Serbes, qui se gardent d'attaquer, et les Croates, également en guerre avec les musulmans, s'amusent du dernier « coup » de « Fikret » ; leurs médias le soutiennent.

D'un côté, à Velika-Kladusa épargnée par les artilleurs serbes, les autorités civiles de la nouvelle « province autonome de Bosnie occidentale » veulent une paix séparée et entendent commercer avec leurs voisins. Dans l'autre camp, à Bihac régulièrement bombardé par les Serbes, le commandant du 3^e corps de l'armée bosniaque, Rasim Drekovic, un militaire de carrière décrit comme traditionaliste, continue d'obéir aux ordres du président Alija Izetbegovic. Sarajevo a exclu M. Abdic de la présidence collégiale. Et demandé à l'armée de reprendre les choses en main en Bosnie occidentale.

Dans la ville même de Bihac, la police militaire a pris le contrôle des centraux téléphoniques, de la radio-télévision ainsi que des barrières routières, les renforçant de mines anti-chars. La police civile, fidèle aux « nordistes », est barricadée dans ses locaux. L'un de ses chefs a été blessé par un soldat. Au nord, à Velika-Kladusa, les policiers, épuisés par deux brigades de l'armée passées du côté de M. Abdic, tiennent les médias et le terrain. Au milieu de la poche, les deux camps tentent de s'emparer du territoire. Dans la ville de Cazin, où chaque camp a organisé sa manifestation, la station de radio a changé plusieurs fois de mains et serait, aux dernières nouvelles, contrôlée par les militaires.

« Démocratie » et argent

Chacun a ses motifs et, derrière les discours, des arguments plus convaincants. Les « nordistes autonomistes » de M. Abdic mettent en avant le réalisme, la démocratie et utilisent discrètement l'argent d'Agrokomerc. M. Abdic paye bien une police de quelque 1 500 hommes ainsi que ses employés d'Agrokomerc, qui servent de masse de manœuvre pour reprendre, lors de « manifestations démocratiques », du terrain aux militaires. Les autonomistes, qui ont nommé deux Serbes dans leur « gouvernement », veulent faire la paix tout de suite avec leurs voisins, transformer la « province » en un Monaco bosniaque, une zone sans taxes avec un port franc à Rijeka (Croatie) qui profiterait à tout le monde (et surtout à Agrokomerc).

Le camp des « sudistes unitaristes » ne semble pas opposé à une autonomie locale mais défend les « principes », la légalité bosniaque. « Après la guerre, d'accord pour l'autonomie, mais ceux qui manifestent ici devraient être sur la ligne de front pour défendre la poche et la Bosnie. On ne peut faire la paix pendant que nos frères se font tuer en Bosnie centrale », estime un soldat. « Fikret Abdic a l'appui des agressifs (Serbes et Croates) », estime Mirsad Sedid, l'adjoint du commandant du 5^e corps. « L'initiative d'autonomie doit suivre les procédures du Parlement de Sarajevo. La proclamation unilatérale de M. Abdic est illégale. C'est le travail de l'armée de protéger l'intégrité du pays », conclut-il.

Le camp autonomiste crie à la « dictature militaire » et à la trahison. « C'est Alija Izetbegovic qui a signé l'accord avec les Serbes sur l'éclatement de la Bosnie », plaçant la poche de Bihac, isolée du reste de la Bosnie centrale musulmane, dans une situation impossible, estime Zlatko Jusic qui, comme tous les autonomistes, souligne qu'aucun représentant de Sarajevo n'est venu ici depuis le début de la guerre. Toutefois, M. Abdic, qui juge sa déclaration d'autonomie irrévocable, ne contrôle vraiment que Velika-Kladusa. Mais il a de l'argent et semble être soutenu, non seulement par les Serbes et les Croates, mais aussi par une partie de la communauté internationale.

Ayant fait leur deuil de la Bosnie, les négociateurs de Genève espèrent visiblement qu'une paix à Bihac fera tâche d'huile, s'étendant à Tuzla puis à d'autres régions. Cependant, les différentes manœuvres des uns et des autres n'ont, pour le moment, produit qu'un nouveau conflit et quelques tombes supplémentaires.

JEAN-BAPTISTE NAUDET

La « République d'Agrokomerc »

VELIKA-KLADUSA (Bosnie occidentale)

de notre envoyé spécial

L'entreprise Agrokomerc ne lui suffit plus : il veut un pays Agrokomerc ! Ce soldat bosniaque, qui manifeste contre l'autonomie de l'enclave musulmane, proclamée par Fikret Abdic, patron de la société Agrokomerc de Velika-Kladusa, est écorché. Mais il a lui-même été transporté dans un bus marqué du sigle du grand combat agroalimentaire. Pour la seconde fois, le richeissime Fikret Abdic et sa puissante société font trembler un pays.

Cette fois-ci, il a déclaré autonome la zone de Bosnie occidentale où est basée la première entreprise de la région et la vingt-quatrième de l'ex-Yougoslavie. En 1987, l'affaire Agrokomerc, le plus grand scandale financier qu'ait connu l'ex-Yougoslavie, avait ébranlé la fédération. L'« Agrokomerc », décrit à l'époque comme « une véritable catastrophe nationale », avait conduit, entre autres, un vice-président yougoslave à la démission et M. Abdic en prison pour des lettres de change sans provision de près de 1 milliard de dollars.

Aujourd'hui, sa déclaration d'autonomie a peut-être porté un coup fatal à une Bosnie-Herzégovine à l'agonie. « Beaucoup d'employés d'Agrokomerc ont approuvé l'initiative de M. Abdic car ils ont été menacés de licenciement », affirme un habitant de Velika-Kladusa qui préfère rester anonyme. Dans les manifestations quotidiennes en faveur de l'autonomie, les cars de la société déversent la foule des employés - près de 13 000 personnes en 1987. Si

M. Abdic réussit, la province autonome de Bosnie occidentale ressemblera certainement à une « République d'Agrokomerc ». Les publicités et les panneaux de la société sont déjà omniprésents dans cette enclave, une ex-région militaire de la pointe nord-ouest de l'empire ottoman.

Le très original projet de Constitution préparé par M. Abdic pour sa province risque de donner une majesté à Agrokomerc et à ses entreprises satellites. Sur 40 députés, « 15 seront élus au suffrage universel, 20 seront élus dans les entreprises, les industries et les coopératives et 5 par le secteur public », peut-on lire dans une proclamation du « président Abdic ». En attendant de rejoindre Bihac, la « capitale » de l'enclave, les autorités de la « province autonome » sont installées à Velika-Kladusa, au siège de la société, relativement prospère malgré la guerre. Grâce à ses réserves financières, ses bonnes relations avec les Serbes et les Croates - parfois des anciens employés -, à ses sociétés en Croatie et à Vienne, Agrokomerc a organisé un commerce florissant.

Sa puissance financière est redoutée par les militaires opposés à l'autonomie. « Grâce à ceux des soldats qui sont aussi ses employés et qu'il continue de payer, M. Abdic tente de prendre de l'intérieur le 5^e corps de l'armée », s'inquiète l'un de ses commandants. En attendant l'issue du combat, on fait, ici, de l'humour : « Que restera-t-il après la guerre ? Velika Srbija (la Grande Serbie) Velika Hrvatska (la Grande Croatie) etc... Velika-Kladusa ! ».

J.-B. N.

Le Conseil de sécurité a prorogé le mandat des « casques bleus » en Croatie

Après une semaine de négociations à huis clos et deux résolutions prorogeant le mandat pour vingt-quatre heures puis pour quatre jours, un troisième texte prolongeant la présence de quatorze mille « casques bleus » en Croatie pour une période de six mois, allant jusqu'au 31 mars 1994, a été adopté, lundi 4 octobre, à l'unanimité.

NEW-YORK (Nations unies)

de notre correspondant

Protégeant, à l'évidence, les intérêts de son allié serbe, Moscou s'opposait à toute référence explicite à la Yougoslavie (Serbie et Monténégro) dans le texte, comme le demandaient les Croates. Le mandat des « casques bleus » en Croatie se terminant le 30 septembre, le Conseil a adopté une position d'attente, prolongeant, dans un premier temps, ce mandat de jour en jour, jusqu'à ce qu'un compromis soit trouvé. Mais, profitant d'une nouvelle crise à Moscou, l'ambassadeur de Russie, Youli Vorontsov, a finalement décidé de voter en faveur de la résolution.

Dans une lettre au Conseil de sécurité, le 24 septembre dernier, le président croate Franjo Tudjman laissait planer la menace d'une demande de retrait de la Force de protection des Nations unies, car, disait-il, son mandat consistait « non pas à maintenir la paix mais à maintenir le statu quo ». Il exigeait que la FORPRONU désarme les forces serbes en Croatie, faute de quoi Zagreb exigerait le départ de l'ONU, « au plus tard le 30 novembre ». Dans son discours devant l'Assemblée générale, M. Tudjman a renouvelé, le 28 septembre, sa menace et donné quarante-huit heures au Conseil pour modifier le mandat de la FORPRONU.

Formulation alambiquée

En revanche, dans une formulation compliquée, proposée par la France, le Conseil « déclare » que l'absence de coopération dans la mise en œuvre du plan de paix « aurait de graves conséquences » et, sans nommer spécifiquement la Serbie, ajoute que la « normalisation complète de la position de la communauté internationale à l'égard des intérêts y compris de leurs actions concernant la mise en œuvre de toutes les résolutions pertinentes du Conseil ».

Moscou a également rejeté la demande de Zagreb d'étendre à la Croatie la protection aérienne de la FORPRONU en Bosnie. Cette extension avait été demandée par le secrétaire général, Boutros Boutros-Ghali. Le Conseil a décidé d'examiner « de manière urgente » cette question et autorise, par ailleurs, la FORPRONU « dans l'accomplissement de son mandat en Croatie, pour se défendre, à prendre toutes mesures nécessaires y compris en recourant à la force » afin d'assurer sa sécurité et sa liberté de mouvement.

Le président Tudjman a obtenu partiellement satisfaction, mais les Serbes de Krajina (région de Croatie sous le contrôle des forces serbes) ont, pour leur part, menacé de ne participer à aucune négociation de paix si la résolution était adoptée telle qu'exigée par Zagreb.

AFSANE BASSIR POUR

PROCHE-ORIENT

En Cisjordanie

Deux organisations islamistes revendiquent la responsabilité d'un attentat à la voiture piégée

Deux organisations islamistes palestiniennes, Hamas et le Jihad islamique-Belt al Makhdes, ont revendiqué séparément l'attentat-suicide à la voiture piégée perpétré lundi 4 octobre en Cisjordanie (le Monde du 5 octobre), qui a fait, selon un dernier bilan, un mort et trente blessés.

« C'est une riposte à la politique d'Israël contre la résistance islamique », a déclaré un correspondant anonyme, se réclamant de Hamas, dans un appel téléphonique à une agence de presse étrangère à Jérusalem. « Les bataillons de Salf al Islam (l'Épée de l'Islam) en Palestine revendiquent l'opération », a indiqué de son côté le Jihad islamique-Belt al Makhdes, qui, dans un communiqué publié à Amman, s'est déclaré déterminé à « poursuivre la lutte et le martyriser jusqu'à la libération de tout le territoire palestinien ».

Par ailleurs, le leader de l'OLP,

Yasser Arafat, a accusé lundi Israël de traquer dans les territoires occupés non seulement les militants intégristes, mais aussi ceux du Fath. « Nous ne sommes pas d'accord avec l'affirmation selon laquelle ils traqueraient le groupe Hamas. Je suis responsable de tout le peuple palestinien. Quand nous avons signé l'accord (avec Israël), nous l'avons fait au nom du peuple palestinien », a-t-il dit lors d'une conférence de presse à Alger.

A Paris, le ministère des affaires étrangères a condamné « tous les actes de violence qui entravent le processus de paix » au Proche-Orient, « au moment où tout doit être fait au contraire pour assurer le succès ». « Il importe que chacun s'abstienne de mettre à mal ce processus », a déclaré un porte-parole du Quai d'Orsay. - (AFP, Reuters).

En raison de la poursuite de la colonisation

Israël sera privé d'une partie des garanties de crédit américaines

En raison de la poursuite de la colonisation dans les territoires occupés, les États-Unis vont déduire 437 millions de dollars sur les 2 milliards de garanties de crédit promis cette année à Israël. Le département d'État en a informé des parlementaires qui ont rendu l'information publique lundi 4 octobre.

Le montant de la pénalité représente l'estimation américaine des dépenses de l'État juif pour de nouvelles implantations. Le Congrès avait approuvé l'an dernier 10 milliards de dollars de garanties de crédit, sur cinq ans, en faveur d'Israël. Mais pour faire pression sur les Israéliens afin qu'ils cessent la colonisation en Cisjordanie et dans le territoire de Gaza, il avait stipulé que le gou-

vernement de Jérusalem perdrait un dollar pour chaque dollar dépensé dans de nouvelles implantations. - (AFP).

Le Cambodge et le Burkina Faso rétablissent leurs relations diplomatiques avec Israël. - Après le Gabon et l'île Maurice la semaine dernière, le Cambodge et le Burkina Faso ont rétabli, lundi 4 octobre, leurs relations diplomatiques avec Israël, a annoncé la mission israélienne à l'ONU. A la suite de l'accord conclu avec l'OLP, le ministre israélien des affaires étrangères, Shimon Peres, qui se trouve à New-York, a multiplié les contacts diplomatiques avec les pays n'ayant pas - ou plus - de rapports avec son pays. - (AFP).

Pakistan : la « flèche » com

la « flèche » com

la « flèche » com

la « flèche » com

la « flèche » com

la « flèche » com

la « flèche » com

la « flèche » com

la « flèche » com

la « flèche » com

la « flèche » com

la « flèche » com

la « flèche » com

la « flèche » com

la « flèche » com

la « flèche » com

la « flèche » com

la « flèche » com

la « flèche » com

la « flèche » com

la « flèche » com

la « flèche » com

la « flèche » com

la « flèche » com

la « flèche » com

la « flèche » com

la « flèche » com

la « flèche » com

la « flèche » com

la « flèche » com

la « flèche » com

la « flèche » com

la « flèche » com

la « flèche » com

ASIE

Pakistan : la « flèche » contre le « tigre »

Organisées de manière exemplaire, les élections du 6 octobre sont marquées par l'affrontement entre Benazir Bhutto et Nawaz Sharif

LAHORE

de notre envoyé spécial
« Pour la première fois depuis longtemps, ces élections seront libres et exemptes de toute fraude », affirme Salman Taseer, ancien porte-parole du Parti du peuple (PPP) de Benazir Bhutto. « En 1990, j'ai été battu. Cette fois-ci, si je perds, je perds, et je n'ai pas contesté les résultats », ajoute-t-il (1).

Cette remarque de l'un des proches lieutenants de M^{me} Bhutto résume bien l'atmosphère qui prévaut à la veille des élections générales de mercredi 6 octobre : dans cette démocratie encore balbutiante, on a désormais confiance en l'impartialité du processus électoral. C'est ce qui fait la singularité de ce scrutin, le troisième en moins de quatre ans dans un pays longtemps gouverné par la main forte. Cette fois, c'est le rôle des militaires qui marque une saisissante rupture avec un passé encore très proche. L'armée a déployé une grande partie de ses effectifs pour assurer le bon déroulement du scrutin. Une

première au Pakistan, qui a connu la poigne de fer des généraux pendant près de la moitié de ses quarante-six ans d'indépendance.

Certes l'armée est toujours aussi puissante et a encore montré récemment qu'elle avait son mot à dire en cas de crise. Mais le « changement de culture » est indéniable, même si le vœu du scrutin ne pourra ignorer les désirs de cette « grande muette », qui continuera à jouer d'un très grand pouvoir, en coulisse désormais.

Cette nouvelle donne est à mettre au crédit du premier ministre par intérim, Moeen Qureshi : dès sa nomination, au terme de plusieurs mois d'une crise politique aiguë provoquée par l'impossible cohabitation entre le président Ghulam Ishaq Khan et le chef du gouvernement, Nawaz Sharif, cet ancien vice-président de la Banque mondiale a pris le taureau par les cornes. Non content de lancer d'audacieuses réformes économiques, M. Qureshi, qui jouit du soutien de l'armée, assure les partis de sa stricte neutralité et lancé une impressionnante « opération coup de balai » contre les « fraudeurs ».

De nombreux candidats qui avaient contracté des prêts auprès de banques d'Etat, en jouant de leur influence ont été forcés de les rembourser sous peine de disqualification. Des dizaines de « mauvais payeurs » ou de personnalités dont les liens avec les trafiquants de drogue étaient connus ont ainsi été empêchés de se présenter. La chasse aux barons de la drogue constituée d'ailleurs une autre « première » dans un pays où certains candidats étaient jusqu'alors au Parlement.

« Un billet d'avion pour Paris »

Reste à savoir si tout cela aura redonné une certaine légitimité aux candidats en lice. L'opinion a applaudi aux initiatives de M. Qureshi, mais, lassée de la corruption et des soudoyés joues politiques, elle n'accorde qu'un maigre crédit aux députés. De nombreux observateurs prévoient une faible participation électorale. La flèche contre le tigre, Benazir Bhutto contre Nawaz Sharif. Les cinq semaines de campagne électorale ont été le théâtre d'une âpre bataille de symboles : la flèche est l'emblème électoral du PPP, le tigre, celui de la Ligue musulmane du premier ministre sortant.

Pendant cette campagne épuisante, M^{me} Bhutto et M. Sharif n'ont pas lésiné sur les qualificatifs pour se discréditer l'un l'autre. M. Sharif a promis de « jeter » son rival « dans la rivière », affirmant étrangement qu'au soir du 6 octobre, Benazir « peut prendre son billet d'avion pour Paris » (1). Cette dernière a rétorqué que « la flèche percera le cœur du tigre ». Reste qu'au-delà des insultes et de la série de promesses de conduire le pays vers « les chemins de la modernité et du progrès », les deux candidats n'ont pas vraiment su convaincre de la pertinence de leur programme : ces élections sont perçues par beaucoup « comme une lutte de pouvoir personnel entre Benazir Bhutto et Nawaz Sharif », remarque le mensuel de Karachi, The Herald.

Il est vrai que les deux rivaux ont de sérieux comptes à régler. Premier ministre pendant moins de deux ans, Benazir Bhutto a été brutalement limogée en 1990 avant d'être remplacée par Nawaz Sharif, à l'époque le candidat du président. Quant à M. Sharif, « démissionnaire » en avril dernier puis réintégré aux commandes avant d'être à nouveau limogé en juillet, il nourrit la haine la plus vive pour M^{me} Bhutto. Celle-ci n'a pas hésité à soutenir le président quand celui-ci décida de se débarrasser d'un premier ministre avec lequel il avait fini par se brouiller. Le résultat de ce renversement d'alliance, typiquement pakistanais, a été ces élections anticipées.

Si le scrutin s'annonce serré, Benazir aurait de bonnes chances de l'emporter et les sondages la donnent gagnante d'une courte tête. Cette fois, elle a bien changé, « la fille de l'Est » (2). « J'étais naïve, confiait-elle récemment à des journalistes. Mais maintenant j'ai beaucoup appris. » Apprès au point de ne pas refuser les compromis, voire les compromissions, au point de ne faire confiance à personne ou presque, d'être souvent décrite comme « arrogante et insensible ». On est loin de l'image de la « révolutionnaire » en lutte contre la dictature des militaires, de cette femme courageuse en tenue d'islam que les médias occidentaux avaient portée au pinacle durant les élections de 1988.

Ce pragmatisme l'a également conduite à donner de son parti l'image d'une formation plus proche de l'établissement et à ramener les anciens idéaux socialistes.

■ CAMBODGE : pas de conseillers du gouvernement Khmers rouges, selon Norodom Ranariddh, premier ministre, a indiqué que son gouvernement pourrait offrir des postes de conseillers aux Khmers rouges si ces derniers acceptent de dissoudre leur armée et leur administration. (AFP, UPI)

de son père Zulfikar Ali Bhutto. Ce qui a provoqué de nombreux mécontentements et quelques démissions dans les rangs du PPP. Reste que l'héritière du clan Bhutto, la fille du « martyr » pendu par ses militaires que Benazir courtise aujourd'hui, continue de jouir d'une extraordinaire popularité. Non seulement dans sa province natale du Sind mais aussi du Pendjab, la région la plus riche et la plus peuplée du pays.

Près de la moitié des députés sont pendjabis, et la victoire se décidera dans cette province, qui est par ailleurs le fief d'un Nawaz Sharif, qui garde toutes ses chances. Pendant ses trente-deux mois au pouvoir, cet industriel milliardaire qui ne possède ni le charisme, ni la culture, ni sans doute l'intelligence de M^{me} Bhutto, s'est pourtant imposé comme un vrai dirigeant politique. Il a initié un processus de réformes économiques libérales, multiplié des initiatives populistes qui ont coûté cher à l'Etat mais lui ont valu le soutien d'hommes d'affaires et des petits entrepreneurs.

« La mémoire courte »

La corruption de son administration et la façon dont il a géré le pouvoir distribué crédits et faveurs à ses amis et à sa famille risquent pourtant de tourner à l'avantage de M^{me} Bhutto. Le bilan des années au pouvoir de Benazir n'est pas non plus des plus brillants, mais les « Pakistanais ont la mémoire courte », comme le remarque ironiquement un journaliste de Lahore. D'autant que, cette fois, Nawaz Sharif doit livrer bataille seul. L'alliance dont il avait pris la tête en 1990 a volé en éclats. Son ancien allié fondamentaliste-musulman, le Jammat Islami, a constitué un front islamique pakistanais (PIS), le privant d'une partie de son électorat traditionnel. Benazir, au contraire, bénéficie du soutien de certains « transfuges » de la Ligue musulmane et de quelques petites formations qui pourraient faire la différence.

L'hypothèse d'une « Chambre introuvable » n'est donc pas à exclure. Si aucun des partis ne parvient à dégager une majorité suffisante, on pourrait envisager un gouvernement de coalition, comme il a fait remarquer M. Qureshi. Mais, sur ce point au moins, Benazir Bhutto et Nawaz Sharif sont d'accord : pas question de gouverner ensemble.

BRUNO PHILIP

(1) M^{me} Bhutto affirma que les élections de 1990 avaient été truquées.
(2) Titre de l'autobiographie de Benazir Bhutto.

CHINE

Pékin a procédé à un essai nucléaire

La Chine a procédé, mardi 5 octobre à 2 heures du matin TU, à un essai nucléaire souterrain, a annoncé l'agence scientifique britannique Verdict. La nouvelle a été officiellement confirmée à Pékin. « L'essai montre que la Chine place le développement de ses armes nucléaires avant les tentatives internationales de limiter la prolifération nucléaire », a estimé l'agence, selon laquelle l'explosion a eu lieu sur le site du Lob-Nor, provoquant une secousse de 5,8 sur l'échelle de Richter. Ce tir d'une puissance d'environ 80 kilotonnes (six fois Hiroshima) serait donc le trente-neuvième essai connu de la Chine.

Le 29 septembre, le ministre chinois des Affaires étrangères avait déclaré devant l'Assemblée générale des Nations unies que, « maintenant que les armes bactériologiques et chimiques ont été interdites, nous estimons qu'il est grand temps de mettre au calendrier une interdiction totale et la destruction complète des armes nucléaires » et que « la Chine s'est toujours imposé une grande retenue en matière d'essais nucléaires ».

Qian Qichen répondait aux Etats-Unis, qui avaient peu avant exprimé leur « profonde inquiétude » à l'égard d'une explosion qu'ils savaient imminente. Le président Clinton avait, le 3 juillet, fait savoir que, si un pays reprenait ses tests, cela remettrait en cause le moratoire sur les essais nucléaires annoncé le même jour.

Que va faire la France ?

Washington - dont les relations avec Pékin se sont détériorées ces derniers mois - lui reproche de contribuer à la prolifération dans les domaines nucléaire, balistique ou chimique. Si les Chinois voulaient mettre en difficulté Moscou, Washington, Paris et Londres, trop heureux d'être parvenus à un accord provisoire de leurs essais nucléaires, ils ont réussi. La belle entente va-t-elle vaciller ? Les quatre grands vont-ils remettre en cause leur décision ? La situation est d'autant plus cocasse, surtout pour la France, que, le 4 juillet, le président de la République avait déclaré que Paris était « favorable à un traité d'interdiction complète des essais à condition qu'il soit universel ».

■ CORÉE DU SUD : Séoul accepte de discuter avec Pyongyang. - La Corée du Sud a accepté, lundi 4 octobre, une proposition nord-coréenne de pourparlers sur les questions qui opposent les deux régimes, y compris le problème nucléaire. Une délégation sud-coréenne dirigée par le vice-ministre de l'unification a été chargée de prendre contact avec le Nord. (AP, Reuters)

sel et vérifiable ». La Chine, qui ne désire manifestement pas s'engager sur la voie de la sagesse, risque de donner du grain à moudre aux tenants d'une reprise rapide des essais.

En France, les experts du CEA affirment qu'une campagne de tirs de qualification est nécessaire pour évaluer et valider la nouvelle tête nucléaire TN-75 des missiles M-45 destinés à équiper le sous-marin le Triomphant. D'autres sont souhaités pour mettre au point la charge à « énergie réglable » du missile air-sol à longue portée (ASLR) du Rafale.

La France ira-t-elle dans ce sens après l'explosion chinoise ? Cela paraît peu probable si l'on en juge par les déclarations du ministre de la Défense, qui vient d'affirmer dans le mensuel Forum des Clubs Perspectives et Réalités (Le Monde du 5 octobre) que « La France n'acceptera aucune perte de crédibilité, ni d'indépendance, ni de suffisance [...] pour ce qui concerne sa force de dissuasion ».

« Sur un détail de quelques années, ajoutait François Léotard, elle ne prend pas de risque sur sa sécurité (1) », à condition de se doter rapidement des installations de simulation prévues par le programme PALEN (préparation à la limitation des expérimentations nucléaires). Mais ne faut-il pas voir dans ces propos un indice du contenu du rapport secret que les experts désignés en juillet par le premier ministre et le ministre de la Défense doivent incessamment remettre sur les préjudices que le moratoire pourrait avoir sur la modernisation de l'arsenal nucléaire français ?

(1) Depuis le printemps 1992, la France, qui a procédé à quelques deux cents essais nucléaires, a interrompu toute expérience.

■ Visite du président du Parlement européen. - « La Communauté européenne et la Chine ont une relation normale » et rien ne conditionne leur approfondissement, a déclaré, lundi 4 octobre, en visite officielle à Pékin, le président du Parlement européen, M. Egon Klepsch, qui s'est dit « très impressionné par la nouvelle génération de dirigeants chinois », à l'indiquant qu'il avait abordé avec ses interlocuteurs la question des droits de l'homme. (AFP)

■ Un rédacteur en chef « réformiste » au Quotidien du peuple. - Le Quotidien du peuple a un nouveau rédacteur en chef depuis la semaine dernière, Fan Jingyi, connu pour ses positions libérales en matière économique et sa volonté de réformer la presse. M. Fan, un sexagénaire ancien rédacteur en chef du Quotidien de l'économie depuis 1986, remplace Shao Huaze, qui conserve néanmoins son poste de directeur du quotidien. Il s'agit du premier changement à la tête de la rédaction de l'organe central du Parti communiste depuis les événements de 1989. (AFP)

AFRIQUE

AFRIQUE DU SUD

Les assassins présumés de Chris Hani plaident « non coupable »

Le procès des meurtriers présumés de Chris Hani, dirigeant du Parti communiste (SACP) et du Congrès national africain (ANC), s'est ouvert lundi 4 octobre devant le Cour suprême de Johannesburg. Janusz Walus, émigré polonais de trente-huit ans, Clive Derby-Lewis, ancien député du Parti conservateur (CP, extrême droite), et son épouse Geyse, une ancienne religieuse d'origine australienne, comparaissent pour « meurtre, association de malfaiteurs et possession illégale d'armes et de munitions ».

JOHANNESBURG

de notre correspondant

Le 10 avril, Chris Hani, secrétaire général du Parti communiste (SACP) et membre de la direction de l'ANC, était assassiné alors qu'il descendait de sa voiture, devant son domicile de Boleburg, dans la banlieue de Johannesburg (Le Monde du 13 avril). La mort de ce dirigeant noir très populaire au sein de sa communauté, alors que représentaient les négociations constitutionnelles calées depuis plusieurs mois, avait provoqué une flambée de violence qui s'était traduite par la mort de plus de trois cents personnes.

L'acte d'accusation lu à l'audience désigne l'assassin comme étant Janusz Walus, un militant d'extrême droite - membre de l'organisation néonazie AWB - interpellé une dizaine de minutes après le meurtre, grâce au témoignage d'une voisine qui avait relevé le numéro d'immatriculation de sa voiture. Les policiers devaient retrouver dans le véhicule, à côté d'une boîte de munitions, deux armes, dont l'une, volée trois ans auparavant au quartier général de l'armée de l'air par un commando

d'extrême droite, s'aurait être celle qui avait tué Chris Hani.

Des traces de sang, du même groupe que celui de la victime, étaient également trouvées sur les vêtements de Janusz Walus.

Quelques jours plus tard, les enquêteurs avaient arrêté Clive Derby-Lewis et son épouse Geyse. L'ancien député conservateur est accusé d'avoir procuré à Janusz Walus l'arme du crime. M^{me} Derby-Lewis, quant à elle, aurait collecté des renseignements sur plusieurs personnalités susceptibles d'être assassines.

Lors d'une perquisition au domicile des Derby-Lewis, la police avait saisi une liste de cinquante noms et adresses de personnes, dont ceux de Chris Hani, de Nelson Mandela et de Joe Slovo, président du SACP. La même liste était retrouvée chez Janusz Walus.

Malgré ces éléments, les trois accusés ont décidé de plaider non coupable dès l'ouverture d'un procès illustrant les conflits qui minent la société sud-africaine : devant le tribunal, quelques dizaines de manifestants noirs réclamaient la pendaison pour les accusés, tandis que dans la salle d'audience, sur les bancs du public, les partisans des deux camps échangeaient des injures. Ils n'en vinrent pas aux mains, mais ce fut tout juste.

L'audience s'est ouverte par l'audition de la jeune femme dont le témoignage a permis l'arrestation de Janusz Walus. Lors d'une séance d'identification de suspects, elle n'a pas été capable de le reconnaître, mais elle a décrit dans le détail l'assassinat auquel elle avait assisté. Lui succédait à la barre, un autre témoin a formellement reconnu Janusz Walus l'homme qu'il avait vu faire les lieux du crime au volant d'une voiture en tous points comparable à celle de l'accusé. Le procès devrait durer deux semaines.

GEORGES MARION

■ MAROC : un hebdomadaire interdit de publication. - Sans explication, l'hebdomadaire marocain Assrar (l'indépendant) a été interdit de publication « jusqu'à nouvel ordre », par les autorités, a annoncé la direction de cet organe dans un communiqué remis à la presse lundi 4 octobre. « Notre journal qui tire à 35 000 exemplaires chaque semaine est connu par ses critiques contre notamment l'administration », a déclaré à l'AFP le directeur de la publication, laquelle appelle le Syndicat national marocain de la presse à réagir afin que cet interdit soit levé.

■ La démission du premier secrétaire de l'USFP a été rejetée. - L'Union socialiste des forces populaires (USFP), principal parti d'opposition au Maroc, a annoncé lundi 4 octobre la démission de son premier secrétaire, Abderrahman Youssef, avait été rejetée. Déjà refusée par le bureau politique de l'USFP, cette

démission a été refusée dimanche par le comité central du parti. M. Youssef entendait protester contre les fraudes lors des dernières élections législatives. (Reuters)

■ MALAWI : le président Banda soigné en Afrique du Sud. - Le président Kamuzu Banda a été transporté en Afrique du Sud pour des examens médicaux, a annoncé, lundi 4 octobre, la radio d'Etat. Dans un bref communiqué, la radio a précisé que le président, qui est « officiellement » âgé de quatre-vingt-six ans, mais qui serait en réalité nonagénaire, montrait les signes d'une « extrême fatigue ». Selon certaines informations, le président Banda aurait eu une attaque cérébrale. Une équipe de médecins sud-africains s'était rendue samedi au chevet du président Banda, dont la dernière apparition publique remonte au 30 septembre. (AFP)

QUEL VOYAGEUR EN CHINE ÊTES-VOUS ?

ESCAPADE PEKINOISE
8 jours en Chine (à partir de 350 €)

UN CITADIN IMPÉNITENT
Une semaine pour prendre le temps de découvrir la capitale, de la parcourir à bicyclette, de flâner, de vous imprégner de l'ambiance pékinoise.

LA CHINE DU LEVANT
10 jours en Chine (à partir de 450 €)

UN DÉCOUVREUR DE NOUVEAU MONDE
A votre programme, trois villes importantes par leur passé et leur actualité : Pékin, la capitale du XXe siècle. Xian, la plus marquante des anciennes capitales et Shanghai, la ville résolument moderne.

LA CHINE TROPICALE
15 jours en Chine (à partir de 750 €)

UN FASCINÉ DES GRANDS ESPACES
Un itinéraire original pour découvrir la Chine du sud, Chine des minorités aux paysages magnifiques, puis les merveilleuses plages de Malaisie.

TERRES DE CHINE
15 jours en Chine (à partir de 750 €)

UN PASSIONNÉ DES SITES CLASSIQUES
L'itinéraire idéal pour découvrir les principaux sites de la Chine classique, de la baie de Hong Kong à la Grande Muraille, en passant par Guilin et ses fabuleux paysages de rizières.

Pour découvrir votre Chine, celle qui correspond à vos attentes, consultez notre équipe de spécialistes. Depuis 10 ans, ils ont organisé des milliers de voyages en Chine. Ils ont conçu pour ces hivers des circuits particulièrement économiques. Ils vous conseilleront, vous proposeront des prix que seul un voyageur spécialiste de notre importance peut pratiquer.

Bon à découper et à renvoyer à Voyagers en Chine
45, rue Saint-Anne 75001 Paris - Tél. (1) 42 86 16 40 - Fax (1) 42 86 16 41

VEUILLEZ M'ADRESSER VOTRE BROCHURE GRATUITE VOYAGEURS EN CHINE HIVER 93/94

NOM : _____

PRENOM : _____

ADRESSE : _____

TELEPHONE : _____

CHOISIR SON VOYAGE

POLITIQUE

Après la querelle du vote personnel

Philippe Séguin persiste à vouloir réformer le travail parlementaire

Le président de l'Assemblée nationale, Philippe Séguin, devait présenter, mardi 5 octobre, devant le groupe RPR de l'Assemblée nationale, puis en conférence des présidents en fin d'après-midi, une nouvelle série de réformes du travail parlementaire. En dépit du mécontentement exprimé, tout au long de la semaine dernière, par les députés de la majorité, au sujet de l'instauration du vote personnel, M. Séguin entend bien poursuivre son entreprise de rénovation du travail parlementaire.

Six jours de présidence continue des débats à l'Assemblée nationale sur le projet de loi quinquennale relatif à l'emploi ont laissé à Philippe Séguin tout loisir de constater les déficiences des méthodes de travail parlementaire et de réfléchir à de nouvelles modifications qu'il serait bon de leur apporter. De ce texte, il avait fait un défi personnel : s'il parvenait à conduire son examen dans des délais raisonnables, en dépit des menaces d'obstruction de l'opposition socialiste et communiste et de la fronde des députés de la majorité face à l'obligation du vote personnel, il donnait à son ambition réformatrice une marge de manœuvre décisive. S'il échouait, après s'être mis à dos bon nombre de députés, dont ses propres amis néogaullistes, furieux des contraintes d'emploi du temps qu'il leur imposait, il fermerait de lui-même la porte à toute initiative.

Au lendemain de l'adoption du projet de loi, le bilan est positif : une semaine a suffi, sur les deux

initialement prévues, pour achever le débat sur l'emploi, et les bancs de l'hémicycle ont connu une affluence inhabituelle. M. Séguin ne veut pas donc pas perdre de temps pour forcer son avantage en avançant de nouvelles propositions. Il va simplement tirer les leçons de l'épisode précédent.

« Image grotesque »

Précaution de présidence, c'est au groupe RPR qu'il a réservé son annonce, mardi 5 octobre dans la matinée, avant de soumettre ses projets en fin d'après-midi, pour éviter d'être accusé, une fois encore, de jouer contre son camp. En gage de sa bonne volonté, M. Séguin est disposé, tout d'abord, à revoir les modalités de l'obligation du vote personnel. La violence des critiques exprimées la semaine dernière, tant au RPR qu'à l'UDF, l'a ébranlé. « Une proposition démocratique (...), inapplicable et préjudiciable (...), qui donne au Parlement une image grotesque », avait déclaré Dominique Baudis, l'adversaire malheureux de M. Séguin au perchoir de l'Assemblée nationale, dans un entretien publié par le Figaro le 1^{er} octobre. « Des règles d'application pratiquement impossibles », avaient affirmé, dans une lettre adressée au président de l'Assemblée nationale, les trente-six députés membres des Clubs Perspectives et Réalités, une des composantes de l'UDF.

Les élus néogaullistes n'étaient guère plus mesurés, qui dénonçaient la « mégalomanie » de M. Séguin et l'accusaient de « jouer l'opinion contre les siens » (le Monde du 30 septembre et du 1^{er} octobre). S'il n'entend pas

renoncer au principe du vote personnel, le président de l'Assemblée est prêt à quelques concessions, afin de tenir compte des contraintes de la double vie des députés, à Paris pour voter les lois, et dans leur circonscription pour assurer leur réflexion. L'idée est donc de « solenniser » le scrutin public, qui rend compte nominativement de la position de chaque député, en réservant cette procédure aux votes politiquement importants (sur certaines motions ou sur l'ensemble du texte) et de les inscrire le mardi ou le mercredi, lorsque la grande majorité des parlementaires sont à Paris.

Quant au vote sur les articles ou sur les amendements, si le vote personnel reste la règle, il serait aménagé de façon à ce que s'apparaisse, dans le détail du scrutin, que le nom des élus qui ont tenu à se distinguer de la position de leur groupe. Ainsi, les absences ne seraient pas nommément relevées sur un papier à en-tête de l'Assemblée nationale.

« Faire de la politique en séance »

Le débat sur l'emploi a également conforté M. Séguin dans sa conviction d'améliorer le travail en commission. Alors que la commission des affaires sociales, saisie au fond, n'a consacré que huit heures à l'examen de ce texte, plus de soixante heures ont été nécessaires en séance publique. Le déséquilibre est évident, qui contraindrait les députés à débattre dans l'hémicycle de détails grammaticaux, techniques ou réglementaires.

« Ce que je veux, explique M. Séguin, c'est qu'on fasse de la politique en séance publique. L'Assemblée nationale est là pour don-

ner des idées au gouvernement, pour le harceler et pour le contrôler. Et c'est au gouvernement que revient la responsabilité de transformer ces idées en projet de loi. » L'échec de l'amendement Chamard, du nom du député (RPR) de la Vienne qui avait tenté, en vain, dans la nuit du vendredi 1^{er} au samedi 2 octobre, d'introduire dans le texte sur l'emploi l'expérimentation de la semaine de quatre jours, est venu conforter la thèse du président de l'Assemblée nationale. « On n'introduit pas une réforme de cette importance par voie d'amendement, maintient-il. Il était dans notre rôle de lancer le débat, mais seul le gouvernement pouvait, s'il le souhaitait, reprendre l'idée à son compte. »

Pour éviter le caillou de l'épisode Chamard, M. Séguin va proposer aux présidents de commission de convoquer systématiquement le gouvernement, non plus seulement pour une audition de présentation générale du projet, mais également sur les articles, pour débattre, avec le ministre, des points importants susceptibles d'être modifiés. Toujours pour contraindre la commission à approfondir son travail, M. Séguin souhaite que le texte examiné en séance publique soit celui qui a été adopté par les commissions, avec ses modifications, et non, comme c'est le cas aujourd'hui, celui du gouvernement.

Le président de l'Assemblée nationale souhaite aussi limiter les prises de parole interpellatives dans l'hémicycle, dont le seul objectif est paré pour les auteurs d'être publiés au Journal officiel pour nourrir les pages des journaux de campagne des députés. Pour les convaincre de réserver leurs propos au cercle plus réduit de la commis-

sion, M. Séguin va proposer de rendre exhaustive la publication de ces interventions.

Enfin, puisqu'on lui a refusé la réforme constitutionnelle qui aurait permis d'instituer la session unique de neuf mois, M. Séguin est bien décidé à épuiser toutes les ressources du règlement pour assurer tout de même une « permanence » parlementaire pendant l'intersession. Il s'appuie aujourd'hui sur une réforme de 1991, due à l'un de ses prédécesseurs au perchoir, Laurent Fabius, qui autorise le président de l'Assemblée nationale à convoquer, sans autre formalité, la réunion d'une commission permanente pendant l'intersession. Le but de M. Séguin est de s'appuyer sur ce règlement pour que, chaque semaine, une commission siège et demande à un ministre de venir expliquer sur un sujet d'actualité. Un contrôle régulier du gouvernement serait ainsi assuré pendant l'intersession.

Pour mettre au point cette nouvelle série de modifications, très techniques, le président de l'Assemblée nationale devrait proposer mardi soir la création d'une commission de réforme du règlement. Mais il n'a pas l'intention de lui laisser trop de temps pour réfléchir. Convaincu qu'il n'est locataire de l'Hôtel de Lassay que pour deux ans, jusqu'à la future échéance présidentielle, M. Séguin est bien décidé à laisser sa marque. « Je vais tout leur faire, tout », promet-il avec défi. Et comme on n'est jamais mieux servi que par soi-même, il pourrait proposer à cette commission de se donner comme président... le président de l'Assemblée nationale.

PASCALE ROBERT-DIARD

La réforme de la Constitution sur le droit d'asile

Charles Pasqua souhaite la réunion du Congrès avant la fin du mois d'octobre

Charles Pasqua, invité du « Club de la Presse d'Europe 1 », lundi 4 octobre, a déclaré, à propos de la révision constitutionnelle sur les modalités d'application du droit d'asile, que le « bon sens doit l'emporter ». Cette révision, a-t-il précisé, doit pouvoir se faire « par la voie d'un projet de loi, et cela avec rapidité », ce qui permettrait que le Parlement se réunisse en Congrès « avant la fin du mois d'octobre ».

Une telle accélération du calendrier est jugée problématique à l'Hôtel Matignon, où, en revanche, on confirme que le premier ministre a écrit au président de la République, dès qu'il a été connu l'avis du Conseil d'Etat (le Monde du 25 septembre), pour lui proposer une révision limitée de la Constitution. La voie parlementaire simple, c'est-à-dire sans référendum, suppose que le chef de l'Etat donne son accord au projet préparé par le chef du gouvernement. François Mitterrand, lors de son déplacement en Franche-Comté le 28 septembre, avait annoncé qu'il ferait connaître sa position « dans quelques jours ».

Le ministre de l'Intérieur a confirmé, lundi, que « le président de la République et Edouard Balladur ont parlé de ce problème mercredi dernier » 29 septembre et que M. Mitterrand « s'est donné quelques jours de réflexion ». Il a ajouté : « Partant de là, on peut imaginer que, mercredi prochain, [ils] repartiront de ce problème, et à ce moment-là, nous saurons s'il y a une révision constitutionnelle en accord avec le président de la République et le premier ministre. » Dans le cas contraire, il faudrait « passer par la voie » de l'initiative parlementaire, a rappelé M. Pasqua, ce qui impliquerait un référendum. « Nous saurons s'il y a une situation conflictuelle ou si une solution a été trouvée », a-t-il résumé.

Le contentieux des élections législatives

Le Conseil constitutionnel déclare quarante-six candidats inéligibles pour un an

Le Conseil constitutionnel a continué l'examen du contentieux des élections législatives des 21 et 28 mars dernier. A ce titre, il a rejeté, la semaine dernière, dix-sept requêtes en contestation, portant sur quinze députés. Ont été confirmés, notamment, l'élection de Jean-Bernard Raimond (RPR, Bouches-du-Rhône), Patrick Devedjian (RPR, Hauts-de-Seine), Jean-Claude Lefort (PC, Val-de-Marne) et Philippe Vasseur (UDF-PR, Pas-de-Calais). Figurent également, dans cette liste, deux élus d'outre-mer, Edouard Champeon (Rassemblement et Liberté, Guadeloupe), mis en examen pour corruption (le Monde daté 19-20 septembre), et André Thien Ah Koon (République et Liberté, La Réunion), renvoyé devant le tribunal correctionnel pour ingérence (le Monde du 11 septembre).

Saisi par la commission nationale des comptes de campagne et des financements politiques, le Conseil constitutionnel a déclaré inéligibles pour un an, à compter de la date de l'élection dans la circonscription où ils se présentaient, quarante-six candidats non élus, au motif qu'ils n'ont pas déposé leurs comptes de campagne dans les conditions et délais requis. Aucun de ces candidats n'avait dépassé la barre des 5 % des suffrages exprimés au premier tour. Vingt-huit d'entre eux s'étaient présentés avec l'étiquette des Nouveaux Ecologistes ou celle du Parti de défense des animaux, formations lancées par Bernard Manovelli, lui-même déclaré indigne par le Conseil constitutionnel dans sa précédente décision (le Monde daté 26-27 septembre), qui sanctionnait cent cinquante candidats.

Figurent également dans cette deuxième liste de candidats déclarés indigibles jusqu'en mars prochain, trois représentants du Mouvement des démocrates, que préside Michel Jobert, et quatre du Rassemblement des démocrates et républicains de progrès, dont la création avait été suscitée par le Front national.

A. Ch.

Rectificatif. - C'est par erreur que nous avons attribué à Charles Fiterman l'étiquette de l'Alternative pour la démocratie et le socialisme (ADS), animée par Marcel Rigout. Il a aussi ancien ministre communiste, dans le compte rendu de l'université d'été de ce mouvement (le Monde daté 3-4 octobre).

Après l'examen du texte par l'Assemblée nationale

Michel Giraud refuse de chiffrer les objectifs de son projet sur l'emploi

Michel Giraud, ministre du travail, a déclaré, lundi 4 octobre, ne pas éprouver « d'excès de satisfaction, mais une sérénité de bon aloi », après l'examen de son projet de loi quinquennale sur l'emploi, en première lecture, à l'Assemblée nationale.

Le ministre, qui a estimé que son plan n'est pas « la panacée », a ajouté que « ce n'est pas un plan-emploi, mais une loi d'ouverture, qui s'inscrit dans la durée et balaye large, puisqu'elle concerne l'emploi, le travail et la formation professionnelle ». Le ministre a justifié son refus de chiffrer les effets de son projet de loi en matière de création d'emplois en déclarant qu'il ne se fera « pas couper la tête sur des objectifs ».

Le PS

et l'amendement Chamard

René Monory (UDF-CDS), président du Sénat, qui doit examiner le texte à partir du 2 novembre selon M. Giraud, indique, dans le Figaro du 5 octobre, qu'il craint « que le gouvernement n'ait pas pris complètement la dimension du problème, car nous assistons à un véritable changement de société ». « S'il faut voter le projet de loi Giraud, il faut, surtout, réfléchir à d'autres solutions », ajoute M. Monory. « Je conçois que le gouvernement, pris par le temps, n'ait pas réfléchi globalement, déclare-t-il. Il a pris des mesures intelligentes, intéressantes,

Le Monde IMMOBILIER

appartements ventes

9^{arrdt}

ST-GERMES 87 p + 3 citres, service, avec, emplacement de 15^e, produit nrs. 48-56-63-23

16^{arrdt}

PRIX INTERESSANT

MIRABEAU 110 M²mm. récent, cit 7^e et 7^e, asc.

p. vide, 2 citres, sans, bain,

par. 123, av. Versailles,

Samedi, dimanche 14 à 17 h

appartements achats

Racheter 2 à 4 p. PARIS

prière RIVE GAUCHE.

PAIE COMPTANT chez nous.

48-73-36-43 même le soir

maisons individuelles

PARC DE SCEAUX

TERRAIN 591 M²MAISON à rénover int^{re}.pos. ext^{re}, 235 m² habitables

2 190 000 F

EPMO 46-80-45-96

locations non meublées offres

Paris

IMMEUBLE DE STANDING

Beau 5 p. 140 m², 5^e étage

BALCON, CAVES, PARKING.

Loyer: 21 386 F c.c.

Commission 12 627 F.

AGIFRANCE 42-03-43-03

Résidence calme,

proche M et COMMERCE.

Beau studio 26 m², 3^e et, cave

Loyer: 4 500 F c.c.

Commission 5 128 F c.c.

AGIFRANCE 46-56-18-81

REPRODUCTION INTERDITE

bureaux

Locations

DOMICILIATIONS locales

Locations bureaux 10/15/20/30

Tous services SECRÉTARIAT

STATIONNEMENT ad

AGECO 42-94-95-28

VOTRE SIÈGE SOCIAL

DOMICILIATIONS

et tous services 43-55-17-50

Le maire d'Hautmont (Nord) se démet de ses fonctions

Joël Wilmette, maire d'Hautmont (Nord), exclu du Parti socialiste en 1989 et aujourd'hui sans étiquette, a remis, lundi 4 octobre, sa démission au préfet du Nord pour protester contre la nouvelle vague de licenciements qui frappe le bassin industriel de la Sambre. Le taux de chômage atteint 28 % dans ce secteur. M. Wilmette s'était fait connaître en prenant, en septembre 1991, un arrêté réglementant l'accueil des enfants des familles étrangères, puis en organisant, le 28 juin 1992, un référendum local sur l'immigration, annulé un mois plus tard par le tribunal administratif de Lille.

A cinq semaines de l'assemblée générale du mouvement

Les amis de M. Waechter dénoncent « la colonisation des Verts par la gauche »

La Coordination des Verts indépendants, composée, pour l'essentiel, d'amis d'Antoine Waechter (le Monde du 31 août dernier), a clairement évoqué, lundi 4 octobre à Paris, l'éventualité d'une scission prochaine du mouvement écologiste, en affirmant que la présence à l'élection présidentielle ou sur la liste aux élections européennes de « tout candidat ayant lancé un appel public en faveur de la gauche, de la droite ou du centre, constituerait un cas de rupture ».

A trois jours de la date-limite prévue pour le dépôt des motions destinées à l'Assemblée générale des Verts, les 12, 13 et 14 novembre prochain à Lille, cette déclaration du porte-parole de la coordination, Jean-Jacques Bertrand, conseiller régional de Picardie, visait principalement Dominique Voynet, porte-parole nationale des Verts, « coupable », à ses yeux, d'avoir apporté son soutien, lors des dernières élections législatives, à Michel Rocard et à Charles Fiterman.

« Message brouillé »

M. Bertrand a dénoncé « la colonisation des Verts par des tenants, de tous temps, de la gauche ». Il estime qu'aujourd'hui « le message des écologistes est complètement brouillé ». « La gauche et la droite sont comme les deux faces d'une pièce de monnaie : elles sont faites

du même métal », a-t-il affirmé, en rejetant toute alliance avec « des partis discrédités ».

Les Verts indépendants revendiquent l'adhésion à leurs propositions de présidents des conseils régionaux des Verts, parmi lesquels Jacques Doucet, vice-président du conseil régional de Langue-d'Océan, Jean-Claude Noirel, vice-président en Lorraine, et Eric Pinel, vice-président en Haute-Normandie, tous trois associés, à des degrés divers, à des exécutifs régionaux animés par la droite. M. Waechter, de son côté, compte rassembler « tous les indépendants » de l'écologie politique, au-delà des rangs de cette coordination.

JEAN-LOUIS SAUX

Un troisième élu de la Réunion est placé en détention provisoire. - Gérard Rivière, premier adjoint au maire de La Possession, membre du Parti communiste réunionnais, a été mis en examen et placé en détention provisoire, le 29 septembre, pour abus de confiance, recours au travail clandestin et ingérence. Il s'agit du troisième élu réunionnais placé en détention provisoire avec Eric Boyer, sénateur (apparenté RPR), président du conseil général de Cassin Moussa, maire de Saint-Paul (RPR), tous deux poursuivis pour corruption. - (Corresp.)

Pour protester contre les licenciements

Le maire d'Hautmont (Nord) se démet de ses fonctions

Joël Wilmette, maire d'Hautmont (Nord), exclu du Parti socialiste en 1989 et aujourd'hui sans étiquette, a remis, lundi 4 octobre, sa démission au préfet du Nord pour protester contre la nouvelle vague de licenciements qui frappe le bassin industriel de la Sambre. Le taux de chômage atteint 28 % dans ce secteur. M. Wilmette s'était fait connaître en prenant, en septembre 1991, un arrêté réglementant l'accueil des enfants des familles étrangères, puis en organisant, le 28 juin 1992, un référendum local sur l'immigration, annulé un mois plus tard par le tribunal administratif de Lille.

le journal mensuel de documentation politique

après-demain

Fondé par la Ligue des droits de l'homme

(non vendu dans les kiosques)

offre un dossier complet sur :

LA CULTURE

DANS LES QUARTIERS

Envoyer 60 F à APRÈS-DEMAIN,

27, rue Jean-Dolant, 75014 Paris, en spé-

cifiant le dossier demandé ou 180 F pour

l'abonnement annuel (80 % d'économie), qui

donne droit à l'envoi gratuit de ce numéro.

هنا من الفصل

هكنا من الأشمل

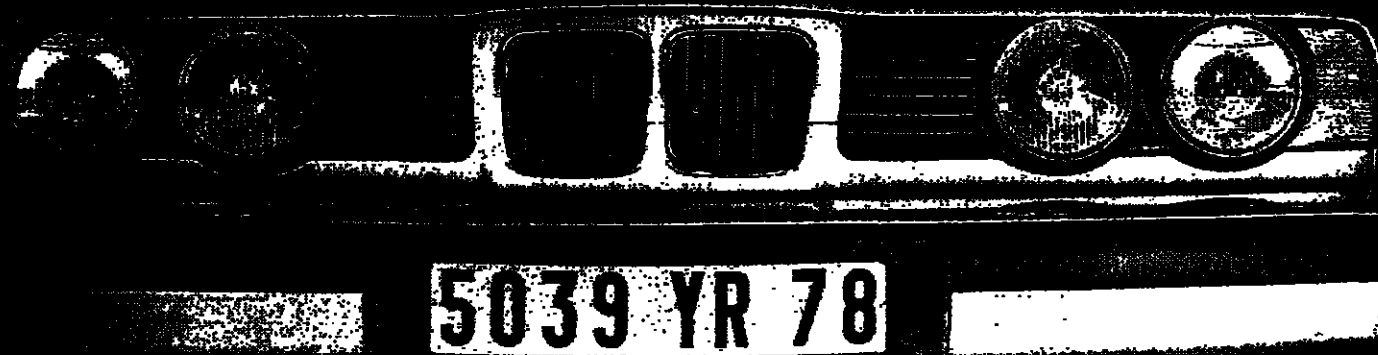
(Publicité)

• Le Monde • Mercredi 6 octobre 1993 9

BMW SÉRIE 5. NOUVELLES VERSIONS PACK

**CLIMATISATION, ABS, AIRBAG,
SELLERIE CUIR, RONCE DE NOYER*...**

**CHAQUE SOIR, IL VOUS FAUDRA
RENONCER À TOUT ÇA
ET RENTRER CHEZ VOUS.**



SÉRIE 5 PACK. Confortablement installé aux commandes de votre nouvelle BMW, vous ne pouvez vous résoudre à en sortir. Votre regard s'arrête ça et là sur le tableau de bord, le volant, et vous n'en finissez pas de passer en revue la liste complète de ses équipements* : climatisation, airbag conducteur, jante du volant en cuir, ABS, et le modèle que vous avez choisi - la 525i Pack - a en plus, des jantes en alliage léger, une sellerie cuir et des boiseries en ronce de noyer vernie, sans oublier les accoudoirs centraux individuels avant, les lampes de lecture avant et arrière, et les miroirs de courtoisie éclairés.

Tout ce confort, cette qualité BMW, qu'il est difficile d'y renoncer, ne serait-ce que pour quelques heures.

Allez vite découvrir les Séries 5 nouvelles versions

Pack et leurs équipements respectifs chez votre concessionnaire BMW; il vous fera également bénéficier de propositions de financement exceptionnelles.

Exemple de financement LOA d'une 525i Pack :
Prix du véhicule : 194.000F**, dépôt de garantie de 15% : 29.100F, 1^{er} loyer de 20% : 38.800 F soit un apport initial de 35% : 67.900F, 35 loyers de 3.492F, 12 loyers de 1.940F, option finale d'achat de 29.100F, coût total du leasing 213.400F. Sous réserve d'acceptation de votre dossier par BMW Leasing. Ces offres sont réservées aux Série 5 commandées à partir du 10/10/93 et livrées au plus tard le 30/10/93.

*Modèle présenté 525i Pack. Pour connaître le détail des équipements des autres versions Pack, consultez votre concessionnaire ou le 3615 BMW. ** Prix TTC conseillé clés en main au 28/07/93.

FINA partenaire de BMW.



**LES HOMMES N'ONT PAS FINI
D'AIMER LES VOTTURES.**

POLITIQUE

La stratégie chiraquienne du RPR

Distancé par Edouard Balladur dans les sondages
le maire de Paris cherche à entretenir la flamme chez les cadres et les militants de son mouvement

Les caméras de télévision étaient sur le port, elles n'étaient pas sur l'aéroport. Au terme des journées parlementaires du RPR à La Rochelle, les 25 et 26 septembre dernier, Edouard Balladur et Jacques Chirac avaient voulu donner aux Français, avec une certaine ostentation, l'image d'un couple baignant dans la sérénité (le Monde du 28 septembre). L'espace d'une prise de vue sur les quais du port rochelais, la rivalité présidentielle entre le premier ministre et le « patron » du mouvement néogaulliste était devenue un mauvais rêve, un mirage médiatique, une concurrence imaginaire.

A l'heure de repartir vers Paris, une autre image avait échappé, ce dimanche-là, aux objectifs de la presse. Elle n'était pas fabriquée et ne dégageait aucun excès de chaleur : descendu de sa voiture, qui venait d'arriver sur l'aéroport de la cité charentaise, M. Balladur s'était dirigé vers le Mystère 50 du GLAM (groupe de liaisons aériennes ministérielles) qui allait le ramener dans la capitale. Une demi-douzaine de journalistes accompagnèrent le chef du gouvernement. M. Chirac, pour sa part, avait gagné, pratiquement seul, un petit avion de huit places qui devait faire le même trajet.

Largement distancé dans les sondages qui, naguère, faisaient la joie de son entourage, prompt à manifester de la compassion pour la déroute présidentielle de Valéry Giscard d'Estaing dans l'opinion publique, le président du RPR ne peut guère compter, à l'heure actuelle, que sur les cadres et les militants de son parti pour entretenir la flamme chiraquienne. Inutile d'attendre un soutien officiel de la part des « compagnons » qui siègent au gouvernement. La doctrine balladurienne ne souffre, en effet, aucun écart : pas d'engagement prématuré dans quelque campagne que ce soit, celle de l'élection présidentielle encore moins qu'une autre. Le respect scrupuleux de cette règle d'écriture est d'autant plus aisé que l'attraction exercée par M. Balladur a largement dépassé les rangs des ministres UDF.

Parmi leurs collègues du RPR, Jacques Toubon, ministre de la culture et de la francophonie, paraît, en effet, bien solitaire dans son attachement indéfectible et déclaré à M. Chirac. Sans que cela surprenne, Charles Pasqua se situe exactement à l'opposé. Invité, lundi 4 octobre, de la presse anglo-américaine, le ministre de l'intérieur et de l'aménagement du territoire a

même poussé le bouchon plus loin que d'habitude. « Il est probable que le prochain président de la République sera RPR, et voilà que nous avons plusieurs candidats ! a-t-il déclaré. Il n'y aura plus qu'à choisir le meilleur, le moment venu... » Toujours soucieux d'entretenir le feu sur ses propres intentions, il a précisé : « Plusieurs, cela commence à deux mais ce n'est pas limitatif. »

Les visites pastorales de Jean-Louis Debré

Titulaire du ministère des affaires étrangères, le secrétaire général du mouvement, Alain Juppé, est empêché, malgré sa fidélité passée, d'exprimer la moindre préférence pour celui qui, voilà sept mois à peine, était le « candidat naturel » du RPR et - pourquoi pas ? - de la droite tout entière. C'est donc sur le secrétaire général adjoint, Jean-Louis Debré, que repose la rude tâche d'assurer la communication « présidentielle » du député de la Corrèze.

Depuis sa nomination, à la mi-avril, au poste d'unique secrétaire général adjoint, M. Debré fait régulièrement sa tournée pastorale dans les fédérations. Il visite deux départements par semaine et rencontre M. Chirac trois fois dans le même laps de temps. Autant dire que les variations du message qu'il délivre ne doivent rien au hasard. Or, indéniablement, la teneur de ce message s'est modifiée depuis la rentrée. La première partie - le soutien au gouvernement - s'est enrichie d'une seconde partie, en raison de la persistance de la cote de popularité de M. Balladur dans l'opinion publique, qui peut avoir des conséquences dommageables pour le maire de Paris. Porte-parole du RPR, M. Debré résume son action nouvelle par une maxime qu'il énonce devant les militants, en les invitant implicitement à la mettre en pratique : « On soutient Balladur et on fait la promotion de Chirac. »

Après les Côtes-d'Armor, le Maine-et-Loire, le Tarn, le Tarn-et-Garonne et le Vaucluse, c'est dans l'Ailier que le secrétaire général a pratiqué, dimanche 3 octobre, ce nouvel exercice politique. Devant près de deux cents militants RPR, réunis à l'occasion de leurs assises départementales, à Vichy, il a exprimé un « soutien sans faille » au gouvernement, qualifié de « sérieux

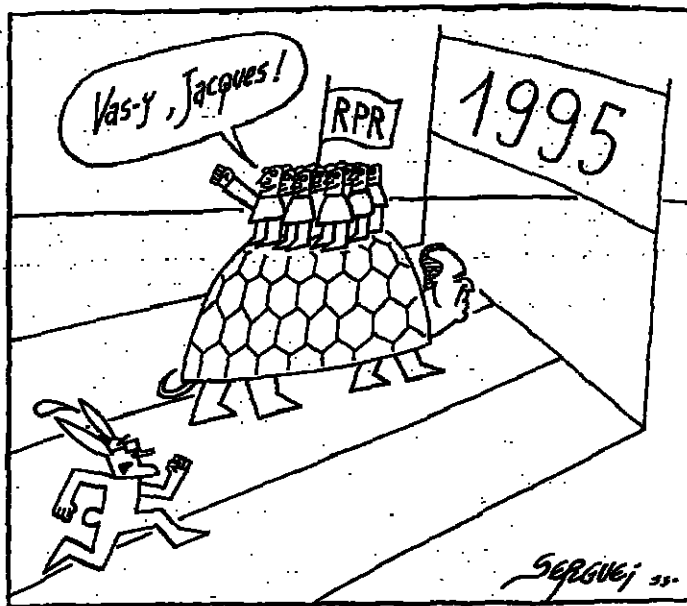
et crédible ». Ce soutien est d'autant plus nécessaire, selon M. Debré, que, « dans quelques jours, dans quelques semaines, les Français vont commencer à grogner, car ils estimeront que les résultats ne sont pas encore visibles, en voyant bien que la conjoncture internationale ne s'améliore pas ». « Vous devez être impeccables, confie alors M. Debré avec d'étonnants accents de son père, car certains vont commencer à faire des calculs et des combinaisons. » Pour éviter les méprises, il ajoute : « Laissons-les à nos partenaires. »

M. Debré amorce, déjà, la seconde partie, la moitié essentielle, de son message. « Il va de soi que la cohabitation ne peut être interprétée comme l'alternance complète, assure-t-il. Il me paraît légitime de préparer un projet pour la France. » La fusée est lancée : la cohabitation, qui ne change rien, est bonne pour M. Balladur, mais pour l'alternance « complète », qui changera tout, il faut faire confiance à M. Chirac. Non seulement l'exercice est périlleux, mais il conduit, inévitablement, à des comparaisons meurtrières. Ainsi, « les Français ont besoin d'être rassurés », et l'on com-

prend que cette tâche incombe à M. Balladur ; mais « les Français ont besoin d'espérer », et, là, M. Chirac entre en scène. C'est l'optimisme du second contre le conservatisme du premier. Il n'est pas certain - c'est un euphémisme - que le premier ministre se satisfasse de cette présentation de la situation.

« La cohabitation n'est pas la rupture »

Alors que le chef du gouvernement a bâti une partie de sa popularité sur la nouveauté de son personnage, le président du RPR tente, sur ses affiches, de récupérer cet argument à son profit. « Maintenant, il nous faut un homme nouveau, Jacques Chirac, le président qu'il nous faut », pouvait-on lire sur les murs du Théâtre de Vichy, où étaient réunies les assises de l'Ailier. Cette dimension s'ajoute - à bien écouter M. Debré, qui reprend un thème cher à Philippe Séguin, président (RPR) de l'Assemblée natio-



nale - à celle de la « rupture ». « La cohabitation n'est pas la rupture, explique le porte-parole aux cadres et aux militants du mouvement néogaulliste. Cette rupture sera l'élection présidentielle. Elle devra se faire avec un homme nouveau, qui permettra de redémarrer sur des bases nouvelles. » Tout cela est dit de telle sorte que l'on ne puisse pas reprocher au sommet de l'appareil RPR de ne pas soutenir « sans faille » le gouvernement de M. Balladur.

De passage prochainement à Vichy, Pierre Mazeaud, président

(RPR) de la commission des lois de l'Assemblée nationale, pourra-t-il répéter, sans troubler la base militante, que la candidature présidentielle de M. Chirac n'est pas un principe intangible ? Au micro de Radio-J, le 3 octobre, M. Mazeaud a indiqué, parlant du maire de Paris : « On peut être candidat un jour et puis peut-être, compte tenu des circonstances, être amené à y renoncer. » Pour Pierre-André Pénissol, député (RPR) de l'Ailier, qui se trouvait, le même jour, à Vichy, au côté de M. Debré, cette renonciation n'était pas à l'ordre du jour, car il exhortait les cadres et les militants à être « nous derrière celui qui sera notre candidat à l'élection présidentielle ». « Nous espérons, nous voulons que ce soit Jacques Chirac », a-t-il, quand même, jugé utile de préciser.

Ce travail auprès de l'appareil et des parlementaires se heurte, malgré tout, aux moyens déployés par l'hôtel Matignon pour impliquer les députés et les sénateurs néogaullistes dans l'action d'un premier ministre qui ne considère pas, lui, qu'il occupe une fonction de gestionnaire transitoire. Cette divergence d'appréciation trouve un prolongement concret sur le dossier du GATT. MM. Balladur et Chirac n'ont pas la même approche du sujet. L'homme « libre » qu'est M. Chirac, comme il l'avait dit l'autre semaine à La Rochelle, paie sur la crête, alors que le responsable gouvernemental recherche le compromis. Cette divergence se devine sans apparaître, encore, de façon flagrante, mais il pourrait en être autrement dans les prochaines semaines. Viendrait, alors, le moment du « grand écart » entre le RPR et le gouvernement M. Debré ne le souhaite pas, mais il est prêt, le cas échéant, à l'assumer.

OLIVIER BIFFAUD

Mesurée dans trois sondages

La cote de popularité du premier ministre reste très élevée

La cote de popularité d'Edouard Balladur, selon les mesures de plusieurs instituts de sondage, est restée à un niveau très élevé en septembre (1). Certes, le premier ministre a perdu 4 points dans le baromètre de l'IFOP, publié par le Journal du dimanche du 26 septembre (le Monde du 28 septembre), mais avec 57 % de satisfaisants, et en dépit d'une érosion de son image à gauche et au centre, il conserve une popularité farouchement égale.

Le baromètre de BVA, publié dans Paris-Match (daté 7 octobre), comme celui de la SOFRES, dans le Figaro-Magazine du 2 octobre, dressent le même constat. Réalisés, tout comme celui de l'IFOP, après la cascade de licenciements du 15 septembre et après la présentation du projet de budget, ils dénotent soit une baisse de 1 point (57 % de Français

« font confiance » au premier ministre ; 68 % selon la SOFRES), soit une stabilité (61 % de bonnes opinions selon BVA).

Pour ces trois instituts, le maintien à un haut niveau s'accompagne, cependant, d'une progression des mauvaises opinions (huit points selon l'IFOP, deux pour BVA et la SOFRES) qui s'explique, là-aussi, par le reflux d'une partie de l'électorat de gauche et écologiste séduit, au premier abord, par la personnalité du premier ministre.

La relative absence d'effet des aléas gouvernementaux sur l'image de M. Balladur se confirme lorsque l'on mesure sa cote d'avenir. Alors qu'une large majorité (57 % selon BVA) se déclare « mécontente de la façon dont la France est gouvernée », et qu'une majorité écrasante (85 % selon la SOFRES, au lieu de 81 %

en septembre, en dépit ou à cause du plan Giraud) juge « pas très efficace ou pas efficace du tout » l'action du gouvernement en matière de lutte contre le chômage, M. Balladur reste plébiscité parmi les personnalités de droite. En effet, 70 % des personnes interrogées souhaitent « lui voir jouer un rôle important au cours des années à venir ». A titre de comparaison, Raymond Barré n'obtient que 38 % d'opinions en ce sens, Jacques Chirac 36 %, et René Monory 25 %.

GILLES PARIS

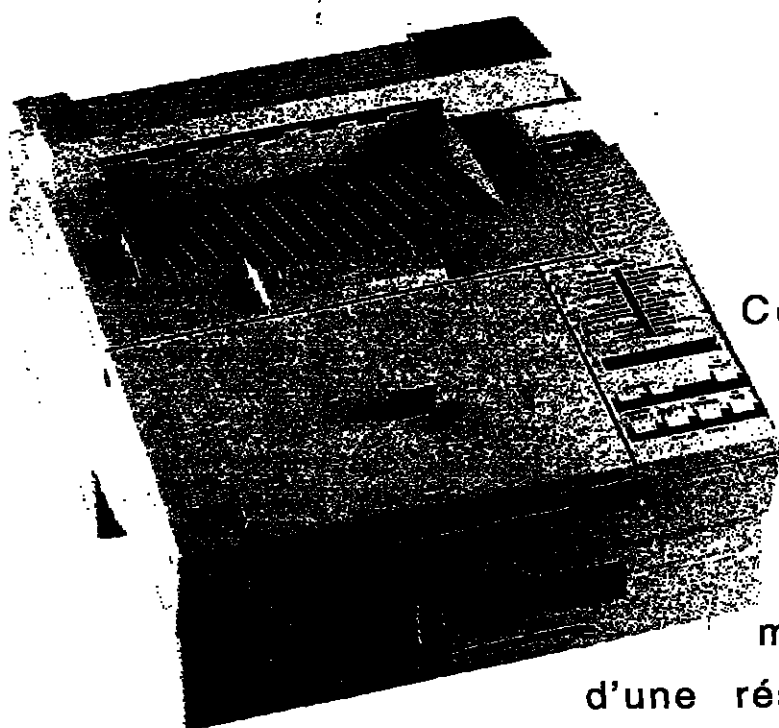
(1) Le sondage de l'IFOP a été réalisé du 16 au 24 septembre auprès de 1 846 personnes âgées de dix-huit ans et plus ; celui de BVA, du 14 au 18 septembre auprès de 969 personnes ; celui de la SOFRES, du 21 au 23 septembre auprès de 1 000 personnes.

**PHILIPPE
ALEXANDRE**
indépendant
caustique...
unique
**RTL
7H42**

RTL

QUI PEUT FAIRE MEILLEUR

A 5.290 F HT*
l'EPL-5200 EPSON
a un excellent
rapport qualité/prix.
Mais elle n'est
sûrement pas la seule.



EPL 5200 / 5.290 FHT*

Connaissiez-vous le jeu qui consiste à chercher une imprimante dotée d'une résolution de 600 dpi (dots per inch) grâce au système R.I.T. (Resolution Improvement Technology) capable d'imprimer 6 pages par minute, possédant une mémoire extensible jusqu'à 5 Mo, très simple à utiliser, acceptant un deuxième bac, capable de se partager entre deux ou trois utilisateurs pouvant s'équiper de nombreux interfaces (Parallèle, Série, Fax, Ethernet,

Twinax, Coax ou AppleTalk*) acceptant le mode PostScript** et compatible avec toutes les imprimantes du marché ?

En plus, EPSON vous offre la garantie sur site gratuite pendant un an : on regretterait presque d'avoir si peu à s'en servir. Sacrement difficile, non ? Pour pimenter encore un peu la partie, il faut aussi qu'elle soit compacte, élégante et ne coûte que 5.290 FHT ***

Vous renoncez ?

Allez, on vous donne la solution, essayez l'EPL-5200 d'EPSON, et vous êtes sûrs de gagner.

* AppleTalk est une appellation commerciale de Apple Computer Inc.
** PostScript est une appellation commerciale de Adobe Systems Inc.
*** 6.273,94 F TTC. Offre valable en configuration 1 Mo

LISTE DES DISTRIBUTEURS 3616 EPSON

QUI PEUT FAIRE MEILLEURE IMPRESSION? EPSON

SOCIÉTÉ

La publication de l'encyclique « Veritatis Splendor »

Les grandes « déviations » de la morale moderne

« Il ne s'agit plus d'oppositions limitées et occasionnelles, mais d'une mise en discussion globale et systématique du patrimoine moral »

Le Vatican a rendu publique, mardi 5 octobre, la dixième encyclique de Jean-Paul II, intitulée *Veritatis splendor* (Splendeur de la vérité), consacrée à « quelques questions fondamentales de l'enseignement moral de l'Eglise » (le Monde du 5 octobre).

C'est un document très épais de 191 pages, divisé en trois parties inégales : la première et la plus courte est un commentaire de la parabole du jeune homme riche (« Maître, que dois-je faire de bon ? »). La deuxième est un long examen critique de certaines « déviations » de la théologie morale. Dans la troisième partie, le pape élargit son propos aux conséquences pratiques de la morale chrétienne pour la vie de l'Eglise et du monde.

Annulée dès 1987, cette encyclique ne traite pas des questions particulières de la morale (comme la contraception, étudiée par Paul VI dans *Humanae vitae*, il y a exactement vingt-cinq ans). Mais c'est un texte capital, destiné aux évêques, et examinant, pour la première fois dans une encyclique, des éléments fondamentaux de doctrine morale moderne.

Le code du théologien

Les théologiens sont invités à prendre leurs distances avec les sciences humaines et les sciences expérimentales modernes, qui développent « une conception empirique et statistique de la moralité » (n° 112).

Le rappel à la discipline est adressé à tous les prêtres et évêques : « Le fait que certains croyants agissent sans suivre les enseignements du magistère ou qu'ils considèrent à tort comme moralement juste une conduite que leurs pasteurs ont déclarée contraire à la loi de Dieu ne peut pas être un argument valable pour réfuter la vérité des normes morales enseignées par l'Eglise » (n° 112).

Aucun « dissensus » théologique n'est possible. « Si les convergences et les conflits d'opinions peuvent constituer des expressions normales de la vie publique dans le cadre d'une démocratie représentative, la doctrine morale ne peut certainement pas dépendre du simple respect d'une procédure, dit le pape. Elle n'est nullement établie en appliquant les règles et les formalités d'une délibération de type démocratique. Le dissensus fait de contestations délibérées et de polémiques, exprimé en utilisant les moyens de communication sociale, est contraire à la communion ecclésiale et à la droite compréhension de la constitution hiérarchique du peuple de Dieu. »

« On ne peut reconnaître l'opposition à l'enseignement des pasteurs une expression légitime de la liberté chrétienne, ni de la diversité des dons de l'Esprit, poursuit Jean-Paul II. Dans ce cas, les pasteurs ont le devoir d'agir conformément à leur mission apostolique, en exigeant que soit toujours respecté le droit des fidèles à recevoir la doctrine catholique dans sa pureté et son intégrité » (n° 113).

Les évêques sont appelés à davantage de rigueur vis-à-vis des « institutions catholiques (établissements scolaires ou hospitaliers) qui ne seraient pas fidèles à cet enseignement : c'est le devoir des évêques, en communion avec le Saint-Siège, de reconnaître ou de retirer, dans des cas de graves incohérences, le qualificatif de « catholiques » aux écoles, aux universités, aux cliniques ou aux services médico-sociaux qui se réclament de l'Eglise ».

Dans l'introduction, le pape fixe l'objectif de son encyclique : « Relire l'ensemble de l'enseignement moral de l'Eglise dans le but précis de rappeler quelques vérités fondamentales de la doctrine catholique, qui risquent d'être déformées ou rejetées dans le contexte actuel. En effet, une nouvelle situation est apparue dans la communauté chrétienne elle-même (...). Il ne s'agit plus d'oppositions limitées et occasionnelles, mais d'une mise en discussion globale et systématique du patrimoine moral, fondée sur des conceptions anthropologiques et éthiques déterminées. »

« On note l'influence plus ou moins masquée de courants de pensée qui en viennent à séparer la liberté humaine et sa relation nécessaire et constitutive à la vérité. Ainsi, on repousse la doctrine traditionnelle de la loi naturelle, de l'universalité et de la validité permanente de ses préceptes ; certains enseignements moraux de l'Eglise sont simplement déclarés inacceptables. » (...)

Jean-Paul II est inquiet par la « discordance » observée entre la doctrine de l'Eglise et « certaines positions théologiques, répandues même dans des séminaires et des facultés de théologie, sur des questions de première importance ». Il estime que les difficultés entraînent des « graves pour la vie morale des fidèles, pour la communion dans l'Eglise et aussi pour une vie sociale juste et solidaire ».

« On a fait de la liberté un absolu »

« Ne vous modérez pas sur le monde présent », emprunté à une épître de saint Paul (Romains XII, 2), le titre même de la partie centrale de l'encyclique *Splendor veritatis* illustre bien son propos. Le pape y souligne la distance à prendre avec « certains courants de la pensée moderne, où on en est arrivé à exalter la liberté au point d'en faire un absolu qui serait la source des valeurs. C'est dans cette direction que vont les doctrines qui perdent le sens de la transcendance ou celles qui sont explicitement athées. On a attribué à la conscience individuelle des prérogatives d'instance suprême du jugement moral, qui déterminent de manière catégorique et infaillible le bien et le mal. »

Cette analyse pessimiste du monde moderne conduit Jean-Paul II à une ferme dénonciation de tous les courants philosophiques et théologiques qui, d'une manière ou d'une autre, succombent à un « relativisme éthique » ambiant. Il dénonce notamment cinq formes de « déviation ».

1°) L'autonomie de l'éthique et de la raison. — La première déviation est celle qui consiste, au nom de l'autonomie de la raison, à « nier l'existence, dans la Révélation divine, d'un contenu moral spécifique et déterminé, de valeur universelle et permanente ». Cette interprétation, qui limite la Parole de Dieu à une « exhortation générale », est jugée « incompatible avec la doctrine catholique ». « L'autonomie de la raison ne peut pas signifier la création de valeurs et de normes morales par la raison elle-même. La source unique de la morale est dans la « loi » de Dieu qui seul a le pouvoir de décider du bien et du mal. »

2°) La remise en cause de la « loi naturelle ». — L'un des piliers de la morale chrétienne est le respect de la « loi naturelle », définie notamment par saint Thomas comme l'expression humaine et terrestre de l'ordre créé et voulu par Dieu. Le pape se défend des attaques selon lesquelles une « conception naturaliste de l'acte sexuel » serait à l'origine de la condamnation par l'Eglise de pratiques telles que « la contraception, la stérilisation, l'autoséjour, les rapports prémarriaux, les relations homosexuelles, la fécondation artificielle. »

Dans la biologie en soi n'est pas une « norme éthique », le pape met en garde contre une liberté qui réduirait la nature humaine à n'être qu'un « matériau biologique ou social toujours disponible ». Il appelle à un resserrement du lien entre nature et liberté autour d'une conception renouvelée de la « personne » comme sujet de tous les actes moraux : « Puisque la personne humaine n'est pas réduite à une liberté qui se projette elle-même, mais qu'elle comporte une structure spirituelle et corporelle déterminée, l'exigence morale première d'aimer et de respecter la personne comme une fin et jamais comme un simple moyen implique intrinsèquement le respect de certains biens fondamentaux, hors duquel on tombe dans le relativisme et

l'arbitraire. » (n° 48.) Le « vrai sens » de la loi naturelle est donc « la personne elle-même dans l'unité de l'âme et du corps, dans l'unité de ses inclinations d'ordre spirituel et biologique (...). Par exemple, l'origine et le fondement du devoir de respecter absolument la vie humaine doivent être cherchés dans la dignité propre à la personne et non seulement dans l'incarnation naturelle à conserver sa vie physique. » « L'Eglise sert l'homme », ajoute Jean-Paul II, en refusant les manipulations affectant la corporéité, qui en altèrent la signification humaine et elle lui montre la voie de l'amour véritable. » (n° 50.)

3°) La subordination de la nature à l'histoire et à la culture. — L'autre danger qui menace la société et l'Eglise, selon le pape, c'est la remise en cause de l'universalité et de l'immuabilité de la loi morale et naturelle. Il dénonce les tendances existentialistes ou historicistes de la culture contemporaine qui « obscurcissent la perception de l'universalité de la loi morale ». Pour lui, « la nature est la mesure de la culture et la condition pour que l'homme ne soit prisonnier d'aucune de ses cultures ». Certes, ajoute-t-il, « il convient de rechercher et de trouver la formulation la plus appropriée des normes morales universelles et permanentes selon les contextes culturels divers (...). Mais cette vérité de la loi morale se dégage à travers les siècles : les normes qui l'expriment restent valables dans leur substance, mais elles doivent être précisées et déterminées, selon les circonstances historiques, par le magistère de l'Eglise » (n° 53.)

4°) La souveraineté des droits de la conscience. — Les droits de la conscience individuelle n'autorisent pas à faire « n'importe quoi, dit le pape qui s'élève contre les théologiens et les philosophes tentés de définir un « critère nouveau d'interprétation » d'une part, et « précepte valable en général » d'autre part, la « norme de la conscience de chacun qui déciderait effectivement en dernière instance du bien et du mal ». D'où des « solutions prétendument pastorales » contraires aux enseignements de l'Eglise. (n° 56.)

Après Vatican II, le pape ne méconnaît pas les droits de la conscience, comme « norme immédiate de la moralité personnelle »,

mais ils sont subordonnés, selon lui, à la « norme universelle et objective de la moralité », définie par la « loi divine » et la « loi naturelle ». La conscience n'est pas un « juge infaillible ». Même si elle est comprise « en conscience », une erreur reste une erreur.

Aussi, toute conscience doit-elle être éclairée. A cet égard, Jean-Paul II souligne que l'Eglise est « maîtresse de vérité ». Son autorité « ne lèse en rien la liberté de conscience des chrétiens (...). Elle se met toujours et uniquement au service de la conscience, en l'aider à ne pas être ballottée à tout vent de doctrine au gré de l'importance des hommes, à ne pas dévier de la vérité sur le bien de l'homme » (n° 64.)

5°) La légitimation d'une faute par une « option fondamentale » juste. — Une « option fondamentale » juste et morale ne retire rien à la gravité d'erreurs commises dans les « actes particuliers » et les comportements concrets. « La moralité des actes humains, écrit l'encyclique, ne se déduit pas seulement de l'intention, de l'orientation, de l'option fondamentale (...). On ne peut juger de la moralité, des lors qu'on omet de vérifier si le choix délibéré d'un comportement concret est conforme à la dignité et à la vocation intégrale de la personne humaine. »

La séparation entre, d'un côté, l'« option fondamentale » et, de l'autre, « des choix délibérés, désordonnés en eux-mêmes ou du fait des circonstances » pour effet de remettre en cause, déplore le pape, la doctrine catholique sur le « péché mortel ». Selon certains théologiens, la gravité d'une faute serait liée, non à la « maîtrise de l'acte commis », mais au « degré d'engagement de la liberté de la personne » dans son acte.

Le pape répond en renvoyant à l'exhortation de 1984 sur la réconciliation et la pénitence, qu'il peut y avoir des situations très complexes et obscures sur le plan psychologique qui ont une incidence sur la responsabilité du pécheur. Mais de considérations d'ordre psychologique, on ne peut passer à la constitution d'une catégorie théologique, envenimée de telle manière que, sur le plan objectif, elle changerait ou mettrait en doute la conception traditionnelle du péché mortel.

« Tout ce qui s'oppose à la vie est intrinsèquement mauvais »

L'un des passages les plus forts de l'encyclique *Veritatis splendor* est la réaffirmation que rien — ni l'intention, ni les circonstances, ni les conséquences — ne saurait jamais justifier un acte « intrinsèquement mauvais ». Or, selon son auteur, une telle conception serait mise en danger par de « nouvelles orientations culturelles et par des théologues ».

Ainsi, à longueur de pages, le pape pourfend des courants « téléologiques » (cherchant la conformité entre l'acte humain et la volonté de Dieu) modernes, appelés « conséquentialistes » ou « proportionnalistes ». Ces courants appréciant la moralité d'un acte à partir des conséquences prévisibles de cet acte (« conséquentialistes ») ou d'une pondération entre les effets bons et mauvais de cet acte (« proportionnalistes »). Ces courants se développent surtout aux Etats-Unis ou en Allemagne, autour de théologiens comme Charles Curran (de l'université de Washington, qui a déjà été sanctionné par Rome), John Boyle, Timothy O'Connell, etc.

« Des pratiques infâmes »

Jean-Paul II souligne la contradiction de ces théories avec la doctrine de l'Eglise : « Si l'est vrai que l'Eglise a vu se développer une casuistique attentive à pondérer les plus grandes possibilités de faire le bien dans certaines situations concrètes, il n'en demeure pas moins vrai que cette façon de voir ne consistait qu'à essayer de voir la loi d'un côté et qu'elle ne renvoyait pas en cause la validité absolue des préceptes moraux négatifs qui obligent sans exception » (n° 76).

Il faut « repousser la thèse, écrit-il, des théories téléologiques et proportionnalistes selon lesquelles il serait impossible de qualifier comme moralement mauvais, selon son objet, le choix délibéré de certains comportements ou de certains actes déterminés, en les écartant de l'intention dans laquelle le choix a été fait ou de la totalité des conséquences prévisibles de cet acte pour toutes les personnes concernées » (n° 79).

Et Jean-Paul II rappelle qu'il existe des actes « intrinsèquement mauvais », qui la sont toujours et en eux-mêmes, indépendamment des intentions et des circonstances. Représentent la déclaration Gaudium et spes du concile Vatican II (1962), il cite « tout ce qui s'oppose à la vie elle-même, comme toute espèce d'assassinat, le génocide, l'avortement, l'euthanasie, et même le suicide délibéré ; tout ce qui constitue une violation de l'intégrité de la personne humaine, comme les mutilations, la torture physique ou morale, les contraintes psychologiques ; tout ce qui est offensé à la dignité de l'homme, comme les conditions de vie sous-humaines, les emprisonnements arbitraires, les déportations, l'esclavage, la prostitution, la commerce des femmes et des jeunes ; ou encore les conditions de travail dégradantes qui réduisent les travailleurs au rang de purs instruments de rapport, sans égard pour leur personnalité libre et responsable : toutes ces pratiques et d'autres analogues sont infâmes. Tandis qu'elles corrompent la civilisation, elles déshonorent ceux qui s'y livrent plus encore que ceux qui les subissent » (n° 80).

Le pape rappelle également — sans plus de commentaire — l'enseignement de Paul VI sur la contraception (*Humanae vitae*) et souligne que « les circonstances ou les intentions ne pourront jamais transformer un acte intrinsèquement malhonorable de par son objet en un acte subjectivement honnête ou défendable comme choix ».

Un lien à restaurer entre la liberté et la vérité

La rupture du lien entre vérité et liberté est typique de la « culture contemporaine ». Elle serait à l'origine de toutes les dérives morales que le pape condamne aujourd'hui. Redécouvrir ce lien est l'une des missions premières de l'Eglise, écrit Jean-Paul II dans la troisième partie de son encyclique, pour répondre à « la perplexité désolée d'un homme qui ne sait plus qui il est, d'où il vient et où il va. »

Et le pape de citer une intervention qu'il avait faite, en 1986 déjà, devant le congrès international de théologie : « Nous assistons, dit-il, à la chute effrayante de la personne humaine dans des situations d'autodestruction progressive (...). Nous avons sous les yeux le mépris pour la vie humaine déjà conçue et non encore née ; la violation permanente de droits fondamentaux de la personne ; l'injuste destruction des biens nécessaires à une vie simplement humaine. Et même (...) l'homme n'est plus convaincu que c'est seulement dans la vérité qu'il peut trouver le salut. La force salvifique du vrai est contestée et l'on confie à la seule liberté, dénuée de toute objectivité, la tâche de décider de manière autonome de ce qui est bien et de ce qui est mal. Ce relativisme devient, dans le domaine théologique, un manque de confiance dans la sagesse de Dieu qui guide l'homme par la loi morale. A ce que la loi morale prescrit, on oppose ce que l'on appelle des situations concrètes, en ne croyant plus, au fond, que la Loi de Dieu soit toujours l'unique vrai bien de l'homme » (n° 85).

Jean-Paul II se défend de vouloir faire seulement un travail de « réaffirmation », de « dénonciation » des théories relativistes. L'Eglise cherche seulement, assure-t-il, à former la « conscience morale » de l'homme. Il n'y a pas de « véritable liberté » si celle-ci ne trouve pas sa source et sa fin dans un ailleurs qu'elle-même. « La raison et l'expérience ne disent pas seulement la faiblesse de la liberté humaine, mais aussi son drame. L'homme découvre que sa liberté est mystérieusement portée à trahir son ouverture au Vrai et au Bien et que, trop souvent, il préfère,

en réalité, choisir des biens finis, limités et éphémères. Plus encore, dans ses erreurs et dans ses choix négatifs, l'homme perçoit l'origine d'une révolte radicale qui le porte à refuser la Vérité et le Bien pour s'ériger en principe absolu de soi : « Vous serez comme Dieu » (Genèse 3, 5). La liberté a donc besoin d'être libérée. Le Christ en est le libérateur » (n° 86).

« Maître du monde ou dernier des misérables »

La dissociation entre la liberté et la vérité est attribuée par le pape au « processus de sécularisation selon lequel des hommes nombreux, trop nombreux, pensent et vivent comme si Dieu n'existait pas. Nous nous trouvons en présence

Une charte morale pour les hommes politiques

L'encyclique de Jean-Paul II définit les conditions d'un renouveau « radical » de la vie politique. Malgré la disparition du communisme, le risque demeure, dit-il, d'un « totalitarisme moderne » qui consiste à « nier la dignité humaine, sujet de droits que personne ne peut violer, ni l'individu, ni le groupe, ni la classe, ni la nation, ni l'Eglise » (n° 99).

Les exigences morales premières de la vie politique sont ainsi énoncées : « La vérité dans les rapports entre gouvernés et gouvernants ; la transparence dans l'administration publique ; l'impartialité dans le service public ; le respect des droits des adversaires politiques ; la sauvegarde des droits des accusés face à des procès ou à des condamnations sommaires ; l'usage juste et honnête des fonds publics ; le refus de moyens équivoques ou illicites

d'une mentalité qui affecte (...) les attitudes et les comportements des chrétiens eux-mêmes, dont la foi est affaiblie et perd son originalité de critère nouveau d'interprétation et d'action pour l'existence personnelle, familiale et sociale. En réalité, dans le contexte d'une culture largement déchristianisée, les crises de jugement et de choix retenues par les croyants eux-mêmes se présentent souvent comme étrangères ou même opposées à ceux de l'Evangile. » Les chrétiens sont fermement invités à redécouvrir « la nouveauté de leur foi et la force qu'elle donne au jugement par rapport à la culture dominante et envahissante ». Cette foi est éclairée par le modèle du Christ, le témoignage des saints et des martyrs.

Le pape se défend de l'accusation d'« intolérable intransigence » por-

tée contre l'Eglise quand elle rappelle ses préceptes moraux. « L'Eglise, dit-on, manque de compréhension et de compassion (...). En réalité, poursuit le pape, la fermeté de l'Eglise dans sa défense des normes morales universelles et immuables n'a rien d'humiliant. Elle ne fait que servir la vraie liberté de l'homme, du moment qu'il n'y a de liberté ni en dehors de la vérité ni contre elle, on doit considérer que la défense catégorique, c'est-à-dire sans édulcoration et sans compromis, des exigences de la dignité personnelle de l'homme, auxquelles il est absolument impossible de renoncer, est la condition et le moyen pour que la liberté existe » (n° 96).

C'est un « services » qui est destiné à tout homme, à tous les hommes, aux individus, à la communauté, à la société. « Ces normes constituent le fondement inébranlable et la garantie solide d'une convivialité humaine juste et pacifique, donc d'une démocratie véritable qui ne peut naître et se développer qu'à partir de l'égalité de tous ses membres, à partir de droits et de devoirs. Par rapport aux normes morales qui interdisent le mal intrinsèque, il n'y a de privilège ni d'exception pour personne. Que l'on soit le maître du monde ou le dernier des « misérables » sur la face de la terre, cela ne fait aucune différence : devant les exigences morales, nous sommes tous absolument égaux. »

« Les règles morales fondamentales de la vie sociale comportent des exigences précises auxquelles doivent se conformer aussi bien les pouvoirs publics que les citoyens. Au-delà des intentions, parfois bonnes, et des circonstances, souvent difficiles, les autorités civiles et les particuliers ne sont jamais autorisés à transgresser les droits fondamentaux et inaliénables de la personne humaine. C'est ainsi que seule une morale qui reconnaît des normes valables toujours et pour tous, sans aucune exception, peut garantir les fondements éthiques de la convivialité, au niveau national ou international » (n° 97).

مكتبة القرآن

SOCIÉTÉ

de Jean-Paul II

L'homme et la Loi

par Henri Tincq

CERTAINS ne manqueraient pas de faire la comparaison avec le *Syllabus*, ce « catalogue » des erreurs du monde moderne, écrit en 1864 par le pape Pie IX, qui avait consacré la victoire des catholiques « intransigeants » et la défaite des « libéraux ». Rationnel, positivisme, socialisme, libéralisme : toutes les grandes tendances de l'époque déjà étaient soumises au feu de la condamnation.

Des passages entiers de la nouvelle encyclique de Jean-Paul II, *Veritatis splendor* (Splendeur de la vérité), ont la même écriture raide, qui suscite aussi des réactions. Les ennemis d'aujourd'hui ont toutefois changé : ils ont pour noms le scepticisme, l'individualisme, le relativisme éthique, le subjectivisme, l'absolutisme d'une liberté incapable de se fixer des limites et de respecter ses propres normes.

La plupart des encycliques modernes portent sur des thèmes doctrinaux, politiques ou sociaux. Le texte de philosophie morale rendu public par Jean-Paul II est totalement inédit. Il décevra les amateurs de sensationnel. Il ne compte, en effet, aucune révélation spectaculaire sur des situations de morale concrètes. Les positions de Jean-Paul II sur l'avortement, la contraception, le préservatif, la bioéthique, la fécondation artificielle, les manipulations génétiques, les relations conjugales sont suffisamment connues, voire rabâchées, formalisées même dans le « catéchisme universel » édité l'an dernier.

Un texte composite

Il n'était donc plus nécessaire d'y revenir autrement que pour en dégager les justifications. L'intérêt de cette encyclique est, d'abord, dans son actualité : précédée de longues tractations, de tensions, d'une phase de rédaction anormalement longue (six ans), elle surgit dans un climat de profonde controverse théologique (aux États-Unis ou en Allemagne plus qu'en France), dans une situation de divorce croissant entre l'Eglise et l'opinion, y compris catholique. L'originalité est surtout dans l'ambition affichée : aller au fond des choses, expliquer les racines philosophiques, anthropologiques, de positions morales qui sont si mal

comprises, voire qui scandalisent. Car s'il y a un passé entre le monde et l'Eglise, il est bien là.

Le résultat est un tableau fort composite. On y retrouve successivement la trace de l'enseignement « personneliste » que le futur pape, Karol Wojtyła, nourri de Max Scheler, donnait comme professeur de morale en Pologne, à Lublin. L'héritage du concile Vatican II (1962-1965) est aussi présent dans l'affirmation des droits de la conscience et un souci de comprendre le monde moderne — quitte à réfuter le modernisme — qui, à lui seul, n'autorise pas la comparaison avec le *Syllabus*. La bonne vieille scolastique revient au galop dans une systématisation des vérités révélées et une défense du droit naturel, du plus pur style « thomiste ». Enfin, outre l'ouverture biblique consacrée au « jeune homme riche » de l'Écriture, cette encyclique emprunte beaucoup à la rigueur de ton et de forme qui est celle du « catéchisme ».

Un défi lancé au monde

De cette synthèse, souvent sombre et parfois confuse, on se gardera de ne retenir que les consignes précises de surveillance et de discipline adressées aux évêques pour dompter les théologues, pour aligner les séminaires, les universités, les hôpitaux catholiques (dont certains pratiquent la fécondation artificielle), pour convaincre les fidèles de renoncer à « croire » entre les vérités bonnes à croire et à dire et celles qui sont à laisser.

Cette encyclique marque toutefois la fin d'une époque : celle du droit à la « dissidence » théologique, voire à la délégitimation, à l'expérimentation. Il est demandé aux évêques de n'avoir plus aucun état d'âme face aux King, Boff, Curran, Drewermann, qui contestent tout ou partie des vérités officielles. Comment parler si souvent de droits de l'homme et ignorer à ce point la liberté de recherche et d'expression du théologien ?

Le trouble est tel dans l'enseignement de la morale, et le rejet des prescriptions de l'Eglise est si massif qu'il fallait peut-être une vigoureuse réaffirmation de principes. Comme un capitaine à la veille d'un combat, le pape aligne ses troupes. A l'aube du troisième

millénaire, le catholicisme est appelé à un vigoureux effort de cohérence et d'unité, à la mesure même du défi que son chef lance à un monde moderne ivre d'une liberté qui, en perdant le sens de la transcendance, de la norme, de la vérité, risque elle-même de se perdre.

Mais la fin ne justifie jamais les moyens. C'est un principe-clé de la morale chrétienne que le pape rappelle à longueur de pages. Et son angoisse devant le monde moderne, devant l'abîme des valeurs, devant le désarroi de toute une jeunesse, de couples, de scientifiques même et de médecins ne justifie pas la condamnation d'un seul théologien.

Le communisme s'est écroulé. Le rêve américain est écorné. Dans le monde, l'Eglise pourrait aujourd'hui disposer, comme elle n'avait jamais pu le faire depuis des décennies, d'une sorte de leadership moral. Beaucoup le pensent et le disent, même ceux qui ne partagent pas sa foi. Zbigniew Brzezinski, par exemple, qui fut le conseiller diplomatique du président Carter, vient d'écrire, dans un livre publié aux États-Unis, que l'effondrement du marxisme a laissé un vide que ses vainqueurs ne pourront certainement pas combler avec les seules valeurs de l'hédonisme.

A cet égard aussi, la nouvelle encyclique de Jean-Paul II laissera des regrets à plus d'un lecteur. Dans ce texte, l'Eglise se défend de l'accusation d'« intransigence ». Elle tient de son fondateur l'exemple et l'enseignement de la « miséricorde ». Elle a inventé la « casuistique », qui était un certain art d'accommoder la prescription aux « cas de conscience » et à une « morale de situation ». Elle a même fait de la « réconciliation » un sacrement.

Il y a fort à parier que, dans la pratique, l'Eglise saura garder ce trésor de compassion qui fait partie de son patrimoine le plus noble. Dans la lettre d'aujourd'hui, c'est donc moins le registre de la dénonciation qui marquera le plus que cette impuissance à proposer à l'homme d'aujourd'hui — chrétien ou pas — des modes d'emploi autres que la répétition de la Loi, à prendre la mesure des diversités et des changements culturels, à lire, enfin, toutes les recompositions de la société.

DÉFENSE

Au camp de Canjuers

M. Balladur se fait présenter l'armée de terre

Au camp de Canjuers (Var), le premier ministre devait se faire présenter, mardi 5 octobre, les deux grands corps de l'armée de terre française, après avoir inauguré, en compagnie du ministre de la défense, François Léotard, et du ministre de l'éducation nationale, François Bayrou, le lycée Albert Camus à Fréjus, ville dont M. Léotard est aussi le maire.

M. Balladur doit assister notamment à des évolutions de la 6^e division légère blindée et de la 4^e divi-

sion aéromobile, qui font partie de la Force d'action rapide (FAR), et à des exercices du corps blindé mécanisé, qui, pour la première fois en public, fera des démonstrations de tir du nouveau char Leclerc devant des délégations étrangères représentant des pays dont certains (comme l'Arabie saoudite) sont susceptibles de l'acheter.

Le 3 septembre dernier, Edouard Balladur s'était fait présenter la marine depuis le *Clemenceau* au large de Toulon.

POINT DE VUE

La double singularité de la France

par Xavier de Villepin

L'examen des crédits militaires pour 1994 impose de rappeler la double singularité de la France dans le monde et de la défense dans le budget de l'Etat. Parce qu'il y a de son rôle et de son rayonnement sur la scène internationale, la position de la France ne lui permet pas d'épouser pleinement la décade des dépenses de défense engendrée par l'évolution de la menace et la récession économique. Parce qu'il y a de la sécurité du pays, la spécificité du budget militaire interdit — malgré l'ampleur de la crise et la dégradation des finances publiques — de céder aux pressions de la conjoncture dans un domaine où les décisions prises aujourd'hui auront encore des effets dans deux ou trois décennies.

C'est pourquoi, même si un budget plus ample encore eût été nécessaire pour financer intégralement l'ensemble des programmes d'équipement en phase de développement ou de fabrication, nous nous félicitions que le gouvernement ait écarté, pour 1994, toute décision qui aurait pu compromettre, demain, l'efficacité de notre appareil de défense.

Un impératif demeure : sortir de l'impasse budgétaire dans laquelle notre système de défense se trouve acculé, faute d'avoir effectué à temps les choix nécessaires et l'effort indispensable. Il faudra, pour y parvenir, tenir compte de quatre contraintes majeures en dépit de la faiblesse de la marge de manœuvre financière.

paraissent justifier et imposer d'accorder aux crédits militaires le degré de priorité qu'il convient au sein du budget de l'Etat. Ce constat est renforcé par la position spécifique de la France dans le monde, qui l'amploie de s'aligner sur la baisse des dépenses pratiquée par plusieurs de nos partenaires. Pour trois raisons.

Une véritable identité européenne

D'abord, en raison des caractéristiques de notre pays, à la fois puissance nucléaire, puissance continentale et puissance maritime, liée par les responsabilités inhérentes à son statut de membre permanent du Conseil de sécurité à l'ONU. Comment la France pourrait-elle sacrifier ses engagements et ses responsabilités, sauf à renoncer à son rôle dans le monde ?

Ensuite, en raison de la forte réduction de l'effort de défense déjà consentie par la France ces dix dernières années : 4,08 % du produit intérieur brut marchand (PIBM) en 1982 ; 3,14 % en 1993, sans même évoquer les « gels » ou annulations de crédits en cours d'année, les « reports obligés » et les dépenses extra ou paramilitaires qui portent la réalité de la part de la richesse nationale consacrée à la défense à moins de 2,7 % du PIBm. Si d'autres pays

réduisent leur effort, comment pourrions-nous en faire autant au moment où nous sommes dans l'obligation de renouveler l'essentiel de notre panoplie ?

Enfin, en raison de la responsabilité particulière qui incombe à la France pour promouvoir la construction européenne dans le domaine de la sécurité. Qui d'autre que la France pourrait être la force vive d'une véritable identité européenne de défense solidaire de l'alliance atlantique et de nos alliés américains ? Comment y parvenir sans un effort de défense adapté, alors que les douze pays de la Communauté consacrent à la défense la moitié de ce que les États-Unis lui attribuent ?

Il y a de notre sécurité. Car aucun pays européen ne dispose aujourd'hui d'une réelle autonomie d'action d'envergure en matière militaire. Les moyens requis désormais dépassent les capacités nationales. L'avenir passe nécessairement par une coordination et un partage des tâches. C'est la responsabilité historique de la France que de prendre des initiatives pour faire en sorte que l'Europe s'affirme.

► Xavier de Villepin, sénateur (Union centriste) des Français de l'étranger, préside la commission sénatoriale des affaires étrangères, de la défense et des forces armées.

SCIENCES

Afin de mieux répondre aux besoins de l'homme

Le CNRS veut « s'impliquer davantage dans la société »

Le directeur général du Centre national de la recherche scientifique (CNRS), François Kourilsky, a présenté, mardi 5 octobre, les grandes lignes du schéma stratégique de cet organisme pour la période 1993-1995. Ses buts : organiser la recherche fondamentale du CNRS ; animer et soutenir une politique scientifique cohérente ; tenir compte enfin du fait que la recherche fondamentale est un enjeu économique et social important.

« La recherche, du fait de la crise majeure de l'emploi, doit s'impliquer davantage dans la société tout en s'interrogeant sur sa place, son rôle, et sur les conséquences de ses travaux. De même, le CNRS doit jouer un rôle majeur dans la construction de l'Europe et, sur un plan plus national, tisser des liens plus forts avec l'enseignement supérieur, tant en ce qui concerne les hommes que les structures, et être plus attentif à l'évolution du monde industriel », a estimé François Kourilsky, directeur général du Centre national de la recherche scientifique.

Plutôt que de définir la politique de recherche du CNRS au travers de schémas directeurs, par agrégation de politiques sectorielles, le directeur général du CNRS préfère poursuivre dans la voie de l'expérience de trois ans, lancée en 1990, et qui avait mis l'accent sur l'interdisciplinarité de la recherche, la dimension régionale de la politique scientifique et le renforcement des moyens des laboratoires. D'ici à 1995, les efforts du CNRS vont ainsi porter sur cinq domaines :

— La maîtrise scientifique de la complexité.

— Un développement des sciences et des techniques mieux adapté aux besoins de l'homme. Le

CNRS a l'ambition de réintroduire les sciences de l'homme et de la société au cœur des recherches à finalité technologique « de manière à ne pas étudier les impacts des technologies a posteriori, mais en même temps qu'on les met au point. Ainsi, le scientifique pourrait utilement prolonger son rôle et aider la société à maîtriser et orienter son progrès ».

Les grands défis de la société. Quatre domaines de recherche ont été retenus (environnement, santé et vieillissement, la ville, emploi et travail), sur lesquels François Kourilsky souhaite que les chercheurs du CNRS réfléchissent afin d'intégrer dans leurs programmes les besoins affichés par la société sur ces thèmes.

— Les grands programmes internationaux. Sur ce chapitre, le CNRS a clairement fait ses choix. Il « bénit » le projet de construction du grand accélérateur européen de particules du CERN (LHC) et confirme son soutien au programme de détection des ondes gravitationnelles (VIRGO) et, sous réserve d'une gestion maîtrisée, à l'édification, au Chili, du télescope géant (VLT) de l'Observatoire européen de l'hémisphère Sud (ESO).

— Les nouveaux outils. Deux notions devraient être menées. La première vise à un renforcement de la présence des mathématiques dans nombre de disciplines et la seconde se propose d'affirmer l'importance que le CNRS accorde à l'instrumentation, « qui n'a pas toujours eu la place qu'elle méritait », aux bases de données et à la simulation numérique.

Ces choix devraient permettre de mieux préparer les contrats pluriannuels que le gouvernement entend signer l'an prochain avec chacun des grands organismes de recherche sur la politique de recherche du pays.

J.-F. A.

Après avoir inauguré l'Institut de formation des imams

M. Pasqua sermonne prêtres, pasteurs et rabbins

Charles Pasqua, ministre de l'Intérieur et ministre des cultes, prend sa deuxième fonction très sérieuse. Lundi matin 4 octobre, il est allé à la Mosquée de Paris, accompagné par Jacques Toubon, ministre de la culture, et Daïli Boubakeur, recteur de la Mosquée, pour inaugurer le premier Institut de formation d'imams de France (le Monde daté 3-4 octobre).

Réjoui par une telle initiative, il s'est exprimé, pour la première fois, sur l'organisation et la représentation de la communauté musulmane, qui prêtent tant à contestation. Il a déclaré que « les pouvoirs publics ne peuvent qu'encourager la constitution d'organismes représentatifs de toutes les composantes de la communauté musulmane, dont l'autorité serait majoritairement acceptée comme cela existe dans les autres confessions religieuses de France ».

Il a ajouté qu'il craignait que « les divisions et les querelles de la communauté musulmane ne finissent par servir les desseins de ceux qui se présentent comme des serviteurs exemplaires de la foi, mais qui versent en réalité dans l'intégrisme ». Le gouvernement français, a-t-il poursuivi, n'entend pas « tolérer des débordements ou des activités qui seraient contraires à ses principes républicains et à ses lois ».

Sur cette lancée, invité par l'association de la presse anglo-américaine, M. Pasqua s'est souvenu des critiques lancées, au printemps dernier,



par les Eglises concernant ses mesures contre l'immigration. Et, faisant le lien avec la nécessaire formation des imams, il a eu ce mot : « Les Eglises catholiques et protestantes feraient mieux de remplir les églises, d'aller évangéliser les banlieues difficiles, plutôt que de laisser les imams y prêcher l'intégrisme ».

Décidément intarissable, le ministre de l'Intérieur est revenu une troisième fois sur ce thème, lundi soir, au Club de la presse d'Europe 1. S'adressant à nouveau notamment aux responsables religieux, prêtres, pasteurs et rabbins, il a dit que leur rôle était d'abord de « porter la bonne parole, d'expliquer les Evangiles, et si

on est juif, dire ce que l'on sait de la Torah et de l'enseignement des textes sacrés ». Frappé par le « prosélytisme » et la volonté des musulmans de « diffuser leur foi », il a décoché cette ultime flèche : « Je voudrais bien trouver la même volonté du côté de nos propres religions ».

Prêtres, pasteurs et rabbins se réjouiront d'avoir trouvé en M. Pasqua un si ardent défenseur de l'Evangile et de la Torah. Ils apprécieront les conseils d'un homme qui les renvoie à la sacristie quand ils protestent contre sa politique, tout en leur demandant, aujourd'hui, de jouer les pompiers dans les banlieues en difficulté.

H. T.

SOCIÉTÉ

JUSTICE

Un arrêt de la Cour européenne des droits de l'homme

La France condamnée pour non-respect des règles du «procès équitable»

Dans un arrêt rendu le 20 septembre, la Cour européenne des droits de l'homme de Strasbourg a condamné à l'unanimité la France pour violation de l'article de la Convention garantissant à tous les justiciables un «procès équitable». Les instances européennes avaient été saisies par Fahrat Saïdi, un maçon tunisien condamné à dix ans d'emprisonnement pour infraction à la législation sur les stupéfiants et homicide involontaire sur la seule base de témoignages alors qu'il n'avait jamais, malgré ses demandes, été confronté aux personnes qui l'accusaient.

Au terme d'un arrêt de vingt pages qui retrace le long parcours judiciaire de Fahrat Saïdi, la Cour européenne des droits de l'homme vient d'adresser un sévère rappel à l'ordre à la justice française. Estimant que les magistrats français avaient méconnu les règles du «procès équitable», les juges de Strasbourg constatent à l'unanimité la violation de l'article 6 de la Convention européenne des droits de l'homme, qui prévoit que tout accusé peut «interroger ou faire interroger les témoins à charge et obtenir la convocation et l'interrogation des témoins à décharge dans les mêmes conditions que les témoins à charge». Avec cette nouvelle condamnation, la justice française se voit montrée du doigt pour la vingt-et-unième fois depuis qu'elle a reconnu le droit de recours individuel, en 1981.

Artisan-maçon de profession, Fahrat Saïdi est arrêté à Nice en 1986. Deux toxicomanes sont morts de surdose quelques jours auparavant et la police étudie les déclarations qui se multiplient dans le petit monde des revendeurs nicois. Interrogé au lendemain de son arrestation, Fahrat Saïdi, qui affirme ne pas connaître ses accusateurs, demande vainement une confrontation. Le soir même, trois toxicomanes placés derrière une glace sans tain du commissariat affirment reconnaître en lui un revendeur nicois et, quelques jours plus tard, de nouveaux témoignages présentés par la police. De la prison où il a été placé, Fahrat Saïdi demande à être confronté à ses accusateurs mais le juge d'instruction refuse. Son avocat écrit à deux reprises au magistrat afin de lui demander une confrontation, mais il essuie lui aussi un refus.

Des «accusations concordantes»

Renvoyé devant le tribunal correctionnel de Nice pour trafic de stupéfiants et homicide involontaire, Fahrat Saïdi, qui vient de passer huit mois en détention provisoire, comparait au début de l'année 1987. Malgré les demandes du prévenu consignées à l'audience et bien que l'accusation repose exclusivement sur les témoignages, le tribunal refuse à nouveau toute confrontation. Soulignant les «accusations concordantes formulées par des personnes qui ne se connaissent pas», les magistrats

condamnent Fahrat Saïdi à dix ans d'emprisonnement assortis d'une interdiction définitive du territoire français.

Huit mois plus tard, un scénario identique se reproduit à la cour d'appel d'Aix-en-Provence : mettant en avant les «déclarations concordantes et renouvelées des revendeurs et des acheteurs», les magistrats de la cour refusent, eux aussi, d'organiser une confrontation. «Si les policiers et le magistrat instructeur n'ont pas procédé à leur confrontation avec leurs accusateurs, note l'arrêt, les procès de reconnaissance qui ont été utilisés (présentation derrière une glace sans tain et présentation de planches photographiques comportant leur photographie), démontrent suffisamment que, pour des raisons qui leur sont personnelles, les revendeurs et les toxicomanes entendus ne voulaient pas être confrontés physiquement avec eux». Les magistrats, qui ramènent sa peine à huit ans, maintiennent l'interdiction définitive du territoire français.

Cette fois, il ne reste plus, en France, que la Cour de cassation. Dans son pourvoi, l'avocat de Fahrat Saïdi estime que la cour d'appel a violé le droit, pour le prévenu, d'interroger les témoins à charge. Constatant qu'il ne résulte ni des mentions de l'arrêt attaqué ni d'aucune conclusion régulièrement déposée que le prévenu ait présenté devant les juges une demande de confrontation», la Cour rejette cette argumentation en 1989. Un an plus tard, elle infléchit pourtant sa jurisprudence : statuant au sujet d'un nouveau dossier de stupéfiants, les magistrats de la haute juridiction, invoquant la Convention, admettent que, «sauf impossibilité dont il leur appartient de préciser les causes», les juges d'appel sont tenus, lorsqu'ils en sont légalement requis, d'ordonner l'audition contradictoire des témoins à charge qui n'ont jamais été confrontés avec le prévenu.

Un long parcours européen

Après le rejet de son pourvoi, Fahrat Saïdi entame un parcours européen qui durera quatre ans et demi. En janvier 1989, il saisit la Commission européenne des droits de l'homme, qui conclut deux ans et demi plus tard au non-respect des règles du procès équitable. La Cour, elle aussi, finit par lui donner raison : «Les témoignages constituaient la seule base de la condamnation après avoir représenté l'unique cause du renvoi en jugement, notent-ils dans leur arrêt. Or, ni au stade de l'instruction ni pendant les débats, le requérant ne put interroger ou faire interroger les auteurs. L'absence de toute confrontation le priva en partie d'un procès équitable. La Cour ne méconnaît pas les indéniables difficultés de la lutte contre le trafic de stupéfiants, notamment en matière de recherche et d'administration des preuves, non plus que les ravages provoqués par celui-ci dans la société, mais il ne saurait conduire à limiter à un tel point les droits de la défense de tout accusé».

Cet arrêt pose clairement le problème du devenir des procès qui n'ont pas respecté les règles du

procès «équitable» tel qu'il est défini à Strasbourg. Fahrat Saïdi touchera une somme de 42 000 francs destinée à couvrir les frais de procédure, mais la condamnation de la France demeure symbolique. «La Cour, notent les juges dans leur arrêt, constate que la Convention ne lui donne pas compétence pour exiger de l'Etat français l'ouverture d'un nouveau procès».

Si Fahrat Saïdi souhaite engager une procédure de révision, il lui faudra donc saisir la commission qui siège à la Cour de cassation en invoquant un élément nouveau. «Nous pouvons bien sûr déposer un dossier, note son avocat, M. Claire Waquet, mais je ne suis pas sûr qu'une condamnation de la Cour européenne constitue un élément nouveau. Je le dis souvent : à Strasbourg, on travaille surtout pour les autres». La situation de Fahrat Saïdi ne s'est en effet guère arrangée : sa demande de relèvement de l'interdiction du territoire français a été rejetée, et du coup, il vit aujourd'hui clandestinement en France.

ANNE CHEMIN

Un lycéen vosgien avoue deux meurtres

Un jeu de piste pervers

NANCY

de notre correspondante

La vieille dame est morte de peur. Forcément, à soixante-trois ans, on n'a pas le cœur solide. Les gendarmes ont retrouvé Annette Vincent morte ligotée et bâillonnée dans sa baignoire. Sur sa porte, le meurtrier avait accroché un petit écriteau : «Fermer pour cause de décès». Provocation, avec une faute d'orthographe.

Lundi 4 octobre, dans le bureau du juge d'instruction Caroline Lamotte, au palais de justice d'Épinal, Samuel Milliot, un lycéen de dix-huit ans, domicilié à Fresse-sur-Moselle (Vosges), a été mis en examen pour vol avec violence, actes de torture et de barbarie. Le magistrat n'exclut pas de qualifier les faits prochainement en homicide involontaire ou coups ayant entraîné la mort avec la circonstance aggravante d'actes de torture et de barbarie.

En deux jours, Samuel, élève sans histoire de la cité technique Gustave-Eiffel de Talange (Meurthe-et-Moselle), a avoué deux crimes. Celui commis le 21 juillet à Saubures-sur-Moselle, et dont la victime était la septuagénaire, et le second, perpétré le 2 septembre

au Thillot, toujours dans les Vosges (le Monde du 5 octobre).

Là, sa victime était Anne-Marie Gélinoite, professeur d'espagnol au collège du Thillot. Elle revenait de vacances et, cette nuit-là, elle a surpris le garçon qui cambriolait son appartement. Pour le faire taire à jamais, Samuel l'a étranglée et puis, pour brouiller les pistes, il s'est livré à une mise en scène macabre et a jeté son corps dénudé dans un ravin distant de quelques centaines de mètres. On a tout d'abord cru au crime d'un mariage sexuel, la victime ayant subi des sévices sexuels post mortem. Mais les gendarmes des Vosges et ceux de la section de recherches de Nancy avaient en mémoire le meurtre de «Nénette», la septuagénaire de Saubures-sur-Moselle, qui portait elle aussi des traces de coups au visage, à l'épaule et dans le bas-ventre.

Annette Vincent est morte de saisissement, étouffée par son bâillon, après avoir bu un peu d'eau qui se trouvait dans la baignoire. On appelle cela «une noyade blanche». Constatons que le ou les meurtriers étaient les mêmes que ceux d'Anne-Marie Gélinoite, qu'ils habitaient dans la région et avaient, de près ou de loin, un rapport avec les victimes,

les gendarmes ont procédé selon la méthode des cercles concentriques, auditionnant sans relâche l'environnement de celles-ci.

Leur ténacité a fini par payer. Tel un Petit Poucet homicide, Samuel Milliot, élève calme et poli mais à la personnalité extrêmement fragile, a laissé derrière lui des indices, les effets d'Anne-Marie Gélinoite. Comme pour se livrer à un jeu de piste pervers, comme pour défier les gendarmes. De vérifications en recoupements, vendredi 1^{er} octobre, les gendarmes parvinrent jusqu'à Samuel, qui a repris tranquillement ses cours de conducteur routier à Talange.

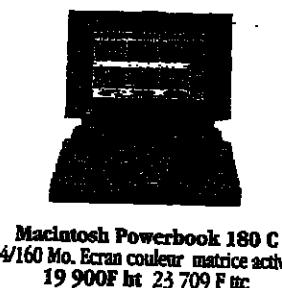
Au cours de la perquisition qui est effectuée à son domicile, les enquêteurs mettent la main sur d'autres preuves matérielles, le porte-monnaie d'Annette Vincent, la sacochette usagée où elle déposait sa recette de dépositaire de presse avant d'aller la porter à la banque, et surtout un petit bout de papier où était griffonné ce mot : «Nénette». Nénette, dont le seul tort fut, il y a quelques années, d'infliger une réprimande à Samuel Milliot devant ses copains. Le jeune homme a été écroué.

MONIQUE RAUX

Qui vous propose en exclusivité le tout dernier Macintosh à réaction?



Chez IC, trouver le Macintosh de ses rêves ne ressemble en rien à un exercice de haute voltige : des derniers-nés aux premiers prix, IC les expose tous dans son showroom, tous disponibles immédiatement. Premier distributeur Apple d'Europe avec plus de 50 000 Macintosh installés, seul IC peut vous offrir les prix les plus bas alliés au plus haut degré de services (conseil en art graphique, gestion, maintenance). Vous devriez déjà être chez IC.



Macintosh Powerbook 180 C
4/160 Mo. Écran couleur matrice active
19 900 F ht 23 709 F ht



Macintosh LC III
4/80 Mo. + Moniteur couleur Apple
+ Clavier + K7 vidéo IC d'extension
7 490 F ht 8 883 F ht

ENTRE APPLE

IC BEAUBOURG 26 RUE DU RENARD 75004 PARIS (1) 44 78 26 26 • IC VENDÔME 21 PLACE VENDÔME 75001 PARIS (1) 42 86 90 90 • IC MICHEL
IC AVIGNON 13 BD RASPAIL 90 82 22 22 • IC AIX EN PROVENCE 33 BD DE LA RÉPUBLIQUE 42 38 28 08 • IC TOULOUSE 25 RUE OZENNE 61 25 62 32

Unités centrales, disques durs, mémoires, écrans et claviers sont garantis d'origine.

Le Monde

Édité par la SARL Le Monde

Comité de direction :

Jacques Lecourne, gérant directeur de la publication
Bruno Fappert, directeur de la rédaction
Jacques Guiz, directeur de la gestion
Manuel Lucbert, secrétaire général

Rédacteurs en chef :

Jean-Marie Colombani, Robert Solé
(adjoints au directeur de la rédaction)

Thomas Ferenzi,

Bertrand Le Gendre, Jacques-François Simon

Daniel Vernet

(directeur des relations internationales)

Anciens directeurs :

Hubert Beuve-Méry (1944-1969), Jacques Fauvet (1969-1982)
André Laurens (1982-1985), André Fontaine (1985-1991)

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :

15, RUE FALGUIÈRE 75001 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 40-85-25-25
Télécopieur : 40-85-25-99

ADMINISTRATION :

1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY 94882 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 40-85-25-26
Télécopieur : 48-60-30-10

94832 IVRY Cedex

code d'accès ABU

هنا من النحل

SOCIÉTÉ

Enquêtes à l'hôtel de police de Grenoble

Un inspecteur des renseignements généraux a été mis en examen et écroué

GRENOBLE
correspondance

Un inspecteur de police des renseignements généraux de Grenoble, Christian Aussillon, a été mis en examen, vendredi 1^{er} octobre, par Nathalie Carnevali, juge d'instruction à Grenoble, pour « corruption passive » et « violation du secret professionnel ». Placé sous mandat de dépôt, il a été écroué à Lyon. L'inspecteur, en fonction dans la police depuis vingt ans, dont onze passés au service des renseignements généraux, aurait, de source judiciaire, « entretenu des relations compromettantes » avec un ou plusieurs membres d'un réseau de trafic de stupéfiants.

Quelques jours plus tôt, cinquante kilogrammes de haschisch avaient été saisis à Monestier-de-Clermont (Isère). Trente personnes avaient été interpellées et treize mises en examen et écrouées. Des armes ainsi qu'une somme d'environ 160 000 francs, pouvant provenir de deux cambriolages commis durant l'été dans l'agglomération grenobloise, avaient été retrouvées. Une perquisition, effectuée au domicile de l'un des auteurs présumés du trafic, aurait également permis la découverte de fiches confidentielles émanant des services des renseignements généraux.

ainsi que d'un organisme de la direction centrale de la police judiciaire de Grenoble.

La mise en cause d'un inspecteur judiciaire intervient dans un contexte déjà marqué par une suite de règlements de comptes internes à l'hôtel de police de Grenoble. Les représentants locaux du Syndicat national des policiers en tenue (SNPT, membre de la FASP, majoritaire) ont notamment révélé, il y a un an, l'existence de factures surévaluées ou correspondant à des travaux jamais réalisés et, plus récemment, d'irrégularités dans les comptes du centre de loisirs, chargé localement de la prévention (*le Monde* daté du 22-23 août).

Plusieurs enquêtes administratives et judiciaires ont été ouvertes à cette occasion, la plupart toujours en cours. Un commissaire a néanmoins d'ores et déjà été mis en examen pour faux et usage de faux et plusieurs sanctions, allant du simple blâme à la révocation, ont été proposées par la commission de discipline à l'encontre d'inspecteurs ou de commissaires, dont l'ancien directeur départemental des polices urbaines de l'Isère.

NICOLE CABRET

Les suites judiciaires de l'affaire Valenciennes-OM

Un réquisitoire supplétif a été ouvert pour une nouvelle subornation présumée de témoin

Eric de Montgolfier, procureur de la République à Valenciennes, a ouvert, lundi 4 octobre, un réquisitoire supplétif contre X pour tentative présumée de subornation de témoin, à la suite de la nouvelle audition de Jean-Jacques Eydelie par le juge Bernard Belfy, vendredi 1^{er} octobre.

L'ancien joueur marseillais, mis en examen pour corruption active dans l'affaire du match Valenciennes-OM, avait indiqué au juge qu'il avait rencontré Bernard Tapie à son domicile parisien le 17 septembre, soit cinq jours avant la réunion du conseil fédéral qui devait sanctionner l'OM et les joueurs impliqués dans l'affaire. Le président de l'OM lui aurait alors proposé un contrat en échange d'une modification de son témoignage dans l'affaire de tentative de corruption présumée lors du match Valenciennes-OM, dans laquelle Jean-Jacques Eydelie avait reconnu avoir remis une somme de 250 000 francs au Valenciennais Christophe Robert, sur l'ordre de Jean-Pierre Bernès, ancien directeur de l'OM.

Selon les déclarations de Jean-Jacques Eydelie, un émissaire de Bernard Tapie est allé chercher le joueur et son manager, Raphaël

Santos, à l'aéroport de Bruxelles, à leur retour d'Argentine, le 17 septembre. Cet émissaire a conduit les deux hommes au domicile parisien de Bernard Tapie dans la soirée. Le président de l'Olympique de Marseille aurait proposé à son ancien joueur l'équivalent d'un contrat de trois ans, Jean-Jacques Eydelie comprenant alors qu'il pourrait bénéficier de ce contrat s'il modifiait son témoignage.

« Il faut rester très prudent »

Joint mardi matin, Bernard Tapie confirmait la réalité de la rencontre, mais démentait toute tentative de subornation. « Il faut rester très prudent sur les propos d'Eydelie, expliquait-il, que personne n'a encore lus. L'affaire Primorac a commencé de cette manière, à partir d'informations inexactes. » Le président de l'OM s'étonnait également que Jean-Jacques Eydelie n'ait pas mentionné cette rencontre dans la lettre au conseil fédéral, où le joueur avait confirmé ses accusations contre Jean-Pierre Bernès.

ÉDUCATION

En dépit du soutien des collectivités locales

Les écoles Diwan sont mises en règlement judiciaire

BREST

de notre correspondant
Les écoles en langue bretonne Diwan ont été mises, lundi 4 octobre, en règlement judiciaire par le tribunal de grande instance de Quimper. Une période d'observation de six mois a été ouverte pour leur permettre de présenter un plan de redressement. Cette décision fait suite à une assignation de l'URSSAF du 24 mai dernier.

Diwan demandait un délai supplémentaire d'un mois, mais le procureur de la République s'est prononcé pour le règlement immédiat, et le tribunal a estimé qu'il n'existait pas de « projet concret de redressement ». « On s'attendait à un surajout, compte tenu des efforts que nous avons faits pour faire des économies sur les salaires, et des négociations que nous avons engagées avec les collectivités pour aboutir à un moratoire », a souligné le président André Lavanant.

L'association, qui emploie cent dix personnes et possède, en Bretagne et en Loire-Atlantique, vingt-quatre écoles, où sont inscrits 1 099 enfants, doit trouver maintenant des fonds pour éponger une dette de 7 millions de francs envers l'URSSAF, à laquelle s'ajoutent 924 000 francs d'arrérés d'impôts aux ASSEDIC et 1,3 million de francs au fisc.

Seule planche de salut : une nouvelle aide des collectivités territoriales. Celles-ci avaient déjà per-

mis, en juillet 1990, d'apurer un passif de près de 6 millions de francs de cotisations sociales. Les écoles en breton demandent aux mêmes partenaires, la région Bretagne, les conseils généraux du Finistère, des Côtes-d'Armor, du Morbihan et de Loire-Atlantique, de faire un effort identique afin que puisse s'établir un moratoire de remboursement. Mais pour l'association la dette doit être allégée des pénalités de retard, ce qui la porterait à 6 millions.

Selon Diwan, un plan était sur la bonne voie, et le surajout sollicité aurait permis d'éviter le règlement judiciaire. Le conseil général du Finistère - de même que celui des Côtes-d'Armor - ne serait pas, en effet, opposé à un nouveau soutien, mais à condition que la région participe, comme en 1990, pour moitié de la part des collectivités, soit, en l'occurrence, 2,25 millions de francs. L'association, qui a reçu de nombreux dons à la suite d'une campagne de soutien lancée en mai, est en mesure, quant à elle, de payer 1,5 million de francs.

Elle estime que l'avenir devrait ensuite être plus serein dans la mesure où elle attend de l'Etat un feu vert pour la mise en place de contrats d'association, ce qui la soulagerait de la charge des salaires de ses enseignants et lui permettrait d'envisager une croissance de ses effectifs de 10 et 15 % par an.

GABRIEL SIMON

REPÈRES

CATASTROPHE

L'ONU révisé
à la baisse le bilan
du séisme en Inde

Selon le responsable des affaires humanitaires de l'ONU, Art Udo, interrogé lundi 4 octobre à Genève, le tremblement de terre qui a dévasté l'est de l'Etat du Maharashtra, en Inde, a fait jusqu'à présent 11 870 morts. « Les informations de presse sur un bilan final d'au moins 30 000 morts sont considérées comme exagérées par le gouvernement indien lui-même », a-t-il précisé.

Le premier ministre indien, Narasimha Rao, s'est rendu, ce même lundi, à Khilari, la localité la plus touchée par le séisme. D'après les responsables des secours sur place, 90 % des décombres ont été explorés. Mais, mardi 5 octobre, une fillette de dix-huit mois a été retrouvée vivante par un chien d'une équipe française de l'association Médecins, qui opérait dans le village de Mangrul. - (AFP, Reuters.)

ENSEIGNANTS

M. Bayrou estime
inacceptable toute
discrimination physique

François Bayrou, ministre de l'éducation nationale, s'est prononcé sans ambiguïté, lundi 4 octobre, sur la situation d'Isabelle Lemaire, dont la candidature comme maîtresse auxiliaire d'anglais a été provisoirement écartée par le recteur de Lille pour cause de « surcharge pondérale » (*le Monde* daté 3-4 octobre). Estimant « absolument inacceptable », si c'est le cas, que ce professeur « ait été exclu de la liste des maîtres auxiliaires pour des raisons physiques », M. Bayrou a ajouté que « rien ne serait plus

contraire à [ses] convictions qu'une discrimination physique de quelque nature que ce soit ». Si l'attitude du recteur de Lille relevait d'une telle discrimination, le ministre de l'éducation nationale a précisé qu'il « prononcerait immédiatement sa réintégration, pour qu'il lui soit proposé un poste aussitôt que possible, sans aucun passe-droit ».

NUCLÉAIRE

Incidents sans gravité
à Cadarache
et à Gravelines

Une anomalie a été décelée sur le réacteur d'étude Phébus, au centre d'études nucléaires de Cadarache (Bouches-du-Rhône). Cette installation, destinée à tester le comportement du combustible en cas d'accident grave, est à l'arrêt, après une campagne de vérifications préliminaires qui s'est terminée fin août. Vendredi 1^{er} octobre, des techniciens se sont aperçus qu'un petit bouillon de 3 mm de diamètre manquait sur un dispositif de mesure de température temporaire qu'ils étaient en train de démonter sur la partie supérieure du cœur du réacteur, explique la direction du centre, dans un communiqué publié lundi 4 octobre. L'incident, qui n'a eu « aucune conséquence sur le personnel et l'environnement », a été classé au niveau 1 de l'échelle de gravité. A la centrale de Gravelines (Nord), c'est une fausse manœuvre qui a entraîné la fuite d'une centaine de litres de liquide légèrement radioactif. Selon le Service central de protection contre les rayonnements ionisants (SCPRI), tout le liquide a été récupéré, et l'incident, à non plus, n'a eu « aucune conséquence » sur le personnel et l'environnement. Il n'a pas fait l'objet d'un classement sur l'échelle de gravité.

□ Infanticide à Carcassonne. - Les policiers de Carcassonne (Aude) ont arrêté, lundi 4 octobre, sur le chemin du commissariat, où il se rendait, un homme portant dans ses bras le corps de son petit garçon, âgé de trois ans, qu'il avait tué, la veille au soir, d'un coup de carabine, sur les bords de l'Aude. Il avait ensuite retourné l'arme contre lui, se blessant gravement au visage. Il devait reconduire l'enfant dans sa famille d'accueil, où il avait été placé par les services sociaux. Agé de cinquante ans, l'homme, dont l'identité n'a pas été révélée, vivait de petits emplois. Il travaillait aussi comme bénévole à la Croix-Rouge du département. Hospitalisé, il sera mis en examen pour infanticide.

□ Un adolescent se tue en jouant à la roulette russe. - Un adolescent de dix-sept ans, qui fêtait son anniversaire dans le pavillon familial de Montreuil (Seine-Saint-Denis), s'est tué, dimanche 3 octobre, en jouant à la roulette russe avec un revolver à

grenaille. Ronan avait invité une dizaine d'amis alors que ses parents s'étaient absentés. Selon les premiers éléments de l'enquête, le jeune homme, qui souhaitait « épater » ses camarades, se serait emparé d'une arme de collection qu'il aurait chargée d'une unique cartouche avant de faire tourner le barillet puis de tirer. L'un de ses amis aurait vainement tenté de l'en empêcher.

□ Mise en examen du percepteur d'Anney soupçonné de détournement de fonds publics. - Le receveur-percepteur d'Anney (Haute-Savoie), soupçonné d'avoir détourné environ 40 millions de francs (*le Monde* du 5 octobre), a été mis en examen pour « détournement de fonds publics » et « falsification de documents publics ». Jean-Claude Schuler, âgé de cinquante ans, qui occupait ses fonctions dans le quartier d'Anney-le-Vieux, avait disparu au mois de juin avant d'être interpellé, jeudi 30 septembre, à Saint-Ouen (Seine-Saint-Denis).

NOUVEAU

Macintosh Quadra 840 AV
V1 Go. + Moniteur Andovision 14"
CD 300 interne. Clavier modulaire.
33 642 F ht 39 900 F ht

NOUVEAU

Macintosh Centris 660 AV
8/230 Mo. + Moniteur couleur 14" Apple
+ CD interne + clavier étendu.
19 900 F ht 23 601 F ht

Macintosh Powerbook 145 B
4/40 Mo. + sac de transport.
8 990 F ht 10 662 F ht



ET VOUS IL Y A IC

7-11 RUE SAINT-ÉTIENNE 75015 PARIS (1) 40 58 00 00 • IC MARSEILLE 94 AVENUE DU PRADO 13008 MARSEILLE 91 37 25 03
DES 3 ALLÉES DES TANNIERS COURS DES 50 OTAGES 40 47 08 62 • IC LYON 47 COURS DE LA LIBERTÉ 69003 LYON 78 62 38 38
le Photos non contractuelles. Offre valable dans la limite des stocks disponibles.

SCIENCES • MEDECINE

Après-demain les dinosaures

L'exploration de l'ADN fossile est en pleine expansion. Sans conduire encore à la reproduction de monstres disparus, elle en dit long sur l'évolution des espèces

Partie des Etats-Unis, la « dinomanie » s'apprête à envahir la France. *Jurassic Park*, le dernier film de Steven Spielberg, dont la diffusion a rapporté 325 millions de dollars en quinze semaines, sur le seul territoire américain, sort sur nos écrans le 20 octobre. A l'origine de ce nouveau monstre du cinéma américain, un scénario conçu par Michael Crichton et résumé dès les premières minutes du film : « Au printemps 1990, on trouve, dans un morceau d'ambre de provenance d'une mine d'Amérique du Sud, les restes d'un moustique préhistorique fossilisé, un des innombrables moustiques qui se nourrissaient du sang des dinosaures. Avec l'ADN de ce sang, la science était capable de recréer ces mastodontes. Et pour la première fois, l'homme et les dinosaures se partagent la Terre. »

Pure fiction, ou présomption d'une réalité future ? La force de *Jurassic Park* (le livre s'est vendu à plus de quatre millions d'exemplaires) réside dans la rencontre entre deux mondes : celui de la génétique, qui confère aujourd'hui à la science un pouvoir d'action jamais atteint dans le domaine du vivant ; et celui des dinosaures, ces gigantesques reptiles qui ont régné sans partage sur la Terre pendant plus de cent cinquante millions d'années.

Quelles seront demain les applications de la biologie moléculaire, qui nous permet d'ores et déjà de jouer les apprentis sorciers ? Quels furent, hier, les comportements de ces « terribles lézards » dont on ne connaît que le squelette, les empreintes et parfois les œufs ? Si *Jurassic Park* marche si bien, c'est qu'il fait à la fois rêver et s'interroger. En ranimant la fascination exercée de tout temps par les scénarios-catastrophes, qui vient aujourd'hui remplacer, les angoisses réelles de la guerre, du chômage et de la misère.

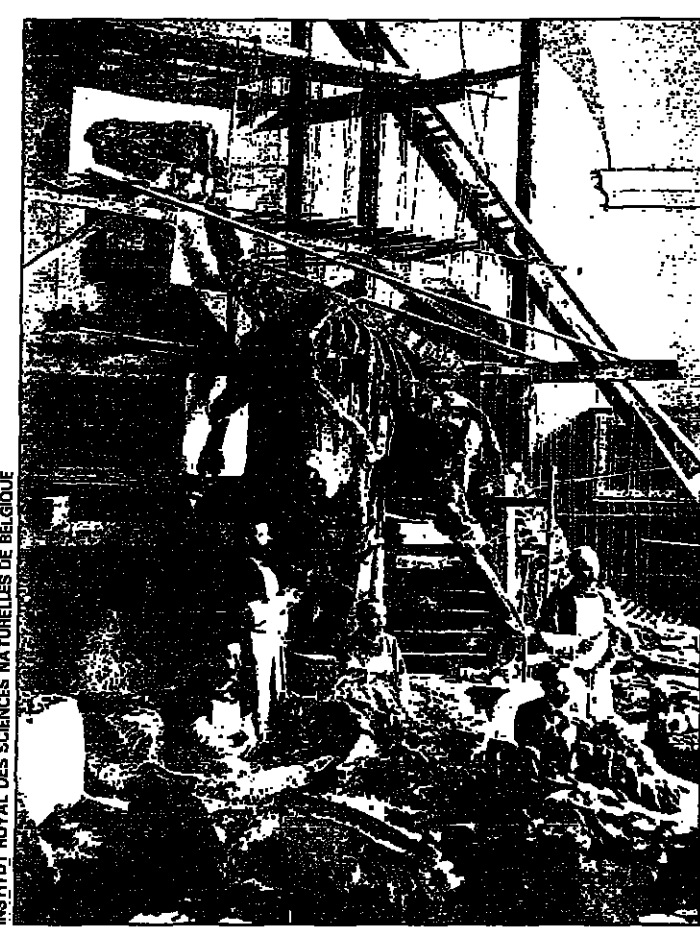
Coffre-fort à gènes

« Avec l'avènement de la PCR, l'intérêt des biologistes pour l'ADN fossile est devenu frénétique », résume Catherine Hanni. Partout dans le monde, on assiste désormais à une véritable course aux gènes préhistoriques, dont les records d'ancienneté ne cessent d'être battus. En 1989, on isole ceux d'un magnolia vieux de 17 millions d'années. En 1992, celui d'un tétraodon de 30 millions d'années (*Le Monde* du 29 octobre 1992). En juin de cette année, enfin, l'équipe américaine de Raul Cano et George Poinar (université de Berkeley Californie), fondatrice d'un *Extinct DNA study group*, pulvérise le score en annonçant dans la revue *Nature* (la veille

A BASOURDI, émerveillé, terrifié : Alan Grant, le paléontologue héros de *Jurassic Park*, réagit devant l'incroyable comme le ferait n'importe quel scientifique. « Le dinosaure et l'homme, deux espèces séparées par 65 millions d'années d'évolution, viennent tout à coup de se retrouver face à face. Comment serait-il possible d'avoir la plus petite idée de ce qui va se passer ? », commente-t-il. La suite, bien sûr, montrera que cela se passe très mal. Mais que les âmes sensibles et les mouvements hostiles aux manipulations génétiques (certains ont manifesté, aux Etats-Unis, lors de la première du film) se rassurent : la résurrection des « terribles lézards », comme celle de toute autre espèce disparue, n'est pas pour demain. Au pire, pour après-demain.

Jurassic Park est une fiction, mais Michael Crichton, biologiste de formation, n'a pas conçu son best-seller au hasard. L'exploration de l'ADN fossile (l'acide désoxyribonucléique, support de l'hérédité) existe bel et bien. Ce champ de recherche est même en pleine expansion depuis l'apparition, il y a quelques années, de la PCR (ou polymérase chain reaction) : une technique d'amplification génétique d'une efficacité sans précédent, qui permet de dupliquer à volonté, à des milliers d'exemplaires, le moindre fragment d'ADN.

« Il y a encore cinq ou six ans, ceux qui voulaient travailler sur l'ADN ancien étaient considérés comme de doux rêveurs », se souvient Catherine Hanni, spécialiste de l'ADN humain à l'Institut Pasteur de Lille. A l'époque, déjà, quelques passionnés annonçaient pourtant des premiers résultats. En 1984, l'équipe américaine d'Allan Wilson (université de Berkeley) parvient ainsi à extraire des fragments d'ADN de la peau sèche d'un quagga, sorte de chimpère de zèbre et de cheval vieux de plus d'un siècle. La même année, d'autres annoncent avoir exhumé du matériel génétique d'un mammouth datant de quarante mille ans. Un an plus tard, un chercheur de l'université suédoise d'Uppsala, Svante Pääbo, isole de l'ADN humain d'une momie égyptienne âgée de deux mille quatre cents ans.



de la sortie américaine de *Jurassic Park*!) avoir déniché un fragment de gène provenant d'un charançon ayant vécu il y a cent vingt à cent trente millions d'années – autrement dit contemporain des dinosaures.

Ce terrain de recherche est devenu d'autant plus fertile que les explorateurs de l'ADN ancien disposent, du moins pour les espèces de petite taille, d'un formidable réservoir préhistorique : les mines d'ambre de la Baltique et de Saint-Domingue (ère tertiaire) et celles, plus vieilles encore, de certaines régions de Russie (ère secondaire). En inhibant la croissance bactérienne et la putréfaction des tissus biologiques qu'elle englobe, cette résine végétale fossilisée, ultra-résistante et totalement imperméable, offre en effet aux « paléontologues moléculaires » un coffre-fort idéal pour protéger les gènes du passé (voir encadré). Là encore, Michael Crichton n'a donc rien inventé, poussant même la rigueur jusqu'à passer plusieurs mois de « formation » dans le laboratoire de George Poinar, l'un des meilleurs spécia-

listes mondiaux de l'ambre fossilifère.

De là, sans doute, lui est venu l'une des audaces les plus plausibles de *Jurassic Park* : la récupération d'ADN de dinosaure dans l'intestin d'un moustique préhistorique. « La plupart des insectes piqueurs que l'on connaît aujourd'hui vivaient déjà à l'époque des dinosaures. Et ces derniers, malgré l'épaisseur de leur peau, devaient bien se faire piquer de temps en temps », confirme Michel Solignac, chercheur au laboratoire de biologie et génétique évolutives du CNRS (Gif-sur-Yvette). « On peut tout à fait imaginer qu'un insecte, aujourd'hui sans repas de sang, s'est ensuite engraissé dans la résine avant que sa digestion ne soit achevée. »

Autruche ou grenouille

Aucune cellule de dinosaure, il est vrai, n'a encore été isolée de cette manière. Mais ce n'est, peut-être, qu'une question de patience. Officiellement, voilà donc pour la science... Car, au-delà de l'ADN fossile, les chercheurs sont formels : rien ou presque des performances techniques nécessaires au passage

de ce matériel génétique à un petit dinosaure en bonne et due forme n'est aujourd'hui réalisable.

Premier écueil : l'ADN ne s'extrait pas d'une cellule comme un petit pois de sa cosse. Avant de pouvoir le manipuler, le modifier ou simplement déchiffrer la séquence de bases (les maillons élémentaires des gènes) qui le compose, il faut le réduire, par des méthodes enzymatiques, en des millions de fragments. Et, ensuite, tenter de les remettre dans le bon ordre. Les chercheurs engagés dans le programme international « Génome humain » ne font rien d'autre avec le patrimoine héréditaire de notre propre espèce, et ce gigantesque projet leur prendra au bas mot une quinzaine d'années et des milliards de dollars. Or le puzzle que constitue le génome d'un dinosaure est presque aussi complexe (on estime qu'il comprend au moins deux milliards de paires de bases) et serait d'autant plus difficile à reconstituer que d'innombrables pièces, endommagées par le temps, manqueraient probablement à l'appel.

Soyons pourtant futuristes et admettons que les plus puissants ordinateurs y parviennent. Admettons même, comme nous y invite Crichton, que les « trous » de ce génome puissent être comblés par de l'ADN de grenouille. L'idée, là encore, ne choque pas vraiment les biologistes : les formidables progrès des manipulations génétiques, qui permettent aujourd'hui de « greffer » dans n'importe quelle être vivant le gène d'une espèce étrangère, ont montré que ce qui paraissait impossible dans ce domaine cessait souvent de l'être quelques années plus tard.

Si le choix de l'ADN de grenouille fait bondir les puristes, ce n'est pas en fait pour des raisons techniques, mais conceptuelles. « Dans l'échelle de l'évolution, les lignées des amphibiens et des reptiles ont divergé cent millions d'années avant l'apparition des dinosaures. Pour remplacer les fragments manquants au génome d'un dinosaure, il vaudrait mieux choisir l'ADN d'autruche ! », note Michel Solignac. Tous les paléontologues s'accordent en effet à penser que les dinosaures, avant de disparaître de la planète, ont donné naissance aux oiseaux. Témoins les fossiles vieux de 150 millions d'années de l'archéoptéryx, cet espèce mi-oiseau, mi-reptile qui possède de multiples similitudes anatomiques avec un petit dinosaure carnivore, le *Compsognathus*.

Reste la grande étape, celle que tous les chercheurs considèrent comme une pure utopie : la reconstitution d'un animal vivant à partir de son seul génome. *Jurassic Park*, il est vrai, règle le problème de manière sommaire : une fois recomposée, la précieuse molécule d'ADN est introduite dans un œuf de crocodile. Celui-ci est ensuite déposé dans un incubateur en plastique... et

le tour est joué. Une pirouette qui fait sourire tous les biologistes, bien placés pour savoir que le clonage d'un être vivant pose des problèmes autrement complexes.

« Faire revivre une espèce à partir de son seul génome est totalement impossible, pour la simple raison qu'un ADN « nu » est un ADN mort ! », martèle ainsi André Langaney, directeur du laboratoire d'anthropologie du Musée de l'Homme. Pour qu'une cellule se divise et entame le processus du développement embryonnaire, il faut en effet que son ADN, logé au cœur des chromosomes, soit habillé de divers éléments biologiques : des télomères, des centromères, ainsi qu'une véritable batterie de protéines spécialisées. Un berceau primordial hautement élaboré, que les meilleurs chercheurs, pour le moment, sont absolument incapables de recréer.

Pour le moment... mais demain ? Car si cette étape cruciale est franchie, rien n'est ensuite impossible. Dans le règne animal, cela fait plus de trente ans que les premiers clones ont été réalisés sur certaines espèces inférieures. Plus de vingt ans qu'un chercheur de l'université d'Oxford, John Gurdon, a réussi à faire naître des grenouilles en greffant dans les ovules de « mères porteuses » des cellules intestinales de têtard, et même des cellules prélevées sur la peau de grenouilles adultes. Plus de dix ans, enfin, que deux chercheurs, suisses et américains, Karl Illmensee et Peter Hoppe, ont réussi à donner naissance à des clones de mammifères en transplantant des noyaux de souris d'un embryon à un ovule (*Le Monde* du 6 janvier 1981).

Longs et difficiles, soumis à des taux d'échec extrêmement élevés, ces travaux, qui visent avant tout à mieux comprendre les processus du développement embryonnaire, restent pour l'essentiel du domaine de l'expérimentation. De plus, on n'est sans doute pas près de mettre la main sur une cellule embryonnaire de dinosaure en état de fonctionnement. Les chercheurs, d'ailleurs, le répètent à l'envi : si la recherche de l'ADN fossile les excite tellement, ce n'est pas qu'ils espèrent grâce à lui recréer des monstres disparus, mais tout simplement en savoir plus sur l'évolution des espèces et notre propre histoire. Reste que Spielberg, lui, y croit dur comme fer : dans quarante ans, pour peu qu'ils trouvent des commanditaires assez riches pour le leur permettre, les généticiens seront capables de nous présenter des dinosaures en chair et en os. Et, en l'état actuel des recherches, rien ne permet d'être sûr qu'il n'a pas raison.

CATHERINE VINCENT

Héros de contes de fées

Ils font rêver les enfants, s'interrogent les adultes, courent les paléontologues... Mais, au fait, pourquoi ont-ils tant de succès ? La gigantesque promotion commerciale dont bénéficient ces monstres reptiliens, orchestrée depuis plusieurs années aux Etats-Unis, suffit-elle à expliquer la véritable « dinomanie » à laquelle on assiste actuellement ? Ou faut-il supposer un moteur autre que mercantile à cette formidable machine à dollars, un terreur particulièrement propice à l'imaginaire ?

Depuis cent cinquante ans (car le mot ne fit son apparition qu'en 1841), qui dit « dinosaures » pense reptiles géants, qui régnèrent en maîtres pendant 150 millions d'années avant de disparaître. « Soit tous les ingrédients nécessaires à la fabrication de monstres mythiques », estime Jean-Jacques Hublin. Pour le sous-directeur du laboratoire d'anthropologie du Musée de l'Homme, les dinosaures jouent ainsi aujourd'hui le rôle que tenaient, il y a un siècle, nos ancêtres préhistoriques, ces « brutes ingénieuses » (l'expres-

sion est de l'abbé Breuil) pas tout à fait sages, qui chassaient au gourdin et traînaient leurs femmes par les cheveux.

« A mesure qu'il gagnait en humanité, l'homme de Cro-Magnon a perdu sa fonction fantasmatique auprès du grand public. Les dinosaures sont arrivés à point pour le remplacer, en bénéficiant, qui plus est, d'un habillage scientifique appelé « paléontologie », précise M. Hublin. Un parfum de rationalité qui, paradoxalement, autorise selon lui toutes les invraisemblances que la science ne qualifie pas de détruire la rêve. La preuve : on peut répéter cinquante fois que les hommes préhistoriques n'ont jamais rencontré de dinosaures, cela n'intéresse personne ! »

Psychiatre et éthologue, Boris Cyrulnik préfère évoquer « l'érosion de la peur », et rappelle que la mort des dinosaures évoque la disparition possible de notre propre espèce. « Les dinosaures alimentent un conte de fées moderne, et voient dans l'imaginaire des enfants avec la force mécanisée de Terminator. »

estime-t-il. Dans les musées, en effet, leurs squelettes s'effacent de plus en plus au profit de maquettes robotisées et animées. Ces animaux deviendraient ainsi « des machines naturelles » et surpuissantes, situées au carrefour des forces primitives et de la technicité de notre monde moderne. »

La « dinomanie », un phénomène de société ? « On n'en serait pas là sans les hypothèses qui prévalent actuellement sur leur disparition », s'exclame José Acha, géologue à l'Institut de physique du globe de Paris. On pensait autrefois que les dinosaures s'étaient éteints parce qu'ils étaient trop bêtes pour s'adapter aux changements de leur environnement, et personne ne s'en souciait. Mais depuis que l'on soupçonne une catastrophe planétaire (métonymie ou éruption volcanique), la question n'est pas encore tranchée de les avoir tués, on les plaint beaucoup plus... »

« Ces animaux préhistoriques font peut-être vibrer un profond archétype jungien dans notre psychisme ; ils incarnent peut-être

nos angoisses et nos besoins de fascination à un niveau très fondamental, programmé dans notre cerveau comme les dragons de l'Eden » (1), ironise Stephen Jay Gould. Mais ce paléontologue réputé et américain, qui, enfant dans les années 40, était « dingue de ces animaux à une époque où de ces animaux s'en fichait », ne se fait quant à lui aucune illusion : si les « dinos » font aujourd'hui un tabac, ce n'est pas tant qu'ils soient « grands, féroces et éteints » (comme le lui a suggéré un collègue expert en psychologie enfantine), ni que les connaissances sur leur diversité, leurs comportements et leur extinction se soient accumulées au cours des vingt dernières années. C'est avant tout, comme ce le fut parfois dans le passé, parce qu'ils bénéficient d'une formidable publicité. Quand on sait que plus de mille produits sont actuellement labellisés *Jurassic Park*, on ne saurait lui reprocher un tel pragmatisme.

Ca. V.

(1) La Foire aux dinosaures, Seuil, 1993.

La science en débat

dans le cadre de l'exposition
LE LAIT, DE L'HERBE
AUX BIOTECHNOLOGIESConférence
mercredi 13 octobre à 17hdes fromages, des odeurs, des goûts
et des dégoûtsMatty Chiva, professeur de psychologie à l'université
Paris X-Nanterre, fondateur de l'Institut international du Goût.Jacques Vernier, fromager affineur, président directeur général
de la société Boursault, Grand Commandeur de la Confrérie des
Chevaliers du Tasse Fromage de France.

Animation : Anne Hudson, journaliste à France Info.

accès libre

cité des Sciences et de l'Industrie
30 avenue Corentin-Cariou 75019 Paris
Métro Porte de la Villette. Informations (1) 40 05 73 32.

04832 IVRY Cedex

code d'accès ABU

هكمان الناصر

APRÈS-DEMAIN
LES DINOSAURES

Consultants à Hollywood

Les deux paléontologues, dont les travaux ont inspiré *Jurassic Park*, ont rencontré leurs dinosaures sur grand écran.

LOS ANGELES

correspondance

« **Q**UAND les marionnettistes ont branché le tyrannosaure et qu'il s'est mis à avancer très vite, les yeux écarquillés, je me trouvais juste devant lui sur le plateau et il avait tellement l'air d'un animal vivant que j'en ai fait un grand bond en arrière... » Ce fut la première rencontre de Jack Horner, paléontologue réputé pour ses recherches sur les dinosaures et plus récemment la compagnie des fossiles, avec un dinosaure grandeur nature *made in Hollywood*, sur le tournage de *Jurassic Park*. C'est lui qui a servi de modèle au personnage du docteur Alan Grant, le paléontologue (récent) du livre de Michael Crichton et du film de Steven Spielberg, et le voilà bien content que le scientifique ait un rôle sympa. « J'adore *Jurassic Park*, que j'ai déjà vu quatre fois, et j'y retournerai. Il n'y a pas vraiment de scénario, il n'y a pas vraiment de scénario, mais les dinosaures sont... fantastiques ! »

Jack Horner a trouvé son premier fossile à l'âge de sept ans. Depuis, il fouille sans relâche dans le Montana, et travaille tout spécialement sur les bébés dinosaures, ayant mis au jour un des premiers nids. Ainsi qu'il l'explique dans son livre *Digging Dinosaurs* (dig signifie à la fois « fouiller » et « adorer ») (1), il appartient à la jeune école des paléontologues pour qui les dinosaures sont des animaux à sang chaud, agiles et intelligents, et non ces reptiles lents et pas très malins qu'on décrivait auparavant.

Un beau jour, Steven Spielberg lui a demandé d'être consultant sur le film. « Je leur apprenais comment on fait un dinosaure, et moi j'ai appris comment on fait un film. Je me suis beaucoup amusé. Ils me demandaient ce qu'un dinosaure pouvait faire, ou ne pas faire. Par exemple, ils voulaient leur mettre une langue fourchue, j'ai répondu que ce n'était pas possible, puisque ce sont des

oiseaux. En général, ils m'écoutaient... Je pense que si on veut savoir à quoi ressemblaient les dinosaures, il faut aller voir le film. »

Jack Horner étudia actuellement la croissance des dinosaures avec le paléontologue français Armand de Ricqlès. Dans son champ de fouilles du Montana (qui a servi de modèle à celui de *Jurassic Park*), il a trouvé, en 1990, des cellules sanguines bien conservées dans un squelette de tyrannosaure, et il ne doute pas de pouvoir extraire dans un futur proche de l'ADN de dinosaure, une opération que le film anticipe, mais qui n'a encore jamais été effectuée dans la réalité. Et que pense-t-il de l'étape suivante, le clonage ? « On n'obtiendra jamais une séquence d'ADN complète. En soixante-cinq millions d'années, tellement de choses peuvent aller de travers. De plus il est impossible de savoir si les gènes sont intacts, sans parler des protéines et des armoiries. Et puis, dans le cas où des individus sans scrupules se lanceraient dans le clonage, je ne pense pas que les dinosaures seraient en tête de leur liste. Ils reproduiraient plutôt des chevaux de course, ce qui rapporterait davantage ! De toute façon, même si c'est techniquement possible, en tant que scientifique, je ne suis pas d'accord pour le faire. Ce n'est pas à nous de générer de nouveaux animaux synthétiques. L'évolution fait très bien son travail. »

Un autre enfant terrible de la paléontologie, Robert Bakker, a conseillé Spielberg, en fournissant des centaines de diagrammes, comme ceux qu'on voit dans son livre *The Dinosaur Heresies* (2). Il fouille actuellement dans le Wyoming où il vient d'excaver une nouvelle espèce de brontosaure avec une sorte de carapace sur l'estomac. « Très intéressant », commente-t-il. Et il a vu le film... six fois. En fait, il observe que les dinosaures de *Jurassic Park* ont beaucoup plus de personnalité que les chercheurs ! « Mais c'est du bon journalisme scientifique. Les dinosaures de Spielberg sont complètement crédibles. Par leur silhouette, leur grâce et leur précision. Ce sont eux qui vont prêcher le nouvel évangile : ils

n'étaient pas de gros lizards, mais des coursiers agiles. »

Lui qui, au grand dam de la communauté scientifique américaine, défend depuis 1988 cette vision moderne des dinosaures, pense que, malgré le choc culturel que va susciter chez eux *Jurassic Park*, certains professeurs ne sont pas prêts pour autant à reconsidérer leurs vues ni leur enseignement. On assiste à un « dinosaur gap », dit Bakker, un conflit des générations en matière de dinosaures. « Les artistes sont souvent en avance sur les scientifiques, poursuit-il, regardez le tyrannosaure du film Kink-Kong, qui date de 1933. Il ressemblait plus à un oiseau à sang froid qu'à un lézard. Willis O'Brien, le responsable des effets spéciaux avait tout compris, quarante ans avant tout le monde. »

Si Robert Bakker espère que le succès de *Jurassic Park* facilitera l'afflux des crédits pour la recherche, il y voit surtout un avantage sur le plan pédagogique. « Nous allons pouvoir utiliser le film dans notre enseignement scientifique, et le jeu vidéo qui sort bientôt sera aussi d'une grande utilité. » Seul point sur lequel ces deux scientifiques divergent : chacun soutient que le livre que Tim, le petit garçon fou de dinosaures, tient à la main dans le film, est son livre !

Pour ces deux chercheurs parfois qualifiés d'excentriques parce qu'ils ouvrent depuis vingt ans au « changement d'image » et à la réhabilitation des dinosaures, *Jurassic Park* est une aubaine. Et ce n'est pas fini. Ils se consacrent désormais à leur nouveau job : consultants en dinosaures ! Bakker est certain de travailler bientôt sur *Jurassic Park 2* et 3. Quant à Horner, il est à Tokyo, où doit s'ouvrir en décembre prochain une sorte de « parc jurassique » et il y conseille les concepteurs sur l'authenticité de leurs dinosaures... automatisés.

CLAUDINE MULARD

- (1) « Digging Dinosaurs », Harper and Row, 1990.
(2) « The Dinosaur Heresies », William Morrow, 1986, publié en France.

SCIENCES • MÉDECINE

POINT DE VUE

L'effet « Jurassic Park »

par Jean-Jacques Jaeger

La « vogue dinosaurienne », qui vient d'être massivement relancée par le film de Spielberg *Jurassic Park*, profite-t-elle aux chercheurs, aux universitaires, aux muséologues professionnels ? A première vue, on serait tenté de conclure à l'inverse, et de penser que ce tapage publicitaire ne peut qu'apporter des ennuis divers à ce petit monde bien tranquille.

La première source de difficultés, et non la moindre, est l'entrée massive du milieu des affaires dans un monde académique jusque-là relativement préservé. Il n'est plus de semaine sans l'annonce d'une vente spectaculaire, dans les grandes salles du monde, de restes de dinosaures. Ainsi, chez Bonhams, à Londres, un lot de dix œufs de dinosaures du jurassique a été adjugé 450 400 francs. Leur provenance n'est pas précisée, mais il est vraisemblable qu'ils proviennent d'un nouveau site, naturellement dégagé par la crue d'un fleuve en République populaire de Chine. Or d'après la revue *Science* (datée 6 août 1993), ces œufs sont parvenus aux Etats-Unis par des voies « privées ». Dans le même temps, les paléontologues de Pékin n'ont pas un budget suffisant pour exercer normalement leur métier, alors que par leurs découvertes ils ont contribué de manière remarquable à enrichir le patrimoine mondial et nos connaissances scientifiques sur les dinosaures.

Le commerce de fossiles n'est évidemment pas un phénomène nouveau. Mais il est aujourd'hui considérablement amplifié par l'arrivée de nouveaux marchands, et, surtout, par leur entrée en Bourse. Il existe désormais un catalogue de la valeur marchande des fossiles, édité par une compagnie californienne, le *Fossil Index*. Les petits budgets y trouveront à acquérir un squelette de dinosaure cérotosien, un triceratops, pour la bagatelle de 900 000 dollars, ou encore un mastodonte américain, vieux de 11 500 ans seulement, mais conservé dans le bitume, pour 1 500 000 dollars. A New-York, où la « dinomanie » fait rage, on peut également acheter des fragments minuscules (1 centimètre

caré) d'œuf de dinosaure, à 8 dollars pièce, en provenance des sites de la région d'Aix-en-Provence, dont les célèbres gisements, bien que protégés par la loi, ne font l'objet d'aucune surveillance particulière.

Il est bien entendu que le commerce des objets comme les livres, les modèles réduits, les T-shirts et autres babioles qui font le plaisir des enfants ne saurait être inclus dans ce danger. Les recettes provenant de la vente de ces objets, au contraire, alimentent les maigres comptes des musées consacrés aux dinosaures et permettent même, comme sur le site d'Espey (Aude), d'effectuer de nouvelles fouilles.

L'effort
des paléontologues

Il est en revanche une autre source de difficultés pour les professionnels, en partie liée à la précédente : la multiplication des fouilles sauvages, conduites, le plus souvent, par des amateurs peu éclairés et obus. Les destructions que certains d'entre eux peuvent produire sur des sites fossilifères sont irréversibles. Il est vrai qu'à première vue, lorsque l'on regarde des paléontologues dégrader des ossements de dinosaures, on peut penser que n'importe qui pourrait, comme eux, manier la truelle, la brosse et l'aiguille. On oublie cependant que le professionnel émet, au cours de sa fouille, une succession d'hypothèses quant à la nature et à l'orientation de l'os qu'il est en train d'extraire, hypothèses qui s'appuient elles-mêmes sur une longue formation théorique, une longue expérience pratique et aussi sur quelques échecs. Par ailleurs, les sédiments dans lesquels on trouve un fossile renferment, pour le spécialiste, quantité d'informations inédites qu'un objet sorti de son contexte géologique a complètement perdu.

Ce conflit entre amateurs et professionnels s'est nettement envenimé aux Etats-Unis à l'occasion de la préparation du film de Spielberg. Le débat y fait rage entre les professionnels, qui s'élèvent contre de trop nombreuses fouilles clandestines,

et les « amateurs », commerçants qui reprochent aux spécialistes de ranger leurs fossiles dans des tiroirs poussiéreux des lors que ces derniers ont fait l'objet de publications scientifiques. La qualité des expositions présentées dans les musées américains, britanniques ou allemands vient pourtant largement démentir ces accusations. Mais sur quel terrain lutter quand les amateurs disposent de budgets sans limites, notamment dans les pays économiquement en crise, comme la Russie ou la Chine ? Il faut à cet égard rappeler le retard pris par la France, comparé à l'Allemagne ou au Royaume-Uni, en ce qui concerne la législation relative aux fossiles et aux sites fossilifères.

A côté de la paléontologie, *Jurassic Park* met également en vedette scientifique le génie génétique. A n'en pas douter, la recherche et l'étude de fragments d'ADN anciens peuvent bénéficier de ce succès, et l'on ne peut que s'en réjouir. Mais la reine actuelle des sciences qu'est la biologie moléculaire ne va-t-elle pas en profiter pour tirer la couverture à elle ? Car il faut le rappeler : les dinosaures, leurs ossements, leurs embryons et leurs œufs, leurs adaptations, leurs modes de vie et leurs relations sociales, les communautés surprenantes au sein desquelles ils ont vécu, ne sont pas sortis d'un laboratoire de génétique. Tout ce que nous savons d'eux, pour le moment, résulte de l'effort des paléontologues. Déteneurs d'une science située à la charnière entre la biologie et la géologie, ceux-ci s'appuient sur les fossiles pour décrypter le passé, comprendre quelle succession d'événements a modelé les êtres vivants, reconnaître et dater les racines profondes des différentes espèces actuelles et éteintes. Le véritable mérite de *Jurassic Park* est sans doute de mieux faire connaître cette discipline scientifique moderne, indispensable pour sensibiliser l'humanité à la connaissance de son passé.

► Jean-Jacques Jaeger, paléontologue, Institut des sciences de l'évolution de Montpellier (URA 327, CNRS).

Le Monde de l'éducation

AU SOMMAIRE DU NUMÉRO D'OCTOBRE

■ 80 % DES FRANÇAIS FONT CONFIANCE A LEUR ÉCOLE

« Le Monde de l'éducation » a interrogé nos concitoyens sur ce qu'ils pensent du système éducatif. Les résultats sont d'une netteté remarquable. Lucides et exigeants, les Français sont contents de l'école primaire, inquiets pour le lycée, mais ils font massivement confiance à l'ensemble de la chaîne éducative. Et ils sont satisfaits des enseignants.

■ ÉTUDIER A L'ÉTRANGER

Faire une partie de ses études à l'étranger est de plus en plus recommandé. De nombreuses formules existent. Comment obtenir des aides ou une bourse ? Se loger ? Choisir une université ? Un dossier de renseignements pratiques et utiles pour mener des études en Europe et aux États-Unis.

■ ACTUALITÉ : LA RÉFORME DES IUFM

Adaptations de dernière minute, cacophonie ministérielle : à Grenoble, « le Monde de l'éducation » a suivi le trouble des formateurs.

également dans ce numéro :

Le débat sur la loi Falloux.
Le cahier des parents :
une mine d'informations pratiques.

Le Monde de l'éducation
LA RÉFÉRENCE et L'EXPERTISE

La guerre des os

LES dinosaures n'ont pas attendu Steven Spielberg pour se faire un peu de publicité. Depuis la découverte, en 1824, d'un mégasaur, ils sont à l'honneur. Moins du fait de la curiosité du public que de l'ambition des paléontologues et du premier d'entre eux, le Britannique Sir Richard Owen, qui, en 1841, inventa leur groupe et leur nom de dinosaures.

Savant ambitieux, il n'eut de cesse de convaincre les milieux scientifiques de l'intérêt de ses recherches. Mais, faute de disposer d'un squelette complet susceptible de montrer à quoi pouvaient ressembler ces géants préhistoriques, il ne put réaliser ses confrères à ses thèses à l'occasion du onzième congrès de la British Association for the Advancement of Science, en 1841.

Qu'à cela ne tienne ! Tenace, Sir Richard Owen sut admirablement profiter d'un événement moins scientifique pour se relancer : la reconstruction, dans la banlieue de Londres, du fameux édifice de fer et de verre de Crystal Palace, symbole de la première Exposition universelle, organisée en 1851 dans la capitale britannique, et sa transformation en un bâtiment destiné à abriter des reconstitutions d'animaux historiques.

Habile, Sir Richard Owen sut devenir le conseiller scientifique du peintre et sculpteur Benjamin Waterhouse Hawkins, chargé de la réalisation des reptiles géants. Comme un peu de publicité ne nuit pas, la Crystal Palace Company organisa, le 31 décembre 1853, un banquet pour une vingtaine de savants et de notables dans le zoolage, d'un iguanodon. L'exposition fut un succès, au point que les Américains de Central Park songèrent un temps à confier à Hawkins la réalisation d'un Paléozoic Museum.

Le projet avorta, mais la fascination pour ces reptiles ne fit que croître. Les découvertes se multiplièrent. Telle celle, extraordinaire, faite dans les mines de Bernissart, dans le Hainaut. Là furent exhumés d'une poche d'argile, le 1^{er} avril 1878, neuf spécimens suffisamment complets d'iguanodon.

La « guerre des os » ne faisait que commencer, et il fallut peu de choses pour qu'elle s'empare de l'Amérique, où des mercenaires s'y livrèrent sans vergogne et mirent au jour des merveilles pour la plus grande satisfaction des chercheurs et des musées. Les éditeurs eux-mêmes et les romanciers se ruèrent à cette fièvre, dont on retrouve, par exemple, des témoignages dans les gravures d'Edouard Riou, publiées en 1863 dans un livre des éditions Louis Figuière, *La Terre avant le Déluge*, et, en 1864, dans le roman de Jules Verne *Voyage au centre de la Terre*.

Il n'en fallait pas plus pour que la passion pour les dinosaures ne frappe d'autres hommes. En particulier l'industriel Andrew Carnegie, qui, à la fin du dix-neuvième siècle, envoya une équipe de spécialistes dans le Wyoming pour qu'elle y trouve un squelette destiné à son musée de Pittsburgh. La foi brisant des montagnes, la chance sourit aux audacieux. Dans les deux mois qui suivirent son arrivée sur le site, l'équipe fit une exceptionnelle découverte à Sheep Creek, près de Medicine Bow : deux *diplodocus* dont les restes permirent de reconstituer le squelette complet d'un de ces animaux obligamment baptisés *Diplodocus carnegiei* (1).

Le succès fut tel que l'industriel américain fit réaliser plusieurs modèles de son dinosaure, dont l'un fut cédé au Muséum d'histoire naturelle. Inauguré par le président Fallières, celui-ci, muet de saisissement devant la taille de la bête, n'eut pour discours que ces deux mots : « Quelle queue ! » Après un hommage aussi subtil, aussitôt repris par les chansonniers de la Lune rousse, les dinosaures ne purent qu'entrer dans l'histoire.

Pas l'Histoire avec un grand « H ». Mais l'autre, la petite. Celle des cinéastes et des auteurs de fiction qui, bien avant Steven Spielberg, surent utiliser « tout le charme de ces petites bêtes ». Dès 1908, les géologues du septième art tournent *The Prehistoric Man*. Puis en 1925, *Le Monde perdu*, adapté du roman de Conan Doyle, grand chercheur de dinosaure devant l'Eternel et découvreur d'une empreinte d'igua-

nodon qui illustra son roman. Enfin, *King-Kong* en 1933, qui mit en scène le combat d'un singe géant avec un tyrannosaure plutôt inquiet.

Qui furent les conseillers des réalisateurs pour ce tournage ? Les scientifiques américains eux-mêmes et, pour la version française, ceux du Muséum d'histoire naturelle ! Preuve s'il en fallait que l'histoire se répète, et que les « *Dinosauria Jones* » de Steven Spielberg, Jack Horner et Robert Bakker n'étaient pas le premier.

J.-F. A.

(1) Emporté par son succès, Carnegie finança une nouvelle expédition dans l'Utah qui découvrit, cette fois, un gigantesque dinosaure dont le squelette, presque complet, reçut le nom d'*Apatosaurus louisianae*, en l'honneur de son épouse.

Dinos à la pelle

● A lire, pour grands et petits :

— *Le Monde fantastique des dinosaures*, de David Norman. Solar 1992.

— *Dans les traces des dinosaures*, d'Eric Buffetaut. Presses Pocket, collection Explora, 1991.

— *Guide complet des dinosaures*, de David Lambert. Larousse 1988.

— *Les Dinosaures*, dossier hors-série de la revue *Pour la science*, septembre 1993.

— *Les dossiers « Dinos » des revues Sciences et Avenir et Science et Vie*, octobre 1993.

— *Tous les dinosaures*, numéro spécial de la revue *Images Doc*. Bayard Presse Jeune, octobre 1993.

● A voir : « Le temps des dinosaures », soirée thématique proposée par Philippe Taquet (paléontologue au Muséum national d'histoire naturelle) et Jacques Mény (réalisateur). Mars 19 octobre, de 21 h 45 à 24 h 00 sur ARTÉ.

Compositeur, perturbé



L'INTÉGRALE

L'INTÉGRALE

Une grande

Une grande

Une grande

Une grande

Une grande

Une grande

Une grande

Une grande

Une grande

Une grande

Une grande

Une grande

Une grande

Une grande

Une grande

Une grande

Une grande

Une grande

Une grande

Une grande

Une grande

Une grande

Une grande

Une grande

Une grande

Une grande

CULTURE

MUSIQUES

CYCLE HELMUT LACHENMANN au Festival d'automne à Paris

Compositeur, perturbateur, révélateur

Portrait en cinq concerts d'une personnalité essentielle de la nouvelle génération allemande

C'est le genre de campagnes en franc-tireur pour lesquelles le Festival d'automne tire des plans pendant des années, sur un coup de cœur. Parier ou ne pas parier sur cet artiste, ce créateur, dont on se chuchote les vertus entre initiés, mais dont la « promotion » n'est, c'est peu le dire, dans aucun « plan média » ? Parions, il le faut. Et tous ceux qui ont en main un budget de création savent de quel trac, de quels espoirs, de quelle abnégation se compose cette soudaine nécessité d'action.

Et puis commence la course aux partenaires, aux alliés. Pour la rétrospective en cinq concerts qu'il consacre au compositeur allemand Helmut Lachenmann – gros morceau et risque assumé de son programme musical, – l'automne parisien a patiemment su faire entrer dans la coalition l'Association française d'action artistique, la SACEM, l'Institut Goethe (co-réalisateur), Radio-France et l'Opéra Bastille (coproducteur). L'opération a débuté vendredi 1^{er} octobre en trois œuvres, deux concerts successifs et un bref débat avec l'auteur, animé par Martin Kaltenecker.

La Maison de la Radio invitait, France-Musique enregistrerait. On nota le nombre de compositeurs et de professionnels présents, pas toujours contents, peut-être forcés dans leurs retranchements ou simplement irrités. L'œuvre de Lachenmann, chauffée dans les forges de la résistance marxiste et de la théorisation philosophique auprès de Luigi Nono à Venise, refroidie dans l'empirisme et l'apprentissage du matériau instrumental auprès de Stockhausen dans les studios de Cologne, brûlante et glacée à l'arrivée, opère il est vrai un grand vide alentour.

« Je vois entrer une poupée et la casse », tentait d'expliquer Lachenmann vendredi, de sa voix posée. « Mais l'idée de beauté ne me quitte jamais. » Destruction, construction. Mise en pièces formelles, quel qu'on le veuille, les parcours naturels, des constellations. Cette façon de se poser à l'intersection de deux forces contradictoires sans les opposer n'est pas particulière au musicien allemand. Elle ne peut pas ne pas



Helmut Lachenmann

faire penser à l'installation du plasticien Hans Haacke – un compatriote, – couronnée par un Lion d'or à la dernière Biennale de Venise : un sol pulvérisé en mille morceaux, mais sur lequel on marche et qui raisonne fort sous les pas, sur un fond de silence éponal. « Je refuse le refus », dit encore Lachenmann. Autant dire que refus, il y a chez lui, originellement. Et que, pour en revenir à l'Allemagne, fût-elle réunifiée, le morcellement dans l'œuvre pré-établit l'unité.

A l'accusation qui lui a souvent été adressée d'écrire une « musique négative », l'artiste répond par une dialectique concrète et précise, sa spécialité. « Quand on

empêche une voix de chanter, quelque chose se produit en retour, une énergie. »

L'énergie de l'empêchement

L'énergie de l'empêchement est ce qui sous-tend et rend explosive cette bombe de sons étranglés que constitue *Salut pour Caudwell*, incontestablement l'une des pièces maîtresses de l'édifice autoral. Deux guitaristes (les étonnants Wilhelm Brück et Theodor Ross), qui d'aventure prononcent en surimpression un texte parlé très difficile et très saccadé, y entreprennent de réinventer, de révéler la vraie nature d'un instrument que l'on croyait – à tort ! – si répérable à l'oreille.

Eh bien, elles grognent, ces guitares, elles soufflent la tempête, elle bruissent comme feuilles au vent quand on les caresse, elles ont plusieurs visages, des plures,

des pointes, des angles, des voix. Elles ne sont plus de cordes et de bois. Elles sont comme dépliées, projetées en parcelles sensibles, visuelles, théâtralisées : quelques choses peut-être comme les guitares à fleur de toile et en liberté sur lesquelles ont tant aimé broder les peintres cubistes. Des rappels de réalité.

Vous avez vu la *Planète des singes* ? Vous vous rappelez l'épisode final, quand le cosmonaute et sa primitive compagne découvrent, enfoncé dans le sable, le haut de la statue de la Liberté. Ils comprennent qu'ils sont sur la planète Terre et que la folie des hommes a tout fait sauter. Dans *Accanto* de Lachenmann (soliste Eduard Brunner, Orchestre de la Südwestfunk, direction Zoltan Pesco), manière de concerto pour clarinette et orchestre, l'ensemble des instruments sont encore une fois métamorphosés, fossilisés, méconnaissables.

Et dans cette œuvre de fin du monde émergent des bouffées plus ou moins identifiables du *Concerto pour clarinette* de Mozart. Bribes statufiées d'un passé irrémédiablement détruit, violé, profané par l'usage, bannies par une écoute indigne de lui. Rarement œuvre musicale aura transmis message si clair avec tant de rage. Avec tant d'utopique confiance aussi dans une possible amélioration de l'écoute musicale. Et quand Lachenmann, qui est fils de pasteur, parle de nos façons d'écouter, il pense bien sûr à nos faibles chances de pouvoir encore réinventer la société et d'améliorer nos êtres.

D'autres œuvres s'appellent symptomatiquement *Évanouissement* (du son) ou *Mouvement avant la pétrification*. D'une fiévreuse virtuosité, la dernière évoque très fort l'agitation anarchique des cellules cancéreuses. C'est un chef-d'œuvre. On l'a judicieusement placé en couronnement, le 26 novembre, d'un cycle où le mal ambiant côtoie toujours la beauté musicale.

ANNE REY

► Prochain concert du cycle Lachenmann au Festival d'automne : *Gran Torso*, par le Quatuor de Borne, avec *Miniature estrope*, de Marco Stroppa, création de la version intégrale par le pianiste Pierre-Laurent Almard, mardi 9 novembre. Opéra Bastille (amphithéâtre) à Paris. 95 F. Tél. : 42-92-12-27.

DANSE

CENAS DE CAÇA au Centre Pompidou

Scènes portugaises

Les rapports hommes-femmes vus du Sud

Depuis un an, dit-on, la danse portugaise est en ébullition. Après les Flamands, les Portugais renouvellent la scène chorégraphique. Le Centre Georges-Pompidou n'échappe donc pas à un cycle lusitanien qui commence avec la compagnie Dança de Lisboa qui présente *Cenas de Caça* (Scènes de chasse) du chorégraphe Olga Roriz. Il y a neuf danseurs sur le plateau. Les filles ont toutes des chevelures ondulantes et crépées qui leur donnent des airs de printemps boticelliens ou de gorgones. Selon qu'elles jouent les amoureuses ou les ravissantes emmerdeuses.

Scènes de chasse traite, en effet, des relations entre les hommes et les femmes. Thème banal, renouvelé ici, par un traitement direct : jeux de chats et de souris, où celui qui est attrapé reçoit une gifle ou une carresse. Jeux de mains, jeux de

villains, au cours desquels les femmes se sont pas les moins audacieuses. Air comme à leur tour être regardées et touchées pour avoir l'impression d'exister. Mais cette hystérie à la Pina Bausch – on pense au début de *Palermo, Palermo* – est vue par de très jeunes gens, au premier degré. Quelques indices permettent de saisir qu'il existe des alternatives aux tête-à-tête crispés de la jeunesse.

La manière d'exprimer ces situations est sommaire : rencontres de corps dont l'énergie détermine le mouvement, rapidité et vitesse. Mais ces mouvements ne suffisent pas à composer une chorégraphie. La pièce a été bâtie à partir d'improvisations, peu retravaillées. Le chorégraphe Olga Roriz réside dans la simplicité de son ardeur, mais manque sans doute de sens.

Le point de vue de João Fiadeiro, qui succède à Olga Roriz, est plus

intellectuel. Le ballet qu'il s'apprête à présenter au Centre Pompidou – *O que eu penso que ele pensa que eu penso*, ou le désir de montrer la face cachée des choses – a été vu l'an dernier, au Théâtre de la Bastille. Son univers est plus complexe, plus onirique aussi. Le corps y est moins explosif, plus contraint, lesté de mystère et de sophistication. L'attention qu'il porte à la musique veut d'être notée. Les derniers à venir danser seront Paulo Ribeiro et Clara Andermatt, nouveaux venus sur la scène française.

DOMINIQUE FRÉTARD

► Les 6 et 7 octobre, João Fiadeiro, 20 h 30, le 8, 18 h 30. Le 9 octobre, 20 h 30, et le 10, 16 h 30. Paulo Ribeiro-Clara Andermatt. Centre Georges-Pompidou, Grande salle. Réservations, tél. : 48-78-13-15.

MONSIGNY et CHABRIER à Compiègne

Le retour du déserteur

Un heureux mélange des genres et un petit chef-d'œuvre plein d'esprit

L'ancien opéra-comique français, celui de Grétry, Monsigny, Dalayrac ou Philidor, qui fit les délices de l'Europe entière dans la seconde moitié du dix-huitième siècle et au début du suivant, n'a pas bonne réputation. On l'accuse d'avoir fait pleurer Margot et, la race de ces créations naïves s'étant officiellement éteinte, *Camille ou le Souverain*, le *Déserteur* et *Richard Cœur de Lion* doivent logiquement céder le pas devant *Turandot*, *Salomé* et *Lulu*. On a essayé pourtant de remonter ici et là quelques-unes de ces pièces de musée et l'on ne saurait dire que l'expérience ait été souvent concluante. On est toujours tenté d'établir une comparaison désavantageuse avec Mozart : autant mesurer les charmes d'une ferme normande à l'aune du château de Chenonceaux... Et puis notre assent n'est plus tout à fait celle du dix-huitième siècle qui savait Grétre et Bernardin de Saint-Pierre – du moins, elle n'aime guère s'y reconnaître. Enfin, rien n'est plus lié aux traditions de l'époque que l'interprétation de ces ouvrages dont la partition n'est que le squelette. Ainsi présente-t-on le plus souvent des cadavres maigres et vaguement animés au public, qui a le bon sens de s'en détourner poliment.

Mais que l'on s'avise de prendre au sérieux, avec tact et sensibilité, le *Déserteur* de Monsigny, par exemple, comme vient de le faire le Théâtre-Français de la musique de Compiègne, et l'on sent s'abolir la barrière des siècles : ce qui semble d'abord ne présenter qu'un intérêt historique ou culturel retrouve une vérité hors du temps.

Les conventions se valent quand elles ne sont qu'un pont entre l'art et la sensibilité ; et le sujet, naturellement, est conventionnel, même si Sedaine a pu s'inspirer d'un fait réel. Se croyant trompé par celle qu'il aime – c'est une mise en scène cruelle, un faux mariage imaginé par sa riche et noble protectrice pour éprouver sa constance – un simple soldat, en temps de guerre, feint de s'enfuir et, bientôt arrêté, se déclare déserteur dans l'espoir d'être fusillé.

Le jeu tourne au drame et rien ne semble pouvoir l'arrêter, tandis que, dans la prison même, le geôlier et un autre détenu continuent à opposer la plus joyeuse ou la plus cynique indifférence aux larmes des uns et aux remords des autres. Ce mélange des genres, qui loin de se nuire, se renforce, n'était pas seulement nouveau à l'Opéra-Comique en 1769, il se révèle ici d'une grande solidité dramatique et Sedaine a sa place parmi les bons librettistes de l'histoire de l'opéra.

Quant à la musique de Monsigny, c'est peu dire qu'elle colle à l'action,

elle la transcende aussi, tour à tour charmante, pathétique et bouffonne, fourmillant de détails et d'idées, presque jamais coulé dans un moule convenu mais inventant mille détours, au prix parfois de licences harmoniques expressives. Car tout vise à toucher l'auditeur, à le surprendre là où il s'y attend le moins, à le faire passer du rire aux larmes. Et la mise en scène de Christian Daumas, pour Compiègne, y concourt avec autant d'engagement que de justesse. Si l'allusion à Marie-Antoinette, spectatrice imaginaire, l'année de sa mort, de la reprise d'un ouvrage qu'elle avait elle-même chanté à Trianon, est un peu superflue, elle permet, en plaçant un petit théâtre sur le théâtre, quelques dédoublements de situation, embrouillant le réel et l'imaginaire afin que l'artifice et la vérité théâtrale se confondent.

Avec de jeunes chanteurs que l'on comprend parfaitement et dont le souci de retrouver un style vocal intermédiaire entre Rameau et Mozart porte ses fruits – Brigitte Lafon (Louise) et Francis Dutziak (Alexis) dans les rôles principaux, mais aussi Mary Saint-Palais (Jeanette), Pascal Mesle (Montaureau) et Hervé Hennequin (Courchemin) – la musique de Monsigny est réellement rendue à la vie. Dans la fosse, Michel Swierczewski obtient du Sinfonietta de Picardie des couleurs et une souplesse qui semblent l'apogée des orchestres baroques.

La soirée est complétée par *Une éducation manquée* (1779) de Chabrier, un petit chef-d'œuvre de musique spirituelle – le livret, insignifiant, est juste un prétexte – qu'on ne joue pas assez (1) et dont on a choisi de nous faire redécouvrir la version avec les réécrits écrits par Darius Milhaud en 1924. L'osmose stylistique est si parfaite que la partition semble d'un seul tenant. On peut seulement se demander si Chabrier aurait mis tant de musique dans les réécrits, au point que les airs et les duos semblent plus simples. C'est le problème des sautes riches qui tuent un peu les mets qu'elles veulent rehausser.

On retrouvait Mary Saint-Palais (Hélène), décidément idéale d'aisance vocale, Franck Cessard (Goutran) qui a davantage le physique que la voix d'un rôle d'ailleurs écrit pour soprano, solidement secondé par Philippe Fourcade (Pausanias). En dehors de l'idée de distraire l'attention en projetant pendant l'ouverture une sorte de générique justifiant (?) l'ambiance film muet des années 30 dans laquelle l'action est située ici, la mise en scène de Pierre Jourdan est rondement menée dans un joli décor de Gilles Dubernet, qui a aussi conçu ceux du *Déserteur*.

GÉRARD CONDÉ

(1) La partition d'orchestre a enfin été publiée dans la collection « Patrimoine » aux Éditions musicales du Magis (Costal-Ét-Éran).

► Théâtre Impérial de Compiègne, 3, rue Othenin, 60200 Compiègne. Prochaine représentation le 10 octobre à 16 h 30. Tél. (numéro vert) : 05-03-13-46. De 100 à 550 F. Diffusion ultérieure sur France-Musique.

► Concert pour Sarajevo. – Hugues Reiner, directeur artistique de l'Orchestre philharmonique européen, dirigera lundi 18 octobre à 20 h 30 cette formation, à laquelle se joindra l'Orchestre symphonique de Volgograd, dirigé par Edvard Serov. Au programme de ce concert, donné à l'église Sainte-Odile à Paris (17), et qui réunira cent musiciens et cent choristes : le *Requiem*, de Gabriel Fauré et la 3^e *Symphonie*, de Gustav Mahler. Les bénéfices de la soirée iront aux musiciens de Sarajevo que Hugues Reiner avait en vain tenté de réunir pour cette manifestation.

► Renseignements : Orchestre philharmonique européen, 14, rue de l'Odéon, 75006 Paris. Tél. : 43-29-54-67. Prix des places : 70 à 120 F.

La dernière déconstruction de John Cage

John Cage est mort en 1992. Il avait posé des questions à la musique sans avoir jamais fourni de réponses. Et cette interrogation radicale avait fini par devenir quelque peu répétitive, et arrogante, à une époque où compositeurs et publics tendaient à nouveau vers des certitudes rassurantes.

La création française, au Théâtre du Châtelet à Paris, dans le cadre du Festival d'automne, de deux œuvres superposées, 103 pour orchestre et *One 11*, un film sans thème, représentait là où le compositeur américain l'avait laissée cette entreprise acharnée de déstabilisation architecturale, de critique d'un temps musical « bien tempéré ». Les deux œuvres font partie d'un cycle, commencé en 1967, et bâti sur le même programme informatique. Le compositeur traite selon des principes identiques une musique d'orchestre qui rassemble une centaine de trajets individuels, non coordonnés, et un film composé de toutes les étapes de transition possibles entre le blanc et le noir. 103 et *One 11*,

dont le compositeur envisageait la superposition, durent l'un et l'autre exactement 90 minutes.

Le film, qui constitue l'un des derniers travaux de Cage, semble en un certain sens plus radical que la musique. La lumière y est traitée comme « information pure qui ne porte plus la trace d'aucun message subjectif, individuel, personnel ». Le même niveau de « détachement » est difficile à atteindre dans une pièce orchestrale : l'ensemble arondit forcément les angles et introduit ne serait-ce que l'apparence d'une participation. Comme il ne doit pas avoir dans son interprétation de point de vue totalisant, le chef d'orchestre y est interdit de podium lors de l'interprétation finale. Au cours des répétitions, Arturo Tamayo avait déjà tout fait pour s'effacer. Et l'Orchestre de la Radio de Cologne s'était donné beaucoup de mal pour se défaire de ses habitudes. Au bout du compte, film et musique composent un flux indissociable. Ni on ne l'écoute ni on le regarde. On ne le vit, tout simplement.

COSTIN CAZABAN



L'INTÉGRALE DES FEUILLETONS DE L'ÉTÉ ENFIN PARUE !
SUR LA ROUTE DES CROISADES
 Une grande épopée de Clermont-Ferrand à Jérusalem
RENCONTRES DE FRANCE
 Une manière intimiste de découvrir notre société

HORS SÉRIE DU MONDE EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX - 30 F

CULTURE

EXPOSITION

Produits de synthèse

L'Expo 93 de Taejon
traduit les ambitions de la Corée du Sud

TAEJON

de notre envoyé spécial

Les hordes de gamins en uniforme pénétrant devant le pavillon péruvien, les vieillards riant en regardant la reconstitution du mode de vie qui fut le leur quand la Corée était un pays pauvre et agricole, les étudiants, riches mais en bon ordre, patient sur des centaines de mètres et sous la pluie avant de pouvoir monter dans la tour - de 93 mètres, et dont la base est faite de 1993 pierres. Les officiels contents sont aux anges. A mi-parcours, l'exposition internationale dite Expo 93 (le Monde du 22 juillet) est considérée comme un triomphe. On y espérait dix millions de visiteurs : depuis son ouverture, le 7 août, elle en a déjà accueilli plus de six millions et devrait donc largement dépasser le chiffre assigné. Parmi les responsables, on se plaît également à souligner que avec plus de 5 % de visiteurs étrangers (japonais essentiellement), Expo 93 est plus internationale que ses précédentes éditions.

Installée dans un immense parc à proximité de la grande cité industrielle du centre de la Corée, l'exposition avait choisi pour thème « le défi d'une nouvelle voie pour le développement », ce qui, a priori, ne signifie pas grand-chose. Sur place, l'initiale se décline selon deux modes différents : d'une part la « nouvelle voie » serait celle d'un essor économique respectueux de la nature, d'autre part, il s'agit d'illustrer la marche forcée vers l'économie moderne effectuée par la Corée du Sud en trente ans. Et sa ferme volonté de poursuivre dans cette direction. Les deux parties de l'exposition traduisent cette double lecture. Ainsi, les pavillons internationaux présentent les traditions et les nouveautés que chaque pays souhaite promouvoir, en mettant le plus souvent l'accent sur leurs préoccupations écologiques.

Honnêteté et roublardise

Cent huit pays et trente-trois organisations internationales sont représentés, auxquels il faut ajouter le frère ennemi nord-coréen, qui n'a pas droit à un pavillon mais tout de même, c'est nouveau. A une exposition de ses produits. Parmi les principales nations, on note la grande discrétion du pavillon américain : comme lors de l'Exposition universelle de Séville, le Congrès des Etats-Unis s'est fait tirer l'oreille pour débloquer les fonds nécessaires, et il a fallu le soutien in extremis d'une marque de détergent pour que la bannière étoilée ne soit pas entièrement absente de Taejon. En revanche, le pavillon français est l'un des plus visités, grâce à l'accord en vue sur l'achat du TGV par la Corée,

qui a fait grand bruit dans le pays, et à la visite de François Mitterrand, l'officier étranger de plus haut rang qui se soit déplacé à ce jour - mais on attend les présidents hongrois et portugais : Budapest en 1996, puis Lisbonne doivent accueillir les prochaines expositions de ce type.

Si les pavillons étrangers sont promus à la destruction après la clôture (le 7 novembre), la partie coréenne restera, et se transformera en parc des sciences. Qu'il s'agisse du pavillon officiel du gouvernement coréen, de ceux bâtis par les principaux trusts et mettant en valeur leurs activités (matières premières, énergie, électronique, télécommunications, construction automobile, aéronautique ou spatiale) ou des pavillons « culturels », le message reste le même : la Corée est passée à toute vitesse du sous-développement au rang de nation moderne, et elle compte occuper bientôt un rang encore plus éminent. Comme il est devenu habituel depuis la relative libéralisation du régime, on ne cache pas que cette évolution s'est faite au prix d'énormes souffrances : avec ce mélange d'honnêteté et de roublardise qui fait partie de la force nationale, les tragédies endurées et les effets pervers de la modernisation à outrance figurent en bonne place dans l'immense et hideux cagibi en métal gris militaire qui abrite le pavillon gouvernemental.

Symboles canoniques

De même, le pavillon dit « du recyclage », orné de 50 000 bouteilles vides, accueille-t-il les œuvres d'artistes du monde entier méditant sur le gâchis de la société de consommation. Parmi elles, des compressions de César, une mise en scène de Messiaen à base de vieux pneus, et surtout plusieurs installations monumentales de l'artiste coréen le plus célèbre à l'étranger, le vidéaste Nam Jun Paik. Sur un mode plus optimiste, la reconstitution du lac qui ornait le palais royal au dix-huitième siècle joue le syncrétisme des continents et des époques, grâce à des sculptures de Tinguely et de Nicky de Saint-Phalle, dans le cadre des contributions artistiques françaises mises en place par Pontus Hultén. Et, dans leur domaine respectif, les pavillons des entreprises proclament bien haut leurs ambitions futuristes. Chez elles, la mise en scène repose pratiquement toujours sur le même principe : on démarre dans la nature et on finit dans 2001, Odyssée de l'espace.

A la fois symbole des origines millénaires qu'il ne faut pas renier et

objet des sollicitudes futures, la nature telle qu'elle est ici figurée sous tous ses symboles canoniques, petites rivières et grands oiseaux, sombres forêts et clairs nuages, a pour principale caractéristique d'être toujours synthétique. Fausses herbes, fausses feuilles, faux brouillards et faux cours d'eau, bestioles postiches en tout genre. Mais le fin du fin, généreusement employé, consiste à truffer cette nature synthétique d'images, de synthèse évidemment. Toute la gamme des effets spéciaux les plus spectaculaires y passe, le moindre clip sur les bienfaits de l'électricité est sur écran géant et en relief, le spot publicitaire pour une marque de voitures se regarde dans ces sièges animés qui transforment le spectacle en montagnes russes vertigineuses. L'emploi le plus significatif de ces techniques est sans doute la mise en scène réglée par le conglomérat national de la métallurgie, Posco.

Réalisé sur ordinateur par la société française Ex Machina, il conte, en relief comme il se doit, les aventures d'un tigre (animal totem de la Corée), des débuts du monde à la société de l'avenir-et-de-la-matière-maîtrisée : on peut y vérifier combien l'image de synthèse, habile à reproduire les éléments inanimés, reste pauvre dès qu'il s'agit de figurer des êtres vivants ; et surtout combien sa volonté d'explication scientifique est vite parasitée, et annulée, par la préférence pour le spectaculaire, les mystères de la matière à peine approchés de manière effectivement neuve étant aussitôt noyés dans des gadgets visuels (sans parler des atrocités « musicales » qui accompagnent systématiquement ce genre de démonstration). En revenant de l'Expo, on songe qu'avec de pareils défenseurs, la nature a du mouron à se faire. Mais que les pays industrialisés qui négligent de tenir la Corée pour un concurrent sérieux, aussi.

JEAN-MICHEL FRODON

Un musée pour Morandi. - Un musée entièrement consacré au peintre italien Giorgio Morandi (1890-1964) a été inauguré le 4 septembre à Bologne. C'est grâce à une donation de cent trente et une œuvres (sur deux cent seize exposées) faite par Maria Teresa Morandi, une des trois sœurs du peintre, que la municipalité a pu consacrer un espace à l'artiste dans le palais médiéval d'Accursio.

Bernard Huet
grand prix d'urbanisme

Pour la deuxième année consécutive, un architecte s'est vu décerner le grand prix de l'urbanisme et de l'art urbain. Après Antoine Grumbach, Bernard Bosson, le ministre de l'équipement, des transports et du tourisme, a couronné Bernard Huet, plus théoricien que praticien, mais qui a nourri plusieurs générations d'étudiants de ses réflexions sur la ville.

Formé par Jean Prouvé et l'architecte américain Louis Kahn, Bernard Huet crée, en 1969, l'Ecole de Paris-Belle-Vue l'un des premiers laboratoires de recherche architecturale et urbaine (l'Institut d'étude et de recherche architecturale et urbaine). En 1974,

il devient rédacteur en chef de la revue *Architecture aujourd'hui* à laquelle il imprime sa marque - ce qui ne va pas sans problèmes puisqu'il en démissionne en 1977. Ce n'est qu'en 1981 qu'il ouvrira sa propre agence. Il réhabilite la Ferme du buisson, un bâtiment industriel près de Marne-la-Vallée, aménage la place Stalingrad à Paris, dessine le nouveau parc de Bercy et travaille au « profilage » des Champs-Élysées. Il est aujourd'hui chargé d'aménager le centre historique de la ville d'Orléans et récemment les abords de la cathédrale d'Amiens. Enfin, il doit intervenir dans une cité HLM particulièrement difficile, à Avignon.

LE THEATRE DE LA VILLE

présente

A PARTIR DU 8 OCT.

MAR, MER, VEN, SAM, 20h30

LA VOLIERE

DROMESKO

Vertiges

nouvelle esquisse

AU PARC DE LA VILLETTE

Métro Porte de la Villette

LOCATION THEATRE DE LA VILLE

2 PL. DU CHATELET 42 74 22 77

Orchestre Philharmonique de Radio France

Samedi 9 octobre, 20h30

Maison de Radio France, salle Olivier Messiaen

Pärt Cantus in memory of Benjamin Britten

Mozart Concerto pour flûte et harpe K. 299

Symphonie n° 39 K. 543

Geneviève Amar, flûte

Frédérique Cambreling, harpe

Yehudi Menuhin, direction

Location 42 30 15 16

Radio France

PATRIMOINE

Variations sur le temps

Au Japon, le respect de la tradition implique la destruction
d'un des sanctuaires les plus vénérés

ISE

de notre envoyé spécial

Seul le bruit de l'eau de la rivière et du vent dans la haute futaie de séculars cryptomères scande le silence de la nuit. Puis une lueur vacillante perce les ténèbres et résonne l'écho de socques de bois sur les marches de pierre. Au son de la plaintive « musique de route » (*michigaku*), qui renforce le caractère hiératique de la scène, la procession a commencé à descendre du sanctuaire. Précedé de prêtres vêtus d'une robe blanche et coiffés d'une toque de soie noire surmontée d'une bande de gaze rigide retombant vers l'arrière, qui portent de longues torches tenues le foyer au ras du sol, s'avance un cortège d'ombres. Certaines silhouettes se détachent sur le tissu blanc d'une vingtaine de mètres de longueur qu'elles tiennent tendu pour voiler le corps de la divinité au regard des trois mille invités.

Lentement, le cortège se dirige, par un couloir couvert, vers le nouveau sanctuaire puis monte les marches qui y conduisent (sans qu'il soit aussi répliqué le tapis de lin au-dessus duquel a été transporté le corps sacré). Les lueurs des torches disparaissent. Le silence de la nuit est retombé. Amaterasu Omikami, la « déesse qui illumine le ciel », divinité majeure du culte shinto (religion première du Japon), vient de changer de demeure. Comme tous les vingt ans depuis la fin du VI^e siècle - avec une interruption de cent vingt-quatre ans au cours de la période des guerres civiles des XIV^e et XV^e siècles.

Le transfert du « corps sacré », symbolisé par un miroir que personne n'a jamais vu, enveloppé d'un étui de brocart recouvert d'un tissu d'or, et ainsi de suite depuis la nuit des temps, est la cérémonie la plus solennelle de la reconstruction rituelle de ce sanctuaire sacré entre tous et lié à la maison impériale. Ce transfert de la divinité de l'ancien sanctuaire, appelé à être détruit, au nouveau, absolument identique, construit juste à côté du premier, est un rite du renouvellement, une quête d'éternité.

Dix ans de préparations

La cérémonie est conduite par la sœur aînée de l'empereur Akihito, la princesse Atsuko, qui, vêtue des habits traditionnels de prêtresse, précédait la procession. Celle-ci a commencé à six heures du soir par l'arrivée à l'ancien sanctuaire du cortège précédé d'un tambour. La veille, la princesse avait présidé un rite pour calmer les divinités de la terre. Le transfert commence à huit heures par le « cri du coq » (*keime*), qui annonce l'aube et par conséquent la Lumière. Puis est lu par un émissaire de l'empereur un message par lequel est annoncé à la déesse qu'elle va changer de sanctuaire. Des prêtres prononcent alors à trois reprises le mot : « *shutsugo* » (départ). Placé dans l'un des vingt-trois coffres de bois contenant ses trésors (mille six cents objets : vêtements, armes, bijoux), le Miroir est porté jusqu'à sa nouvelle demeure. A 8 heures précises, l'empereur Akihito, dans son palais à Tokyo, a fait une prière en direction d'Ise.

La maison impériale était représentée par le fils cadet du monarque, le prince Akishino. Selon les mythes, ravivés à l'époque Meiji (milieu du XIX^e siècle), les empe-

reurs descendent de la divinité solaire. Ils effectuent une visite à Ise après leur avènement, ainsi que les princes à la suite de leur mariage, afin d'annoncer la nouvelle aux divinités.

Ise comprend deux sanctuaires principaux (Intérieur, celui d'Amaterasu, et Extérieur où est vénérée une autre divinité : Toyoke Omikami), tous deux rituellement reconstruits tous les vingt ans, et une centaine d'autres d'importance mineure.

La soixante et unième reconstruction du sanctuaire d'Ise (*shikinen sengu*), dont le point culminant est la cérémonie du transfert du « corps sacré », qui a eu lieu samedi 2 octobre, a été l'objet d'une large couverture de la presse et de la télévision. Elle a demandé dix ans de préparations, ponctuées d'une trentaine de cérémonies, et a coûté la somme de 32 milliards de yens, recueillis auprès d'organisations religieuses et de fidèles. Une partie de ceux-ci figuraient parmi les invités privilégiés de la cérémonie du transfert.

La possibilité de trouver à l'avenir les bois (*hinoki*, cyprès du Japon) de la région de Kiso, nécessaires à la reconstruction du sanctuaire, constitue l'inconnue de la perpétuation de ce rite dont, cette année déjà, le coût a été quintuplé par rapport à 1973. Dans vingt ans, les nouvelles générations d'habitants de la ville d'Ise ressentiront-elles leur participation aux travaux de reconstruction comme une obligation sociale ?

La beauté sauvage du site, protégé par sa barrière végétale, ainsi que la sobriété de l'architecture en bois des sanctuaires, sans fondation, construits sur des piliers reposant directement dans la terre recouverte de pierres blanches avec leur épais toit en chaume dont seule la poutre faîtière est ornée, indiquent l'essence d'un culte antérieur à l'arrivée du bouddhisme au Japon (VI^e siècle) qui mêle des influences animiste et chamane et instaure une symbiose entre l'homme et de la nature.

Dépourvu de dogme et de texte sacré, le shinto (« la voie des dieux ») n'est pas une religion révélée. Son culte se résume en une sacralisation de ce qui est « supérieur » à l'entendement humain (*kami*). Les divinités sont présentes dans une montagne ou une rivière, un rocher, dans la vague furieuse ou apaisée. Aucun *kami* n'est omnipotent ou omniprésent comme le Dieu de la tradition judéo-chrétienne.

Les offrandes et les rites de purification tiennent une place essentielle dans un culte où les prêtres sont des intermédiaires entre le monde des hommes et celui des divinités. Le shinto est peut-être d'abord une attitude devant la vie, l'expression d'un respect de la nature, de sa force comme de sa beauté.

Comme toute religion, le shinto a son mystère, dont l'un des symboles est le Miroir sacré, reflet de la divinité solaire, l'un des trois objets, avec le sabre et le joyau, qui sont transférés au nouvel empereur lors de son avènement.

Les croyances que véhicule le shinto, où se mêlent mythes nationaux et vénération de petites divinités locales, conjuguées à la puissance du syncrétisme religieux au Japon et à la tolérance du bouddhisme, font que les deux grandes religions se côtoient sans rivaliser. Les Japonais les pratiquent l'une et l'autre sans y voir de contradiction. Les croyances du shinto sont d'ailleurs identifiées à la tradition

nationale. Une tendance fortement renforcée au siècle dernier par l'étatisation du shinto : unifié et hiérarchisé, il devint l'armature idéologique du culte impérial et Ise le sanctuaire principal où celui-ci était célébré.

Sept millions de visiteurs par an

Les pèlerinages à Ise changèrent de nature. Pendant la période des shoguns Tokugawa (du XVII^e siècle au milieu du XIX^e), ils n'avaient pas été motivés que par la ferveur religieuse. La ville d'Ise était un lieu de plaisir, connu pour ses maisons de prostitution et, dans la première moitié du XIX^e siècle, période de décadence du shogunat, la destination des grands mouvements libertaires, comparables aux vagues millénaristes du Moyen Age européen, qui lancèrent sur des routes des centaines de milliers de gueux sacageant tout sur leur passage. Meiji conféra, au contraire, au sanctuaire le caractère de sacralité compassée qu'il a conservé aujourd'hui bien que la religion et l'Etat aient été séparés.

Chaque année, sept millions de visiteurs franchissent le gracieux pont de bois qui sépare symboliquement les mondes profane et sacré et mène au sanctuaire intérieur. Tout Japonais a visité ce lieu au moins une fois dans sa vie.

Pour quelque temps, avant que ne commence la démolition de l'ancien, les deux sanctuaires seront côte à côte. Absolument identiques. Seuls le bois patiné et le chaume moussu de l'un indiquent le travail du temps. Ici le temps n'est pas brisé, il est esquissé dans une reconstruction qui place ainsi l'édifice hors de son aternité. Cette reconquête périodique permet aussi la transmission des techniques d'une génération à la suivante. Ise sera bientôt rendu au calme de ses journées scandées par les deux offrandes quotidiennes de nourriture à la divinité. Pratique jamais interrompue quelles que soient les intempéries. Le temps est ici sans début et sans fin.

PHILIPPE PONS

CONCERTS

Dimanche 10 octobre 11 h
J.M. LUISADA
L. KORCIA
M. SCHUCAN
TCHAIKOVSKI

Ensemble Inter-Contemporain
Dir. : David ROBERTSON
PASCAL GALLOIS
P. SCHUELLER
R. STRAUSS
A. ELIASSEN

MIDIS MUSICAUX
le 11 : Standford
OLSEN
Tenor
Soprano
Piano
HAENDEL, BELLINI
ROSSINI
TCHAIKOVSKI
le 13 : Dufay
SCHAECHTER
Mezzo-soprano
Erica Fries
Piano
MAHLER

Orchestre et Chorale
KUENTZ
BACH
MAGNIFICAT
MOZART
Messe
DU COURONNEMENT
ALBINI
CONCERTO
POUR TROMPETTE
Sol. ERIC AUBIER

J.-M. Fournier Productions
« Grands Rendez-Vous »
Orchestre Philharmonique
de STUTTGART
Bruno Pasquier / Alto
Carlos Kalmar / direction
Sibyllus-Barthel-Brahms

Ecoutez voir

XX^e siècle
direction
David Robertson
Scheffer-Strauss, Basson
Pascal Gallois, Basson
technique Ircam
10 octobre 17 h Châtelet
40 28 28 40
danse

Ballet Atlantique
Régine Chopinot
chorégraphie
Richard Alston
scénographie et costumes, de
Jean-Charles Blais
Le Marteau sans maître
musique de Pierre Boulez
Luisa Castellani, soprano
direction, David Robertson
première partie, Rainbow Bandit
argument scénario
Charles Amirkhanyan
12, 13, 14 octobre à 21 h
Grande Halle de la Villette
40 03 75 75

هناك من الفن

CULTURE

EXPOSITION

DERAIN à Chambourcy

Têtes d'expression

L'œuvre sculptée du peintre révélé dans sa maison

A en croire les souvenirs de ses proches, André Derain ne serait pas un homme de son temps. Il se serait aperçu que l'art n'est que le reflet de la vie, et qu'il ne faut pas se laisser emporter par le mouvement. Il s'y serait donc mis, en 1938, à cinquante ans passés.

Si recommandable et plastique soit la glèbe de Chambourcy, l'anecdote ne convainc pas. Elle ne suffit pas à justifier l'existence de plus de soixante-dix terres et leur édition en bronze. Elle n'explique pas non plus pourquoi Derain a essayé de la feuille de plomb découpée et pliée, de la toile et de la céramique. Elle ignore enfin que le peintre s'était essayé à la taille de la pierre et du bois quelques décennies auparavant, en 1907, et qu'il ne pouvait guère faire autrement quand il côtoyait Picasso et Matisse, peintres qui n'ont cessé de faire de la sculpture.

Autrement dit : Derain, comme ses contemporains, s'est efforcé de faire aller de pair les deux disciplines, et les terres des années 30 et 40 s'inscrivent dans une logique générale. L'exposition d'aujourd'hui est la première qui réunisse la totalité des pièces de sa seconde période. Or celles-ci ont de quoi surprendre et de quoi séduire – surprendre parce que le sculpteur ne cesse de se déplacer dans un champ immense de références, séduire parce qu'il y évolue avec vitesse et dextérité. Il ne saurait être question d'évolution rectiligne, mais d'un cheminement en va-et-vient, d'une suite de changements à vue et de métamorphoses stylistiques. On croirait un voyageur sans cesse tenté par une direction nouvelle ou un visiteur qui se perd avec volupté dans les salles d'un musée encyclopédique. Il va des antiquités assyriennes aux vitrines d'art mycénien. Il se détourne dans la galerie chinoise, revient par le Moyen Âge, fait demi-tour vers les Celtes, regagne le Grèce en passant par chez les Hittites, l'abandonne pour les steppes des Scythes et rentre par les Cyclades. A chaque étape, il observe, il étudie, il prend le temps de comprendre les procédés d'exécution.

Pour autant, il ne pastiche pas. Sur un sujet à peu près unique, le visage humain, il multiplie les variations, qui, chacune, met en évidence le détail de la physiologie. Pour dessiner l'œil ou le galbe de la joue, tantôt il creuse des alvéoles dans la masse, tantôt il procède à l'inverse et modèle un œil-boule en saillie. Pour la bouche, l'oreille et la chevelure, les idées plastiques ne sont pas moins nombreuses et efficaces.

Efficaces – on emploie le mot à dessin. Pas plus que Picasso, Derain n'aspire à l'éclat, ni au modèle bien tissé et rond où la lumière glisse ses jolis reflets, ni à la beauté classique, encore moins au chic. Les têtes qu'il façonne dans la terre, comme celles qu'il dessine au crayon et à la plume, veulent exister d'une existence indubitable, dense et intense. Ce ne sont pas des exercices de style, mais des figures d'expression. Résumées, elles s'ordon-

nent en un étrange répertoire de passions et d'émois, de la stupeur au chagrin, de l'ironie à l'indifférence. Le primitif, l'archaïque, l'exotique, l'étrusque et le gothique ne servent que dans la mesure où les déformations et les ellipses qu'ils conseillent peuvent contribuer à préciser les sentiments qui doivent se lire sur le visage. C'est dire l'ampleur de l'ambition et quelle intelligence des fins de l'art préside à ces essais.

Les sculptures occupent deux pièces de la maison où Derain a vécu à Chambourcy. Les propriétés actuelles se sont interdites de défigurer les lieux et ont conservé l'atelier du peintre dans l'état où il était demeuré depuis sa mort. Au plaisir de la découverte s'ajoutent ainsi ceux de la plénitude et du pèlerinage.

PHILIPPE DAGEN

► Maison Derain, 64, Grande Rue, 78240 Chambourcy. Tél.: 30-74-70-04. Jusqu'au 10 octobre. 40 F. Demi-tarif pour les étudiants et les titulaires de la carte Vermeil.

THÉÂTRE

Le directeur du TNS conteste les conditions de son départ

Jean-Marie Villégier, dont on a appris (le Monde daté 3-4 octobre) que Jacques Toubon, ministre de la culture, ne renouvellerait pas le contrat de directeur du Théâtre national de Strasbourg (TNS) apporte, dans un communiqué des précisions sur ce départ. « Le communiqué diffusé par le ministère pourrait donner à croire que nous serions parvenus à un accord sur la formule de transition, indique le directeur du TNS. Il n'en est rien, en l'état. » M. Villégier précise que la décision ministérielle prend effet le 20 novembre et qu'il ne lui a été « fourni aucune explication. Ni mes choix, ni ma gestion n'ont été contestés. Il indique avoir suggéré à Jacques Toubon de le prolonger dans ses fonctions pour un an, « afin d'assurer le bon déroulement de la saison », et affirme que le ministre « a écarté cette proposition ».

Le ministre indiquait dans son communiqué avoir annoncé au directeur de théâtre que des « moyens nécessaires au développement de son activité » de metteur en scène lui seront donnés « dès 1994 ». La programmation prévue par Jean-Marie Villégier au TNS pour 1993-1994 sera réalisée « dans son intégralité » et il assurera ses propres mises en scène, indiquant également le texte ministériel. L'interprétation de Jean-Marie Villégier est différente : les spectacles prévus avec un début de troupe « n'étaient pas les spectacles d'un metteur en scène invité, ils étaient les spectacles du directeur ».

DIAGONALES

C E jeune Newland, le héros d'Edith Wharton et du film de Scorsese (le Temps de l'innocence), rien ne l'empêcherait, au fond, de fuir en Europe avec sa Polonoise non conforme (Michelle Pfeiffer, tentante comme un fruit sur un compotier). J'appelle « rien » les convenances de sa caste, l'aristocratie new-yorkaise du siècle dernier. Si maffieuse soit-elle, sa famille ne lui couperait pas les vivres ; et qu'est-ce que la blâme de trois vieilles toquées tirées, quand il est question de ne pas laisser échapper un amour où il voit, c'est sa propre expression, « la chance de sa vie » !

Le vrai est que l'homme est lâche, et puéril. Cette chance, n'oublions pas qu'il la joue, et la perd, sur un pari stupide : « Je ne ferai pas le premier pas vers cette femme que j'aime, lâche, si elle ne s'est pas retournée avant le passage d'un certain voilier derrière le phare, sur fond de ciel cuirassé... » A-t-on idée, si sublime que soit le couchant, ce soit-là, si propice aux coups de dés !

Et pourtant, nous prenons au sérieux les obstacles que le couple s'invente. Nous pleurons sur une séparation qu'il ne tiendrait qu'à eux d'éviter. Nous tremblons d'espérer qu'ils se croisent une dernière fois entre deux portes, après leurs vies faites, et mal faites. Nous sommes presque heureux qu'ils ne se revolent pas. Quoi de plus exaltant, après une rencontre réussie, qu'un rendez-vous manqué !

Les gens de spectacles répètent à l'envi que

Suaves empêchements

s'il existait une recette infallible du succès, « ça » se saurait. Eh bien, cela se sait, et porte un nom : l'empêchement. De l'Antiquité à nos jours, rien ne nous fait vibrer, en amour, autant que les occasions perdues. Ou ce sont les familles qui s'opposent au choix des enfants, donc au nôtre, et les choses finissent par s'arranger ; tout Molière joue de ce triomphe différé. Ou ce sont des instances invisibles qui mettent leur veto, c'est à dire les amants eux-mêmes, pour autant qu'ils ont intégré les interdits extérieurs jusqu'à les ressentir comme fatals.

Quelque chose de pas net nous fait savourer que Tristan et Yseult ne se rejoignent que morts à cause d'une voile au loin, déjà, comme Thésée ; le rôle du grémement-fatum reste à cruser !). Nous préférons Roméo et Juliette gisant plutôt qu'accouplés. Il ne nous déplaît pas que Thus sacrifie Bérénice à Rome, que Roxane découvre trop tard les charmes d'âme de Cyrano, sous une volée de feuilles mortes, que Scarlett épouse l'homme qu'elle croit ne pas aimer, qu'Héloïse et le Don Quichotte du Soulier de satin ne se donnent que dans l'au-delà. De nos jours, le sida recharge de réalité tragique notre immémoriale fascination pour les entraves au bonheur (Cyril Col-lard).

Ce n'est pas que ces entraves nous vengent

COMMUNICATION

Un entretien avec Dominique Alduy

« Des moyens financiers doivent accompagner la politique de développement de France 3 » nous déclare la directrice générale de la chaîne

Le rapport remis au ministre de la communication par la commission de réflexion sur l'avenir de la télévision publique, dit la commission Campet, insiste sur la nécessité de développer les missions de France 3. Dominique Alduy, qui dirige cette chaîne, a répondu à nos questions en soulignant, pour sa part, la nécessité de doter France 3 de moyens financiers à la hauteur de cette ambition.

« Dans ses conclusions, la Commission Campet déclare que France 3 doit « s'affirmer dans le renforcement d'une vocation régionale et locale ». Est-ce que cette vision de l'avenir de France 3 correspond à vos propres vœux ?

« Pour une grande part, c'est le prolongement réaliste, amplifié, de ce qui est tracé dans la politique de la chaîne depuis 1990. Mais c'est d'abord l'affirmation essentielle de la réalité de France 3 : une chaîne généraliste, à structure unique, dont la régulation se fait par le décrochage de diffusion. Quand on a entendu parler de fusion, éclatement, privatisation, dispersion, il s'agit là d'une réaffirmation tout à fait vitale.

« Voulez-vous dire que la commission a fait preuve de sagesse ?

« Oui, parce que ce serait absurde de bouleverser les structures d'une chaîne qui a conquis son image, son audience, sa part de marché, et qui est porteuse de développements. C'est une marque de sagesse et de réalisme.

« Le rapport précise quels devraient être les objectifs de la programmation de France 3 à l'horizon 1994-1995. Il recommande qu'une place plus importante soit accordée aux journaux régionaux d'information, une multiplication des expériences de « télévision de proximité », un développement qualitatif des programmes régionaux hors information, etc. Faites-vous vos propres objectifs ? A quelles conditions pourront-ils être atteints ?

« La condition essentielle, c'est que les moyens financiers accompagnent cette politique de développement. Cependant, cette condition ne doit pas être un alibi pour ne pas remplir les autres qui relèvent de la chaîne elle-même : gestion plus souple de son réseau de diffusion, innovation éditoriale, amélioration des méthodes de travail, souplesse d'interventions, etc. La chaîne a encore beaucoup de progrès à faire mais l'entreprise est prête pour ces développements.

« Mais comment vous posez-vous la question du financement ?

« Le rapport de la commission chiffre l'ensemble du coût des mesures qu'il propose à 250 millions de francs. Je crois ce chiffre réaliste. Ce financement supplémentaire est essentiel pour trois raisons :

• Pour l'équilibre global de la

gestion de la chaîne : France 3 avec 14%-15% des parts du marché, dispose de ressources publicitaires à hauteur de 800-850 millions de francs en 1993. Faire beaucoup plus d'émissions régionales diffusées sur le plan national et régional, c'est un pari d'innovation et de différence qui aura des conséquences sur la part de marché moyenne, donc sur le niveau des ressources publicitaires.

• Parallèlement, il faut maintenir le niveau de production et de création de France 3 : la diffusion simultanée de plusieurs programmes en « prime time » ne devra pas se faire au détriment de nos investissements dans la création.

• Enfin, lorsque l'on pense « plus » de régional, il faut multiplier par douze ou vingt-cinq le coût unitaire de chaque émission nouvelle.

« Où est la télévision de demain ? »

« France 3 est-elle apte dès à présent à mettre en application les mesures recommandées pour ce qui concerne le développement de l'information régionale : extension de vingt à trente minutes du journal régional de 19 heures, création d'un magazine national des régions, accélération du rythme de création des « télévisions de proximité », etc. ?

« Dans le secteur de l'information, oui, parce que c'est celui auquel nous avons porté le plus d'attention et apporté le plus d'innovation. La première télévision locale a été créée en 1990. La seule chose qui nous arrête véritablement, c'est le financement : une télévision locale, c'est entre 6 millions et 7 millions de francs par an. Il faut pouvoir l'assumer et de façon pérenne. Etendre l'information régionale de vingt à trente minutes, c'est une des mesures, me semble-t-il, qui doivent être à l'antenne dès janvier 1994 ; le financement a été demandé dans le projet de loi des finances pour 1994. Prendre l'antenne à 19 heures pour les régions et à 19 h 30 pour l'information nationale c'est un renforcement du rendez-vous majeur d'information de France 3.

« Quand vous dites que l'information doit intervenir, cela donne l'impression qu'il s'agit d'un euphémisme visant à souligner l'insuffisance du projet de budget pour 1994... »

« Le plan 1994-1995 de la Commission ne pourra être mis en œuvre que si des financements d'accompagnement sont dégagés. En effet, l'objectif publicitaire inscrit dans le projet de budget 1994 me paraît beaucoup trop audacieux pour France 3, compte tenu de sa part de marché actuelle et de l'évo-

lution récente des rentrées publicitaires.

« Est-ce que cela signifie que les choix budgétaires du gouvernement, et notamment son refus de toute augmentation exceptionnelle de la redevance, hypothèquent d'ores et déjà la mise en œuvre de tout programme de développement à court terme ?

« Je comprend les contraintes d'ensemble du budget de l'Etat. Cela dit, il y a d'autres types de financement qui n'ont pas été explorés par la commission et qui peuvent permettre de poursuivre les innovations en régions. Je pense aux co-financements des collectivités locales, des organismes régionaux (de formation notamment). Il me semble que pour les décrochages régionaux axés sur la formation, la vie professionnelle, l'emploi, l'éducatif, on peut associer des partenaires financiers adaptés à chacune des régions et qui permettent à France 3 de tenir sa place. La redevance, c'est absolument indispensable. Mais elle ne suffit pas pour remplir toutes les missions, il ne faut pas en tirer prétexte pour ne rien faire.

« Vous ne craignez pas que, peu à peu, le développement de tels partenariats entre la chaîne et les collectivités territoriales aboutissent à des mises sous tutelle politique ?

« C'est un risque. C'est pour cela qu'il y a un principe intangible : la responsabilité éditoriale de la chaîne.

« D'une façon plus générale, quel jugement portez-vous sur les orientations retenues par la commission Campet ?

« Ce qui me semble nouveau, dans son rapport, c'est son côté réaliste. On peut le considérer comme le trame d'un plan pluriannuel de l'audiovisuel, une trame cohérente où l'on ne réinvente pas tout mais où l'on essaie d'ordonner. Si ce plan pluriannuel de l'audiovisuel public était signé par le ministre du budget, ce serait parfait.

« En revanche, ce qui me semble manquer un peu dans ce rapport, c'est un chapitre sur les attentes exprimées au sujet de tout ce qui touche à l'innovation. Non pas l'innovation technologique, mais l'innovation dans la création et le contenu des programmes. Pendant longtemps le service public a été un découvreur de talents, un vivier pour les nouveaux animateurs, les nouveaux concepts d'émission, etc. Aujourd'hui, on peut s'interroger : où est la télévision de demain ? Où sont les nouveaux visages, les nouveaux animateurs ? Où est l'école de la télévision ? La commission aurait pu avoir cette ambition de dire à une chaîne comme France 3, un peu à l'abri : « Prenez ce pari là ! Prenez le pari de nouveaux visages, de nouveaux animateurs, de jeunes créateurs, de nouveaux auteurs, de nouvelles expressions télévisuelles. »

« Seconde réflexion : cela va de soi, mais il n'aurait pas été inutile de le souligner : la gestion du service public obéit et doit obéir à d'autres règles professionnelles que celles du secteur privé. La gestion d'un service public c'est, me semble-t-il, des objectifs affichés, des procédures et des choix transparents, des mises en concurrence. Je ne parle pas, bien évidemment, de la nécessaire rigueur de gestion, qu'elle soit individuelle ou collective. C'est tout cela qui peut différencier la conduite d'un grand secteur public audiovisuel de l'ensemble des secteurs concurrentiels. On pourrait parler de déontologie. »

Propos recueillis par ALAIN ROLLAT

« Une mise en point d'Alain Finkielkraut. — Après le compte rendu, dans le Monde du 1^{er} octobre, de la première séance du colloque « ARTE et l'utopie télévisuelle », Alain Finkielkraut nous prie de préciser qu'il n'a pas affirmé son « scepticisme » à l'égard d'ARTE. « A l'inverse », nous dit-il, « j'ai défendu son projet, qui m'est cher, en essayant de lui donner un contenu spécifique et utopique. Pour cela, je me suis interrogé sur le mal fait au monde par la télévision. Ce mal, c'est le sans-distance, l'écrasement de tous les intervalles, l'abolition de toutes les frontières et la création d'un « monde mondial » en lieu et place du monde commun où il serait souhaitable de vivre. Dans ce contexte, ARTE échouera s'il n'est qu'un supplément culturel et réussira si, voué à réparer le mal, il prend contre le « monde mondial » le parti du monde commun. »

Le Syndicat national des journalistes assigne en justice le groupe Hersant

Le Syndicat national des journalistes (SNJ, autonome), majoritaire au sein de cette profession, a assigné en référé, lundi 4 octobre, à la fois l'acquéreur des Dernières Nouvelles d'Alsace (DNA), la Société alsacienne des médias, présidée par Gérard Lignac, président-directeur général de l'Est républicain, et administrateur du Figaro, et le vendeur, la société Quillet, filiale d'Hachette. Devant le tribunal de grande instance de Paris, le SNJ entend démontrer l'illégalité du rachat des DNA par le groupe Hersant en se fondant sur la « loi anti-concentration » de 1986 qui interdit à un même groupe de contrôler plus de 30% de la diffusion nationale des quotidiens d'information générale et politique.

La rédaction de « Témoignage chrétien » poursuit sa grève

Les journalistes de Témoignage chrétien, qui devaient reprendre le travail le lundi 4 octobre, ont décidé de reconduire leur mouvement de grève « jusqu'à nouvel ordre » pour protester contre la décision de Georges Montaron, directeur de la publication, de « s'autoproclamer rédacteur en chef du journal ». La rédaction de TC entend aussi protester contre le licenciement de son rédacteur en chef, Roger Tréfeu, annoncé le 20 septembre par M. Montaron, en raison d'un « désaccord sur les objectifs et les moyens de la mission » du journal. Ce départ avait amené dix des vingt-quatre employés parisiens de TC à se mettre en grève le mercredi 29 septembre.

Par ce nouvel arrêt de travail, le troisième en trois mois, les journalistes de TC, soutenus par les pigistes du journal, veulent lancer « un signal d'alarme ». « Il est urgent d'arrêter le massacre », affirme M. Tréfeu, qui dément que son départ ait été « négocié » avec la direction du journal, ainsi que M. Montaron nous l'avait affirmé (le Monde du 30 septembre). Ce licenciement s'inscrit, selon lui, dans le droit fil du « plan de redressement de l'entreprise », décidé par la direction de TC le 1^{er} juin et qui prévoit des réductions des coûts de fabrication (baisse de la pagination, blocage des salaires et licenciements).

La rédaction souhaite une « réunion extraordinaire » du conseil des associés du groupe des Editions de Témoignage chrétien, qui ont seuls la possibilité d'entamer l'action juridique qui pourrait permettre de résoudre le conflit.

Journal de la CGT

« La Vie ouvrière » devient « l'Hebdo de l'actualité sociale »

Fondée en 1909, la Vie ouvrière, l'hebdomadaire de la CGT, est devenue le 1^{er} octobre l'Hebdo de l'actualité sociale. Avec une nouvelle maquette, ce nouveau périodique, qui revendique une diffusion de 80 000 exemplaires (deux tiers sur abonnement, un tiers par vente militante), se veut « non conformiste, dans le droit fil du renouveau du syndicalisme ouvert par la CGT à son 44^e congrès ». L'Hebdo, qui comporte toutefois en sous-titre la Vie ouvrière CGT, abandonne la référence appuyée à la vocation « ouvrière » de la confédération, décidée à conquérir de nouvelles catégories de salariés.

Il entend s'adresser « à l'ensemble des salariés de toutes les professions ».

« NBC prend le contrôle de Superschannel. — NBC, l'un des quatre grands réseaux américains de télévision, vient de prendre le contrôle — pour un prix non communiqué — de Superschannel, l'une des plus anciennes chaînes britanniques de télévision généraliste diffusée par satellite. Selon les responsables de NBC, cette acquisition a été effectuée avec l'objectif de rentabiliser les programmes conçus à Hollywood par NBC Productions. Superschannel, qui est en déficit, est très présente sur les réseaux câblés de Grande-Bretagne et d'Allemagne et touche actuellement une clientèle de 30 millions de foyers.

AGENDA

CINÉMA

LA CINÉMATHEQUE

PALAIS DE CHAILLOT (47-04-24-24)

MERCREDI

Séance jeune public : Le trésor de l'île aux oiseaux (1982), de Jean-Claude Lauzon, 14 h 30 ; Intégrale Sacha Guitry : Si Versailles m'était conté... (1963), de Sacha Guitry, 19 h 30.

PALAIS DE TOKYO (47-04-24-24)

MERCREDI

Homage à Cinecittà International : Un homme à brûler (1982, v.o. s.t.), de Umberto Lenzi et des frères Taviani, 19 h 30 ; Révolte de la France (1977, v.o. s.t.), de Marco Ferreri, 21 h 30.

CENTRE GEORGES-POMPIDOU

SALLE GARANCE (42-78-37-29)

MERCREDI

Le Cinéma arabe : L'interprétation des idées (1988, v.o. s.t.), de Loulouche Salama, 14 h 30 ; Le Maître (1983, v.o. s.t.), de Bagrat Hovhannessian, 17 h 30 ; Tout va très bien, madame la marquise (1981, v.o. s.t.), de Robert Siodmak, 20 h 30 ; L'Enfermement (1984, v.o. s.t.), de H. Bek-Nazarian, 20 h 30.

VIDÉOTHÈQUE DE PARIS

2, grande galerie, porte Saint-Eustache, Forum des Halles

(40-26-34-30)

MERCREDI

Montmartre - Pigalle : Le Music-Hall : Bande annonce : Divine (1975) de D. Delouché, Un soir au music-hall (1986) d'Henri Decoin, 16 h 30 ; C'est la vie (1986) de Henri Decoin, 18 h 30 ; C'est la vie (1986) de Henri Decoin, 20 h 30 ; C'est la vie (1986) de Henri Decoin, 22 h 30.

LES EXCLUSIVITÉS

AKIRA (Jap., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3

(42-71-52-38) ; Grand Pavois, 15

(45-54-46-85)

L'ARBE, LE MAIRE ET LA MÉDIATION

QUE (Fr.) : Ciné Beaubourg, 3

(42-71-52-38) ; Denfert, 14 (43-21-41-01)

ARIZONA DREAM (A.-Fr., v.o.) : Forum

Orient Express, 1 (42-33-42-26)

36-65-70-87 ; Gaumont Marignan-

Concorde, 8 (36-68-75-55) ; George V,

8 (45-62-41-46) ; 36-65-70-87 ; Sept

Parnassiens, 14 (43-20-32-20) ; v.f. : Paramount

Opéra, 9 (47-42-56-31) ; 36-65-70-87 ;

UGC Gobelin, 13 (35-61-94-95) ;

36-65-70-87

BAD LUTHERAN (Fr.) : Studio

des Ursulines, 5 (43-26-19-08)

BASIC INSTINCT (A.) : Studio

Galland, 5 (43-54-72-21) ; 36-65-72-05 ;

Saint-Lambert, 15 (45-54-46-85)

LA BATAILLE DE SALAMIN (Gr.) : La

Géode, 19 (36-68-29-30) ; La Géode, 19

(36-68-29-30) ; La Géode, 19

(36-68-29-30) ; La Géode, 19

(36-68-29-30) ; La Géode, 19

(36-68-29-30) ; La Géode, 19

(36-68-29-30) ; La Géode, 19

(36-68-29-30) ; La Géode, 19

(36-68-29-30) ; La Géode, 19

(36-68-29-30) ; La Géode, 19

(36-68-29-30) ; La Géode, 19

(36-68-29-30) ; La Géode, 19

(36-68-29-30) ; La Géode, 19

(36-68-29-30) ; La Géode, 19

(36-68-29-30) ; La Géode, 19

(36-68-29-30) ; La Géode, 19

(36-68-29-30) ; La Géode, 19

(36-68-29-30) ; La Géode, 19

(36-68-29-30) ; La Géode, 19

(36-68-29-30) ; La Géode, 19

(36-68-29-30) ; La Géode, 19

(36-68-29-30) ; La Géode, 19

(36-68-29-30) ; La Géode, 19

(36-68-29-30) ; La Géode, 19

(36-68-29-30) ; La Géode, 19

(36-68-29-30) ; La Géode, 19

(36-68-29-30) ; La Géode, 19

(36-68-29-30) ; La Géode, 19

(36-68-29-30) ; La Géode, 19

(36-68-29-30) ; La Géode, 19

(36-68-29-30) ; La Géode, 19

(36-68-29-30) ; La Géode, 19

(36-68-29-30) ; La Géode, 19

(36-68-29-30) ; La Géode, 19

(36-68-29-30) ; La Géode, 19

(36-68-29-30) ; La Géode, 19

(36-68-29-30) ; La Géode, 19

(36-68-29-30) ; La Géode, 19

(36-68-29-30) ; La Géode, 19

(36-68-29-30) ; La Géode, 19

(36-68-29-30) ; La Géode, 19

(36-68-29-30) ; La Géode, 19

(36-68-29-30) ; La Géode, 19

(36-68-29-30) ; La Géode, 19

(36-68-29-30) ; La Géode, 19

(36-68-29-30) ; La Géode, 19

(36-68-29-30) ; La Géode, 19

(36-68-29-30) ; La Géode, 19

(36-68-29-30) ; La Géode, 19

(36-68-29-30) ; La Géode, 19

(36-68-29-30) ; La Géode, 19

(36-68-29-30) ; La Géode, 19

(36-68-29-30) ; La Géode, 19

(36-68-29-30) ; La Géode, 19

(36-68-29-30) ; La Géode, 19

(36-68-29-30) ; La Géode, 19

(36-68-29-30) ; La Géode, 19

(36-68-29-30) ; La Géode, 19

(36-68-29-30) ; La Géode, 19

(36-68-29-30) ; La Géode, 19

(36-68-29-30) ; La Géode, 19

(36-68-29-30) ; La Géode, 19

(36-68-29-30) ; La Géode, 19

(36-68-29-30) ; La Géode, 19

(36-68-29-30) ; La Géode, 19

(36-68-29-30) ; La Géode, 19

(36-68-29-30) ; La Géode, 19

(36-68-29-30) ; La Géode, 19

(36-68-29-30) ; La Géode, 19

(36-68-29-30) ; La Géode, 19

(36-68-29-30) ; La Géode, 19

(36-68-29-30) ; La Géode, 19

(36-68-29-30) ; La Géode, 19

Nous publions le mardi les films qui seront à l'affiche à Paris, à partir du mercredi. Les commentaires concernant les films nouveaux ainsi qu'une sélection commentée des exclusivités et des grandes reprises figurent dans notre supplément « Arts et Spectacles » du mercredi (daté jeudi).

LES FILMS NOUVEAUX

CLIFFHANGER. Film américain de Renny Harlin, v.o. : Forum Horizon, 1 (45-08-57-57) ; 36-65-70-83 ; 14 Juillet Odéon, 8 (43-25-58-83) ; Gaumont Marignan-Concorde, 8 (36-68-75-55) ; George V, 8 (45-62-41-46) ; 36-65-70-83 ; UGC Normandie, 14 (45-63-16-16) ; 36-65-70-83 ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79) ; v.f. : Rex (la Grand Rue), 2 (42-36-83-93) ; 36-65-70-83 ; UGC Montparnasse, 6 (45-74-94-94) ; 36-65-70-83 ; Paramount Opéra, 9 (47-42-56-31) ; 36-65-70-83 ; Les Nations, 12 (43-43-04-07) ; 36-65-70-83 ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-58) ; 36-65-70-83 ; UGC Normandie, 14 (45-63-16-16) ; 36-65-70-83 ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79) ; v.f. : Rex (la Grand Rue), 2 (42-36-83-93) ; 36-65-70-83 ; UGC Montparnasse, 6 (45-74-94-94) ; 36-65-70-83 ; Paramount Opéra, 9 (47-42-56-31) ; 36-65-70-83 ; Les Nations, 12 (43-43-04-07) ; 36-65-70-83 ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-58) ; 36-65-70-83 ; UGC Normandie, 14 (45-63-16-16) ; 36-65-70-83 ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79) ; v.f. : Rex (la Grand Rue), 2 (42-36-83-93) ; 36-65-70-83 ; UGC Montparnasse, 6 (45-74-94-94) ; 36-65-70-83 ; Paramount Opéra, 9 (47-42-56-31) ; 36-65-70-83 ; Les Nations, 12 (43-43-04-07) ; 36-65-70-83 ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-58) ; 36-65-70-83 ; UGC Normandie, 14 (45-63-16-16) ; 36-65-70-83 ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79) ; v.f. : Rex (la Grand Rue), 2 (42-36-83-93) ; 36-65-70-83 ; UGC Montparnasse, 6 (45-74-94-94) ; 36-65-70-83 ; Paramount Opéra, 9 (47-42-56-31) ; 36-65-70-83 ; Les Nations, 12 (43-43-04-07) ; 36-65-70-83 ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-58) ; 36-65-70-83 ; UGC Normandie, 14 (45-63-16-16) ; 36-65-70-83 ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79) ; v.f. : Rex (la Grand Rue), 2 (42-36-83-93) ; 36-65-70-83 ; UGC Montparnasse, 6 (45-74-94-94) ; 36-65-70-83 ; Paramount Opéra, 9 (47-42-56-31) ; 36-65-70-83 ; Les Nations, 12 (43-43-04-07) ; 36-65-70-83 ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-58) ; 36-65-70-83 ; UGC Normandie, 14 (45-63-16-16) ; 36-65-70-83 ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79) ; v.f. : Rex (la Grand Rue), 2 (42-36-83-93) ; 36-65-70-83 ; UGC Montparnasse, 6 (45-74-94-94) ; 36-65-70-83 ; Paramount Opéra, 9 (47-42-56-31) ; 36-65-70-83 ; Les Nations, 12 (43-43-04-07) ; 36-65-70-83 ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-58) ; 36-65-70-83 ; UGC Normandie, 14 (45-63-16-16) ; 36-65-70-83 ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79) ; v.f. : Rex (la Grand Rue), 2 (42-36-83-93) ; 36-65-70-83 ; UGC Montparnasse, 6 (45-74-94-94) ; 36-65-70-83 ; Paramount Opéra, 9 (47-42-56-31) ; 36-65-70-83 ; Les Nations, 12 (43-43-04-07) ; 36-65-70-83 ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-58) ; 36-65-70-83 ; UGC Normandie, 14 (45-63-16-16) ; 36-65-70-83 ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79) ; v.f. : Rex (la Grand Rue), 2 (42-36-83-93) ; 36-65-70-83 ; UGC Montparnasse, 6 (45-74-94-94) ; 36-65-70-83 ; Paramount Opéra, 9 (47-42-56-31) ; 36-65-70-83 ; Les Nations, 12 (43-43-04-07) ; 36-65-70-83 ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-58) ; 36-65-70-83 ; UGC Normandie, 14 (45-63-16-16) ; 36-65-70-83 ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79) ; v.f. : Rex (la Grand Rue), 2 (42-36-83-93) ; 36-65-70-83 ; UGC Montparnasse, 6 (45-74-94-94) ; 36-65-70-83 ; Paramount Opéra, 9 (47-42-56-31) ; 36-65-70-83 ; Les Nations, 12 (43-43-04-07) ; 36-65-70-83 ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-58) ; 36-65-70-83 ; UGC Normandie, 14 (45-63-16-16) ; 36-65-70-83 ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79) ; v.f. : Rex (la Grand Rue), 2 (42-36-83-93) ; 36-65-70-83 ; UGC Montparnasse, 6 (45-74-94-94) ; 36-65-70-83 ; Paramount Opéra, 9 (47-42-56-31) ; 36-65-70-83 ; Les Nations, 12 (43-43-04-07) ; 36-65-70-83 ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-58) ; 36-65-70-83 ; UGC Normandie, 14 (45-63-16-16) ; 36-65-70-83 ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79) ; v.f. : Rex (la Grand Rue), 2 (42-36-83-93) ; 36-65-70-83 ; UGC Montparnasse, 6 (45-74-94-94) ; 36-65-70-83 ; Paramount Opéra, 9 (47-42-56-31) ; 36-65-70-83 ; Les Nations, 12 (43-43-04-07) ; 36-65-70-83 ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-58) ; 36-65-70-83 ; UGC Normandie, 14 (45-63-16-16) ; 36-65-70-83 ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79) ; v.f. : Rex (la Grand Rue), 2 (42-36-83-93) ; 36-65-70-83 ; UGC Montparnasse, 6 (45-74-94-94) ; 36-65-70-83 ; Paramount Opéra, 9 (47-42-56-31) ; 36-65-70-83 ; Les Nations, 12 (43-43-04-07) ; 36-65-70-83 ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-58) ; 36-65-70-83 ; UGC Normandie, 14 (45-63-16-16) ; 36-65-70-83 ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79) ; v.f. : Rex (la Grand Rue), 2 (42-36-83-93) ; 36-65-70-83 ; UGC Montparnasse, 6 (45-74-94-94) ; 36-65-70-83 ; Paramount Opéra, 9 (47-42-56-31) ; 36-65-70-83 ; Les Nations, 12 (43-43-04-07) ; 36-65-70-83 ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-58) ; 36-65-70-83 ; UGC Normandie, 14 (45-63-16-16) ; 36-65-70-83 ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79) ; v.f. : Rex (la Grand Rue), 2 (42-36-83-93) ; 36-65-70-83 ; UGC Montparnasse, 6 (45-74-94-94) ; 36-65-70-83 ; Paramount Opéra, 9 (47-42-56-31) ; 36-65-70-83 ; Les Nations, 12 (43-43-04-07) ; 36-65-70-83 ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-58) ; 36-65-70-83 ; UGC Normandie, 14 (45-63-16-16) ; 36-65-70-83 ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79) ; v.f. : Rex (la Grand Rue), 2 (42-36-83-93) ; 36-65-70-83 ; UGC Montparnasse, 6 (45-74-94-94) ; 36-65-70-83 ; Paramount Opéra, 9 (47-42-56-31) ; 36-65-70-83 ; Les Nations, 12 (43-43-04-07) ; 36-65-70-83 ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-58) ; 36-65-70-83 ; UGC Normandie, 14 (45-63-16-16) ; 36-65-70-83 ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79) ; v.f. : Rex (la Grand Rue), 2 (42-36-83-93) ; 36-65-70-83 ; UGC Montparnasse, 6 (45-74-94-94) ; 36-65-70-83 ; Paramount Opéra, 9 (47-42-56-31) ; 36-65-70-83 ; Les Nations, 12 (43-43-04-07) ; 36-65-70-83 ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-58) ; 36-65-70-83 ; UGC Normandie, 14 (45-63-16-16) ; 36-65-70-83 ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79) ; v.f. : Rex (la Grand Rue), 2 (42-36-83-93) ; 36-65-70-83 ; UGC Montparnasse, 6 (45-74-94-94) ; 36-65-70-83 ; Paramount Opéra, 9 (47-42-56-31) ; 36-65-70-83 ; Les Nations, 12 (43-43-04-07) ; 36-65-70-83 ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-58) ; 36-65-70-83 ; UGC Normandie, 14 (45-63-16-16) ; 36-65-70-83 ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79) ; v.f. : Rex (la Grand Rue), 2 (42-36-83-93) ; 36-65-70-83 ; UGC Montparnasse, 6 (45-74-94-94) ; 36-65-70-83 ; Paramount Opéra, 9 (47-42-56-31) ; 36-65-70-83 ; Les Nations, 12 (43-43-04-07) ; 36-65-70-83 ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-58) ; 36-65-70-83 ; UGC Normandie, 14 (45-63-16-16) ; 36-65-70-83 ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79) ; v.f. : Rex (la Grand Rue), 2 (42-36-83-93) ; 36-65-70-83 ; UGC Montparnasse, 6 (45-74-94-94) ; 36-65-70-83 ; Paramount Opéra, 9 (47-42-56-31) ; 36-65-70-83 ; Les Nations, 12 (43-43-04-07) ; 36-65-70-83 ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-58) ; 36-65-70-83 ; UGC Normandie, 14 (45-63-16-16) ; 36-65-70-83 ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79) ; v.f. : Rex (la Grand Rue), 2 (42-36-83-93) ; 36-65-70-83 ; UGC Montparnasse, 6 (45-74-94-94) ; 36-65-70-83 ; Paramount Opéra, 9 (47-42-56-31) ; 36-65-70-83 ; Les Nations, 12 (43-43-04-07) ; 36-65-70-83 ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-58) ; 36-65-70-83 ; UGC Normandie, 14 (45-63-16-16) ; 36-65-70-83 ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79) ; v.f. : Rex (la Grand Rue), 2 (42-36-83-93) ; 36-65-70-83 ; UGC Montparnasse, 6 (45-74-94-94) ; 36-65-70-83 ; Paramount Opéra, 9 (47-42-56-31) ; 36-65-70-83 ; Les Nations, 12 (43-43-04-07) ; 36-65-70-83 ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-58) ; 36-65-70-83 ; UGC Normandie, 14 (45-63-16-16) ; 36-65-70-83 ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79) ; v.f. : Rex (la Grand Rue), 2 (42-36-83-93) ; 36-65-70-83 ; UGC Montparnasse, 6 (45-74-94-94) ; 36-65-70-83 ; Paramount Opéra, 9 (47-42-56-31) ; 36-65-70-83 ; Les Nations, 12 (43-43-04-07) ; 36-65-70-83 ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-58) ; 36-65-70-83 ; UGC Normandie, 14 (45-63-16-16) ; 36-65-70-83 ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79) ; v.f. : Rex (la Grand Rue), 2 (42-36-83-93) ; 36-65-70-83 ; UGC Montparnasse, 6 (45-74-94-94) ; 36-65-70-83 ; Paramount Opéra, 9 (47-42-56-31) ; 36-65-70-83 ; Les Nations, 12 (43-43-04-07) ; 36-65-70-83 ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-58) ; 36-65-70-83 ; UGC Normandie, 14 (45-63-16-16) ; 36-65-70-83 ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79) ; v.f. : Rex (la Grand Rue), 2 (42-36-83-93) ; 36-65-70-83 ; UGC Montparnasse, 6 (45-74-94-94) ; 36-65-70-83 ; Paramount Opéra, 9 (47-42-56-31) ; 36-65-70-83 ; Les Nations, 12 (43-43-04-07) ; 36-65-70-83 ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-58) ; 36-65-70-83 ; UGC Normandie, 14 (45-63-16-16) ; 36-65-70-83 ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79) ; v.f. : Rex (la Grand Rue), 2 (42-36-83-93) ; 36-65-70-83 ; UGC Montparnasse, 6 (45-74-94-94) ; 36-65-70-83 ; Paramount Opéra, 9 (47-42-56-31) ; 36-65-70-83 ; Les Nations, 12 (43-43-04-07) ; 36-65-70-83 ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-58) ; 36-65-70-83 ; UGC Normandie, 14 (45-63-16-16) ; 36-65-70-83 ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79) ; v.f. : Rex (la Grand Rue), 2 (42-36-83-93) ; 36-65-70-83 ; UGC Montparnasse, 6 (45-74-94-94) ; 36-65-70-83 ; Paramount Opéra, 9 (47-42-56-31) ; 36-65-70-83 ; Les Nations, 12 (43-43-04-07) ; 36-65-70-83 ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-58) ; 36-65-70-83 ; UGC Normandie, 14 (45-63-16-16) ; 36-65-70-83 ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79) ; v.f. : Rex (la Grand Rue), 2 (42-36-83-93) ; 36-65-70-83 ; UGC Montparnasse, 6 (45-74-94-94) ; 36-65-70-83 ; Paramount Opéra, 9 (47-42-56-31) ; 36-65-70-83 ; Les Nations, 12 (43-43-04-07) ; 36-65-70-83 ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-58) ; 36-65-70-83 ; UGC Normandie, 14 (

BILLET

Wall Street contre le capitalisme rhénan

Daimler-Benz a-t-il trahi le « modèle allemand » en acceptant les conditions fixées par la Commission de Bourse américaine (la SEC) pour l'introduction de son titre à Wall Street ? La question est posée en Allemagne. Les attaques frontales du gouvernement contre l'Etat-providence ou celles du patronat de la métallurgie contre les conventions sociales, toutes deux dénoncées fermement par la gauche social-démocrate comme une remise en cause dudit modèle, pourraient avoir moins d'importance que cette cotation de Daimler-Benz.

Le titre du groupe allemand, le plus puissant d'Europe, sera introduit à Wall Street à partir du 5 octobre. Ainsi en a décidé l'état-major pour une raison simple : le marché allemand des capitaux, ponctué par les besoins de la réunification, ne suffit plus pour couvrir les besoins du groupe. Le déficit budgétaire (pas loin de 8 % du produit intérieur brut) est en effet l'équivalent de l'épargne intérieure. Dès 1989, Daimler-Benz a décidé d'une internationalisation de son titre et est entré aux Bourses de Londres, Tokyo, Paris et Vienne. Restait New-York.

La SEC n'a pas voulu admettre les règles allemandes de comptabilité. Daimler, uni à plusieurs autres entreprises allemandes, voulait au départ obtenir une reconnaissance réciproque de leur comptabilité par Wall Street, les Allemands acceptant déjà les mécanismes américains. La SEC a refusé, estimant que la « transparence » des bilans allemands était insuffisante. Toutes les entreprises allemandes ont refusé de se soumettre, sauf Daimler. Le groupe de Stuttgart a négocié et est parvenu à ce qu'il estime être un compromis qui lui permet de ne pas « faire remonter » toutes ses réserves, c'est-à-dire de ne pas être obligé de les passer en bénéfices et de les distribuer.

La différence des méthodes n'a pas tardé à éclater au grand jour. Pour le premier semestre 1993, Daimler-Benz a enregistré un résultat consolidé de 168 millions de marks, selon les règles allemandes, et une perte de 949 millions de marks, selon les règles américaines. La comptabilité allemande n'est, il est vrai, guère transparente. Mais elle permet, très schématiquement, de lier les résultats, de les rendre meilleurs quand ils sont mauvais et moins volumineux quand ils sont bons. Les bilans sont-ils pour autant moins « vrais et sincères », les deux exigences de la SEC ? Tout dépend du type de capitalisme. A Wall Street, on veut des résultats immédiats. A Francfort, selon la recette du capitalisme rhénan, les actionnaires, notamment les banques, misent le long terme et sont fidèles. Daimler, obéissant aux exigences de la rentabilité immédiate, a introduit le ver dans le fruit.

ÉRIC LE BOUCHER

du 1^{er} au 15 octobre
-20%
sur la porcelaine
chez tous les commerçants
du Groupement de la
RUE DE PARADIS

Estimant que l'axe Paris-Bonn « manque de contenu »

Gérard Longuet veut développer la coopération industrielle franco-allemande

Gérard Longuet rencontre toutes les trois semaines environ ses homologues allemands. A Bonn, à l'occasion de réunions avec le ministre de la recherche et celui de l'économie, fin septembre, il a expliqué dans un entretien au Monde qu'il veut multiplier les coopérations industrielles entre les deux pays.

BONN

de notre envoyé spécial
« La France seule n'a plus le poids d'influencer les relations économiques internationales », affirme Gérard Longuet. Mais, unie avec l'Allemagne, elle peut peser sur l'Europe qui, elle, peut peser sur le monde. France et Allemagne « doivent s'entendre », car ce sont des « pays producteurs », en opposition avec les « pays consommateurs comme la Grande-Bretagne ». « Ayant les mêmes problèmes, nous devons avoir les mêmes solutions. »

Au printemps, les relations étaient entachées par un double procès, selon le ministre français. L'Allemagne craignait que la France ne veuille installer des barrières protectionnistes autour de l'Europe. La France reprochait à l'Allemagne sa « vision irréaliste » du libre-échange. Il a donc fallu s'expliquer. Les deux mémorandums de Paris, sur le compromis agricole de Blair House et sur les relations commerciales inter-

nationales, ont rendu le dialogue possible, même si « le duo d'amour n'est pas linéaire ».

L'Allemagne, plus anciennement tournée vers l'exportation et dont l'industrie est spécialisée dans le haut de gamme, a pu se sentir à l'abri. Mais, selon M. Longuet, elle a désormais pris conscience de la concurrence asiatique comme du « poids encombrant de l'aidé américain ». Le ministre français se félicite du rapprochement obtenu sur le compromis agricole de Blair House, mais aussi sur la renégociation des importations d'automobiles japonaises ou l'entrée des aciers de l'Europe de l'Est.

« Au début du chemin »

« Nous ne sommes qu'au début du chemin », convient M. Longuet. Pour progresser, il avance deux moyens. D'abord, des rencontres plus fréquentes des hommes politiques des deux pays, mais il évoque cette hypothèse sans donner l'impression d'y croire beaucoup. Ensuite, en multipliant les « croisements techniques », c'est-à-dire les occasions du dialogue industriel. L'axe franco-allemand se limite trop, à ses yeux, aux « sentiments » et « manque de contenu ». Pragmatique, M. Longuet estime qu'il faudra vingt ans.

Le rapport demandé sur le sujet à Paul Mentré, ancien président du Crédit national, et transmis aux Allemands, évoque plusieurs

possibilités. Une réflexion commune sur la compétitivité, à l'image du texte récemment rendu public à Bonn sur le « Standort Deutschland » (l'Allemagne comme lieu d'implantation industrielle). M. Longuet donne « une vertu pédagogique » à ce texte, dont il veut assurer une diffusion en France. Ensuite, le rapport Mentré évoque une recherche d'alliances des entreprises publiques, à l'occasion, par exemple, de leurs privatisations. Terrains possibles : l'énergie, la gestion des autoroutes ou, plus immédiatement, les télécommunications.

A ce propos, les Allemands demandent que France Telecom entre au capital de son homologue Deutsche Telekom. M. Longuet n'a pas choisi entre une « alliance horizontale » (entente de France Telecom et Deutsche Telekom) et une « alliance verticale » (France Telecom associée à Alcatel-Alsthom). Les Allemands sont pour la première solution, la firme privée française pour la seconde. Pour le ministre français, la première est possible que si elle débouche sur un vrai mariage des deux entreprises de télécommunications. Le rapport Mentré, enfin, avance l'idée d'une création d'un fonds de recherche franco-allemand destiné aux PMI et d'une série d'actions communes vers l'Europe de l'Est et le tiers-monde.

E. L. B.

Le conseil des ministres des affaires étrangères de Luxembourg

Alain Juppé s'inquiète de la lenteur des négociations sur le commerce international

Etape de pleine, lundi 4 octobre à Luxembourg, pour Sir Leon Brittan, le commissaire européen, porte-parole de la CEE dans les négociations du GATT, et les ministres des affaires étrangères des Douze, dans la course qui doit les conduire à la conclusion du Cycle de l'Uruguay (Uruguay Round). La balle est dans le camp des Etats-Unis, auxquels la Communauté a demandé d' reprendre la discussion, afin d'améliorer le préaccord agricole de Blair House.

LUXEMBOURG
(Communautés européennes)

de notre correspondant
Leon Brittan a rendu compte aux ministres des affaires étrangères de ses entretiens, le 27 septembre à Washington, avec Mickey Kantor, le principal négociateur américain. Réagissant de manière relativement ouverte, M. Kantor, tout en répétant qu'il serait difficile pour les Etats-Unis de modifier le préaccord agricole de Blair House, aurait fait part de son intention de consulter ses organisations professionnelles pour voir ce qu'il pourrait envisager. Alain Juppé, qui s'en est entretenu avec Warren Christopher, son homologue américain, a constaté qu'aux Etats-Unis « le mot d'ordre est à la réflexion et à la compréhension ».

M. Kantor n'a pas indiqué quand il serait en mesure de

répondre à la Communauté. Le COPA (Comité des organisations professionnelles de la CEE), dont les dirigeants étaient à Luxembourg, redoutant que les Américains « baladent » les Douze, en évitant de reprendre le débat sur le fond, avec l'idée de leur forcer la main, lorsque approchera l'échéance du 15 décembre. Cependant, ont remarqué les Français, les ministres se retrouveront le 8 novembre, puis début décembre, sans parler du conseil européen, prévu en principe pour le 29 octobre. M. Kantor vient le 13 octobre à Bruxelles pour poursuivre ses entretiens avec M. Brittan, et il lui faudra bien dévoiler ses intentions. A propos du calendrier, M. Juppé, constatant « la multitude des difficultés qui subsistent », a regretté « la tendance à mythifier la date du 15 décembre ».

Des arrangements multilatéraux

Ces questions en suspens sont passées en revue dans les « conclusions » publiées par la présidence belge et approuvées à l'unanimité par le conseil, mis à part le passage systématique à l'écrit. Les Douze insistent pour que les progrès constatés lors du sommet des Sept à Tokyo, qui portent sur les réductions de droits de douane perçus dans les échanges de produits industriels, soient confirmés. Apparemment, les Américains se font prêter, notamment à propos de l'élimina-

tion des « pics tarifaires », ces droits élevés appliqués aux textiles. La libéralisation du commerce des produits textiles, expliquent-ils par ailleurs, en visant cette fois les producteurs à bas coût de revient, doit se faire « sur la base de règles et disciplines renforcées ».

Les « conclusions » rappellent qu'Américains et Européens ne sont pas d'accord sur la manière d'encadrer les subventions accordées par les pouvoirs publics. Les Douze insistent sur la nécessité de parvenir à des arrangements multilatéraux pour donner des bases stables aux échanges d'acier et de matériaux aéronautiques. Ils jugent insuffisantes les offres de certains pays tiers à propos des services, notamment des transports maritimes et des services financiers. S'agissant de l'audiovisuel, le texte publié ne faisant pas référence à l'exception culturelle, les Français et les Espagnols ont fait constater, au procès verbal, qu'ils ne pouvaient y souscrire.

L'objectif des Douze est d'obtenir des Américains qu'en cas de différend ils s'en remettent à l'arbitrage du GATT et renoncent donc à appliquer de manière unilatérale leur propre législation commerciale. Dans le cas de figure où le Congrès le refusait, la Communauté entend disposer, elle aussi, de moyens de riposte efficaces. M. Brittan a annoncé des propositions dans ce sens.

PHILIPPE LEMAITRE

Les industriels américains et européens du textile progressent dans leurs discussions

Jamais, sans doute, Américains et Européens n'ont été aussi proches d'un accord sur le commerce mondial du textile et de l'habillement. Après les propositions décevantes faites le 22 septembre à Genève par les négociateurs américains au GATT (accord général sur les tarifs douaniers et le commerce), les industriels des deux bords de l'Atlantique ont repris leurs discussions directes, avec la bienveillance au moins tacite, semble-t-il, de Bruxelles et de Washington : plusieurs rencontres entre professionnels ont eu lieu dans la capitale belge, la semaine dernière, aboutissant, selon divers participants, « à une évolution favorable », « à une nouvelle ouverture », ou, encore, « à un constat très encourageant ».

A Boston, le 12 septembre, les industriels du textile s'étaient

d'accord sur le principe d'une réduction générale des tarifs douaniers frappant leurs produits, réduction qu'ils souhaitent lier à l'ouverture réciproque des marchés. Ce lien doit contraindre les pays d'Asie, fortement exportateurs comme l'Inde ou le Pakistan, à ouvrir leurs propres marchés pour continuer à avoir accès aux marchés occidentaux. Les industriels américains et européens, qui doivent affronter les importations des pays à bas salaires, réclament depuis des années cette ouverture pour pouvoir se battre dans des conditions moins défavorables. Mais il revient au gouvernement de Washington et à la Commission européenne de mettre l'accord des industriels « en musique ».

La reprise des négociations entre industriels, après un premier tour de

piste décevant des négociateurs officiels à Genève (le Monde du 30 septembre), a permis de commencer à déblayer l'un des aspects les plus difficiles de la négociation : la réduction, souhaitée par les Européens, qui craignent de conclure un marché de dupes, des « pics » tarifaires américains, ces droits de douane particulièrement élevés appliqués à certains produits importés outre-Atlantique. Les nouveaux chiffres avancés officiellement par les industriels d'Outre-Atlantique paraissent, cette fois, acceptables par l'industrie textile communautaire. Et s'il n'en va pas encore de même pour l'habillement, les discussions continuent. Dégagant la voie à un accord sur ce secteur industriel, pour peu que les gouvernements le souhaitent.

P.-A. G.

Pour permettre une privatisation future

Le gouvernement serait prêt à effacer les dettes de Bull

Cette fois, c'est l'affaire de deux semaines. Le ministre de l'Industrie est formel. Le plan stratégique de Bull, réclamé à son PDG Bernard Pache par Gérard Longuet tout fraîchement arrivé aux affaires en mai, soumis à la date butoir du 15 juillet, attendu par Bruxelles début septembre, devrait être bouclé d'ici à la fin du mois. Tout doit être fin prêt d'ici au 25 octobre, date à laquelle le budget du ministère de l'Industrie doit être présenté à l'Assemblée nationale.

Les ministères concernés (l'Industrie et l'Economie) seraient d'accord sur le montant de la dotation en capital à apporter : 9 milliards de francs sur deux ans, comme le réclamait Bernard Pache (le Monde du 15 septembre), ce qui correspond, à peu de choses près, au niveau d'endettement du groupe informatique. « Une injection importante », précise-t-on chez M. Longuet, permettrait de procéder à une cession « de gré à gré » d'une part du capital de Bull « dans des délais assez limités ». Bref, comme le souhaitait la direction du Trésor, les pouvoirs publics seraient prêts à mettre le paquet pour rendre Bull attractif, présentable et du même coup se désengageant.

Les services du Trésor, particulièrement impatients de régler une fois pour toutes le dossier Bull,

estimaient, début septembre, qu'il n'était pas forcément nécessaire, dans ces conditions, de s'encombrer de la définition d'un plan stratégique. Et ils jugeaient l'obstination du ministère de l'Industrie « loufoque ». Avaient-ils tout à fait tort si, comme on l'affirme avec de Ségur, le constructeur informatique - dont l'Etat détient 72 % du capital - sera donc propulsé, et ce rapidement, sur la voie d'une privatisation, sinon totale, du moins partielle ? Sur le papier, pas vraiment.

Reste que Bruxelles, avant d'approuver le versement d'aides publiques, a besoin d'un plan de redressement particulièrement convaincant. Par ailleurs, les éventuels candidats à une participation substantielle dans le capital de Bull - qu'il s'agisse d'IBM ou de NEC déjà présents et avec qui sont menés d'actives négociations ou de nouveaux entrants - ne manqueront pas de réclamer des perspectives claires, ne serait-ce que pour avoir un minimum de visibilité sur la rentabilité future de leur investissement.

France Telecom, qui détient 16 % du capital et qui, en ce moment, a d'autres questions à régler, ne devrait pas être sollicité.

CAROLINE MONNOT

Pechiney, Usinor et les autres...

Au chapitre des privatisations, celle de Pechiney semble soulever quelques difficultés d'ordre juridique. La participation de la Compagnie nationale du Rhône au capital du fabricant d'aluminium est en effet souhaitée, tant par les industriels que par les pouvoirs publics. Mais le statut de la CNR rendait à l'heure actuelle cette alliance relativement complexe. En revanche, celle de Rhône-Poulenc ne devrait pas poser de problème. Suite à l'absorption prochaine de Mérieux, les familles Mérieux et Dassault, actionnaires minoritaires de l'Institut, participeront au noyau stable du groupe chimique et pharmaceutique. Ce dernier est ainsi quasiment bouclé. Du côté de Thomson, le rapprochement de la branche militaire, Thomson CSF, et de la branche civile, Thomson Consumers Electronics (TCE), semble faire son chemin.

Autre privatisable, Usinor-Sacilor se doit, dans un premier temps, de tenter d'assainir sa situation financière : le sidérurgiste français annonçait en fin de semaine une perte semestrielle de 2,6 milliards de francs. Mais, à la différence de Bull, cet assainissement ne passera pas par une dotation en capital. « La firme ne l'a d'ailleurs pas demandé », souligne-t-on au ministère de l'Industrie. Le gouvernement souhaite au contraire s'appuyer sur ce « bon élève de la classe européenne », qui n'a pas bénéficié de subvention depuis 1987, pour défendre sa position à Bruxelles, à savoir lier l'obtention d'une aide publique à des réductions de capacité. Cette position sera défendue lors du prochain conseil des ministres européen, le 18 novembre.

Le désengagement de l'Etat dans certaines filiales du CEA est toujours à l'étude. Plusieurs schémas sont actuellement envisagés concernant la cession au privé de la majorité de Framatome. Le schéma le plus probable permettrait à Alcatel-

Alsthom de prendre la majorité du capital du fabricant de chaudières nucléaires. L'ensemble formé par le CEA-I (holding gérant les participations financières du CEA) et EDF (qui détient 10 % du capital de Framatome) garderait une minorité de blocage.

Au chapitre de la déréglementation, autre instrument de libéralisation de l'économie, rendue en outre nécessaire par les directives bruxelloises, le gouvernement doit faire face à des difficultés, bien différentes selon qu'il s'agit de France Telecom ou des monopoles que sont EDF et GDF. Difficultés franco-françaises pour France-Télécom : sa transformation en société anonyme est nécessaire pour permettre à la firme de nouer des alliances internationales. Mais ce statut rend délicate l'embauche de fonctionnaires : le Conseil d'Etat a été saisi de cette question pour avis.

Difficultés plus internationales pour EDF. Conscient de la nécessité d'ouvrir les monopoles du gaz et de l'électricité, le gouvernement a demandé à M. Mandil, directeur général de l'énergie et des matières premières, un rapport sur la fin du monopole d'importation et d'exportation de gaz et d'électricité. Ce rapport, qui doit être remis à la fin de ce mois, servira de base à un texte de loi devant être soumis au Parlement au printemps prochain. Mais le gouvernement français pourrait être pris de vitesse par les instances communautaires. Une directive sur un sujet voisin - l'accès de producteurs d'électricité étrangers aux réseaux nationaux - pourrait être adoptée plus rapidement que prévu, éventuellement lors du prochain conseil des ministres de l'énergie, le 10 décembre. La discussion des amendements à ce texte au Parlement européen a, en effet, été avancée d'un mois et aura lieu à la fin de ce semestre.

ANNIE KAHN

REPÈRES

SOCIAL

Démission de Gilles Johanet, directeur de la Caisse nationale d'assurance-maladie

Gilles Johanet, directeur de la Caisse nationale d'assurance-maladie des travailleurs salariés (CNAMTS) depuis 1988, a remis sa démission à Simone Veil, ministre des affaires sociales. Confirmée lundi 4 octobre, cette décision intervient alors que M. Johanet, ancien conseiller de Pierre Mauroy à Matignon, devait être prochainement remplacé. Son successeur devrait être Gérard Rameix, ancien collaborateur de Jacques Chirac de 1988 à 1989, lorsque celui-ci était premier ministre. A l'issue des négociations sur la convention médicale (le Monde du 1^{er} octobre), les responsables de la CNAMTS et des syndicats de médecins avaient rendu hommage à M. Johanet, qui va rejoindre la Cour des Comptes.

P.-A. G.

ÉCHANGES

Accord à l'ASEAN sur l'abaissement des droits de douane

Les pays partenaires de l'Association des nations du Sud-Est asiatique (ASEAN) sont parvenus, lundi 4 octobre, à un accord sur des baisses anticipées des tarifs douaniers pour relancer leur projet de zone de libre-échange prévue pour l'an 2006. L'ASEAN, qui rassemble Brunei, l'Indonésie, la Malaisie, les Philippines, Singapour et la Thaïlande, aurait dû procéder le 1^{er} janvier 1993 à de fortes réductions des tarifs douaniers en vertu d'un programme de tarifs préférentiels communs (CEPT). La Thaïlande, les Philippines et l'Indonésie, qui avaient bloqué le programme CEPT, semblaient maintenant « plus ouverts » à l'application de ces baisses de tarifs à compter du mois de janvier 1994. ans. - (AFP.)

ÉCONOMIE

Avec le soutien de quinze chefs d'entreprise

Martine Aubry crée une Fondation contre l'exclusion

En présence de quinze chefs d'entreprise, qui apporteront 42 millions de francs en capital, Martine Aubry, ancien ministre (PS) du travail, devait annoncer, mardi 5 octobre, le lancement de sa Fondation Agir contre l'exclusion (FACE).

Les exclus ? On connaît le nombre de chômeurs de longue durée, qui sont devenus 1 million au mois d'août. Le RMI (revenu minimum d'insertion), qui accueille à peu près 600 000 personnes, a mis en évidence des situations sociales critiques. Des jeunes, dès la sortie du système scolaire, sont précipités dans « la guère » et survivent, plutôt mal que bien, en enchaînant des stages, des petits boulots précaires, des périodes de chômage. Au mieux, ils seront les abonnés des multiples dispositifs de traitement social où ils sont désormais concurrencés par les chômeurs adultes qui représentent les deux tiers des 650 000 contrats emploi-solidarité (CES), successeurs des fameux TUC.

Mais tout le monde sait aussi que, au-delà de ces catégories répertoriées, en équilibre instable,

s'ouvre un vaste *no man's land* que les politiques publiques n'atteignent pas. Plus loin, hors de portée, des populations mal connues partent à la dérive : les sans domicile fixe, les drogués, les squatters, et tous ceux qui sont rejetés, ignorés, accumulant les problèmes de santé, de logement et, bien sûr, d'emploi.

« Aider à combler les trous »

Pourtout, sur l'ensemble du territoire, des travailleurs sociaux et de très nombreuses associations n'ont pas d'autre vocation que de leur venir en aide, le plus souvent avec de faibles moyens et de maigres résultats. Spécialisées, ces interventions se limitent surtout à l'un des aspects du problème et ne font pas le lien avec les autres aspects. Tel groupe de bénévoles se chargera de la désintoxication des drogués, par exemple, mais ne sera pas outillé pour résoudre les difficultés de logement. La plupart du temps, les uns et les autres agissent dans leur sphère de compétence, sans contact entre eux.

Crée par Martine Aubry, la Fondation Agir contre l'exclusion (FACE) a pour intention, juste-

ment, de mettre en réseau, de soutenir toutes ces actions et, le cas échéant, « d'aider à combler les trous ». Le tout sans se substituer à ce qui existe déjà. « *Atteindre* », les « *acteurs de terrain* » réussissent à mener des expériences intéressantes qu'il faut d'abord faire connaître, puis développer. Il faut également leur offrir les moyens d'être plus efficaces.

La tâche de la Fondation sera donc de permettre l'évaluation et l'analyse des actions entreprises, puis de développer l'expérimentation avant d'envisager une généralisation. Déjà, six quartiers aux caractéristiques différentes, et appartenant à des communes dirigées aussi bien par la majorité que par l'opposition, ont été retenus pour ce travail : Amiens, Angoulême, Chambéry, Vaulx-Verdun, Marseille et, dans les Hauts-de-Seine, le quartier des Blagis. Avec des dirigeants de grands groupes tels qu'Antoine Guichard (Casino) et Pierre Bellon (SODHEXO) est par ailleurs engagée une réflexion sur les emplois de services, tandis que M^{me} Aubry, selon une troisième orientation, voudrait appuyer, dans les administrations publiques, les équipes qui ont lancé des « choses inno-

vantes ». Par exemple, elle a repéré une douzaine de lieux où des policiers, « isolés », intervenaient en faveur de l'insertion et de la formation des jeunes.

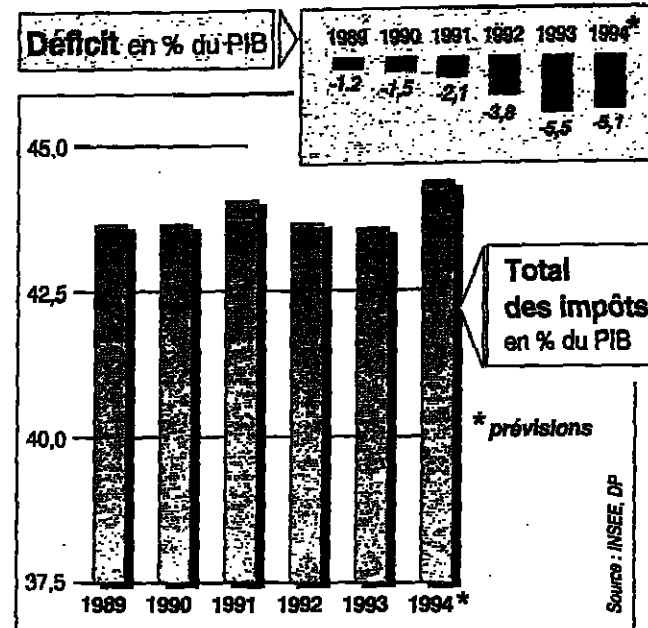
Mais la grande chance de cette Fondation réside principalement dans le soutien actif qu'elle a obtenu d'une quinzaine de chefs de grandes entreprises françaises (1), déterminés à prendre une part active dans la lutte contre l'exclusion. Non seulement, ils apportent des fonds (42 millions de francs sont attendus), ont promis des dons en matériel (IBM, Strator, etc.), mais ils ont bien l'intention de se mobiliser. Par-delà les clichés, comme avec Charles Pasqua qui, dès le début, s'est déclaré intéressé.

ALAIN LEBAUVE

(1) Marc Ladreit de Lacharrière, Claude Bébéar, Pierre Bellon, Philippe Francis, Jean Gandois, Antoine Guichard, Jean-Yves Haberer, Francis Lorenz, Jérôme Monod, Alain de Poulhies, Antoine Riboud, Louis Schweitzer, Gilbert Trigano, Alain Minc et Yves Sabouret.

► FACE, 91 bis, rue du Cherche-Midi, 75006 Paris. Tél. : 42-22-47-88.

Le déséquilibre croissant des comptes publics



Le besoin de financement des administrations, c'est-à-dire le déficit des comptes publics (État, Sécurité sociale, collectivités locales), n'a cessé de se creuser depuis 1990. Cette détérioration s'explique surtout par la dégradation économique, qui tarit les recettes de l'État et des régimes sociaux. Mais déjà au plus haut du cycle conjoncturel (1989-1990) les finances publiques se déséquilibraient. Pour amorcer un redressement des comptes, le gouvernement a notamment relevé la contribution sociale généralisée. D'où l'accroissement des prélèvements obligatoires.

L'origine d'une conviction

Dans le quartier défavorisé d'une ville de province, pendant la campagne électorale des législatives, Martine Aubry, alors ministre du travail, participe à une réunion. A son arrivée, une femme se lève et se raconte : « J'ai trois enfants. Le premier est mort d'une overdose, j'ai chassé le deuxième de chez moi, qui était devenu dealer », explique-t-elle, avant de lancer dramatiquement une menace : « Si le troisième, qui a douze ans, en vient à se droguer, je le tuerai. » Dans la salle, des voix s'élèvent : « Elle a raison, le dealer... » Puis, un jeune homme, sans emploi, se lance dans une diatribe. « Dans ma barre d'immatriculation, je suis le seul à avoir suivi des études. Tous les autres, dealers ou délinquants, gagnent leur vie. » Et il termine, interpellant le ministre du travail : « Dites-moi, madame, que j'ai eu raison. »

Vient alors le tour d'un homme de quarante-cinq ans, accompagné de sa femme, et encore habillé comme un cadre. « Informaticien, je suis au chômage depuis plus de deux ans. J'ai dû vendre ma maison et maintenant, conduit-il en désignant le public qui l'entoure, je dois vivre au milieu de cette racaille. » Personne ne protestera...

Pour Martine Aubry, sous le choc, cette série de témoignages va décider de la suite de sa vie publique. « Quand on a entendu ça, proclame-t-elle, on ne peut plus continuer comme avant. » C'est de là qu'elle date son choix de ne pas retourner au Conseil d'État, après l'échec de la gauche aux législatives, et son refus de rejoindre une grande entreprise, alors qu'elle avait été directeur général adjoint de Pechiney. « Il y a plus important à faire », affirme-t-elle.

A. Le.

La BNP à bon prix

Suite de la première page

Les détenteurs de certificats d'investissement BNP, dont le dernier cours était de 27 francs et qui devront ajouter 5 francs pour convertir en actions de plein droit, risquent de faire grise mine. Il est vrai que Michel Pébereau, le président de la BNP, n'a cessé de faire passer un message aux boursiers pour expliquer que les cours des certificats d'investissement étaient par trop spéculatifs.

Les particuliers prioritaires

Pour cette fois, les spéculateurs en seront pour leur frais car ils ne devaient pas déplaier à M. Alphon-

déry. Il s'est, de toute façon, donné pour priorité de réussir « une privatisation pour les ménages ». Les particuliers vont d'ailleurs être prioritaires mais devront se retrancher dans ce qui est décrit par le syndicat CFTC de la Bourse comme « l'usine à gaz concoctée par Bercy... qui contraindrait les petits porteurs non polytechniciens à souscrire à une opération dont les modalités ne peuvent que leur échapper ».

Toute personne physique pourra souscrire à un ordre de type « A » prioritaire. Avec cet ordre, elle bénéficiera d'une priorité d'achat jusqu'à concurrence de quarante actions. Chaque membre d'un foyer pourra déposer un ordre

« A » unique, y compris les mineurs (à condition d'être formés par son représentant légal). Une autre priorité sera également accordée aux personnes apportant en règlement des titres de l'emprunt Balladur et concerne quarante actions supplémentaires. Le souscripteur d'un ordre prioritaire se verra attribuer une action BNP gratuite pour l'achat de dix actions, à condition de les conserver au moins dix-huit mois et dans la limite d'un achat initial d'une contre-valeur ne dépassant pas 30 000 francs. Il bénéficiera enfin de la gratuité des droits de garde pendant les dix-huit premiers mois de détention.

Dans ces conditions, M. Pébereau ne devrait pas avoir de mal à atteindre l'objectif qu'il s'est fixé d'au moins un million d'actionnaires. Au vu des résultats de

l'opération de préplacement, et même s'il ne s'agit que de promesses, les 37,5 millions d'actions réservées aux personnes physiques (sur un total de 72,1 millions) ont d'ores et déjà trouvé preneur. Quant au placement international (22 millions d'actions), il est souscrit plusieurs fois, selon le ministre de l'économie. Pour satisfaire les demandes de particuliers, le nombre de titres réservés aux investisseurs institutionnels français et étrangers et au groupe d'actionnaires stables a de bonnes chances d'être réduit.

Après le succès incontestable de l'emprunt Balladur, le gouvernement devrait prouver à nouveau avec la privatisation de la BNP son savoir-faire en matière d'épargne financière.

ÉRIC LESER

Les modalités de l'opération

La souscription de l'offre publique de vente (OPV) au prix de 240 francs par action BNP s'étendra sur six jours de Bourse, du 5 octobre au 12 octobre inclus. A l'issue de l'opération, les actions de la Banque nationale de Paris seront cotées sur le marché à règlement mensuel de la Bourse de Paris, le 18 octobre. La Société des Bourses françaises publiera le 15 octobre les résultats de l'offre publique de vente, portant au total sur 37,5 millions.

L'État s'est engagé après l'offre publique de vente à échanger, entre le 15 octobre et le 22 novembre, tous les certificats d'investissement (CI) BNP, y compris ceux provenant de l'exercice de bons de souscription émis en juin 1990 et en octobre 1993, contre des actions BNP. L'échange se fera à raison d'une action pour un CI, appuyé d'un versement en espèces de 5 francs, représentant la valeur du droit de vote. Les certificats d'investissement, après leur conversion en actions de plein droit, devraient représenter entre 17 % et 24 % du capital, selon que les bons de souscription des CI seront ou non exercés.

INDICATEURS

Allemagne

● Production industrielle : + 2,2 % en août. — La production industrielle dans la partie occidentale de l'Allemagne a augmenté de 2,1 % en août par rapport à juillet après correction des variations saisonnières. En un an, la production est en baisse de 5,6 %.

Etats-Unis

● Dépenses de construction : - 1,1 % en un an. — Pour la première fois depuis le mois de mars, les dépenses de construction ont baissé de 1,1 % en août par rapport à août 1992. En juillet, l'augmentation avait été de 0,1 %, après révision.

Quinze groupes dans le noyau stable

Une quinzaine d'industriels ou de financiers composeront le groupe d'actionnaires stables qui détiendra 15 % du capital de la BNP. La banque du boulevard des Italiens aura ainsi 30 % de son capital entre des mains « alliées », la participation de ces actionnaires s'ajoutant à celle de l'UAP (Union des assurances de Paris) premier partenaire de la banque avec 15 % du capital.

Coté industriels français, Elf Aquitaine, Saint-Gobain, Rhône-Poulenc, PSA, Renault, Pechiney, la Générale des Eaux et Saint Louis posséderont chacun entre 0,5 % et 2 % du capital de la banque auquel s'ajoute la présence de la Financière et immo-

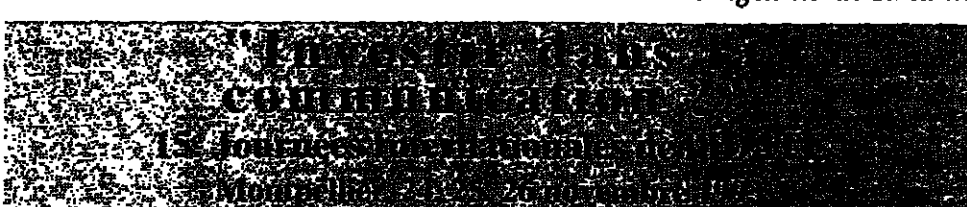
bière Marcel Dassault. Les partenaires étrangers seront la banque allemande Draxler, objet de participations croisées qui devraient aller en augmentant, deux établissements koweïtiens — Kuwait investment authority et The public institution for social security — la chimiste suisse Hoffmann-La Roche, l'américain General Electric et le conglomérat britannique BAT Industries. Chacun détiendra une participation oscillant entre 1 et 0,5 %.

Ces actionnaires, choisis par le ministre des finances, achèteront leurs titres au prix de l'offre publique majoré de 4 %, soit 249,60 francs. Chacun des groupes conservera intégrale-

ment ses titres pendant trois mois et sera tenu de garder 80 % des actions pendant les vingt et un mois suivants. La composition de ce tour de table s'explique en grande partie par les liens que ces groupes entretiennent déjà avec la BNP, cet établissement étant un de leurs principaux banquiers ou détenant parfois une participation dans leur capital.

De plus, les privatisées sont nombreuses (Elf-Aquitaine, Rhône-Poulenc, Pechiney, Renault sans oublier l'UAP), ce qui pourrait se traduire par le renforcement de participations croisées.

AT&T prend le contrôle pour 12,6 milliards \$ de McCaw, BT dépense 4,3 milliards \$ pour acquérir 20% de MCI, Alcatel acquiert STC Submarine Systems, US West entre dans Time Warner Entertainment, Viacom projette d'acheter Paramount, les réseaux téléphoniques de Grèce (OTE), de Hongrie (Matav) s'ouvrent aux capitaux des grands opérateurs... France Télécom et Deutsche Telekom annoncent un changement de statut...



□ 24, 25 / 11 : colloque international avec la participation de nombreux représentants de l'industrie, d'experts et d'analystes financiers des places de Londres, New York, Paris.

□ 26 / 11 : 3 ateliers.

Inscriptions/Renseignements : Pascale VITALIS, Tél : 67 14 44 04 - Fax : 67 14 44 00

Avec le soutien de la Fondation IDATE, de France Télécom du Conseil Général de l'Hérault, de Montpellier District, et de la Région Languedoc-Roussillon.

institut de l'audiovisuel et des télécommunications en Europe BP 4167 - 34092 Montpellier Cedex 5 - France

L'ÉCOLE SUPÉRIEURE DE PUBLICITÉ - ESP

prépare ses étudiants aux nombreux métiers publicitaires, ceci, sans interruption, depuis 1927.

Des professionnels de haut niveau viennent partager leur savoir et leur expérience : c'est ainsi que les jeunes de l'ESP obtiennent depuis sa fondation un taux inégalé d'emplois, parfois prestigieux, malgré les soubresauts économiques passagers.

La formation ESP est pratique, pragmatique et par conséquent efficace.

L'ESP est accréditée - en exclusivité - par l'IAA (International Advertising Association) dont le siège est à New-York. L'IAA est la seule organisation mondiale tripartite (regroupant les annonceurs, agences et médias) répartis dans 87 pays.

La publicité est un élément de la liberté d'expression et du libre choix, la publicité contribue à l'emploi par la pression de la concurrence sur la qualité et les prix, la publicité abaisse le coût des médias (presse TV), du sport, des transports...

La publicité est passionnante... à l'ESP et dans la vie.

- Formation étudiants en deux ans (bac ou niveau + épreuves d'admission).
- Formation post-universitaire en un an (FSP +).
- Formation permanente pour adultes.

Renseignements et programmes gratuits :

ÉCOLE SUPÉRIEURE DE PUBLICITÉ ESP
9, rue Léo-Delibes, 75116 PARIS (angle de l'avenue Kléber).
Tél. : 47-27-77-49 - Fax : 45-63-85-01 - Téléc. : 651286 F.
Métro : Boissière ou Trocadéro.

38e année IMAGES 1993/94
ECONOMIQUES DU MONDE
LE SEUL LIVRE QUI OFFRE LES CHIFFRES CLASSES
DES STATISTIQUES DE L'ANNÉE PRÉCÉDENTE 138 FF
Ed. SEDES 88, boulevard Saint Germain - 75005 Paris
Tél. (1) 43 25 23 23 Fax : (1) 43 23 57 15 CCR Paris 1292 92 V

مكتبة النور

VOUS AVEZ JUSQU'AU 12 OCTOBRE
POUR DEVENIR ACTIONNAIRE DE LA BNP

240 F L'ACTION

Pour faire tout avancer, il y a un métier. La banque. La BNP. La BNP met de l'huile dans les rouages de l'économie pour faire avancer les entreprises et chacun dans sa vie de tous les jours.

La BNP est privatisée. Devenez actionnaire de la BNP, une banque solide, gérée avec rigueur, qui dispose d'un réel potentiel de croissance.

En devenant actionnaire de la BNP aujourd'hui, vous investissez dans une valeur d'avenir.

Un document de référence n° R 93 020 enregistré par la COB le 3 septembre 1993 et une note d'opération

définitive visée par la COB le 4 octobre

1993 (visa COB n° 93-463)

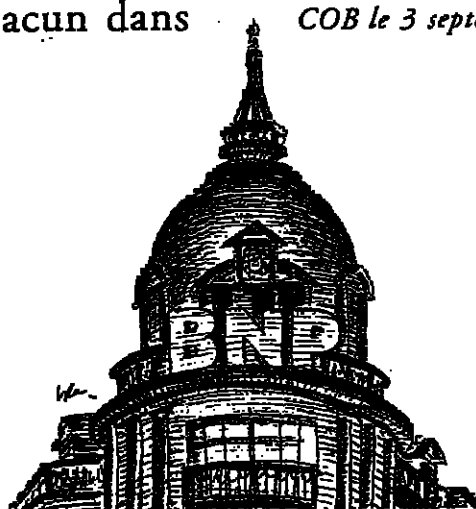
sont disponibles sans frais auprès de

votre banque, du Trésor Public, de la

Caisse d'Épargne, de la Poste, dans

toutes les agences de la BNP ou chez

votre intermédiaire financier habituel.



Pour tout renseignement appelez le **N° VERT 05 1993 05**

ou tapez le 3614 code BNP **3614 BNP**

GRANDISSONS ENSEMBLE.



LES AGENCES DE LA BNP SERONT EXCEPTIONNELLEMENT
OUVERTES LE JEUDI 7 OCTOBRE EN SOIRÉE

VIE DES ENTREPRISES

Jugement le 8 novembre
Les licenciements expéditifs
de SKF soumis
au conseil des prud'hommes

Le conseil des prud'hommes de Tours se prononcera, le 8 novembre, sur la validité de la procédure de licenciement utilisée le 17 mai, à l'encontre de 35 salariés, par la direction de l'établissement SKF de Saint-Cyr-sur-Loire (Indre-et-Loire) (le Monde du 20 mai). Lors de l'audience, lundi 4 octobre, François Lemaire, secrétaire départemental de la CGT et conseil des salariés, a réclamé l'annulation de ces procédures pour chacun des 33 plaignants, en rappelant les conditions expéditives dans lesquelles étaient intervenus ces licenciements.

De son côté, M. Jacques Delhomma, avocat de la direction de l'usine, a demandé le rejet du recours, en soulignant que « les moindres détails » de la procédure avaient été respectés et qu'il n'y avait eu aucune faute de la part de la direction. Il a fallu tout le poids du gouvernement de Bonn pour obtenir

Grâce à un accord commercial avec United Airlines
Lufthansa espère développer ses liaisons transatlantiques

FRANCFORT

de notre correspondant
« Cet accord nous rapportera plusieurs dizaines de millions de marks des l'an prochain », Jürgen Weber, le président de Lufthansa, est satisfait. L'accord de « coopération élargie » laborieusement négocié avec United Airlines, la deuxième compagnie américaine, et annoncé lundi 4 octobre à Francfort, va permettre à la compagnie allemande de multiplier les vols transatlantiques.

Bloquée en vertu des arrangements américano-allemands qui avaient été imposés après la guerre et qui limitaient ses vols vers les États-Unis (112 par semaine), tandis que les compagnies américaines étaient libres d'atterrir en Allemagne (260 vols par semaine), Lufthansa perdait des parts de marché et des profits sur cette destination toujours en développement. Il a fallu tout le poids du gouvernement de Bonn pour obtenir

une renégociation qui a finalement abouti il y a dix jours. Il fut décidé que les vols de Lufthansa seraient limités pendant quatre ans, tandis que Lufthansa obtient le droit de conclure un accord dit de « code-sharing » avec une compagnie américaine, l'autorisant à vendre des sièges dans son avion de ce transporteur sous son propre numéro de vol. Après 1997, le ciel allemand sera « ouvert », conformément à l'objectif poursuivi par Washington, qui tente de démanteler à son profit le ciel européen.

L'accord, qui entrera en vigueur le 1^{er} janvier, permettra à Lufthansa d'offrir à ses passagers de rebondir aux États-Unis vers une centaine de villes américaines en utilisant les vols intérieurs d'United Airlines. Ainsi, pour un vol Francfort-New-York effectué sur Lufthansa puis entre New-York et Philadelphie sur United Airlines, le passager

n'aura qu'un seul billet. Il bénéficiera des installations au sol de la compagnie américaine et les programmes de fidélité seront mis en commun. Réciproquement, United aura un accès indirect aux petites destinations allemandes et à Vienne.

Les deux compagnies ont souligné qu'elles avaient des points forts complémentaires : Lufthansa sur l'Europe, l'Asie du Sud et le transport de fret (compris dans l'accord), United sur l'Amérique, le Pacifique et l'est de l'Asie. United pourrait entrer dans le capital de Lufthansa en 1995 lorsque le gouvernement allemand aura vendu une part des 51 % qui lui restent.

Mais il faudra d'ici là que la compagnie achève son redressement. Elle a perdu 1,3 milliard de marks (4,55 milliards de francs) en 1992, pour la première fois en soixante-six ans d'existence. M. Weber, nommé président en 1991, a bloqué les salaires, annoncé huit mille suppressions d'emplois en trois ans, vendu la chaîne d'hôtels Kempinski et annulé des achats d'avions neufs. Au premier semestre, la perte a été diminuée de 40 %, mais atteint tout de même 221 millions de deutschemarks (770 millions de francs).

E. L. B.

Réorganisation dans l'agrochimie

Rhône-Poulenc concrétise son accord
avec les japonais Sumitomo et Nissan

LYON

de notre bureau régional

Le groupe chimique nationalisé Rhône-Poulenc vient de créer une société commune avec les industriels japonais Nissan Chemical et Sumitomo Chemical, qui ne possédait pas, jusqu'ici, de filiale commerciale en France. Rhône-Poulenc, troisième société agrochimique mondiale, avait annoncé en début d'année la signature d'une lettre d'intention (le Monde du 11 février) avec les japonais pour développer la distribution de produits dans l'Hexagone. Le groupe français se satisfait d'une position minoritaire (10 % du capital) ; ses partenaires japonais détiendront respectivement 30 % et 60 %

permettent. La division agrochimique de Rhône-Poulenc réagit ainsi à la médiation affectant certaines de ses productions en raison de l'évolution de la politique agricole menée par la Communauté économique européenne. Si, en 1991, la future privatisée a réalisé 11,1 milliards de francs dans l'agrochimie, les ventes de Sumitomo dans ce domaine ont atteint 4,23 milliards de francs et celles de Nissan 1,3 milliard de francs.

G. B.

CHIFFRES ET MOUVEMENTS

SOCIAL

Des syndicats favorables à un comité d'entreprise européen chez Peugeot. Des représentants syndicaux des établissements Peugeot de Rytton (Angleterre), Villaverde (Espagne) et Sochaux-Montbéliard (France) ont entamé des discussions en vue d'instaurer un comité d'entreprise européen au sein de la firme automobile. Fin septembre, des syndicalistes anglais du TGWU, espagnols de UGT et français de la CGT ont tenu une rencontre en Angleterre avec l'aide du Fonds social européen. D'autres rencontres sont prévues dans les prochains mois afin de mettre au point une proposition qui sera adressée à la direction du groupe. Alors qu'un organisme consultatif européen existe déjà chez Volkswagen et Renault, les autres syndicats français (CFDT, FO, CFTC, CGC) ne se sont pas encore associés à cette démarche.

REPRISE

Accord entre BP France et la CNN pour la gestion des navires pétroliers. À la suite de leur cession par BP France, les deux navires transporteurs de pétrole brut de 270 000 tonnes, le *Once* et le *Chaumont*, viennent d'être repris en gestion par la Compagnie nationale de navigation (CNN) du groupe Worms. La Société française de transports pétroliers, filiale de la CNN, a par ailleurs acquis la Société maritime des transports BP et Cie, qui s'appellera désormais Société nouvelle de transports pétroliers. CNN renforce ainsi sa place de grand opérateur maritime pétrolier en France et en Europe puisque Total lui avait déjà confié la gestion de sa flotte.

RETRAIT

Martini et Rossi lance une OPR sur Bénédictine. La société Martini et Rossi vient de déposer un projet d'offre publique de retrait (OPR) sur Bénédictine, en offrant un prix moitié moindre que celui qui lui avait permis, il y a cinq ans, de prendre le contrôle du célèbre fabricant de liqueurs de Fécamp (Seine-Maritime). Au jour du dépôt de l'offre, la société General Beverage Europe BV à capitaux suisses détenait directement et indirectement par l'intermédiaire de sa filiale Martini et Rossi, 94,89 % du capital et 95,90 % des droits de vote de Bénédictine. La société des Bourses françaises (SBF), Martini et Rossi a fixé le prix de son offre à 3 800 francs par action.

STRATÉGIE

Casino : nouvelle politique marketing. Casino, qui a racheté Rallye en 1992, a présenté, lundi 4 octobre, sa nouvelle politique marketing segmentant les magasins du groupe en trois réseaux ayant chacun une identité propre et une politique de prix spécifique. Les

magasins de la branche hypermarchés auront désormais pour enseigne « Géant Casino » ou « Géant Rallye ». Au sein de la branche « proximité », les supermarchés Casino s'appelleront simplement « Casino » et les superettes « Petit Casino ». Enfin, les cafétérias prendront le nom de « Casino cafétéria ».

NOTATION

Standard and Poor's place Fiat sous surveillance avec implication négative. Standard and Poor's (S and P), la firme new-yorkaise de notation financière, a annoncé, mercredi 29 septembre, avoir placé « sous surveillance » la notation négative, la notation des effets de commerce de plusieurs filiales de Fiat, le constructeur automobile italien. Cette mise sous surveillance concerne les filiales américaine, française et allemande et sa filiale financière aux États-Unis, Fiat Finance and Trade. Cette décision explique S and P, relate « les performances insuffisantes » du groupe qui résultent des conditions nettement plus difficiles qu'anticipé du marché automobile européen, particulièrement en Italie.

PROJET

La direction de Merlin Gerin présente le plan de fusion avec Télémelec. La direction du groupe de matériel électrique Merlin Gerin a présenté aux partenaires sociaux, mercredi 29 septembre, le projet de fusion de l'entreprise avec Télémelec, deux filiales de Schneider, sans faire état de suppressions d'emplois. Lors d'un comité central d'entreprise, le PDG de l'entreprise grenobloise (32 000 personnes), Daniel Melin, « a présenté ce projet de rapprochement, dont les modalités – juridiques notamment – n'ont pas encore été définies », a déclaré Gérard Ansel, responsable des relations avec la presse. L'organisation juridique de cette nouvelle entité, qui fait partie du « pôle industrie » de Schneider, sera connue « fin octobre », a affirmé le délégué CFDT, Bernard Dupré.

ACCORD

Continet affirme sa présence en Grèce. Promodès (enseigne Continent) vient de conclure un accord avec le groupe Marinopoulos, qui développe désormais des hypermarchés sous l'enseigne Continent. Les portes ouvriront prochainement ses premières à Heraklion, en Crète. Ce partenariat s'accompagne d'un échange de participations à hauteur de 20 % entre Niki SA, filiale de Marinopoulos, et Continet Hellas, filiale de Promodès. Continet Hellas exploite deux hypermarchés et devrait approcher, en 1993, 1 milliard de francs de chiffre d'affaires. Niki SA exploite six supermarchés et douze mini-hypermarchés et prévoit un chiffre d'affaires de 3,5 milliards de francs.

MARCHÉS FINANCIERS

PARIS, 5 octobre ↑
Poursuite de la hausse

Après 0,56 % de hausse lundi, l'indice CAC 40 continuait, voire intensifiait, sa progression le lendemain. À l'ouverture de la séance mardi, le gain était de 0,67 %. À la mi-séance, il était de 1,07 %. L'indice CAC 40 s'inscrivait ainsi à 2 151,19 points vers 14 heures. Le volume des échanges était considérable portant sur 2,2 milliards de francs d'échanges sur le marché à règlement immédiat. Les opérateurs misent sur une baisse des taux en France, qui pourrait être annoncée très bientôt, jeudi selon certains, afin « de stimuler le marché des actions durant la période de privatisation de la BNP ». Par ailleurs, l'indice a également été soutenu après la régulation de la situation à Moscou et la reprise en main par le président Eltsine.

La MATIF (marché à terme international)

NEW-YORK, 4 octobre ↓ Sans relief

Wall Street a clôturé en baisse de quelques points le 4 octobre, à l'issue d'une séance marquée par la hausse des actions durant laquelle les opérateurs ont préféré se tenir sur la réserve avant la publication vendredi des chiffres du chômage américain pour septembre et celle, vers la mi-octobre, des résultats trimestriels des sociétés. L'indice Dow Jones des valeurs américaines a clôturé à 3 877,78 points, en baisse de 3,35 points, soit un repli de 0,09 %. L'activité a été modérée avec quelque 225 millions d'actions échangées. La tendance était baissière dès l'ouverture, en raison de la décision du président Boris Eltsine de lancer l'assaut sur le Parlement russe. Mais le sentiment qu'il sortirait vainqueur de la crise a rassuré les investisseurs, a observé James Schroeder, analyste chez MMS International.

M. Schroeder table sur des tentatives de reprise au cours des prochains jours, et après l'évacuation de plusieurs centaines de personnes hors du Parlement russe. Au terme des échanges, l'indice Footsie des cent grandes valeurs a clôturé en hausse de 20,4 points, soit une avance de 0,9 % à 3 067,7 points. 544,2 millions de titres ont été échangés contre 631,7 millions vendredi.

L'annonce d'une croissance supérieure aux prévisions de la messe monétaire hebdomadaire des États-Unis la plus étroite, MO, en septembre (+ 0,4 % par rapport à août) a contribué au renforcement de la tendance. Du côté des valeurs, les banques, les assurances et les supermarchés ont nettement progressé, mais le bâtiment a été mitigé. Les groupes de distribution

LONDRES, 4 octobre ↑ Progression

Les valeurs ont fortement accentué leurs gains lundi 4 octobre au Stock Exchange dans le sillage du marché à terme, et après l'évacuation de plusieurs centaines de personnes hors du Parlement russe. Au terme des échanges, l'indice Footsie des cent grandes valeurs a clôturé en hausse de 20,4 points, soit une avance de 0,9 % à 3 067,7 points. 544,2 millions de titres ont été échangés contre 631,7 millions vendredi.

L'annonce d'une croissance supérieure aux prévisions de la messe monétaire hebdomadaire des États-Unis la plus étroite, MO, en septembre (+ 0,4 % par rapport à août) a contribué au renforcement de la tendance. Du côté des valeurs, les banques, les assurances et les supermarchés ont nettement progressé, mais le bâtiment a été mitigé. Les groupes de distribution

TOKYO, 5 octobre ↑ Légère avance

La Bourse de Tokyo a terminé en hausse, mardi 5 octobre, mais en deçà de ses meilleurs niveaux de la matinée, les interrogations des investisseurs sur les fondamentaux économiques japonais ayant empêché sa progression. À l'issue des transactions, l'indice Nikkei a gagné 57,60 points (+ 0,28 %), à 20 321,83 points. Environ 200 millions d'actions ont été échangées, contre 180 millions la veille.

La progression initiale avait résulté d'une réaction positive au dénouement de la crise russe à l'avantage de Boris Eltsine. « L'issue des événements de

CHANGES

Dollar : 5,65 F ↓

Mardi 5 octobre, en début d'après-midi, le dollar s'inscrivait en baisse à 5,65 francs contre 5,66 francs lors des échanges interbancaires de lundi soir (5,6740 francs selon le cours indicatif de la Banque de France). Le deutchmark progressait à 3,49 francs contre 3,4875 francs la veille.

FRANCFORT 4 oct. 5 oct.
Dollar (en DM) 1,6245 1,6179
Tokyo 4 oct. 5 oct.
Dollar (en yen) 186 185,39

MARCHÉ MONÉTAIRE

(effets privés)

Paris (3 oct.) 1 1/16 - 7/16 %
New-York (4 oct.) 3 1/8 %

BOURSES

1^{er} oct. 4 oct.

(SBF, base 100 : 31-12-81)
Indice général CAC 584,19 584,10
(SBF, base 1000 : 31-12-87)
Indice CAC 40 2 116,72 2 128,66

NEW-YORK (indice Dow Jones)

1^{er} oct. 4 oct.
Industrielles 3 581,11 3 577,78
Londres (indice Financial Times) 1^{er} oct. 4 oct.

100 valeurs 3 039,30 3 067,70
30 valeurs 2 312,60 2 332,50
Mises d'or 185,39 187,59
Fonds d'Etat 187,04 182,08

FRANCFORT

1^{er} oct. 4 oct.
Dex 1 912,09 1 923,72

TOKYO

4 oct. 5 oct.
Nikkei Dow Jones 20 284,83 20 321,83
Indice général 1 634,03 1 634,93

MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVICES

	COURS COMPTANT		COURS TERME TROIS MOIS	
	Demandé	Offert	Demandé	Offert
\$ E.U.	5,6560	5,6580	5,7185	5,7195
Yen (100)	5,3622	5,3732	5,2381	5,2390
£	6,6191	6,6250	6,6086	6,6174
Deutchmark	3,4920	3,4930	3,4760	3,4770
Franc suisse	3,4046	3,4062	3,4137	3,4147
Lira italienne (1000)	3,3639	3,3681	3,3595	3,3596
Libre sterling	8,2914	8,2917	8,2832	8,2833
Peseta (100)	4,5708	4,5765	4,5854	4,5865

TAUX D'INTÉRÊT DES EUROMONNAIES

	UN MOIS		TROIS MOIS		SIX MOIS	
	Demandé	Offert	Demandé	Offert	Demandé	Offert
\$ E.U.	3 3/8	3 1/8	3 1/4	3 3/8	3 1/4	3 3/8
Yen (100)	2 1/2	2 1/2	2 1/2	2 1/2	2 1/2	2 1/2
£	7 11/16	7 13/16	7 5/8	7 3/4	7 1/4	7 3/8
Deutchmark	6 13/16	6 15/16	6 5/8	6 3/4	6 5/16	6 7/16
Franc suisse	5 1/2	5 5/8	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 5/8
Lira italienne (1000)	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2	8 1/2
Libre sterling	5 13/16	5 15/16	5 13/16	5 13/16	5 13/16	5 13/16
Peseta (100)	10 1/8	10 1/8	10 1/8	10 1/8	10 1/8	10 1/8
Franc français	7 1/16	7 1/4	7	7 3/16	6 11/16	6 15/16

Ces cours indicatifs, pratiqués sur le marché interbancaire des devises, nous sont communiqués en fin de matinée par la salle des marchés de la BNP.

BOURSE DE PARIS DU

Comptant

Second

MARCHÉS FINANCIERS

BOURSE DE PARIS DU 5 OCTOBRE

Liquidation : 22 octobre
Taux de report : 7.25

Cours relevés à 13 h 30
CAC 40 : +1,07 % (2151,50)

[illegible]**Comptant** (sélection)

(sélection) **4 octobre**

VALEURS		% du total	% du capital	VALEURS		Cours préc.	Dernier cours	VALEURS		Cours préc.	Dernier cours	VALEURS		Cours préc.	Dernier cours	VALEURS		Evolution Frais incl.	Rachet net	VALEURS		Evolution Frais incl.	Rachet net
Obligations																							
BCE 95% 80 CA		118	8,30	Banque Paris		4135	-	A.E.G. AG		538	-	Actelion		254,10	247,38	France Garantie		287,08	286,51	Paribas Pâtes		875	655,34
CEPAME 95% 80 CA		208,80	2,20	Edinburgh (Angl.)		680	680	Alcan Alu.		599	-	Actelion		254,10	247,38	France Garantie		287,08	286,51	Paribas Pâtes		875	655,34
CEPAME 95% 80 CA		115,35	1,22	Edinburgh (Angl.)		680	680	Alcan Alu.		599	-	Actelion		254,10	247,38	France Garantie		287,08	286,51	Paribas Pâtes		875	655,34
CEPAME 95% 80 CA		115,35	1,22	Edinburgh (Angl.)		680	680	Alcan Alu.		599	-	Actelion		254,10	247,38	France Garantie		287,08	286,51	Paribas Pâtes		875	655,34
CEPAME 95% 80 CA		115,35	1,22	Edinburgh (Angl.)		680	680	Alcan Alu.		599	-	Actelion		254,10	247,38	France Garantie		287,08	286,51	Paribas Pâtes		875	655,34
CEPAME 95% 80 CA		115,35	1,22	Edinburgh (Angl.)		680	680	Alcan Alu.		599	-	Actelion		254,10	247,38	France Garantie		287,08	286,51	Paribas Pâtes		875	655,34
CEPAME 95% 80 CA		115,35	1,22	Edinburgh (Angl.)		680	680	Alcan Alu.		599	-	Actelion		254,10	247,38	France Garantie		287,08	286,51	Paribas Pâtes		875	655,34
CEPAME 95% 80 CA		115,35	1,22	Edinburgh (Angl.)		680	680	Alcan Alu.		599	-	Actelion		254,10	247,38	France Garantie		287,08	286,51	Paribas Pâtes		875	655,34
CEPAME 95% 80 CA		115,35	1,22	Edinburgh (Angl.)		680	680	Alcan Alu.		599	-	Actelion		254,10	247,38	France Garantie		287,08	286,51	Paribas Pâtes		875	655,34
CEPAME 95% 80 CA		115,35	1,22	Edinburgh (Angl.)		680	680	Alcan Alu.		599	-	Actelion		254,10	247,38	France Garantie		287,08	286,51	Paribas Pâtes		875	655,34
CEPAME 95% 80 CA		115,35	1,22	Edinburgh (Angl.)		680	680	Alcan Alu.		599	-	Actelion		254,10	247,38	France Garantie		287,08	286,51	Paribas Pâtes		875	655,34
CEPAME 95% 80 CA		115,35	1,22	Edinburgh (Angl.)		680	680	Alcan Alu.		599	-	Actelion		254,10	247,38	France Garantie		287,08	286,51	Paribas Pâtes		875	655,34
CEPAME 95% 80 CA		115,35	1,22	Edinburgh (Angl.)		680	680	Alcan Alu.		599	-	Actelion		254,10	247,38	France Garantie		287,08	286,51	Paribas Pâtes		875	655,34
CEPAME 95% 80 CA		115,35	1,22	Edinburgh (Angl.)		680	680	Alcan Alu.		599	-	Actelion		254,10	247,38	France Garantie		287,08	286,51	Paribas Pâtes		875	655,34
CEPAME 95% 80 CA		115,35	1,22	Edinburgh (Angl.)		680	680	Alcan Alu.		599	-	Actelion		254,10	247,38	France Garantie		287,08	286,51	Paribas Pâtes		875	655,34
CEPAME 95% 80 CA		115,35	1,22	Edinburgh (Angl.)		680	680	Alcan Alu.		599	-	Actelion		254,10	247,38	France Garantie		287,08	286,51	Paribas Pâtes		875	655,34
CEPAME 95% 80 CA		115,35	1,22	Edinburgh (Angl.)		680	680	Alcan Alu.		599	-	Actelion		254,10	247,38	France Garantie		287,08	286,51	Paribas Pâtes		875	655,34
CEPAME 95% 80 CA		115,35	1,22	Edinburgh (Angl.)		680	680	Alcan Alu.		599	-	Actelion		254,10	247,38	France Garantie		287,08	286,51	Paribas Pâtes		875	655,34
CEPAME 95% 80 CA		115,35	1,22	Edinburgh (Angl.)		680	680	Alcan Alu.		599	-	Actelion		254,10	247,38	France Garantie		287,08	286,51	Paribas Pâtes		875	655,34
CEPAME 95% 80 CA		115,35	1,22	Edinburgh (Angl.)		680	680	Alcan Alu.		599	-	Actelion		254,10	247,38	France Garantie		287,08	286,51	Paribas Pâtes		875	655,34
CEPAME 95% 80 CA		115,35	1,22	Edinburgh (Angl.)		680	680	Alcan Alu.		599	-	Actelion		254,10	247,38	France Garantie		287,08	286,51	Paribas Pâtes		875	655,34
CEPAME 95% 80 CA		115,35	1,22	Edinburgh (Angl.)		680	680	Alcan Alu.		599	-	Actelion		254,10	247,38	France Garantie		287,08	286,51	Paribas Pâtes		875	655,34
CEPAME 95% 80 CA		115,35	1,22	Edinburgh (Angl.)		680	680	Alcan Alu.		599	-	Actelion		254,10	247,38	France Garantie		287,08	286,51	Paribas Pâtes		875	655,34
CEPAME 95% 80 CA		115,35	1,22	Edinburgh (Angl.)		680	680	Alcan Alu.		599	-	Actelion		254,10	247,38	France Garantie		287,08	286,51	Paribas Pâtes		875	655,34
CEPAME 95% 80 CA		115,35	1,22	Edinburgh (Angl.)		680	680	Alcan Alu.		599	-	Actelion		254,10	247,38	France Garantie		287,08	286,51	Paribas Pâtes		875	655,34
CEPAME 95% 80 CA		115,35	1,22	Edinburgh (Angl.)		680	680	Alcan Alu.		599	-	Actelion		254,10	247,38	France Garantie		287,08	286,51	Paribas Pâtes		875	655,34
CEPAME 95% 80 CA		115,35	1,22	Edinburgh (Angl.)		680	680	Alcan Alu.		599	-	Actelion		254,10	247,38	France Garantie		287,08	286,51	Paribas Pâtes		875	655,34
CEPAME 95% 80 CA		115,35	1,22	Edinburgh (Angl.)		680	680	Alcan Alu.		599	-	Actelion		254,10	247,38	France Garantie		287,08	286,51	Paribas Pâtes		875	655,34
CEPAME 95% 80 CA		115,35	1,22	Edinburgh (Angl.)		680	680	Alcan Alu.		599	-	Actelion		254,10	247,38	France Garantie		287,08	286,51	Paribas Pâtes		875	655,34
CEPAME 95% 80 CA		115,35	1,22	Edinburgh (Angl.)		680	680	Alcan Alu.		599	-	Actelion		254,10	247,38	France Garantie		287,08	286,51	Paribas Pâtes		875	655,34
CEPAME 95% 80 CA		115,35	1,22	Edinburgh (Angl.)		680	680	Alcan Alu.		599	-	Actelion		254,10	247,38	France Garantie		287,08	286,51	Paribas Pâtes		875	655,34
CEPAME 95% 80 CA		115,35	1,22	Edinburgh (Angl.)		680	680	Alcan Alu.		599	-	Actelion		254,10	247,38	France Garantie		287,08	286,51	Paribas Pâtes		875	655,34
CEPAME 95% 80 CA		115,35	1,22	Edinburgh (Angl.)		680	680	Alcan Alu.		599	-	Actelion		254,10	247,38	France Garantie		287,08	286,51	Paribas Pâtes		875	655,34
CEPAME 95% 80 CA		115,35	1,22	Edinburgh (Angl.)		680	680	Alcan Alu.		599	-	Actelion		254,10	247,38	France Garantie		287,08	286,51	Paribas Pâtes		875	655,34
CEPAME 95% 80 CA		115,35	1,22	Edinburgh (Angl.)		680	680	Alcan Alu.		599	-	Actelion		254,10	247,38	France Garantie		287,08	286,51	Paribas Pâtes		875	655,34
CEPAME 95% 80 CA		115,35	1,22	Edinburgh (Angl.)		680	680	Alcan Alu.		599	-	Actelion		254,10	247,38	France Garantie		287,08	286,51	Paribas Pâtes		875	655,34
CEPAME 95% 80 CA		115,35	1,22	Edinburgh (Angl.)		680	680	Alcan Alu.		599	-	Actelion		254,10	247,38	France Garantie		287,08	286,51	Paribas Pâtes		875	655,34
CEPAME 95% 80 CA		115,35	1,22	Edinburgh (Angl.)		680	680	Alcan Alu.		599	-	Actelion		254,10	247,38	France Garantie		287,08	286,51	Paribas Pâtes		875	655,34
CEPAME 95% 80 CA		115,35	1,22	Edinburgh (Angl.)		680	680	Alcan Alu.		599	-	Actelion		254,10	247,38	France Garantie		287,08	286,51	Paribas Pâtes		875	655,34
CEPAME 95% 80 CA		115,35	1,22	Edinburgh (Angl.)		680	680	Alcan Alu.		599	-	Actelion		254,10	247,38	France Garantie		287,08	286,51	Paribas Pâtes		875	655,34
CEPAME 95% 80 CA		115,35	1,22	Edinburgh (Angl.)		680	680	Alcan Alu.		599	-	Actelion		254,10	247,38	France Garantie		287,08	286,51	Paribas Pâtes		875	655,34
CEPAME 95% 80 CA		115,35	1,22	Edinburgh (Angl.)		680	680	Alcan Alu.		599	-	Actelion		254,10	247,38	France Garantie		287,08	286,51	Paribas Pâtes		875	655,34
CEPAME 95% 80 CA		115,35	1,22	Edinburgh (Angl.)		680	680	Alcan Alu.		599	-	Actelion		254,10	247,38	France Garantie		287,08	286,51	Paribas Pâtes		875	655,34
CEPAME 95% 80 CA		115,35	1,22	Edinburgh (Angl.)		680	680	Alcan Alu.		599	-	Actelion		254,10	247,38	France Garantie		287,08	286,51	Paribas Pâtes		875	655,34
CEPAME 95% 80 CA		115,35	1,22	Edinburgh (Angl.)		680	680	Alcan Alu.		599	-	Actelion		254,10	247,38	France Garantie		287,08	286,51	Paribas Pâtes		875	655,34
CEPAME 95% 80 CA		115,35	1,22	Edinburgh (Angl.)		680	680	Alcan Alu.		599	-	Actelion		254,10	247,38	France Garantie		287,08	286,51	Paribas Pâtes		875	655,34
CEPAME 95% 80 CA		115,35	1,22	Edinburgh (Angl.)		680	680	Alcan Alu.		599	-	Actelion		254,10	247,38	France Garantie		287,08	286,51	Paribas Pâtes		875	655,34
CEPAME 95% 80 CA		115,35	1,22	Edinburgh (Angl.)		680	680	Alcan Alu.		599	-	Actelion		254,10	247,38	France Garantie		287,08	286,51	Paribas Pâtes		875	655,34
CEPAME 95% 80 CA		115,35	1,22	Edinburgh (Angl.)		680	680	Alcan Alu.		599	-	Actelion		254,10	247,38	France Garantie		287,08	286,51	Paribas Pâtes		875	655,34
CEPAME 95% 80 CA		115,35	1,22	Edinburgh (Angl.)		680	680	Alcan Alu.		599	-	Actelion		254,10	247,38	France Garantie		287,08	286,51	Paribas Pâtes		875	655,34
CEPAME 95% 80 CA		115,35	1,22	Edinburgh (Angl.)		680	680	Alcan Alu.		599	-	Actelion		254,10	247,38	France Garantie		287,08	286,51	Paribas Pâtes		875	655,34
CEPAME 95% 80 CA		115,35	1,22	Edinburgh (Angl.)		680	680	Alcan Alu.		599	-	Actelion		254,10	247,38	France Garantie		287,08	286,51	Paribas Pâtes		875	655,34
CEPAME 95% 80 CA		115,35	1,22	Edinburgh (Angl.)		680	680	Alcan Alu.		599	-	Actelion		254,10	247,38	France Garantie		287,08	286,51	Paribas Pâtes		875	655,34
CEPAME 95% 80 CA		115,35	1,22	Edinburgh (Angl.)		680	680	Alcan Alu.		599	-	Actelion		254,10	247,38	France Garantie		287,08	286,51	Paribas Pâtes		875	655,34
CEPAME 95% 80 CA		115,35	1,22	Edinburgh (Angl.)		680	680	Alcan Alu.		599	-	Actelion		254,10	247,38	France Garantie		287,08	286,51	Paribas Pâtes		875	655,34
CEPAME 95% 80 CA		115,35	1,22	Edinburgh (Angl.)		680	680	Alcan Alu.		599	-	Actelion		254,10	247,38	France Garantie		287,08	286,51	Paribas Pâtes		875	655,34
CEPAME 95% 80 CA		115,35	1,22	Edinburgh (Angl.)		680	680	Alcan Alu.		599	-	Actelion		254,10	247,38	France Garantie		287,08	286,51	Paribas Pâtes		875	655,34
CEPAME 95% 80 CA		115,35	1,22	Edinburgh (Angl.)		680	680	Alcan Alu.		599	-	Actelion		254,10	247,38	France Garantie		287,08	286,51	Paribas Pâtes		875	655,34
CEPAME 95% 80 CA		115,35	1,22	Edinburgh (Angl.)		680	680	Alcan Alu.		599	-	Actelion		254,10	247,38	France Garantie		287,08	286,51	Paribas Pâtes		875	655,34
CEPAME 95% 80 CA		115,35	1,22	Edinburgh (Angl.)		680	680	Alcan Alu.		599	-	Actelion		254,10	247,38	France Garantie		287,08	286,51	Paribas Pâtes		875	655,34
CEPAME 95% 80 CA		115,35	1,22	Edinburgh (Angl.)		680	680	Alcan Alu.		599	-	Actelion		254,10	247,38	France Garantie		287,08	286,51	Paribas Pâtes		875	655,34
CEPAME 95% 80 CA		115,35	1,22	Edinburgh (Angl.)		680	680	Alcan Alu.		599	-	Actelion		254,10	247,38	France Garantie		287,08	286,51	Paribas Pâtes		875	655,34
CEPAME 95% 80 CA		115,35	1,22	Edinburgh (Angl.)		680	680	Alcan Alu.		599	-	Actelion		254,10	2								

Marché des Changes

Marché libre de l'o

LA BOURSE SUR MINIT

Matif (Marché à terme international de France)

Cours indicatifs		Cours préc.	Cours 04/10	Cours des billets		Monnaies et devises		Cours préc.	Cours 04/10	<div>36-15</div> <div>TAPEZ LE MONDE</div> <div>PUBLICITÉ FINANCIÈRE</div> <div>Ø 46-62-72-57</div>	NOTIONNEL 10 %				CAC 40 A TERME										
				achat	vente						Nombre de contrats estimés : 108 728				Volume : 14 777										
											Cours	Mars 94	Juin 94	Déc. 93	Cours	Oct. 93	Nov. 93	Déc. 93							
											Dernier.....	127,78	128,92	123,76	Dernier.....	2146,50	2132	2171							
Etats Unis (1 usd).....	5,7220	5,6740	5,45	5,95	Or fin (poin barre).....	62520	64750			Précédent...	127,62	128,08	123,66	Précédent...	2128	2141,50	2154,50								
Ecu.....	0,6175	0,6215	358	367	Or fin (en lingot).....	65450	65150																		
Allemagne (100 dm).....	348,6900	348,6400	15,80	16,40	Napoléon (200).....	350	353																		
Belgique (100 F).....	310,4900	310,4300	300	321	Pièce 5 F (100 fl.).....	375	376																		
Paye-Bas (100 f).....	3,5850	3,5710	3,37	3,82	Pièce Suisse (20 f).....	375	376																		
Irlande (100 Ir).....	86,2800	86,1400	82	90	Souveraine.....	469	471																		
Danemark (1 lesp).....	8,1645	8,1715	7,75	8,50	Pièce 20 dollars.....	288	285																		
Gde-Bretagne (1 £).....	8,5400	8,5300	8,10	8,30	Pièce 10 dollars.....	1180	1187,50																		
Grèce (100 drachmes).....	2,4775	2,4750	2,39	3,09	Pièce 5 dollars.....	775	785																		
Suisse (100 f).....	399,5800	399,5800	388	410	Pièce 50 pesos.....	240	2430																		
Suède (100 kr).....	70,1900	70,1900	68	75	Pièce 10 florins.....	380	382																		
Norvège (100 k).....	78,2800	78,2800	75	84																					
Autriche (100 sch).....	42,5500	42,5500	46	57																					
Espagne (100 pes).....	1,6210	1,6210	1,405	1,60																					
Portugal (100 esc).....	3,3950	3,3950	3	3,75																					
Canada (1 \$ can).....	2,4235	2,4235	2,405	2,50																					
Japon (100 yens).....	5,2698	5,2698	5,205	5,50																					
<div>RÈGLEMENT MENSUEL (1)</div> <div>Lundi dès mardi : % de variation 31/12 - Mardi dès mercredi : montant du coupon - Mercredi dès jeudi : paiement dernier coupon - Jeudi dès vendredi : compensation - Vendredi dès samedi : quotité de négociation</div>										<div>ABRÉVIATIONS</div> <div>B = Bordeaux L = Lille i = Lyon M = Marseille Ny = Nancy Ns = Nantes</div>								<div>SYMBOLES</div> <div>i ou 2 = catégorie de cotation - sans indication catégorie 3 = * valeur éligible au PEA • coupon détaché - ♦ droit détaché - ◇ cours du jour - ♦ coupons précédent o = offert - d = demandé - j = offre réduite - r = demande réduite - p = contrat d'annulation</div>							

RÈGLEMENT MENSUEL (1)
 1^{er} mardi : % de variation 31/12 - Mardi daté mercredi
 - Mercredi daté jeudi : paiement dernier coupon
 : compensation - Vendredi daté samedi : quotité de

ABRÉVIATIONS

B = Bordeaux Li = Lille
 Ly = Lyon M = Marseille
 Ny = Nancy Ns = Nantes

SYMBOLES
 = catégorie de cotation - sans indication catégorie 3 - * valeur éligible au P
 coupon détaché - • droit détaché - ◇ cours du jour - ♦ cours précédent
 art - d = demandé - ↓ offre réduite - ↑ demande réduite - # contrat d'annuité

Malgré des pressions de plus en plus fortes à Washington pour un désengagement de Somalie

Les Etats-Unis envoient des renforts à Mogadiscio au lendemain d'une grave défaite militaire

Commentant le lourd revers que les forces américaines à Mogadiscio viennent d'enregistrer - et qui a suscité la fureur du Congrès - le président Bill Clinton a rappelé, lundi 4 octobre, que s'il cherchait une « solution politique » en Somalie, il entendait aussi renforcer les moyens et les troupes des Etats-Unis dans ce pays afin d'assurer leur protection.

WASHINGTON

de notre correspondant

Il est important de ne pas se laisser aller à dire, dans dix-huit mois, que rien n'a changé en Somalie, que les seigneurs de la guerre ont repris le dessus et qu'on est retourné à la case départ. En gros, dès dimanche 3 octobre, le secrétaire à la Défense, Les Aspin, avait exposé la stratégie américaine : l'objectif est bel et bien de partir, mais sans donner l'impression de céder après un revers militaire qui consacrerait la victoire de Mohamed Farah Aïdïd, le chef de clan que les Nations unies accusent de la mort de plusieurs dizaines de « casques bleus » et cherchent à neutraliser.

Aussi au lendemain de la défaite que les forces de M. Aïdïd ont infligée aux troupes américaines à Mogadiscio, le secrétaire d'Etat, Warren Christopher, a-t-il réaffirmé la « détermination des Etats-Unis » à poursuivre leur mission, tandis que le Pentagone décidait de renforcer le contingent des Etats-Unis. Deux cents hommes supplémentaires vont être dépêchés en Somalie pour épauler les 4 500 Américains qui constituent le fer de lance de la force des Nations unies sur place, l'ONUSOM (29 000 hommes).

Pour la première fois, ils seront équipés de chars lourds, quatre M1-A1, et d'une vingtaine d'autres véhicules blindés ; deux avions de combat et de nouveaux hélicop-

tères feront aussi partie des renforts. De San-Francisco, où il participe au congrès de la centrale syndicale AFL-CIO, Bill Clinton a expliqué qu'il s'agit de faire « tout ce qui est nécessaire » pour protéger les soldats américains en mission à Mogadiscio. Confirmant qu'au moins un soldat américain - un pilote d'hélicoptère - a été fait prisonnier par les forces du général Aïdïd, Les Aspin a, pour sa part, averti : « Les Etats-Unis se réservent le droit de réagir avec vigueur, prenant toutes les mesures appropriées » pour protéger les détenus.

Gigantesque chasse à l'homme

Tel était le ton des commentaires à Washington, mi-amers, mi-menaçants, quelques heures après que le contingent américain au sein de l'ONU eut enregistré un revers sans précédent depuis le début de l'opération « Rendre l'espoir » en décembre dernier. En soulignant que le bilan « pourrait encore s'aggraver », le porte-parole du Pentagone a indiqué lundi qu'une « douzaine » de soldats américains avaient été tués (ainsi qu'un Malaisien), les 3 et 4 octobre à Mogadiscio, soixante-quinze autres blessés, cependant qu'un certain nombre - six, selon l'ONU - sont portés disparus (en plus de celui dont la capture a été établie). Au cours des mêmes combats, sur la nature et l'objectif desquels le Pentagone est resté bien vague, trois hélicoptères américains Blackhawk ont été détruits.

Selon un responsable de l'ONU, les pertes somaliennes seraient « très élevées ». Une vingtaine de collaborateurs du général Aïdïd auraient été faits prisonniers par les hommes de l'ONUSOM. Ces derniers auraient subi l'essentiel de leurs pertes en se portant au secours d'équipages d'hélicoptères abattus par les miliciens du général somalien. Ces événements correspondent exactement au scénario que l'administration et le Congrès

disaient craindre par-dessus tout : prise d'otages, combats de plus en plus meurtriers, mission de moins en moins claire, bref l'enlisement dans une situation sans bonne porte de sortie et qui, aux yeux d'un grand nombre de membres du Congrès, ressemble - toutes proportions gardées - à ce que les Etats-Unis ont connu au Vietnam. Depuis plusieurs semaines, la mission de l'ONUSOM a pris l'allure d'une gigantesque chasse à l'homme destinée à capturer - voire à tuer - le général Aïdïd, chef de l'un des plus nombreux et plus puissants clans de Mogadiscio, accusé de mener une guérilla sans merci contre les « casques bleus ».

Plus que jamais le Congrès paraît décidé à mettre toute la pression sur M. Clinton pour un retrait rapide de Somalie. La Chambre et le Sénat ont déjà voté des résolutions, non contraignantes, appelant à réviser la politique américaine en Somalie d'ici au 15 novembre. « Il est temps de partir », disait ce week-end le sénateur Bill Bradley, un démocrate proche de Bill Clinton. Largement diffusées par toutes les télévisions, les images du pilote blessé et celles des corps mutilés de soldats américains exposés devant des Somaliens en liesse ont exacerbé aux Etats-Unis le sentiment de « ras le bol » suscité par l'affaire somalienne.

L'attitude de M. Boutros-Ghali

Le département d'Etat assure que Washington « reste totalement engagé dans l'accomplissement de sa mission » en Somalie. Et le secrétaire général de l'ONU, Boutros-Ghali, a fait savoir, le ton martial, que le mandat de l'organisation dans ce pays serait « exécuté avec vigueur ». Le problème est de savoir quel est ce mandat. Au Congrès et dans une bonne partie de l'administration, on estime que le mandat de l'ONU a changé : d'une opération militaire destinée à protéger l'achemin-

nement des vivres dans un pays en proie à la famine et à la guerre civile, on est passé à une campagne contre un des chefs de clan du pays.

Des entretiens destinés à réévaluer la mission de l'ONUSOM devaient avoir lieu mardi 5 octobre à New-York entre Boutros-Ghali et l'ambassadeur américain à l'ONU, Madeleine Albright, accompagnée de Peter Tarnoff, un des secrétaires d'Etat adjoints. Le New York Times laissait entendre que les plus opposés à une solution politique seraient le secrétaire général de l'ONU et l'ambassadeur américain en retraite commandant l'ONUSOM, Jonathan Howe (ce dernier étant responsable de l'opération du week-end).

Dans une lettre adressée, la semaine dernière, à M. Clinton, le secrétaire général exhortait les Etats-Unis à rester en Somalie. En des termes peu flatteurs pour deux chefs d'Etat africains, M. Boutros-Ghali faisait part de ses doutes sur la capacité des présidents éthiopien et érythréen à faciliter une solution politique. Les deux hommes ont été - parmi d'autres - présentés par Washington pour une éventuelle médiation auprès de M. Aïdïd. Dans sa lettre, dont le magazine Times a publié des extraits, le secrétaire général écrit notamment : « Ma connaissance des deux personnalités impliquées (les présidents éthiopien et érythréen) ne m'inspire aucun optimisme quant à la possibilité d'une solution politique ».

De plus en plus souvent, la presse et certains proches du secrétaire général assurent que celui-ci éprouverait le désir de vengeance envers le général Aïdïd, le chef de clan aurait été l'organisateur de manifestations hostiles qui, en janvier dernier, avaient humilié M. Boutros-Ghali lors d'une de ses visites à Mogadiscio.

ALAIN FRACHON

Le processus de paix au Proche-Orient

M. Rabin et M. Arafat se rencontrent mercredi au Caire

JÉRUSALEM

de notre correspondant

Pour la seconde fois depuis la reconnaissance mutuelle entre Israël et l'OLP, Itzhak Rabin et Yasser Arafat devaient à nouveau se rencontrer, mercredi 6 octobre, au Caire. Selon un porte-parole du premier ministre à Tel-Aviv, ce « sommet », qui n'était pas prévu au programme, « n'a rien d'exceptionnel ». Il s'agit, a poursuivi Oded Ben Ami, d'une rencontre normale pour faciliter le démarrage des négociations prévues à partir du 13 octobre.

La déclaration de principes signée entre Israël et l'OLP le 13 septembre sur la pelouse de la Maison Blanche à Washington prévoit en effet que les deux parties commenceront à négocier, un mois après la signature de ladite déclaration, les conditions dans lesquelles l'administration israélienne transfèrera aux Palestiniens les responsabilités qu'elle assume dans les domaines « de l'éducation, de la santé, des affaires sociales, de la taxation directe et du tourisme ». Le problème est que, selon la partie israélienne, les Palestiniens n'ont pas encore en place les cadres humains pour la passation des pouvoirs.

Itzhak Rabin lui-même a critiqué, à la veille du week-end, « la len-

teur » avec laquelle l'OLP se mettrait au travail. Le porte-parole du premier ministre n'a pas voulu confirmer au Monde que le « sommet » du Caire aurait lieu, comme on l'affirme à Tunis, au siège de l'OLP, à la demande d'Israël. Il a également estimé que les protestations publiques de Yasser Arafat contre les opérations militaires en cours dans les territoires occupés pour capturer le maximum d'activistes armés, liés au Fath ou au Hamas islamique, ne figureraient pas au menu de la rencontre.

Il y a plus d'une semaine déjà que l'on s'inquiète, du côté israélien, des querelles qui semblent se développer à l'intérieur même de l'OLP et du Fath de Yasser Arafat. Plusieurs messages en ce sens ont été envoyés de Jérusalem à Tunis ces derniers jours. Querelles de personnes, conflit de tendances, ou retard purement tactique - Yasser Arafat souhaiterait notamment attendre la réunion du conseil central de l'OLP, convoqué pour le 10 octobre à Tunis, afin d'identifier ceux qui sont avec lui... - le fait est que les nominations de ceux qui seront chargés de négocier les passations de pouvoir avec l'Etat juif n'ont toujours pas été annoncées publiquement.

PATRICE CLAUDE

La préparation des élections européennes

Jean Glavany propose à Bernard Kouchner de s'entendre avec le PS

Jean Glavany, porte-parole du Parti socialiste, a pris le contrepied de l'ancien président de l'Assemblée nationale, Henri Emmanuelli, qui, au « Grand jury RTL-Le Monde » du 3 octobre, avait ironisé sur l'engagement de Bernard Kouchner pour les prochaines élections européennes (Le Monde du 5 octobre). M. Glavany a exprimé, lui, lundi 4 octobre, le souhait que, pour ces élections, se constitue une liste de « rassemblement des forces de progrès » et il a affirmé que l'ancien ministre de la santé y tiendrait « une place éminente ». « A titre personnel », M. Glavany a indiqué qu'il n'exclut pas que M. Kouchner puisse conduire une liste rassemblant diverses sensibilités de gauche et écologistes.

Le député des Hautes-Pyrénées a ajouté aussitôt une mise en garde. « S'il s'inscrit dans une logique « après », cela aura des effets déstabilisateurs », a-t-il dit. M. Glavany a rappelé que, dans un premier temps, le PS va élaborer « un discours politique nouveau sur l'Europe », « retisser, ensuite, les liens

avec les partenaires de gauche » et faire en sorte que « la liste européenne soit l'expression concrète de cette stratégie de rassemblement des forces de progrès ». « Après, seulement, a-t-il précisé, se posera le problème de la tête de liste ».

Se disant lui aussi « intéressé par les déclarations de Bernard Kouchner et de Jack Lang », Jean-François Hory, président du Mouvement des radicaux de gauche, a approuvé, lundi, le projet « d'un regroupement des pro-européens de gauche ». « Il nous apparaît que la compétition électorale des européennes devrait être, d'abord, une confrontation d'idées, et pas un combat de personnes », a-t-il recommandé. L'initiative de Bernard Kouchner soulève, cependant, quelques fortes appréhensions dans les rangs socialistes. Jean-Christophe Cambadélis, membre de la direction nationale, persiste, ainsi, à croire que Bernard Kouchner a « décidé de jouer « perso », sa décision ne pouvant, selon lui, que plaire Michel Rocard « en position délicate ».

Les comptes de la nation

M. Alphanberty estime « prudente » la prévision de croissance pour 1994

La prévision d'une croissance économique de 1,4 % en 1994 est « prudente », a déclaré, lundi 4 octobre, Edmond Alphanberty, ministre de l'économie, à l'occasion de la réunion de la Commission des comptes de la nation. La direction de la prévision du ministère de l'économie, en retenant un taux de croissance supérieur à celui avancé par le plus haut des instituts privés (entre 0,8 et 0,9 %), ou internationaux (+1,1 % pour le FMI) parie sur une certaine reprise de l'investissement.

Après trois années de forte baisse (-2,9 % en 1991, -6,1 % en 1992, -9,1 % en 1993), la formation de capital augmenterait de 0,8 %. Autre pari : la situation économique s'améliorerait en Allemagne, où la production nationale, après avoir reculé de 2,3 % cette année, progresserait de 0,5 % en 1994.

La principale inconnue, celle dont dépend en grande partie l'activité économique en Europe, est la conjoncture allemande. « La fin de la récession dans la partie occidentale de l'Allemagne pourrait être observée au cours du second semestre 1993 », note le rapport des comptes de la nation. « Néanmoins, la reprise ne deviendrait sensible qu'au premier trimestre 1994. L'emploi continuerait à se contracter en 1994 et les salaires réels baisseraient à nouveau en raison de l'impact de la récession sur les rémunérations du secteur privé et du gel des traitements dans la fonction publique ».

Pour la France, un autre élément pourrait jouer, selon M. Alphanberty,

dans le sens d'une reprise : la baisse du taux d'épargne de 12,8 % du revenu disponible brut en 1993 à 12,2 % en 1994. Celle-ci compenserait la totale stagnation du pouvoir d'achat du revenu disponible des ménages. M. Alphanberty a souligné que si la reprise était quasi certaine l'année prochaine, on pouvait hésiter sur la date du retournement et le rythme auquel se ferait le redémarrage.

Les fonctionnaires jugent inacceptables les propositions salariales du gouvernement

A la reprise des négociations salariales dans la fonction publique, mardi 5 octobre, André Rossinot, ministre de la fonction publique, a présenté aux sept fédérations syndicales de fonctionnaires ses premières propositions concernant un calendrier de revalorisation générale sur 1994 et 1995.

Ce calendrier prévoit d'accorder 2 % d'augmentation générale par an en niveau, répartis entre : 0,5 % au 1^{er} février 1994, 0,75 % au 1^{er} juillet, 0,75 % au 1^{er} décembre, 1 % au 1^{er} avril 1995 et 1 % au 1^{er} novembre. Ce calendrier a, d'ores et déjà, été jugé inacceptable par les syndicats qui réclament toujours l'attribution d'une mesure au titre de 1993.

SOMMAIRE

DÉBATS

Encyclique morale : « Pour défendre l'humanité du désespoir », par le cardinal Jean-Marie Lustiger, « Un texte de crise », par Paul Valadier 2

ÉTRANGER

Après les affrontements de Moscou 3 et 4
Espagne : la population basque manifeste son opposition à la violence 5
L'évolution des conflits dans les pays de l'ex-Yugoslavie 6

POLITIQUE

Philippe Séguin persiste à vouloir réformer le travail parlementaire 8
La contestation des élections législatives 8
La stratégie chiroquienne du RPR 10
La cote de popularité du premier ministre reste très élevée 10

SOCIÉTÉ

Religions : la publication de l'encyclique « Veritatis splendor » de Jean-Paul II 12 et 13
Défense : M. Balladur se fait présenter l'armée de terre 13
Justice : la France condamnée par la Cour européenne des droits de l'homme pour non-respect des règles du « procès équitable » 14
Un lycéen vosgien avoue deux meurtres 14
Les suites de l'affaire Valençiennes-OM 15

SCIENCES • MÉDECINE

Après-demain, les dinosaures : l'exploration de l'ADN fossile est en pleine expansion • Sans conduire encore à la reproduction des monstres disparus, elle en dit long sur l'évolution des espèces 16 et 18

CULTURE

Cycle Helmut Lachenmann au Festival d'automne à Paris 19
Monsigny et Chabrier à Compiegne 19
Diagonales, par Bertrand Poirot-Delpech : « Suvares empêche-mes » 21

ÉCONOMIE

La ministre de l'Industrie veut développer la coopération industrielle franco-allemande 23
Le gouvernement est prêt à effacer les dettes de Bull 23
Alain Juppé s'inquiète des lenteurs des négociations sur le commerce international 23
Martine Aubry crée une fondation contre l'exclusion 24

INITIATIVES

• Dossier : travail au noir au quotidien • Modernisation : les nuits agitées de Rungis • Tribune : « Votre fils sera-t-il apprenti ? », par Jean Paquet 31 à 44

Services

Abonnements 2
Annonces classées 8
Cartes 28
Marchés financiers 26 et 27
Météorologie 29
Mots croisés 28
Radio-télévision 29
Spectacles 22

La télématique du Monde : 3615 LEMONDE
3617 LMDOC 36-29-04-56

Ce numéro comporte un cahier « Initiatives »
folioté de 31 à 44
Le numéro du « Monde »
daté 5 octobre 1993
a été tiré à 527 074 exemplaires.

Demain dans « le Monde »

« Education-campus » : le collège unique en sursis

En recadrant, à l'occasion du débat sur l'emploi, des classes de préparation à l'apprentissage dès 14 ans, les députés ont relancé une formule inefficace et court-circuité le débat sur l'avenir du collège.

Plusieurs dizaines de morts et des centaines de blessés

NAIROBI

de notre correspondant

Au moins treize « casques bleus » tués (douze rangers américains et un Malaisien), plus de quatre-vingts blessés (soixante-quinze Américains, six Malaisiens, deux Pakistais) et enfin six rangers portés disparus : le bilan de la dernière opération des forces de l'ONUSOM contre un bastion du général Aïdïd, le quartier de Bakara, dans le sud de Mogadiscio, est très lourd - particulièrement dans les rangs américains.

Selon un responsable des Nations unies, cas pertes importantes de saupage dans laquelle plusieurs centaines de « casques bleus » ont été engagés, dans la nuit du 3 au 4 octobre, pour récupérer les équipages de deux hélicoptères américains abattus au-dessus de Bakara. Les forces de l'ONU, prises sous un feu nourri, ont eu du mal à se dégager de cette zone qui est devenue une des bases de la guérilla urbaine que mènent les miliciens de l'Alliance nationale somalienne (SNA), le mouvement du général Aïdïd, contre les troupes de l'ONUSOM.

L'échec de l'opération est évident, mais les Nations unies, qui affirment avoir arrêté une vingtaine de Somaliens, dont deux haut responsables de la SNA, assurent que leurs objectifs ont été atteints. Le Comité international de la Croix-rouge

(CICR) a dénombré cinq cents blessés et évoque un nombre indéterminé de morts parmi la population civile.

Les hôpitaux des quartiers sud de Mogadiscio, comme ceux de la partie nord de la capitale (où la population soutient l'ONU), sont pleins. Deux organisations non gouvernementales françaises, Action internationale contre la faim (AICF) et Pharmaciens sans frontières (PSF), ont dénoncé très fermement l'attaque de dimanche, appelant d'autre part à un arrêt immédiat des opérations militaires qui, « de façon aveugle, ont déjà entraîné la mort de plusieurs centaines de civils somaliens ».

Le général Aïdïd « se porte bien »

Un calme relatif régnait lundi sur Mogadiscio où l'heure était aux bilans et aux communiqués. La SNA a demandé au président Clinton d'arrêter les « massacres de Somaliens » et affirme, cassette vidéo à l'appui, détenir un pilote américain. C'est sans doute pour narguer l'ONU qu'elle précise que le général Aïdïd, dont la tête a été mise à prix 25 000 dollars par les Nations unies, se « porte bien » et qu'il a visité le quartier de Bakara quelques heures après la fin des combats.

JEAN HÉLÈNE

• M. Balladur demande que « justice soit rendue » après le meurtre de deux Français en Algérie. - Édouard Balladur a adressé, lundi 4 octobre, une lettre à son homologue algérien, Redha Malek, demandant que « toute la lumière soit faite sur le crime dont ont été victimes deux ressortissants français » (Le Monde du 23 septembre), pour que « justice soit rendue ». Le premier ministre demande également que « la sécurité

des ressortissants français séjournant en Algérie fasse l'objet d'une attention plus particulière de la part du gouvernement algérien ». M. Balladur avait déclaré vendredi dernier aux familles des victimes Emmanuel Didon et François Barthelet que « le gouvernement ferait tout ce qui est en son pouvoir avec efficacité et ténacité pour que les auteurs de ce crime soient recherchés et châtiés comme ils le méritent ».



Ingenierie informatique et telecom : prenez l'avance dans un monde compétitif

Environnement

Le Monde

محکمات العمل

Le Monde

INITIATIVES

Travail au noir, au quotidien

Les chômeurs ne sont pas les seuls à user de ses facilités.
Une banalisation qui crée une concurrence déloyale sur le marché de l'emploi



Bon observateur local - dans l'Oise - de ces dérives, celui-ci en tire d'ailleurs argument pour prédire que, sauf disposition particulière, le projet d'une semaine de travail ramenée à 32 heures ou à 4 jours pourrait accroître le nombre des candidats au travail dissimulé.

Il n'empêche que, au quotidien, de multiples signes tendent à démontrer l'existence d'une part cachée du travail, en augmentation, et ce, avec des points d'application de plus en plus divers. On n'ignorait pas sa présence dans les emplois à domicile, pour partie réduite par l'instauration des «emplois familiaux» de Martine Aubry. On savait certains secteurs particulièrement vulnérables, tels le bâtiment ou le second-œuvre, l'hôtellerie ou la restauration, les activités saisonnières du tourisme ou de l'agriculture, etc. Mais, aujourd'hui, le succès des magasins de bricolage, des points de vente de matériaux et l'implantation de chaînes spécialisées dans la fourniture de pièces pour l'automobile tendent à démontrer que le champ du possible s'est élargi. D'anecdotes, les garages «clandestins» sont devenus une réalité, au point de capter 20 % du volume des réparations, estiment les professionnels. Avec l'ouverture européenne, les cas de faux emplois salariés qui se transforment en postes de travailleurs indépendants à la faveur de domiciliations successives de l'employeur - en Grande-Bretagne, au Luxembourg, à Jersey, en Suisse - font maintenant figure d'épouvantail pour les cadres supérieurs, appâtés par des petites annonces douteuses. Ce qui revient à constater que le mouvement ne se cantonne pas ou plus aux qualifications les plus manuelles...

MAIS l'époque oblige également à regarder le travail au noir avec moins de désinvolture que par le passé, si tant est qu'il peut être jugé «banal» au regard de la tradition. Économiquement, sans que cela puisse être évalué, il pèse énormément. Compte tenu de la crise, cette part de l'activité d'un pays ne peut plus rester dans l'ombre et échapper à l'emploi, au risque de causer des dommages irréversibles. Que serait l'équilibre d'une société, soumise à l'internationalisation des échanges, si son économie souterraine était appelée à servir de moyen de régulation?

Socialement, les tensions deviendraient vite insupportables. Gérard Delfau, sénateur socialiste de l'Hérault, ne dit pas autre chose quand il observe que, dans sa région, l'opinion publique supporte de moins en moins les activités discrètes et rémunérées de la main à la main effectuées par des RMistes. Il imagine qu'un seuil d'alerte est atteint, ceux qui travaillent régulièrement ne tolèrent plus une telle «concurrence» ou en venant à reprocher à ces chômeurs de longue durée de profiter du système.

Sur un registre voisin, Claude Bébér, PDG du groupe d'assurances AXA, tient un raisonnement analogue. Quand le gâteau de l'emploi diminue, il devient intolérable qu'une part s'évanouisse

QUI faut-il croire, de ceux qui prétendent que le travail au noir se développe, ou de ceux qui estiment, au contraire, que cette pratique reste marginale? Les deux, sans doute, malgré le caractère paradoxal de la réponse, puisque les tenants de chaque thèse n'évoquent pas les mêmes contours du phénomène. Les uns s'attachent à voir la prolifération des activités non légales qui vont de l'atelier clandestin, parfois accompagné du recours à une main-d'œuvre d'origine étrangère en situation irrégulière, à toutes les facettes de l'emploi non déclaré, en passant par la palette des tâches ou commandes réalisées sans facture. Un domaine où, par définition, le jugement ne peut pas être étayé par des chiffres fiables; lesquels, en outre, ne sauraient se résumer au volume des amendes et des condamnations... Non sans raison, les autres, à l'instar de Jean-François Laé, sociologue qui a beaucoup étudié les comportements des travailleurs au noir, s'intéressent davantage au processus et à sa durée. Pour en conclure que ce type de fonctionnement s'établit «aux franges des marchés non renia-

bles», suppose de la part des praticiens une bonne insertion sociale - et professionnelle, - et qu'un individu donné ne peut pas durablement en poursuivre les effets, sauf à perdre pied progressivement.

Tout cela est plausible, et finalement compatible. Il peut y avoir de plus en plus de personnes qui s'adonnent au travail au noir, en raison de la crise, et, en même temps, une forte rotation parmi les publics concernés par ces solutions discutables. Il ne faudrait pas, une fois de plus, confondre flux et stock. De même qu'il ne faut pas réduire le nombre des adeptes du travail au noir aux seuls chômeurs ou aux publics en difficulté. De tout temps, et Jean-François Laé le rappelle opportunément, certaines catégories socioprofessionnelles ont pris l'habitude d'user de ces facilités, les policiers, les gendarmes, les pompiers et les salariés travaillant en équipe, par exemple. A cette liste, outre les préretraités, il conviendrait d'ajouter, à cause des menaces pesant sur l'emploi, les travailleurs mis au chômage technique ou obligés de travailler à temps partiel, ainsi que le note Guy Hongre.

■ **Garages clandestins**
Un phénomène qui se développe
par Jean Menanteau

■ **Sans frontières et sans protection**
Géré par de multiples sociétés
par Marie-Séatrice Baudet

■ **Le développement du travail au noir est impossible**

Un entretien avec Jean-François Laé
par Liliane Delwasse page 32

■ **RMI et «économie parallèle»**
Combattre les abus
par Marie-Claude Berbeder

■ **La frénésie du bricolage**

De plus en plus d'adeptes
par Olivier Piot page 33

LIRE AUSSI

MODERNISATION

□ **Les nuits agitées de Rungis**
par Francine Alzicovici

TRIBUNE

□ **Votre fils sera-t-il apprenti?**
par Jean Paquet page 34

ainsi. D'autant que, soustrait aux cotisations sociales et au règlement de la TVA, le travail au noir alourdit les déficits des régimes et du budget au moment même où ceux-ci sont grevés par la montée du chômage. «Pour 100 francs payés au noir, on vole la communauté de 80 francs», entre les cotisations et la TVA, s'insurgeait-il dans un entretien (*Le Monde* du 29 septembre). Et il en appelait au civisme de tous.

Mais, parallèlement, il faut aussi admettre que toute cette zone brouillée a sans doute joué un rôle pour atténuer les effets de la récession, et qu'elle a offert des moyens de vivre à une bonne partie de la population. Ce qui serait un paradoxe ou une contradiction supplémentaire.

Alain Lebaube

Ingenierie informatique et telecom : prenez l'avantage dans un monde compétitif

INGENIEURS ET UNIVERSITAIRES

Au sein du Groupe France Télécom, CITCOM est un lieu privilégié pour acquérir un savoir-faire dans le domaine de l'ingénierie informatique et telecom.

Vous êtes de formation scientifique (Bac+4 minimum). Dans un marché de l'emploi où la compétition est chaque jour plus intense, vous êtes déterminé à valoriser votre potentiel et à prendre l'avantage.

Le programme EUROMASTER de CITCOM vous donne les compétences concrètes et indispensables à l'exercice de responsabilités dans les métiers de l'ingénierie informatique et telecom.

D'une durée de 7 mois, l'EUROMASTER est conçu et dispensé par des professionnels du secteur. Diffusé au sein d'un réseau européen de centres, il a pour vocation de vous fournir les moyens de dynamiser votre projet professionnel en y intégrant la maîtrise des systèmes de communication.

Merci d'adresser votre candidature sous réf. LM/101 à INT-CITCOM - Service Sélection - 83, boulevard Vincent Auriol - 75013 Paris. Pour en savoir plus sur l'EUROMASTER, tapez 3617 NC3 réf. CITCOM.

Citcom
Groupe France Telecom

Le Réseau de Centres CITCOM : Paris, Montpellier, Varsodie, Nancy, Libourne, Cravotte, Exon, Dunkerque, Tunis, Budapest, Lisbonne.

INTERNATIONAL UNIVERSITY OF AMERICA

CALIFORNIA STATE APPROVED UNIVERSITY - A.C.B.S.P.

IUA
SAN FRANCISCO

220 Montgomery Street ■ San Francisco CA 94104

Université à San Francisco, spécialisée en management international, habilitée à délivrer les :

MBA Master of Business Administration for International Management

■ Filière d'admission 3^e cycle : Ingénieurs, Pharmaciens, Médecins, DEA - DESS - IEP - Grandes Ecoles - Magistères, Maîtrises.

■ Programme américain de 12 mois à San Francisco, unique dans son concept - une pédagogie interactive liée à l'expérience du projet professionnel - conduisant au MBA en Management International.

DOCTORATE of Business Administration for International Management

■ Programme résidentiel de 12 mois à San Francisco, au plus haut niveau du management international couronné par une thèse-dissertation.

■ Filière réservée aux diplômés de l'enseignement supérieur en management : DEA - DESS - MBA...

Informations et sélections pour l'Europe : 17-25, rue de Chaillot, 75116 Paris

Tél. : (1) 40 70 11 71

Communiqué par International University of America - San Francisco - CA
Programme associé en Asie : IUA HONG KONG

IUA
SAN FRANCISCO

Garages clandestins

Le phénomène se développe dans des proportions inquiétantes

B IEN souvent les choses s'apprennent de bouche à oreille. Un tel, dit-on, dans le sous-sol de son pavillon de banlieue, accepte de rendre service, selon l'expression consacrée. En échange de la « pièce ». Autrement dit contre rémunération. Attention, on sait qu'il effectue le plus souvent le week-end, des petits travaux de mécanique automobile. Il est réputé habile de ses mains, et surtout pas cher. Par les temps qui courent, pourquoi aller dépenser 200 francs TTC (tarif horaire) voire plus – les prix sont libres – chez un mécanicien-réparateur agréé (MRA) ou chez un concessionnaire ?

Incompressible, le phénomène a toujours existé. Rendre service à la parenté, à l'ami, aux relations de voisinage, relève du fait de société. Comme d'ailleurs le petit travail au noir rémunéré. Une pratique qui, dans ce secteur comme dans d'autres, fait l'objet d'un large consensus peu ou prou admis par tous. On fermait les yeux.

On n'en est plus là et les choses ont bien changé. « Nous estimons aujourd'hui à environ 20 % le pourcentage en volume des travaux de réparation qui échappent aux professionnels », fait savoir le Conseil national des professions de l'automobile (CNPA). Une estimation d'importance, lorsqu'on sait que 60 millions d'ordres de réparation sont donnés chaque année en France, de la simple vidange au changement de moteur complet. Quant au chiffre d'affaires annuel de la filière, il est estimé à 80 milliards de francs.

Baisse de fréquentation

Un accusé : le travail clandestin. Sa montée en puissance, à l'évidence, a été telle ces toutes dernières années qu'elle a conduit le CNPA, lequel regroupe seize professions du secteur, à signer au mois d'octobre 1992, avec le précédent gouvernement, une convention nationale de partenariat de lutte contre le travail clandestin. « Les équilibres économiques et sociaux (des professions de l'automobile) se trouvent perturbés par la concurrence inadmissible qu'engendrent les différentes formes irrégulières de travail et d'emploi clandestins », dit le préambule de la convention. Et de dénoncer l'existence en France de véritables ateliers clandestins

clairement nommés. De même que « l'utilisation détournée des ateliers intégrés des grandes entreprises privées ou publiques ou de l'administration à des fins lucratives au profit de tiers ».

« Je constate une baisse considérable de la fréquentation des ateliers de réparation. Les gens entretiennent ou réparent toujours autant leurs véhicules mais en utilisant d'autres solutions », constate Raymond Vié, agent de marque Peugeot à Toulouse et qui emploie vingt-huit salariés. Il tient même des ratios. L'année dernière, cette baisse atteindrait chez lui 23,75 %. Comment calcule-t-il ? Par divers recoupements.

Pour lui, un test infallible : la vente des pièces détachées. « Nous voyons derrière nos comptoirs des personnes qui, visiblement, n'ont pas le profil de professionnels, venir acheter des pièces techniques auxquelles elles n'entendent rigoureusement rien. Par qui sont-elles montées si ce n'est par un clandestin ? » Autre indicateur : la multiplication des « casses » en périphérie des villes, un système de récupération qui, en peu de temps, aurait considérablement enrichi leurs propriétaires. « Encore récemment je ne me préoccupais pas du phénomène, confie encore le garagiste toulousain. Je le considérais comme marginal. Et pour cause : nos ateliers étaient pleins. »

« Le travail clandestin est par définition difficile à quantifier mais, compte tenu des difficultés économiques du moment, il ne peut qu'empirer », commente pour sa part Jean-Pierre Hénault, président du puissant CNPA. Pour le freiner, il mise sur deux arguments. D'abord celui de la sécurité routière. Seul un professionnel correctement formé peut apporter aux consommateurs une garantie en ce sens. L'actuelle sophistication des véhicules modernes, ensuite : « On ne peut rectifier un train avant avec une simple caisse à outils. »

La Fédération nationale du commerce et de l'artisanat automobile (FNCAA), laquelle regroupe pour l'essentiel des artisans, partage un même point de vue : « Le travail se raréfie dans nos ateliers, constate son secrétaire général, Gérard Binois, nous recevons chaque mois des plaintes écrites de nos adhérents, leurs réactions deviennent de plus en plus épidémiques à l'égard des ateliers clandestins. »

Jean Menanteau

Sans frontières et sans protection

Le cadre embauché comme travailleur indépendant est « tenu en laisse » dans une situation précaire à la limite de la légalité

TOUT commence au bar d'un grand hôtel, à Paris, Bruxelles ou Londres. C'est là généralement que se déroule le premier entretien pour ces cadres confirmés, mais aujourd'hui au chômage, recrutés par le biais d'une petite annonce. L'offre est financièrement alléchante, les responsabilités offertes, celles d'un directeur ou d'un directeur adjoint. Seule contrainte annoncée : les candidats doivent apporter un CV rédigé en anglais, langue qu'ils doivent maîtriser parfaitement.

Au cours de cette rencontre, préliminaire classique à toute procédure d'embauche, le recruteur présente la société et le profil du poste à pourvoir. Le tableau brossé est presque toujours le même. Si l'on s'en tient aux témoignages recueillis qui sont aujourd'hui de plus en plus nombreux, la société mère est une multinationale américaine qui fait appel à un cabinet indépendant, basé généralement en Europe, pour procéder au recrutement et dont la tâche s'arrête là. Lorsque le candidat est retenu, il est embauché par une autre société, présentée elle aussi comme totalement indépendante,

dont le siège social se trouve dans un paradis fiscal (Jersey ou Luxembourg...) et qui, en définitive, « prêterait » ou « louerait » le nouveau venu à la compagnie américaine, enfin plus exactement à l'un de ses bureaux européens.

Le contrat offert est celui d'un travailleur indépendant, engagé comme commercial haut de gamme – ses prospects sont au niveau de la direction générale – payé à la commission. Il vend en général de la matière grise, du conseil en organisation par exemple, qui peut évidemment se traduire par des réductions d'effectifs. Le cadre doit prendre à sa charge sa couverture sociale et ses cotisations retraite. Rien n'est prévu en cas de licenciement ou de maladie. Sort de tout travailleur indépendant, en somme... si le cadre l'était vraiment, ce qui en fait est loin d'être le cas. Par exemple, il lui est interdit de prendre directement rendez-vous auprès des entreprises qu'il doit démarcher. Il présente à ses clients une carte de visite avec un numéro de téléphone, parisien, bruxellois ou londonien, selon le pays où il est en poste, et où sont pris les messages le

concernant. Ces derniers sont ensuite transmis à un autre bureau européen, souvent situé en Suisse, qui gère son agenda. Deux fois par jour, sur l'ordinateur portable qui lui est remis lors de son embauche, il lui sera possible de consulter son planning.

Le paradis fiscal

Son action commerciale, régie par des clauses de non-concurrence et de confidentialité très strictes, est tout à fait contrôlée. Ainsi, si le chiffre d'affaires prévu, très ambitieux bien sûr, n'est pas atteint, le cadre est licencié. De même tout contact encourageant qui n'aboutit pas à un deuxième rendez-vous conduit à une pénalité financière importante. Le cadre est tenu en laisse. Ses notes de frais sont remboursées les six premiers mois, pas après. S'il dépasse ses objectifs, il lui est « généreusement » accordé trois semaines de vacances non payées ! Une absurdité puisqu'en tant que travailleur indépendant, c'est à lui, quoi qu'il arrive, de les prendre en charge.

Pour autant ce montage juridi-

que qui fait naviguer le cadre, notamment pour le versement de ses commissions, d'agence bancaire en agence bancaire, pour finalement aboutir au fameux paradis fiscal, semble avoir été établi de manière à rester, à chaque étape du processus, à la frontière de la légalité. Néanmoins ces dossiers intéressent fortement des administrations en France : l'inspection du travail et le fisc.

Les filiales françaises de ce type de société américaine réalisent de belles économies et échappent aussi à l'impôt sur les sociétés. Les inspecteurs du travail, qui connaissent bien ce genre de montage, avaient plutôt l'habitude de les démanteler pour des cas aujourd'hui identifiés : artisans qui font de la fausse sous-traitance par exemple. La situation présente semble nouvelle.

Les travailleurs abusés sont des cadres supérieurs qui vendent de la matière grise. Mais qui eux aussi maintenant soumis aux difficultés de la crise, ont plus de mal à refuser des offres d'emploi, même si elles leur paraissent tout à fait douteuses.

Marie-Béatrice Baudet



ENTRETIEN AVEC JEAN-FRANÇOIS LAÉ

« Le développement du travail au noir est impossible, il supprime toute identité professionnelle »

Le travail au noir a existé de tout temps, son développement correspond-il aux dépressions économiques ou s'insère-t-il, aujourd'hui, comme un mode vie pour certaines personnes ? Jean-François Laé, sociologue au CNRS, professeur à l'université Paris-VIII et auteur de deux ouvrages (1), répond à ces interrogations.

— Le travail au noir, sur lequel on ne dispose d'aucun chiffre, d'aucune statistique, n'est-il pas en augmentation en raison de la conjoncture ? — Je ne le crois pas. Le travail au noir existe depuis très longtemps. A travers tout le XIX^e siècle, les ouvriers quittaient les usines au mois d'août pour s'en aller travailler aux champs. C'était un phénomène banal et admis. Il ne faut surtout pas exagérer l'importance du travail au noir – bien mal nommé, soit dit en passant, – et qui ne peut fonctionner que sur les franges des marchés non rentables. Ce n'est en aucun cas une organisation parallèle ni un système d'entreprise. C'est une impulsion individuelle, une minuscule liberté sous contrainte.

— Dans quels secteurs se développe-t-il ? — Les secteurs du bâtiment, de l'hôtellerie, de la restauration, de l'agriculture et les emplois saisonniers. Il existe

aussi dans la bonneterie et il fait régulièrement son apparition lors des Jeux olympiques.

— Quels avantages y trouvent les travailleurs ? — Il faut distinguer plusieurs types de travailleurs au noir. On trouve le jeune chômeur spécialisé, qui refuse de s'impliquer dans la vie professionnelle et alterne contrats à durée déterminée et travail clandestin. Il est à la marge de la vie active.

Un certain nombre de professions permettent à leur titulaire le travail clandestin, en fonction de petites compétences. Les gendarmes, les vigiles, les employés des PTT, les salariés qui font les 3 x 8, les pompiers, complètent ainsi leurs revenus en repaissant le dimanche l'appartement du voisin ou la barrière de son jardin.

Beaucoup d'artisans ou de petits commerçants endettés déposent leur patente et arrêtent officiellement leur activité pour la continuer en douce, se reconstituer ainsi un petit capital, rembourser leurs créances et redémarrer d'un bon pied. On trouve également des ouvriers retraités qui se spécialisent dans le second œuvre du bâtiment.

— Les préretraites ne sont-elles pas un facteur incitatif ? — Sans doute. Tout le monde n'a pas accès au travail

au noir. Un chômeur de longue durée par exemple, coupé du monde du travail, aura beaucoup de mal à en vivre. En fait, il faut maintenir ses réseaux relationnels, aller sur les chantiers, entretenir ses contacts afin de collecter le maximum d'informations. Il faut aussi avoir de sérieuses compétences et savoir maintenir à distance le chômage et le revenu minimum.

— Finalement, les travailleurs clandestins sont parfaitement intégrés dans le système. Ils ne sont pas du tout marginalisés. Qu'est-ce qui les distingue d'un salarié ordinaire ? — Ils sont intégrés en effet, avec en plus l'avantage plus ou moins illusoire d'une autonomie, d'une indépendance, d'un sentiment de liberté des horaires, des prix et des choix. Mais il ne faut surtout pas analyser le travail au noir avec cette logique. A long terme, c'est un facteur de désinsertion sociale, de marginalisation. En fait, c'est même impossible à vivre sur de longues périodes, comme dix ou quinze ans.

— Lorsqu'on en voit certains, on n'est guère porté à vous donner raison.

— Je ne parle pas du gendarme qui travaille en plus le week-end, ou le soir ; je parle

de l'artisan au noir. Comment fera-t-il pour renouveler son outillage, pour changer sa camionnette ? Les banques n'accordent aucun prêt sans un numéro de patente, un bulletin de salaire, ou une facturation. Votre garagiste clandestin ne peut pas faire ça longtemps. Il ne pourra même pas renouveler son atelier ni acheter ses pots de peinture au prix de gros. Idem pour les soins médicaux ou dentaires. La Sécurité sociale exige un bulletin de paie.

En fait, les exigences administratives poussent continuellement à la marge les travailleurs au noir : c'est psychologiquement usant sur la durée, ils ne peuvent conserver aucune identité professionnelle.

Voilà pourquoi son développement est tout à fait impossible et ceux qui se plaignent d'une concurrence déloyale sont dans l'erreur. C'est seulement en marge de l'activité officielle, cela ne peut en aucun cas la menacer ni mordre sur le territoire de l'entreprise économique.

Liliane Delwasse

(1) Jean-François Laé a publié avec Numa Murard en 1985 *L'argent des pauvres* (Seuil) et en 1989, *Travailler au noir* (Métailié).

Avec Le Monde sur Minitel

ÉTUDIANTS,
PLUS DE 10 000 OFFRES DE STAGES
A VOTRE DISPOSITION

36.15 LE MONDE
Tapez STAGES

Le Monde ÉDITIONS

LA SANTE
Collection "Vos études"
dirigée par Frédéric Gausson

La crise actuelle des professions de santé cache une profonde mutation de ce secteur où des besoins et des débouchés nouveaux apparaissent. Ce guide vous aidera à mieux les connaître pour mieux vous orienter dans vos études médicales.

Dans la même collection
LA GESTION
LE DROIT
L'INFORMATIQUE

EN VENTE EN LIBRAIRIE

هنا نحن الفحل

INITIATIVES

DOSSIER • Travailler au noir, au quotidien

RMI et « économie parallèle »

Lutter contre le détournement des mesures d'aide sociale

ON la connaît bien, la rumeur mesquine, hargneuse, qui dit que les pauvres ne méritent pas vraiment les secours que parfois ils reçoivent. Elle est aussi ancienne que la « bienfaisance ». Et l'on sait qui l'a colportée : petites gens à la vie difficile, classes moyennes arc-boutées à leurs efforts d'ascension sociale, avariés de toutes espèces.

Mais voilà que s'élèvent, sur ce thème, les voix d'hommes et de femmes qui se sont toujours battus pour le progrès social et dont la générosité ne fait pas de doute. Ces voix s'inquiètent de l'utilisation faite du RMI, des allocations de chômage et des autres aides aux victimes du sous-emploi. Elles disent que la trame du tissu social est filée, que le civisme se dégrade et que les tensions montent parce que, dans certains endroits, un mauvais usage est fait de ces bonnes mesures.

Ainsi du RMI, que toutes jugent indispensable : « Ici, explique une jeune femme employée à la mairie d'un gros bourg de l'Hérault, non seulement les RMIstes sont très nombreux à pratiquer le travail clandestin, mais ils ne s'en cachent pas. Quand on leur propose un travail dans le cadre d'un contrat emploi-solidarité, par exemple, ils expliquent qu'ils ne peuvent pas venir : parce que, vous comprenez, je suis pris ailleurs... J'ai mes ménages (ou ma maçonnerie) et j'y gagne plus que ce que vous me proposez. »

« Les personnes qui les accueillent aux guichets en sont démolies. » « Autour de moi, les gens ont le sentiment qu'on se moque

d'eux, s'exclame, de son côté, la directrice d'accueil d'un village languedocien, connue pour son militantisme socialiste et son dévouement : « Certains finissent par gagner moins que les fraudeurs. Que faire ? Les dénoncer ? Ce n'est pas notre façon d'agir, mais le malaise est considérable. »

Responsabiliser la population

« J'entends de plus en plus s'exprimer cette protestation », reconnaît le sénateur Gérard Deleau, maire d'une commune rurale des environs de Montpellier. Pour lui, les mesures réprimant le travail clandestin, si nécessaires soient-elles, ne seront jamais suffisantes. Il faut responsabiliser la population : pourquoi ne pas mettre le problème entre les mains d'une instance locale de concertation regroupant, outre des élus municipaux, des représentants des entreprises, des salariés, des associations et institutions travaillant à l'insertion, à la manière des centres communaux d'action sociale déjà existants ? Elle aborderait les problèmes économiques locaux, disposerait de la liste des chômeurs et RMIstes et alerterait les autorités de tutelle en cas d'abus.

Il faudrait, aussi, opter pour « moins d'allocations de toutes sortes et plus de postes de travail créés dans le domaine des activités d'intérêt pour ceux qui n'ont pas d'emplois ». Le secteur associatif serait solidement épaulé pour accompagner les publics en difficulté : « N'oublions pas qu'il a montré, face à la crise, une grande capacité d'invention et que chaque franc qu'on y investit a un rendement exceptionnellement élevé du fait de son encadrement de bénévoles et de ses salariés hyper-motivés. » Il serait nécessaire enfin que « l'Etat confie contractuellement, sur des bases précises, aux acteurs locaux une partie de la gestion des actions de lutte contre le chômage ».

Encore faut-il que le « civisme de proximité » que prône Gérard Deleau réussisse à germer. Dans certaines régions où la débrouille et la resquille sont solidement ancrées dans les mœurs, il sera sans doute difficile de surmonter les connivences qui relient tous ceux qui bénéficient du système.

En revanche, certaines régions, certaines localités réussissent dès à présent à faire un usage globalisant satisfaisant du RMI. A Vitry (Ile-et-Vilaine), par exemple, les initiatives multipliées depuis six ou sept ans par le département et la commune ont développé progressivement un véritable réseau d'accompagnement des personnes en difficulté. « Dans les sept cantons qui constituent notre zone,

disent les animateurs locaux d'insertion, tous les RMIstes sont connus et nous les rencontrons régulièrement. Nous sommes assez proches d'eux. Nous avons suffisamment à leur proposer pour que chacun, ou presque, trouve une solution qui lui convienne et puisse ainsi élever ses ressources sans passer par le travail clandestin. »

Comme par ailleurs les deux associations intermédiaires locales proposent aux employeurs des formules simples d'embauches momentanées, ceux-ci prennent peu à peu l'habitude de passer par elles : le travail clandestin devient alors travail déclaré, les tâches épisodiques se structurent et finissent par générer des activités régulières. « Plus nous aurons ainsi de dispositifs simples et rapides, plus nous rognons sur le travail au noir. »

Le ticket service

Le ticket service qu'envisage le projet gouvernemental sur l'emploi permettra sans doute d'avancer un peu plus dans cette voie. L'aide sociale facultative de la mairie pourrait, d'autre part, être liée à l'avenir à de petits travaux, « comme il y en a toujours à faire dans une commune : nettoyer un local... ». Les petites entorses à la légalité ne sont pas dramatisées. Elles peuvent être positives pour les intéressés, dans la mesure où elles leur permettent de retrouver des contacts, de reprendre goût à une activité.

En tout état de cause, dans cette région, les mœurs ne sont pas au travail clandestin. Et il y a un aspect du problème à ne pas négliger : la réalité concrète du RMI varie beaucoup en fonction des cultures locales ; on l'a vu pour deux régions. C'est encore plus évident si l'on pense au cas des banlieues en difficulté. « Dans mon quartier, dit ainsi la responsable d'un projet de développement social des quartiers de Seine-Saint-Denis, beaucoup de RMIstes n'ont aucune activité. »

Pour elle, il ne convient pas de parler de secteur informel, mais de « secteur informel » ; à bien distinguer de l'illégal, l'expression qu'elle réserve aux recels et trafics. « Dans ce qui se crée dans le secteur informel, je vois une réalité positive qui témoigne d'une forme de dynamisme adaptée à une société en voie de tiers-mondisation ; une soupape de sécurité normale et inéluctable, aussi longtemps que l'économie ne se sera pas rétablie. Ces activités font vivre des familles entières. Ma seule préoccupation à leur sujet est de les amener progressivement à la légalité sans les casser. »

Marie-Claude Betheder

La frénésie du bricolage

La crise aidant, constructions et rénovations en tout genre se multiplient

L'ANECDOTE circule. La crise aurait développé aux Etats-Unis des comportements de « troc de services », au point qu'il serait fréquent de voir outre-Atlantique des particuliers proposer à leur dentiste ou à leur médecin de les payer en effectuant des réparations de peinture dans leur cabinet, voire des travaux de plomberie à domicile. « Nous n'en sommes pas là chez nous, rétorque un spécialiste français du bricolage, même s'il est clair qu'avec l'approfondissement de la crise le comportement des consommateurs a évolué. »

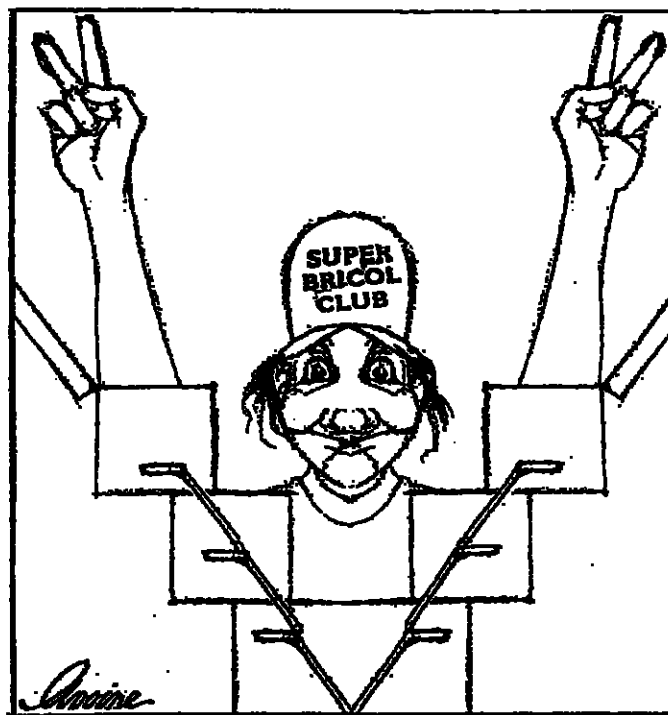
Première donnée : le secteur du bricolage se porte bien dans l'Hexagone. Depuis dix ans, le secteur connaît une progression moyenne d'environ 2 % par an en volume. Avec un chiffre d'affaires global de 75 milliards de francs en 1992 - soit une progression de 2 % par rapport à 1991 (en francs constants) -, le bricolage représente le second secteur d'équipement des ménages, derrière l'électroménager (1). Fait majeur, les GSB (grandes surfaces de bricolage) concentrent près de 50 % du marché en valeur, soit une part en progression constante.

La réussite des « paquebots », les grandes chaînes spécialisées Leroy-Merlin ou Castorama, témoignent de la santé du secteur. Avec des progressions annuelles à deux chiffres, très supérieures à celle du marché dans son ensemble, les deux enseignes possèdent au total près de deux cents magasins en France. En quinze ans, Leroy-Merlin a ouvert treize grandes surfaces en région parisienne - et Castorama seize. La conclusion est claire : ces leaders ont accompagné une consommation de masse que la morosité économique n'a guère affectée jusqu'ici.

Une démarche de nécessité

« Avec la crise, il existe un repli des gens sur la famille et les activités liées à la maison, précise un professionnel du secteur. Surtout, par souci d'économie, de plus en plus de personnes font les choses par eux-mêmes. Le bricolage conçu comme activité de loisir a été en partie remplacé par une démarche de nécessité. » Des données que les fabricants et les grands distributeurs du secteur connaissent, pour avoir adapté leur stratégie à la période.

Les premiers ont considérablement élargi la gamme des produits vendus au grand public : dans le domaine de l'équipement de la maison, par exemple, chacun peut à présent trouver dans les GSB des installations fixes de chauffage - convecteurs - et plus



seulement les petits matériels d'appoint. Les seconds ont accompagné cette stratégie en fournissant aux clients des fiches techniques d'utilisation et en offrant la panoplie complète pour toutes les formes de travaux possibles.

Outre l'utilisation familiale et privée qu'elle facilite, cette « démocratisation des techniques et des outils » encourage-t-elle le développement de certaines formes de travail au noir ? La crise aidant, des particuliers ne cherchent-ils pas à vivre - au moins partiellement - en proposant autour d'eux des « services » en tout genre ? Personne n'est vraiment loquace sur le sujet. « Il est impossible de savoir ce que nos clients font des produits qu'ils achètent », souligne tel responsable d'une chaîne spécialisée : « Les jeunes pourraient trouver dans le bricolage des petits boulois faciles en s'équipant un minimum », lâche tel autre vendeur.

Malgré l'évidence, chacun reste sur ses gardes, comme s'il craignait d'apparaître complice - même involontaire - d'activités illégales. La plupart des professionnels s'accordent cependant pour désigner le secteur du bâtiment comme le gros consommateur d'activités « non déclarées ». Et d'évoquer l'« évasion fiscale » dont profiteraient les nombreux « gros clients qui paient toujours en liquide » dans les GSB. « Il suffit d'aller sur un parking, précise l'un de ces dis-

crets spécialistes du bricolage. Vous jugerez vous-mêmes au nombre de camionnettes d'artisans qui s'y bousculent... »

Olivier Piot

(1) Chiffres fournis par l'UNILAB (Union nationale des industries du bricolage).

CERTIFICAT EN DROIT DES AFFAIRES INTERNATIONALES

Formation professionnelle dans les domaines du droit commercial international, droit français des affaires et droit communautaire

... pour ceux qui travaillent déjà au sein d'un service juridique d'entreprise ou d'un cabinet d'avocats internationaux, ou ceux qui désirent percer dans ce domaine.

SESSION D'INFO GRATUITE : SAMEDI 16 OCTOBRE à 10 h 00 RÉSERVEZ UNE PLACE :

THE AMERICAN UNIVERSITY OF PARIS

département de formation permanente

Tél. : 45-51-64-58

IHTTI SCHOOL OF HOTEL MANAGEMENT NEUCHÂTEL/SWITZERLAND

3-YEAR BACHELOR'S DEGREE AND HIGHER DIPLOMA IN HOTEL MANAGEMENT

21/2 YEAR DIPLOMA IN HOTEL MANAGEMENT

1-YEAR CERTIFICATE COURSES

ASK MARIA BAKS FOR INFORMATION AT: IHTTI, BOX 4006 BASEL, SWITZERLAND. PHONE 41-61-312 30 94 FAX 41-61-312 60 35

Traduction : cette annonce concerne la formation dans une école hôtelière en Suisse.

ESSEC Executive MBA

Faire la différence.

Totalement compatible avec la vie professionnelle, l'Executive MBA est réservé aux jeunes managers à fort potentiel. Ce programme constitue un atout décisif dans le développement de leur carrière. Basé sur les principes d'interaction et d'innovation, l'Executive MBA d'ESSEC IMD est le fruit de l'expérience et de l'excellence du corps professoral international de l'ESSEC.

Prochaine session : juillet 1994 à octobre 1995. 80 jours échelonnés (vendredi/samedi).

CNIT, BP 230, 2 place de La Défense, 92053 Paris-La Défense.

Programmes dirigeants Executive programs

VIVIANE HENRIOT OU CATHERINE BOURGEOT

46922100

Formation de jeunes ingénieurs au JAPON

VOUS ETES JEUNE DIPLOME(E) D'UNE GRANDE ECOLE D'INGENIEURS (POLYTECHNIQUE, MINES, CENTRALE OU EQUIVALENT)

Vous avez un projet d'étude relatif aux technologies japonaises (Recherche, Développement, Production, Industrialisation)

La S.F.J.T.I peut vous organiser une formation de 1 à 2 ans au Japon avec l'aide d'une entreprise française (salaire et charges) et avec un co-financement public français.

Envoyez lettre manuscrite + CV + projet d'étude à : S.F.J.T.I Programme CIFOJA, 17 rue Hamelin, 75783 Paris Cedex 16

SOCIETE FRANCO-JAPONAISE DES TECHNIQUES INDUSTRIELLES

Association loi 1901 - Organisme de formation agréé.

フランス-日本工業技術協会

D'un métier à l'autre le nouveau ROME

Repertoire Opérationnel des Métiers et des Emplois

la référence des professionnels

recrutement, gestion des ressources humaines, reclassement des personnels en entreprise... information, orientation, formation, évaluation des compétences, reconversion, insertion...

- l'index alphabétique des appellations, 280 p.
- le dictionnaire (2 volumes) emplois/métiers tertiaires, 264 p. emplois/métiers techniques et industriels, 280 p.
- les aires de mobilité professionnelle, 496 p.

Pour ces 4 volumes conçus par l'ANPE : prix de lancement jusqu'au 31.12.1993, 1 000 F TTC prix public à partir du 01.01.1994, 1 200 F TTC

en vente à La Documentation française 124, rue Henri Barbusse 93308 Aubervilliers Cedex

MODERNISATION

Les nuits agitées de Rungis

Les halles se transforment mais les conditions de travail ne suivent pas

CÔTÉ face, le Marché d'intérêt national (MIN) de Rungis (Val-de-Marne) - 61 milliards de chiffre d'affaires en 1991 - se modernise. Il s'oriente de plus en plus vers le courtage, qui évite aux marchands de transporter par le MIN, vers la grande distribution aussi et l'international. Symbole de cette mutation, le chantier du projet Delta qui, à terme, hébergera sur 50 000 mètres carrés couverts des plates-formes logistiques performantes.

Côté pile, en revanche, le MIN - 17 000 emplois, près de 2 000 entreprises : grossistes, producteurs, administrations et services - évolue peu sur le plan social. Il est vrai que l'ambiance y est particulière. « C'est une grande famille, lance Bernard de Lisle, secrétaire général d'Unigros (Union des grossistes), la plus importante chambre professionnelle du marché. Patrons et salariés sont copain-copain et très travailleurs. Ils ont un esprit d'indépendance et ne veulent pas s'embêter avec des élections de délégués. » La CGT n'a pas franchement la même vision. Elle évoque les licenciements abusifs, les heures supplémentaires à tour de bras, les incendies (deux en mars 1993), les grèves parfois dures, comme en 1991 chez Segex (nettoyage) et Sotris, l'usine d'incinération des déchets...

Signe d'une prise de conscience : le Comité interentreprises d'hygiène, de sécurité, des conditions de travail (CIHST), structure paritaire unique en France née en 1981 à l'initiative d'Unigros - qui la préside, - de la CGT et de la CFTD rejointes cette année par la CGC, a été réactivé en 1991 après un long sommeil. Financé par la Semmaris (société d'économie mixte d'aménagement et de gestion du MIN, placée sous tutelle de l'Etat) et une redynamisation des grossistes, ce comité se réunit également en présence de l'inspection du travail, de la Caisse régionale d'assurance-maladie d'Île-de-France (CRAMIF), des médecins du site, de la police, et dispose désormais de locaux et d'un poste de secré-

taire administratif tenu par un syndicaliste CGT. Son rôle se limite toutefois à intervenir sur l'organisation générale du marché, mais pas au sein même des entreprises. Sa première urgence : la mise au point d'un plan de circulation pour les piétons et les véhicules spécialisés, le règlement intérieur de la Semmaris étant peu respecté. L'entretien des engins laisse aussi parfois à désirer ainsi que la formation des caristes.

Le prix de la sécurité

Serge Nail, secrétaire administratif du CIHST, remarque que depuis un peu plus d'un an « un déficit s'est produit. Les conducteurs commencent à s'inquiéter du nombre d'accidents. Or jusque-là, quand je leur disais qu'ils avaient pris un risque, ils répondaient : "On a toujours fait comme ça. Pourquoi changer?" » D'après les statistiques de la CRAMIF de 1990 portant sur les sociétés du MIN de plus de dix salariés, l'indice de fréquence moyenne des accidents du travail était partout supérieur à la moyenne régionale, notamment dans les transports avec véhicules spécialisés, où il triple. Et les mentalités évoluent lentement.

« Nous proposons des subventions pour améliorer les installations », souligne-t-on à la CRAMIF. A la découpe de viande, par exemple, des actions ont été menées dans le cadre d'une convention nationale d'objectif. Mais les employeurs pensent surtout que cela va leur coûter de l'argent. Nous faisons un travail de journaux. Pour Rachid Kadri, secrétaire général de l'union locale CGT, installée au cœur du marché, poser le problème de la sécurité, c'est aussi « parler de l'emploi », des effets en diminution des absents non remplacés alors que le tonnage déchargé varie peu. Du coup, pour alimenter à temps les pavillons où se présentent les acheteurs, « les salariés doivent travailler de plus en plus vite et prendre des risques », constate-t-il.

En pleine nuit, le spectacle du MIN est impressionnant. A la marée par exemple, sur « le quai de la Haute Volige », baptisé ainsi par un manutentionnaire, les caisses encombrant le sol. Les chariots automoteurs circulent trop vite dans tous les sens, provoquant des accidents parfois graves. Comme en mars dernier, où un salarié a dû être amputé de son pied écrasé. Un drame qui a toutefois débouché sur une révision concertée du plan de circulation, expérimenté actuellement sur une partie de la marée.

Mais les manutentionnaires de la Somavil qui travaillent sur le quai à ciel ouvert de 22 heures à 6 heures du matin, souffrent toujours du froid en hiver, du vent ou de la pluie. Les syndicats réclament la couverture du quai et sa climatisation, comme au secteur de la volaille. Sans succès pour l'instant. Dans le secteur des pro-

duits carnés, les manutentionnaires rencontrent les mêmes difficultés. Autre dossier brûlant : la lutte contre les faux indépendants. Jean-Michel Crandal, inspecteur du travail sur le secteur de 1988 à 1990, aujourd'hui directeur à la direction départementale du travail de Paris, avait constaté que, à la découpe de viande de porc, des intermédiaires sans statut d'entreprise d'interim, « prêtent illégalement à des employés des soi-disant travailleurs indépendants », qui ne s'acquittent pas toujours de leurs obligations en tant qu'artisans. Les employeurs pouvaient librement moduler la durée du travail, jusqu'à quinze voire dix-huit heures par jour, au gré des fluctuations du volume à traiter et compter sur la forte productivité de ces travailleurs payés au kilo de viande découpée. Une enquête difficile, où il fallait observer l'organisation du

travail afin de démontrer à la justice l'existence d'un lien de subordination. « Les gens ont remarqué que je prenais des notes, se souvient Jean-Michel Crandal. Alors, dès que j'arrivais, le chef faisait un signe et tout le monde sortait de l'atelier, en toute indépendance bien sûr. » Des procès-verbaux ont été dressés à l'encontre des employeurs et intermédiaires, certains ont débouché sur des condamnations.

Autre filière détournée : celle des « porteurs des halles ». Depuis l'époque des Halles de Paris, la Semmaris délivre, après une courte enquête de police, des agréments aux porteurs, les autorisant à travailler sur le marché en tant qu'indépendants.

Le détournement, dénoncé depuis des années par la CGT, est mis en évidence dans l'affaire de La Dorina, grossiste en fruits et légumes qui a, depuis,

déserté le marché. En 1990, y éclate un conflit qui débouche sur l'octroi de repos compensateurs dus aux salariés.

En leur absence La Dorina recrute des travailleurs dits indépendants. En fait, des salariés déguisés, aux yeux de l'inspection du travail, qui compte demander au juge de requalifier les contrats de travail. Mais le phénomène s'amplifie, ces « faux artisans » remplaçant petit à petit les salariés, notamment les cégeistes.

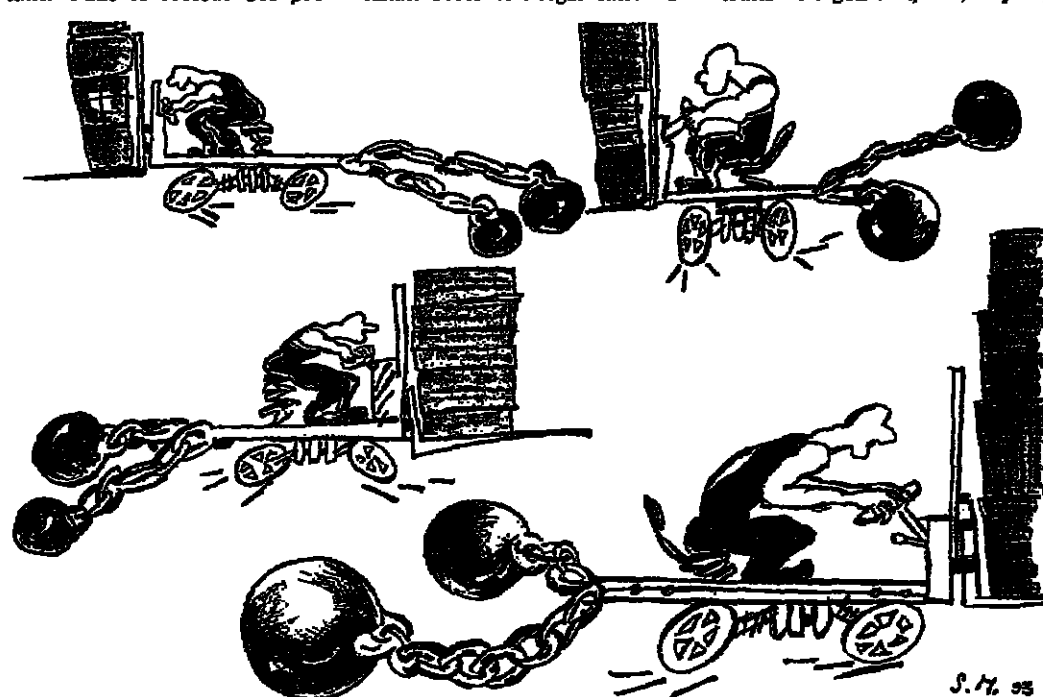
Trois ans après les procès-verbaux, l'audience du tribunal correctionnel s'est tenue le 23 septembre dernier. La défense estime que ses clients avaient le droit d'employer ces « indépendants » puisqu'ils étaient agréés par la Semmaris.

Mais cette logique semble s'opposer à celle de la société, qui estime que c'est aux porteurs munis de l'agrément de se mettre en règle avec les organismes sociaux.

« Nous ne le vérifions pas, explique-t-on à la Semmaris, c'est le travail de l'administration. » D'autre part, cet agrément ne présume pas non plus qu'un bon usage en est fait.

« Les porteurs agréés ne sont pas là pour remplacer les salariés, ajoute-t-on à la Semmaris, mais ce n'est pas notre souci, ce sujet relève de la responsabilité de l'entreprise. » Une commission départementale de lutte contre le travail clandestin, présidée par le préfet et à laquelle les syndicats participent, a été instituée en 1992. « Nous sentons que des employeurs étaient sensibles à la concurrence déloyale induite par le travail clandestin », souligne Rachid Kadri. Une question économique mais aussi d'image pour le premier centre d'échanges européen de produits frais.

Francine Alzicovici



TRIBUNE

Votre fils sera-t-il apprenti ?

par Jean Paquet

MAITRES d'apprentissage en quête d'introuvables apprentis, métiers en voie de disparition faute de la relève nécessaire, alors qu'il existe quelque 600 000 jeunes garçons et filles âgés de seize à vingt-cinq ans à la recherche d'un emploi. La fameuse inadéquation entre offre et demande d'emploi n'a jamais été aussi grande. Il n'y a pour s'en convaincre que de consulter les offres de places d'apprenti non satisfaites enregistrées tant dans les chambres de métiers que dans les organisations professionnelles de l'artisanat.

Ce paradoxe résulte du fait que, depuis cinquante ans dans notre pays, notre société n'a cessé de déconsidérer le travail manuel au seul profit des professions nobles, celles dites de robe et de plume. Aujourd'hui, notre société récolte les fruits de ce qu'elle a semé : une jeunesse dont l'aversion pour les métiers manuels est telle que la grande majorité des garçons et des filles de France considèrent de nos jours que c'est déchoir dans la hiérarchie sociale que de travailler de ses mains ;

- une population qui, faute d'information, ignore dans sa grande majorité les possibilités de promotion qu'offrent la plupart des métiers ;

- un corps d'enseignants supérieurs qui ne cache pas en quelle ignorance et en quel dédain il tient tout ce qui est enseignement technique et, a fortiori, apprentissage en entreprise.

Profondément enraciné, ce mal dont souffre notre économie inquiète et désoriente les « médecins » chargés de trouver le remède miracle ! Et de cibler père-mère l'Allemagne, le Japon... alors qu'il existe un véritable modèle français de l'apprentissage.

Si le diagnostic est facile, la thérapeutique est difficile à trouver !

Comment faire comprendre :

- à de jeunes lycéens âgés de seize à dix-huit ans et qui « traînent... » quelque peu dans leurs études, comme à des étudiants plus âgés qui fréquentent sans grande chance de se retrouver dans le peloton de tête de la dure compétition qui existe aujourd'hui dans toutes les disciplines universitaires... qu'il y a

d'autres voies pour se promouvoir dans la vie que la situation déplorée de déclassement de l'appareil éducatif.

Comment faire comprendre : - à des parents vivant dans un pays où l'on a laissé s'accréditer la thèse que les métiers manuels étaient le refuge des ignares et des laissés-pour-compte que la réalité est différente et qu'il serait facile de citer les innombrables réussites, quelquefois spectaculaires, qui peuvent prolonger l'apprentissage d'un métier manuel...

Comment faire comprendre : - aux quelque 400 000 artisans détenteurs d'un agrément pour former des apprentis et qui y renoncent devant l'accumulation des « excès administratifs » qui entourent le contrat d'apprentissage, qui devrait être simple alors qu'il est devenu un véritable parcours du combattant, que, dans l'aventure de la formation d'un jeune, un bon maître d'apprentissage ne doit pas seulement communiquer à son apprenti une connaissance complète de la technique et de la pratique du métier considéré, mais qu'il doit aussi éduquer l'homme, en lui faisant apprécier la satisfaction que procure un travail exécuté avec l'esprit qu'avec les mains et où la part de l'intelligence personnelle intervient pleinement.

Comment faire comprendre enfin : - aux pouvoirs publics de ce pays (qui jusqu'à ce jour s'est voulu seulement industriel et agricole) qu'un jeune manuel représente un investissement tout aussi indispensable qu'un universitaire ou que le maintien d'un agriculteur sur son exploitation ?

...

Oui, comment redresser une situation qui s'est tellement dégradée en France que l'on touche au point de rupture. C'est à ce type de questions, entre autres, que doivent répondre les parlementaires dans le cadre de la discussion de la loi quinquennale sur l'emploi actuellement devant l'Assemblée nationale, ensuite devant le Sénat.

L'enjeu est d'importance et, à mes yeux, ne peut s'accommoder que d'un très large consensus de tous ceux qui veulent enrayer ce

nafrage que constituent des centaines de milliers de jeunes en quête d'un emploi. Enrayer les désastreux effets d'une politique trop longtemps éloignée des réalités du terrain est, en effet, devenu l'affaire de la nation tout entière. Un immense effort commun de tous les responsables et à tous les niveaux peut seul déboucher sur une réelle revalorisation des métiers manuels.

Trop longtemps isolées dans ce combat inégal, les chambres de métiers ont cependant fait, dans le passé, des efforts aussi méritoires que méconnus ; elles ont la volonté de continuer, mais elles demandent, pour ce faire, que tous ceux qui sont concernés participent pleinement.

Les artisans peuvent les aider en s'associant à leurs initiatives de formation, de promotion et de rénovation de l'apprentissage. Cet apprentissage dont nous sommes issus et qui a marqué notre vie - moment d'exception situé à la croisée de l'échange entre l'apprenti et le maître, et où s'imbriquent étroitement deux engagements très forts : un extraordinaire témoignage de confiance, celui d'un adolescent envers son formateur, et une formidable responsabilité morale, celle du maître envers son apprenti !

C'est à partir de cette alchimie un peu particulière que, pendant des siècles, des hommes et des femmes ont pu transmettre leur savoir-faire, leur amour du métier, en même temps que le respect d'un certain nombre de valeurs.

La formation sur le tas a permis à des générations d'artisans, pas forcément favorisés au départ, ni sur le plan social ni sur le plan des résultats scolaires, de réussir néanmoins leur vie d'hommes et de femmes.

Nous, artisans détenteurs de cet héritage, formons des vœux pour que les efforts actuels et conjugués de l'Etat, des régions, des compagnies consulaires et des professions pour revaloriser les métiers manuels auprès des jeunes portent leurs fruits. Ne nous y trompons pas, il en va de la paix sociale en France.

► Jean Paquet est président de l'assemblée permanente des chambres de métiers.

Institut Supérieur
de Marketing du Luxe

Promotion 1993 / 1994

Un enseignement théorique
sur 2 trimestres :

- 8 samedis avec études de cas par des professeurs de gestion de haut niveau ;
- 40 conférences chaque mercredi soir.

Un enseignement pratique.

étudiants BAC + 4, + 5 ;
jeunes cadres confirmés.

Inscription et renseignements :

Institut Supérieur de Marketing du Luxe

Carrier International

51, rue François 1^{er} - 75008 Paris

Tél : (1) 40.74.60.23

Clôture des inscriptions :

15 octobre 1993.

MUSEE IVRY CODE

code d'accès ABO

هناك من الأهل

etap.

LES DIRIGEANTS

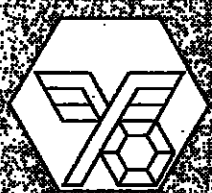
Direction générale
Direction générale adjointe - Secrétariat général

Recherche
et Sélection de
Cadres et
Dirigeants

DEUX
DIRECTEURS
ASSOCIÉS

Paris

Spécialistes du Conseil en entreprise dans le domaine de la gestion des ressources humaines, nous intervenons sur les secteurs de l'industrie et de la high tech, notamment pour des clients internationaux. Notre développement est important, et dans ce contexte nous recherchons deux Directeurs Associés. Autonomes, déjà expérimentés dans cette activité, vous maîtrisez bien une clientèle et une spécialité de marché (par exemple dans la banque et les assurances, ou bien la santé, les services ... etc, non exhaustivement). Vous assumerez, avec le soutien d'une équipe de spécialistes, une mission complète : développement d'un portefeuille clients, étude et mise au point des cahiers des charges des missions, mise en place des moyens de recherche, sélection des candidats et suivi de leur intégration. Vous êtes impérativement diplômé de l'enseignement supérieur. Les conditions proposées, la notoriété de l'organisation, ainsi que ses performances sont de nature à motiver des candidats de grande valeur. Nous vous remercions d'adresser votre dossier de candidature à COMMUNIQUE - 50/54 rue de Sully - 92513 BOULOGNE-BILLANCOURT CEDEX, sous la réf. RCD, en mentionnant les noms des cabinets auxquels vous ne souhaitez pas que votre dossier soit transmis.



La Chambre de Commerce et
d'Industrie de Versailles
Val d'Oise - Yvelines
(70 000 ressortissants, 1 500 salariés)
recherche son Directeur du
Développement des Entreprises.

DIRECTEUR
DU
DÉVELOPPEMENT
DES
ENTREPRISES

Sous l'autorité du Directeur Général des Services, il aura la responsabilité de la gestion, de l'animation et de la promotion d'une Direction qui a pour mission le développement économique des départements du Val d'Oise et des Yvelines et l'appui aux entreprises du Commerce, de l'Industrie et des Services.

Agé de 40/50 ans, diplômé "grande école", le candidat a déjà fait preuve au cours de sa carrière de ses capacités d'organisation, de management et d'initiative.

Une expérience professionnelle du secteur public et du secteur privé ou parapublic sera vivement appréciée.

Merci d'envoyer lettre manuscrite,
CV + photo et prétentions à
C.C.I.V. - Service du Personnel
21, avenue de Paris
78021 VERSAILLES CEDEX.

UN RECRUTEMENT IMPOSSIBLE ?

► Nous recherchons un Dirigeant ayant une expérience
DE DIRECTEUR GENERAL DE CENTRE DE PROFIT
+
DE CONSULTANT EN MANAGEMENT
+
DE DRH

Notre client est exigeant, sa renommée, son projet, le poste proposé justifient cette exigence.

Sa renommée ? Incontestée et européenne - le poste ? diriger et développer un important business - les produits ? prestations de services intellectuels - le domaine ? le management des ressources humaines des entreprises de l'an 2000 - les clients ? les grandes entreprises - les équipes à animer ? des experts de haut niveau.

Nous allons téléphoner à quelques personnages que nous connaissons. Si nous ne vous connaissons pas, contactez-nous.

Vos responsabilités actuelles vous procurent une rémunération de dirigeant d'entreprise. Dans ce cas, il est possible que vous correspondiez à la personne que nous recherchons.

Le poste est basé à PARIS.

Ecrire sous réf.
39A 2582-3M
Discretion absolue

etap

71, rue d'Auteuil
75016 Paris

هكزامن الأجل

CARRIÈRES INTERNATIONALES

► Parlez-vous vietnamien ? ◀

Connaissez-vous le Marketing et la Vente ?

Avez-vous une expérience dans la Grande Consommation ?

Si vous répondez "oui" à ces trois questions, cette annonce vous intéresse.

Groupe français, leader mondial pour plusieurs de nos marques, notre stratégie de développement international implique maintenant une implantation au VIETNAM. Nous recherchons le responsable de ce projet.

Basé à HÔ CHI MINH-VILLE, il créera notre bureau commercial, il effectuera :

- les études de marché et le choix des produits adaptés,
- l'identification et la sélection des réseaux de vente,
- les études d'opportunité et de faisabilité de fabrication locales.

La réussite dans ce poste, outre d'être bilingue français-vietnamien (la connaissance complémentaire de l'anglais serait un atout) implique :

- une formation ingénieur agro-alimentaire (plus 3ème cycle Marketing Commercial ou MBA) ou école supérieure de commerce,
- 3 à 5 ans d'expérience professionnelle,
- ... bien évidemment les qualités d'un entrepreneur polyvalent, autonome et réalisateur.

Si, ultérieurement, vous souhaitez poursuivre votre carrière dans un autre pays, tout est envisageable au sein de notre groupe.

Ecrire sous réf.
40A 2602-3M
Discretion absolue

etap

71, rue d'Auteuil
75016 Paris

LA BANQUE EUROPEENNE D'INVESTISSEMENT

La BEI, institution financière de la Communauté Européenne, recherche actuellement pour sa Division Traduction à LUXEMBOURG un :



Traducteur-Reviseur Qualifié (h/f) de langue maternelle française

Qualifications : ☐ formation de niveau universitaire, comme traducteur et/ou expérience professionnelle équivalente d'au moins 5 ans acquise, de préférence, dans une institution financière ou internationale; ☐ aptitude à travailler sur PC.

Ce poste pourrait également convenir à un économiste, cadre bancaire, etc..., ayant d'excellentes connaissances linguistiques.

Langues : ☐ langue maternelle française et excellente connaissance de l'anglais; la connaissance d'autres langues communautaires serait un avantage.

La Banque offre de très bonnes conditions d'emploi, une rémunération intéressante, de nombreux avantages sociaux et pratique une politique d'égalité des chances.

Les personnes intéressées, possédant la nationalité d'un des pays membres de la Communauté, et n'ayant, de préférence, pas plus de 40 ans, sont priées d'envoyer leur curriculum vitae, accompagné d'une photographie, en indiquant la référence, à la :

BANQUE EUROPEENNE D'INVESTISSEMENT
Division Recrutement (référence: AG/TRAD 9301)
100, boulevard Konrad Adenauer
L - 2950 LUXEMBOURG. Fax: 4379 3360

Les candidatures seront traitées avec la discrétion de rigueur et ne seront pas restituées.

Délégué Export Pays de l'est

Au sein de notre Direction Export Europe, vous prendrez en charge, avec vos 2 assistantes commerciales, notre implantation dans les pays suivants : Hongrie, Pologne, Tchécoslovaquie, CEI, Roumanie, Bulgarie, Albanie.

Tout en assurant notre développement dans le cadre de notre politique commerciale, vous veillerez au respect de notre image de marque. Responsable du suivi commercial, vous réaliserez la gestion des budgets de ces marchés.

De formation Ecole de commerce, vous justifiez d'une expérience de l'export des produits de luxe sur les pays de l'Est. A vos qualités d'animateur et votre capacité d'intégration s'ajoute une grande disponibilité : ce poste exige bien sûr de nombreux déplacements. Vous parlez couramment anglais et maîtrisez si possible le russe et l'allemand. Dès votre intégration, vous bénéficierez d'une solide formation à nos spécificités.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre, CV, photo, rémunération actuelle) sous référence DE/M à CHANEL - Nadia Rotondo- DGRH - Recrutement Cadres 135, Charles de Gaulle - 92521 Neuilly sur Seine Cedex.

CHANEL

SECTEURS PUBLIC ET ASSOCIATIF

Collectivités territoriales - Ministères - Associations

Conseil Général de la Moselle



Contrôleur de gestion

Le Département de la Moselle recrute pour sa Direction Générale des Services

Véritable organisateur, vous avez pour mission d'assurer la définition et la diffusion d'une culture de gestion au sein de la collectivité, la réalisation d'études sur l'activité des services, l'élaboration et la définition des concepts de gestion pour notre structure ainsi que l'élaboration des cahiers des charges pour la mise en place ou l'adaptation des outils de gestion.

De formation supérieure type IEP Paris ou DESS Sciences Economiques, vous possédez une solide expérience à un poste similaire, qui vous a permis de bien connaître les questions administratives et techniques relatives à une structure de taille comparable à la nôtre. Incontestablement doué pour l'organisation, vous avez également un sens aigu des relations humaines.

Merci d'adresser votre candidature à M. le Président du Conseil Général de la Moselle, Division des Ressources Humaines, Service du Personnel, BP 1096, 57036 Metz Cedex 1.

Le C.O.G.I.M. : (Association loi 1901)

Conseil de Gestion des Installations Municipales de la ville de REIMS.

Véritable P.M.E. de 150 personnes, 13 équipements sportifs sur toute la ville (six piscines, deux patinoires...), 1,5 million d'entrées en 1992, CA : près de 40MF.

recherche son Directeur Général

Directeur Général

Sous l'égide du Président de l'association, vous animerez l'équipe de direction (cinq collaborateurs), coordonnerez l'action des services et serez le maître d'œuvre en matière d'organisation, de manifestations d'envergure nationale. Vous développerez également des relations avec les clubs sportifs, les partenaires économiques (banques), des techniques (fournisseurs et services techniques municipaux), en prenant en considération les attentes de la clientèle C.O.G.I.M.

A 30/40 ans, de formation supérieure BAC + 4 (École Supérieure de Commerce), votre expérience du management et vos compétences en gestion unanimement reconnues vous permettront de dynamiser vos équipes et de mettre en place des indicateurs pertinents (contrôle financier, tableaux de bord...), afin d'élaborer une véritable prospective financière.

Homme de dossiers et de terrain, vous possédez, bien sûr une sensibilité particulière pour le développement de la ville et associerez les nécessités d'une gestion privée à l'éthique d'un service public.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite + CV + photo) sous la réf. 1908 à notre Conseil Philippe PREVOST - LIGHT - 5/7 rue Jeanne Braconnier - 92366 MEUDON LA FORET Cedex.

Le Conseil Général des Bouches du Rhône recrute



RESPONSABLE DÉLÉGATION DÉPARTEMENTALE A LA JEUNESSE

Catégorie A statutaire expérimenté.

En étroite collaboration avec le délégué départemental, vous coordonnerez et dynamiserez les actions et les projets menés en faveur des jeunes par le département ou par des partenaires spécifiques. Vous animerez également l'équipe technique de la délégation (10 pers. réparties sur 4 sites).

En liaison permanente avec le Directeur Général, le Cabinet, les Directions du Conseil Général et le délégué concerné, vous nouerez parallèlement de nombreux contacts avec les organismes partenaires pour optimiser l'efficacité de vos missions.

Disponible, sensibilisé aux difficultés rencontrées par la jeunesse, vous êtes une véritable force de proposition et de contact. Votre sens de l'initiative, vos qualités d'animateur motivent votre équipe.

Merci d'adresser votre manuscrite, CV et photo s/réf. DDJA/1 au Conseil Général des Bouches du Rhône - DRH - Bureau des Etudes et des Effectifs - Hôtel du département - 13256 Marseille cedex 6.

CABAIL

UCADAIL


FINALE DE LEASING DU CREDIT AGRICOLE RECHERCHE POUR SA DELEGATION REGIONALE DU NORD. UN

ATTACHE COMMERCIAL

CARRIÈRES EUROPÉENNES EN ENTREPRISES

Partenariat avec 9 journaux européens

Notre entreprise implantée en Europe et en Amérique du Nord, à forte notoriété sur son marché très porteur, a été organisée pour faire exploser son CA (100 MF). Filiale d'un groupe agro-alimentaire qui privilégie les secteurs d'avenir, elle bénéficie des fortes synergies internes. Son dirigeant étant promu, nous recherchons un



Directeur général

Bilingue FRANÇAIS / NEERLANDAIS 500 KF+

Sa mission : "réussir" la croissance.

En particulier, il lui faudra :

- continuer à développer les produits nouveaux adaptés aux différentes cultures nationales,
- renforcer notre capacité commerciale de pénétration dans les différents pays d'Europe et d'Amérique du Nord,
- maîtriser la production qui, désormais est sous-traitée dans d'autres entreprises du groupe.

Son profil :

- celui d'un entrepreneur qui s'identifie à son entreprise pour la faire croître et réussir durablement,
- avec une expérience diversifiée de direction Marketing/Commercial d'entreprises agro-alimentaires et de développement de marques dans différentes cultures nationales.

D'origine Grandes Ecoles Commerciales, HEC, SOLVAY,.... bilingue français/néerlandais, prêt à habiter avec sa famille à Bruxelles, il a une forte sensibilité aux marchés. Ouvreur de portes, entraîneur d'équipes, il creuse durablement son sillon !

Une personnalité de premier plan sera appelée, à terme, à assumer des responsabilités accrues au sein de notre groupe.

Nous vous invitons à adresser votre dossier de candidature (C.V. complet accompagné d'une lettre manuscrite) sous référence (C/DG) à notre Conseil ALTHEA - 11 bis, rue du Commandant Pilot - 92200 NEUILLY sur SEINE.

Le SAN



Responsable du service juridique

Le SAN des PORTES de la BRIE

Crée le poste de RESPONSABLE DU SERVICE JURIDIQUE (Attaché Territorial)

Sur le site d'Euro-Disney A 30 km de Paris 5 Communes Rurales Des Projets Ambitieux

■ Proche collaborateur du Directeur Général Adjoint, vous superviserez le service Juridique : rédaction des rapports après commissions, études et notes sur les textes officiels, gestion des contrats d'assurances, suivi des contentieux.

■ Vos attributions vous amèneront à vous impliquer dans les projets de développement du SAN, notamment en matière d'acquisition foncière.


■ A 28-35 ans de formation supérieure, BAC + 4 (juridique, droit public/privé), vous possédez une expérience de plusieurs années.

■ Vos qualités :

■ Votre autonomie et votre créativité vous permettront de réussir dans ce poste qui s'inscrit dans une dynamique d'avenir.

■ Merci d'adresser CV + lettre sous réf. 1868/HL à notre Conseil Philippe PREVOST - LIGHT - 5/7 rue Jeanne Braconnier - 92366 MEUDON LA FORET Cedex.

C N F P T



DIRECTEUR DE L'ENACT DE NANCY

Centre d'emploi des agents territoriaux

Par ses qualités de gestionnaire, vous serez responsable de l'ensemble des activités de gestion et de suivi des agents territoriaux.

Budget : 1 milliard de francs 135 agents permanents 26 Départements Régionales

jeune acheteur

INFRAPLAN

Responsable d'Agence

Formation Comptable

Grenoble

RH PARTNERS

A 1325 MEUDON LA FORET

1325 MEUDON LA FORET

هنا نحن النحل

LE MONDE DES CADRES

UCABAIL

UCABAIL
FILIALE DE
LEASING DU
CREDIT
AGRICOLE.
RECHERCHE
POUR SA
DELEGATION
REGIONALE DU
NORD. UN



Ensemble, exceller dans
nos métiers, gagner en Europe.

ATTACHE COMMERCIAL (H/F)

LILLE

Diplômé de l'enseignement supérieur (SUP de CO, ESCAE, Maîtrise des Sciences de Gestion ou de Sciences Economiques), vous avez acquis plusieurs années d'expérience commerciale, de préférence dans le crédit aux entreprises.

Directement rattaché au Délégué Régional, vous serez chargé :

- d'informer et d'apporter votre conseil en vue de la formation et de l'animation d'un réseau commercial solidement établi.
- de promouvoir les activités de Crédit Bail sur les départements rattachés à la délégation.
- de démarcher et prospecter les clients entreprises (PME et grandes entreprises) en liaison avec les chargés d'affaires de Caisse Régionales.

Ce poste nécessite une grande disponibilité géographique.

Adresser lettre manuscrite, C.V. et prétentions, sous la référence LAM 03.10 à : CAISSE NATIONALE DE CREDIT AGRICOLE - A l'attention de Liliane MORE - Direction des Ressources Humaines - BP 48 - 78280 GUYANCOURT.

Des postes pourront être ouverts, dans l'avenir, dans d'autres villes de province. UCABAIL est implanté à : Aix en Provence, Angers, Beauvais, Bordeaux, Caen, Dijon, Grenoble, Lille, Lyon, Montpellier, Moulins, Mort, Orléans, Paris, Pau, Reims, Strasbourg, Toulouse, Vannes.

NC Communication

la Villette

établissement public du parc et de la grande halle

Nouvel Etablissement Public mis en place en 1993, sous la Présidence de Jean AUDOUZE et la Direction Générale de Jean Claude WALTER, L'ETABLISSEMENT PUBLIC DU PARC ET DE LA GRANDE HALLE DE LA VILLETTE a pour mission d'animer, d'exploiter et de promouvoir l'ensemble culturel du Parc et de la Grande Halle de la Villette. Il doit également développer et diffuser des activités artistiques, éducatives et sociales ouvertes sur la ville. Il recherche son

DIRECTEUR DE LA COMMUNICATION

De formation supérieure (Sciences Politiques, HEC, etc.), après plusieurs années d'expérience dans une fonction identique - si possible acquise dans le secteur culturel, para-public ou en grande entreprise - ce cadre supérieur, intégré à l'équipe de Direction, devra convaincre par ses compétences techniques et séduire par ses capacités managériales.

Vous voudrez bien adresser votre dossier de candidature : lettre de motivation, photo et CV au Cabinet CHAUVET - Conseil en Direction Générale et en Ressources Humaines - 97, rue de Bagnolet 75020 PARIS.

Caré Turenne

LABORATOIRE PHARMACEUTIQUE FRANÇAIS
À FORTE DIMENSION INTERNATIONALE, BASÉ À LYON

Jeune acheteur

BAC + 5

Notre Société, appartenant à un Groupe en forte expansion, renforce sa Direction Achats et Approvisionnements (10 personnes), basée sur son principal site industriel à Lyon, en accueillant un jeune professionnel des Achats.

Collaborateur direct du Responsable de ce service, vous aurez la charge du budget des achats de fonctionnement et d'investissement représentant environ 200 MF/an. Avec l'appui de l'équipe en place et en liaison étroite avec les services Utilisateurs, vous aurez pour objectif d'optimiser la gestion de ce budget.

Votre action portera sur :

- le choix des fournisseurs,
- la négociation des conditions,
- l'établissement et le contrôle des contrats et des commandes.

Vous développerez une bonne connaissance du marché et de ses évolutions et participerez au dialogue et à la coordination avec les autres services Achats du Groupe (France et Amérique du Nord). Vous contribuerez activement à la définition et à l'animation de la politique Achats de la Société.

Diplômé d'une Ecole de Commerce ou d'Ingénieur et maîtrisant l'anglais, vous avez, de préférence, une première expérience des Achats en milieu industriel (Pharmacie, Agro-alimentaire, Chimie, etc.) ou êtes débutant avec une formation complémentaire et des stages significatifs dans le domaine Achats.

Merci d'adresser votre dossier (lettre manuscrite, C.V.) sous référence FPM5M à notre Conseil INFRAPLAN 83, boulevard Raspail - 75006 PARIS.

INFRAPLAN

PARIS/BARCELONE

.Chef de Produit

Valeo

EMERVAGUES

Vous serez chargé de développer le chiffre d'affaires réalisé auprès des réseaux de vente des constructeurs automobiles.

A partir d'analyses de marché effectuées au préalable sur le segment de la pièce de rechange par rapport à l'offre de la concurrence, vous adapterez votre politique de communication constructeurs, tout en maintenant un niveau d'information sur l'évolution des produits.

De formation HEC ou Sup de Co, vous connaissez et suivez de près les évolutions du marché de l'automobile. Vous avez déjà éprouvé votre tempérament de vendeur et de négociateur lors d'une 1ère expérience en marketing, achats ou dans le domaine du commerce.

Vous êtes à 25/30 ans la volonté de vous investir dans un secteur en permanente évolution. Votre anglais est courant et vous pratiquez si possible une 2ème langue européenne.

Ce poste est basé à SAINT OMER (59).

Merci de faire rapidement parvenir votre dossier de candidature à Fabrice DELESTRE - VALEO EMERVAGUES 5, avenue Roger Dmoulins - BP 0928 - 80009 AMIENS Cedex 1.

Le Groupe Valeo, par ses réalisations, son potentiel technologique, son implantation internationale, est l'un des principaux partenaires des constructeurs automobiles et de véhicules industriels dans le monde.

Valeo

L'EQUIPEMENT
AUTOMOBILE

Importante société de traitement des eaux,
filiale de l'un des premiers groupes industriels
français recherche un

Gestionnaire International

De formation BAC + 4, Ecole ou Université DAUPHINE, I.S.C., I.A.E., vous assurerez le suivi budgétaire de chantiers sur logiciel de gestion (analyses d'affaires avec les responsables, relations avec les filiales à l'étranger...)

Parfaitement bilingue anglais, (une seconde langue serait appréciée : Espagnol, Allemand ou Russe) vous êtes rigoureux et méthodique. Disponible, car des déplacements ponctuels sont à prévoir pour ce poste évolutif à terme en France ou à l'étranger.

Poste à pourvoir rapidement.

Merci d'adresser votre candidature
(lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions)
à OTV, Direction des Ressources Humaines
"Le Doublet A" 11 avenue Dubonnet
92407 COURBEVOIE Cedex

OTV

Responsable d'Agence

Formation/Conseil

Grenoble

Au service des entreprises depuis 1958, nous sommes aujourd'hui l'un des tous premiers groupes privés de formation continue (440 p., CA 285 MF) à dimension internationale. Nous recherchons notre Responsable d'Agence. En liaison étroite avec le Directeur Régional du CESI Sud-Est (50 p., CA 32 MF), vous développerez votre portefeuille d'affaires, étudiez les besoins et proposez des actions de formation/conseil (management, organisation industrielle) dont vous pilotez la réalisation, vous animez l'équipe (4 p.), gérez l'agence (CA 3 MF) en centre de profit et assurez son développement. A 30 ans, BAC + 5 (Ingénieur de préférence ou gestion), vous justifiez impérativement d'une expérience réussie de développement commercial dans la prestation de services (formation, conseil, ingénierie). Notre développement et nos ambitions font de ce poste une réelle opportunité. Merci d'écrire à CESI Sud-Est 19, av. Guy de Collongue - BP 160 69131 ECULLY cedex (ne pas téléphoner)

cesi

MEDIA

RH PARTNERS

A tous ceux qui expriment
la volonté d'entreprendre en Alsace...

S'appuyant sur des compétences de haut niveau et une forte culture régionale, le développement du réseau R.H. PARTNERS se poursuit avec l'ouverture d'une nouvelle structure à Strasbourg. Recrutement, Conseil en Gestion de Carrières, Bilans de Compétences, Conseil en Organisation et en Management, Ingénierie de Formation, Outplacement...

... Nous apportons une réponse positive et dynamique à toutes vos attentes.

1 rue des Cigognes, 67000 STRASBOURG. Tél. 88.21.00.11 Fax 88.21.64.69

RH PARTNERS

IMR

INSTITUTE OF MANAGEMENT RESOURCES

LOS ANGELES - MEXICO - TORONTO - MANCHESTER - PARIS - MILAN - MADRID - FRANCFORT

Nous recherchons pour nos opérations françaises des

CONSULTANTS EN MANAGEMENT

Notre activité : Conseil en management orienté vers l'amélioration de l'efficacité et de la rentabilité.

Notre atout : la performance. Pour faire face à la forte croissance de la filiale France, nous renforçons notre équipe en intégrant plusieurs Consultants en management.

Votre mission : coordination de toutes les actions impliquées dans la mise en place d'organisations plus performantes et de systèmes de gestion adaptés. Partie intégrante d'une équipe, votre rôle est primordial dans l'exécution du projet.

Votre expérience, votre état d'esprit, votre

sens du contact humain vous permettent de maîtriser rapidement les concepts de stratégie et d'organisation.

Votre sens analytique très prononcé ne vous empêche cependant pas d'avoir une vision synthétique des problèmes.

Diplômé de l'enseignement supérieur (Ecole de commerce ou d'ingénieur), vous êtes âgé de 28 à 32 ans.

Vous maîtrisez bien entendu parfaitement l'anglais. Une autre langue européenne serait un atout (en particulier le portugais et le néerlandais). Vous serez fréquemment en déplacement.

Adresser CV, lettre manuscrite et photo, sous la référence 2608 M. à notre Conseil Jean-Claude MAURICE CONSEIL, 15, rue Sarrette - 75014 Paris.

RESCOR

LE MONDE DES CADRES

Devenez trader sur une place internationale Ecole de trading

Paris, Chicago, Tokyo, Francfort... sur les plus grandes places financières, BIP, filiale de la Dresdner Bank, affirme le savoir-faire de professionnels de l'arbitrage et des produits dérivés.

Aujourd'hui, la complexité de ces arbitrages nécessite une anticipation accrue et un cadre de gestion toujours plus performant. La maîtrise de la gestion des risques étant devenue essentielle, nous accentuons donc nos investissements pour perfectionner nos outils, nos méthodes et, bien entendu, l'expertise de nos collaborateurs.

C'est dans cette optique que BIP ouvre une école de trading pour former de jeunes diplômés à ses techniques optionnelles et pouvoir éventuellement les intégrer ensuite dans ses implantations à l'étranger.

Vous avez une formation supérieure bac + 4 avec une spécialisation en économie ou finance. Vous possédez éventuellement une première expérience des activités de marchés. Une bonne pratique de l'anglais serait appréciée.

De plus, nous sélectionnerons nos futurs traders sur des critères d'énergie, de capacités d'initiative, de concentration et de résistance au stress.

Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, CV et photo), sous réf. ECOTRA, à BIP, Direction des Ressources Humaines, 108 bd Haussmann, 75008 Paris.

Banque internationale de placement
Groupe Dresdner Bank

AREA CONSULTANTS

SOCIÉTÉ DE CONSEIL EN MANAGEMENT
ORGANISATION ET SYSTEMES D'INFORMATION
recrute :

CONSULTANTS DE HAUT NIVEAU

- Formation supérieure (X, Centrale, Mines, HEC, ESSEC...)
- Débutants ou confirmés (3 à 5 ans d'expérience en entreprise ou Cabinet de Conseil)
- Postes basés à Paris

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions s/réf. 4448/M à Evlyne Levy, SV & GM, 3 av. Hoche 75008 PARIS.

SV & GM
RESSOURCES HUMAINES

Consultants seniors

- Nous sommes l'un des leaders mondiaux du conseil en stratégie et en management.
- Vous êtes impérativement diplômé d'une de ces grandes écoles : X, Mines, Centrale, Télécom, HEC, Essec.
- Notre métier est d'aider les grandes entreprises à se développer et à améliorer leur compétitivité.
- Vous êtes parfaitement bilingue anglais, et vous maîtrisez une autre langue européenne.
- Nous recherchons pour Paris des collaborateurs à fort potentiel pour poursuivre notre croissance.
- Vous avez une expérience réussie dans le conseil ou l'entreprise d'au moins trois ans.

Merci de nous faire part de vos projets en nous adressant votre candidature :
A.T. KEARNEY - 48, rue Jacques Dulud - 92200 Neuilly-sur-Seine.

ATKEARNEY

Maison d'Édition
Leader sur le marché de l'enseignement
technique et professionnel
recherche un

Délégué pédagogique

En étroite collaboration avec le Responsable du Marché Scolaire, vous serez chargé de présenter et de recommander nos ouvrages à tous les prescripteurs (professeurs, inspecteurs, centres de documentation, de formation etc.).

De formation BAC + 3, vous aimez la pédagogie et vous avez une bonne connaissance du milieu enseignant avec au moins cinq ans d'expérience dans le domaine du livre scolaire.

Capable d'analyses et de synthèses pragmatiques vous êtes autonome et mobile géographiquement car vous aurez fréquemment à vous déplacer sur toute la France.

Le poste est basé au siège à Paris.

Envoyez votre dossier de candidature : CV, photo, lettre de motivation et prétentions sous réf. M/DP à Cyrienne JERADIC - Éditions FOUCHER - 31, rue de Fleury 75006 PARIS.

LES ÉDITIONS
FOUCHER

Consultant en communication interne et sociale

Au sein de l'équipe spécialisée d'une agence parisienne, filiale d'un grand groupe de communication, vous intervenez au plus haut niveau sur les différents aspects de la communication interne et sociale, de l'étude de l'existant jusqu'à la mise en œuvre en passant par l'élaboration des recommandations.

A 30 ans environ, de formation Essec, Science Po ou équivalent, vous avez acquis une solide connaissance de l'entreprise et des Ressources Humaines à travers une expérience de 5 ans en entreprise, cabinet conseil ou en agence de communication.

Disponibilité, sens de l'écoute, capacité à s'organiser et un réel goût pour les contacts humains, alliés à une véritable éthique professionnelle sont les atouts qui nous amèneront à retenir votre candidature.

Merci d'adresser lettre, CV, photo et rémunération actuelle à Véronique Durand,
2 rue de Verdun, 92250 La Garenne-Colombes, qui transmettra.



CRC CONSEIL
INGENIERIE

Conseil en conduite du changement
recherche

CONSULTANTS
en organisation et
système d'information

Nous vous remercions d'adresser votre dossier de candidature sous référence LM 1093 à Christine DARDEL,
CRC Conseil Ingénierie, 21, avenue Victor-Hugo 75116 PARIS.

Vous avez de 3 à 5 ans d'expérience acquise en cabinet de conseil ou au sein d'une direction organisation et informatique.

Vous avez une formation grande école.

Chez CRC Conseil Ingénierie vous allez vous investir au sein d'équipes pluridisciplinaires dans des missions :

- d'audit et de mise en œuvre de nouvelles organisations,
- de conception de systèmes d'information,
- de pilotage et management de grands projets,
- de mise en place et d'accompagnement du changement.

Retour aux sources ...

DROUOT L'HERMINE Consultants revient à Orléans

Pour tout contact : Brigitte Binoche
8/10 rue de la Cholerie - 45000 ORLEANS
Tél : 38 77 65 34 - Fax : 38 68 07 59

DROUOT-L'HERMINE CONSULTANTS
CONSEIL EN RESSOURCES HUMAINES

Paris - Orléans - Cologne - Lisbonne - Londres - Madrid

ADMINISTRA

CHARGÉ DE CLIENTÈLE
INSTITUTIONNELLE

TENUE DE MARCHÉS

JEUNE INSPECTEUR

PA

Deux
psychosociologues

هكنا من النحل

ADMINISTRATION DES ENTREPRISES

**Important
groupe bancaire
recherche
pour ses**

**ACTIVITÉS
DE MARCHÉS**

CHARGÉ DE CLIENTELE INSTITUTIONNELLE

Véritable Intermédiaire entre nos clients et les market makers, vous conseillerez et orienterez les investisseurs institutionnels dans leurs choix de placement.

Au cours de votre expérience professionnelle d'environ 5 ans, vous avez acquis une réelle connaissance des produits de marché, le goût de l'action commerciale et la pratique courante de l'anglais (Ref. 338C).

TENEUR DE MARCHÉS

Dans le cadre de votre mission principale, vous aurez à assurer la gestion d'un portefeuille obligataire qui vous permettra de participer au développement de nos activités commerciales sur le marché obligataire du secteur public. Vous avez une expérience professionnelle d'environ 3 ans axée sur la négociation de produits de taux (Ref. 338P).

Votre potentiel et votre capacité d'engagement personnel vous ouvriront au sein de notre structure, des possibilités d'évolution motivantes.

Si ces propositions vous intéressent, merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre, CV, photo et prétentions) en précisant la référence choisie à COMMUNIQUE 50/54 rue de Silly - 92513 BOULOGNE-BILLANCOURT CEDEX.

Prendre en charge la fonction juridique de Danone

DANONE

7 usines totalisant
2 800 personnes
en France, réalisant un
CA de près de 7 MdF,
premier producteur
mondial de produits
laitiers frais.
Qualité, fiabilité et
rapidité : trois règles
d'or pour satisfaire
chaque jour un million
de consommateurs.

Vous assurez la fonction juridique de la société en tant que seul expert dans ce domaine.

Véritable conseil interne de l'ensemble des Directions, vous les assistez en amont dans toutes leurs décisions et les aidez dans le suivi des différentes procédures. Vous êtes attentif à l'évolution de la législation dans tous les domaines et en informez les opérationnels. Vous travaillez évidemment en relation avec la Direction juridique de BSN.

Dans une entreprise où le marketing innove en permanence, vous vous attachez particulièrement à lui apporter des réponses rapides : votre connaissance du droit des marques et de la concurrence vous permet d'assurer cette mission importante sur les dossiers de promotion, packaging, communication, ainsi que sur les contrats de distribution.

Avec une formation de niveau DEA, DESS en droit des affaires, vous avez une expérience de la fonction de 6 à 10 ans acquise en entreprise ou au sein d'un cabinet, qui vous a permis de bien connaître le secteur de la grande consommation.

Sachant agir avec esprit de décision dans un univers très concurrentiel où le marketing fait la différence, vous êtes un homme de solutions, ouvert et réactif.

Poste basé à Levallois-Perret.

Merci d'adresser votre dossier de candidature sous réf. MD0542 à BSN, Service recrutement des cadres, 7 rue de Téhéran, 75381 Paris Cedex 08.

BSN
BOULANGERIE
SABONNIER

PREMIER GROUPE ALIMENTAIRE FRANÇAIS
ET TROISIÈME EUROPÉEN

JEUNE INSPECTEUR Marchés financiers

Paris - Ce groupe financier aux activités diversifiées compte parmi les quinze premières banques françaises et propose l'ensemble de ses conseils à une clientèle de professionnels, en France comme sur les principales places internationales où il est présent. Représenté par plus de 900 personnes dans 30 filiales, ce groupe développe ses activités autour de trois pôles : la gestion pour compte propre, la gestion pour comptes de tiers et l'intermédiation. Dans ce cadre, le service de l'inspection générale intervient pour contrôler et valider l'ensemble des opérations réalisées. Aujourd'hui, ce service souhaite recruter un jeune collaborateur. Après une période de formation aux méthodes employées et aux métiers spécifiques du groupe, le candidat

recruté réalisera en toute autonomie des missions diversifiées et complètes (contrôle, validation des procédures, préconisations...). Ce poste est proposé à un candidat diplômé de l'enseignement supérieur (école de commerce), âgé d'au moins 26 ans et apportant une première expérience professionnelle acquise dans une banque ou un cabinet d'audit. Pour réussir dans cette fonction, la maîtrise de la langue anglaise est impérative ainsi que la présence de réelles qualités personnelles d'autonomie, de sens de la communication, d'autorité professionnelle. Merci d'écrire à Jean-Philippe VERON en précisant la référence R/0961M - PA Consulting Group - 3, rue des Gravières - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 40.88.79.75.

PA Consulting Group
Creating Business Advantage

Etablissement
financier
de 1er
plan
recherche

RESPONSABLE BACK-OFFICE INTERNATIONAL

Le développement de nos activités vers l'international nous amène à rechercher le responsable de l'équipe traitement des événements sur titres étrangers (O.S.T/coupons/remboursements).

Intégré à la direction des back-offices et au service des opérations sur titres, vous vous verrez confier, dans un premier temps, la création et l'organisation du service international sur la Grande Bretagne, les USA, le Japon et l'Europe... Par la suite, vous serez responsable de l'ensemble des opérations sur titres menées auprès de nos correspondants étrangers.

Pour ce poste à pourvoir très rapidement et qui constitue un véritable challenge, nous souhaitons rencontrer un professionnel du back-office, rompu aux règles de traitement et à la fiscalité des marchés étrangers. Une formation supérieure BAC+4 et un minimum de 3 années d'expérience, de la fonction, si possible dans une banque et la maîtrise de l'anglais sont indispensables.

Merci d'envoyer votre candidature : lettre, curriculum vitae, photo et prétentions à COMMUNIQUE 257 - 50/54 rue de Silly - 92513 BOULOGNE-BILLANCOURT CEDEX.

Deux psychosociologues H/F

Mission : Etablir des bilans de compétences individuels. Procéder à des sélections de cadres. Participer à des audits de structure de management, d'ambiance et de communication interne. Réaliser des analyses de situation avant recrutement.

Il faut : Une formation complète en sciences humaines et un goût certain pour la recherche appliquée. Une expérience d'environ cinq ans en recrutement, en étude de structure ou formation en entreprise. La maîtrise

des tests. La capacité à créer, étalonner, valider de nouveaux tests. Une grande facilité dans la rédaction des textes et l'animation de réunions. Une personnalité extravertie, rigoureuse et créative.

Il est offert : Une activité diversifiée dans un groupe pluridisciplinaire. De larges possibilités de développement personnel.

Merci d'envoyer votre candidature à M. Bernard Krief (réf. PSI), Bernard Krief Consulting Group, 115 rue du Bac, 75007 Paris.

Bernard Krief Management
PARIS LILLE LYON SOPHIA-ANTIPOLIS
Un département de Bernard Krief Consulting Group

LE PRIVILEGE DE L'EXPERTISE

L'INSPECTION GÉNÉRALE

X, Centrale, Mines, IEP, HEC, ESSEC, ESCP..., vous avez le goût des travaux d'analyse et de synthèse. Votre personnalité et votre sens des contacts vous permettent d'assumer des fonctions qui vous mettront en relation avec des responsables de tous niveaux. Vous êtes disponible pour des déplacements réguliers en France et à l'étranger d'une durée de 1 à 3 mois.

Intégré(e) dans des équipes d'inspection, vous acquerez les connaissances en technique bancaire et l'expérience nécessaires pour vous voir confier la direction de missions. A ce stade, vous exercerez l'ensemble des tâches d'évaluation, de vérification et de contrôle des unités du siège comme des 180 succursales ou filiales de la Banque. Vous participerez ainsi directement à l'information de la Direction Générale.

L'Inspection Générale est une voie privilégiée que vous propose la Banque Indosuez pour vous préparer à l'exercice de responsabilités dans les multiples domaines d'activité que peut offrir une grande banque internationale.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite + CV + photo) sous la référence IGB93 :

BANQUE INDOSUEZ
Service Recrutement des Cadres
9 rue Louis Murat - 75371 PARIS cedex 08.

BANQUE INDOSUEZ
L'EXPERTISE EST UN ART

ADMINISTRATION DES ENTREPRISES

Notre société, filiale d'un groupe international puissant et comprenant 2 sites industriels basés en Bourgogne du Sud, recherche un

CONTROLEUR DE GESTION

A 30 ans, de formation supérieure (E.S.C., maîtrise de Gestion Dauphine, D.E.S.C.F.,...) vous avez acquis 6 années d'expérience du contrôle de gestion industriel et financier sur un ou deux sites industriels comprenant un Service Méthodes.

Reportant à la Direction Financière de la Société et en relation avec la Direction Financière anglaise du groupe, vous aurez pour missions :

- la réorganisation du contrôle de gestion industriel et financier, en relation avec le Service Méthodes,
- l'élaboration des budgets, le contrôle des résultats et l'analyse des écarts,
- l'établissement du reporting mensuel (tableaux de bord d'activité),
- l'audit des procédures d'organisation et des systèmes d'information,
- la supervision du Service Comptabilité Générale.

L'anglais courant et la pratique du reporting anglo-saxon sont incontournables.

Ce poste requiert rigueur, méthode, ténacité et d'excellentes qualités relationnelles.

Merci d'adresser C.V., photo, lettre manuscrite et prétentions à André RAMBIER, MUTANDIS - 22 rue Royale - 75008 PARIS.

GRUPE MUTATIS

Conseils en Management de la Compétitivité

PROVENCE

Notre groupe, 12 000 personnes, 3 milliards de francs de chiffre d'affaires, rassemble plus de 40 filiales réparties dans le monde entier.

Juriste d'affaires H/F

Agé de 35 ans ou plus, de formation juridique supérieure (DESS, DEA, DJCE, ...), vous avez acquis une compétence de généraliste en entreprise, en cabinet, ou dans une étude notariale. Dans l'idéal, vous parlez anglais.

Au sein de notre holding, vous aurez principalement pour mission de conseiller et d'assister notre état-major et nos filiales en matière de droit des affaires : négociation et rédaction de contrats et marchés, droit des sociétés, suivi des contentieux en relation avec les conseils extérieurs...

Vous interviendrez également dans tous les domaines où votre compétence polyvalente sera requise : droit commercial, droit fiscal, droit social, ...

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre, CV, photo et prétentions) sous réf. 34035 LM à notre conseil : Onoma, 6 place Jeanne d'Arc, 13100 Aix-en-Provence.

Onoma

GRUPE COURTAUD

Très important groupe industriel multinational crée pour sa holding le poste de :

Responsable du département droit des sociétés

Ce poste de très haut niveau requiert une expérience de 10 ans minimum dans une société cotée, industrielle de préférence, ainsi qu'une solide formation juridique (doctorat, 3^e cycle) complétée par de bonnes connaissances en matière fiscale et comptable.

L'activité du groupe nécessite également la pratique de l'anglais et des opérations transfrontalières.

Veillez adresser votre dossier en toute confidentialité (CV, lettre, photo et prétentions) sous la référence LM 930. 901 à INTUITU PERSONAE, 97 avenue de La Bourdonnais, 75007 Paris.

IP
INTUITU
PERSONAE
JURIDIQUE & FISCAL

Etablissement Financier de Premier Plan Recherche pour sa Direction des Marchés

RESPONSABLE DU SUIVI ET DU CONTROLE COMPTABLE

Vous intégrerez le secteur post-marchés chargé des traitements administratifs et comptables des opérations de marché.

Au sein d'une petite équipe de conseil et de contrôle, intervenant auprès des différents services opérationnels, vous assurerez la conception, la mise en place et le suivi des procédures comptables et administratives. Vous assisterez nos opérationnels dans la mise en œuvre de ces procédures et interviendrez dans la surveillance spécifique de certains comptes. Vous suivrez la documentation et la réglementation comptable et veillerez à la diffusion de l'information. Pour ce poste en création,

nous souhaitons rencontrer un diplômé de l'enseignement supérieur comptable/gestion, fort d'une expérience d'au moins 3/4 ans dans les domaines de l'audit comptable et/ou financier. La connaissance des produits de marché est indispensable. Une pratique

de la micro-informatique sera appréciée. Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre, CV, photo) en précisant la référence 330 à COMMUNIQUE 50/54 rue de Sully 92513 BOULOGNE-BILLANCOURT CEDEX.

Nous sommes un établissement financier français intervenant sur l'ensemble des produits du marché national.

Bien positionné sur le secteur des obligations, nous souhaitons y conquérir de nouvelles parts de marché, c'est pourquoi, nous cherchons un

VENDEUR OBLIGATAIRE FRANCE

A 30 ans environ, diplômé de l'Enseignement Supérieur, vous avez une expérience réussie d'au moins 3 ans dans ce secteur. Votre connaissance des institutionnels français, alliée à la notoriété de notre établissement, et aux prestations qu'il peut offrir, doit vous permettre de développer rapidement votre activité.

Pour un premier contact, écrivez à notre Conseil, Denis SESBOUE, (référence 5981/LM).



ALEXANDRE TIC
10, RUE ROYALE 75008 PARIS

Contrôleur de gestion international

Le Groupe HACHETTE DISTRIBUTION SERVICES exerce sa vocation de distributeur et diffuseur de presse à travers 15 filiales implantées dans plus de 10 pays. Ses chaînes de points de vente au détail comptent près de 2000 unités. Son chiffre d'affaires atteint 13 milliards de francs dont plus des 3/4 à l'étranger.

De formation supérieure (HEC, ESSEC, ESCP...), vous avez acquis, au cours d'une expérience d'environ 5 ans du contrôle de gestion en entreprise internationale ou dans un grand cabinet de conseil, une excellente compréhension des mécanismes organisationnels de l'entreprise. Vous avez une parfaite connaissance de l'anglais ; une seconde langue (espagnol ou allemand) est nécessairement souhaitée.

Votre connaissance de notre activité, acquise sur le terrain, vous permettra d'exercer des fonctions d'assistance et de conseil aux filiales lors de nombreuses missions de courte durée en EUROPE ou en AMERIQUE DU NORD. Evidemment, vous prendrez aussi en main, au sein de notre équipe basée à Paris, l'ensemble des missions classiques de la fonction : élaboration et suivi des budgets, reporting, consolidation...

Les possibilités d'évolution sont ouvertes en fonction de votre réussite et de vos affinités. Merci d'adresser votre dossier de candidature sous réf. CGI/9 à Frédéric RENAULT, HACHETTE DISTRIBUTION SERVICES, 6 rue Pierre 1^{er} de Serbie, 75016 PARIS.



HACHETTE
DISTRIBUTION
SERVICES

Juriste 3 ans d'expérience

Notre groupe international de 100 personnes recherche son meilleur juriste expérimenté.

De formation maîtrise ou DESS, vous avez impérativement une première expérience dans le secteur du BTP. Vous suez pour mission d'assister nos filiales dans le domaine des marchés publics et privés, des contrats commerciaux et le suivi des contentieux. Poste basé à notre siège de La Défense. Merci d'adresser lettre manuscrite, CV et photo, sous référence 45216, à Media System, 6 Impasse des Deux Cousins, 75849 Paris Cedex 17, qui transmettra.

Pour mieux anticiper la reprise, les quatre divisions de Norman Parsons s'agrandissent et s'installent dans de nouveaux bureaux, toujours à deux pas des Champs-Élysées

Norman Parsons Gestion et Finance

Norman Parsons Comptabilité

Norman Parsons Juridique et Fiscal

Norman Parsons Banque et Marchés Financiers

6 rue Paul Baudry - 75008 Paris
Tél : 43 89 09 17 - Fax : 43 89 09 85



Norman Parsons
GROUPE ROBERT HALF

LEADER MONDIAL DU RECRUTEMENT FINANCIER AVEC PLUS DE 150 BUREAUX SUR 3 CONTINENTS

Centre National

INGENIEURS de la Fonction publique

هكنا من النحل

SECTEURS DE POINTE

SCIC AMO
ASSISTANCES
AUX MAÎTRES D'OUVRAGE

Importante société de prestations de services, rattachée à un Groupe financier de premier plan dans le domaine de l'immobilier, premier opérateur en France dans l'Assistance aux Maîtres d'Ouvrage en construction et en gestion avec un chiffre d'affaires de 400 millions et un effectif de 700 personnes répartis sur tout le territoire, crée un poste de

CHEF DE PROJET INFORMATIQUE

VOTRE PROFIL : De formation supérieure, vous êtes Ingénieur Informatique ou titulaire d'un diplôme d'une Ecole de Commerce (option Finances/Comptabilité). Vous avez une expérience réussie comme responsable de la mise en place d'un système comptable et financier, en environnement fortement décentralisé. Vous avez animé avec succès une équipe d'informaticiens, des groupes d'utilisateurs, dont vous avez assuré l'adhésion par vos qualités d'écoute et de pédagogie. **VOTRE MISSION :** rattaché au Directeur Informatique et en collaboration étroite avec la Direction Financière, vous serez responsable de la mise en place du système comptable et financier de SCIC AMO. Vous identifieriez les besoins des utilisateurs et assurerez leur formation, participerez à l'étude de faisabilité, à l'analyse fonctionnelle et au choix des progiciels. Vous coordonnerez la mise en œuvre de ce système et en assurerez la maintenance. Poste à pourvoir rapidement. Si vous êtes intéressé, merci d'adresser CV et prétentions à Anne GAVOTY, Responsable de ce recrutement, à SCIC AMO : 47/49 avenue Edouard Vaillant - 92100 BOULOGNE BILLANCOURT.

Where telecom munications count.*

INGENIEURS RESPONSABLES DE LA FORMATION GSM EXPORT

De formation Ingénieur Télécom, vous possédez une solide expérience des systèmes et réseaux et avez idéalement travaillé à la conception de systèmes, au développement de logiciels.... Véritable ambassadeur de notre savoir-faire technologique, vous prenez en charge la formation aux clients présents dans toutes les zones d'implantation commerciale de Northern Telecom, ainsi qu'aux opérateurs à l'export. Rigoureux, organisé et doté d'un sens réel de

l'animation, vous assurez des cours théoriques et pratiques sur une configuration représentative d'un réseau cellulaire et prenez en charge la mise en œuvre et la gestion des évolutions (matériels et logiciels) de cette configuration. Vous veillez bien sûr à la mise à jour des supports de cours en fonction des marchés export concernés. Vous travaillez pour la partie technique en étroite relation avec les ingénieurs. Ces postes basés en banlieue Sud-Ouest de

de télécommunications cellulaires GSM. Au sein de notre centre international de compétences, la plateforme Documentation et Formation, dispense aux futurs utilisateurs français et étrangers, l'ensemble des connaissances nécessaires à la meilleure exploitation du réseau. Nous recherchons aujourd'hui pour cette mission

NORTELMATRA CELLULAR
CELLULAR

Héritière d'une longue tradition industrielle, notre PMI (250 personnes) a su innover et investir plus de 65 MF en 5 ans pour être aujourd'hui l'une des plus performantes de son secteur. Nous exportons 50% de notre Production. Nous recherchons aujourd'hui notre

RESPONSABLE DE LA LOGISTIQUE ET DE LA FINITION DE NOS PRODUITS
280 KF+

L'exigence de notre relation client nous amène à réorganiser notre process industriel dans le cadre de trois objectifs prioritaires : recherche de la qualité totale, réduction des délais de livraison, meilleure utilisation du process.

Membre du Comité de Direction, vous aurez la responsabilité de la planification de l'ordonnancement - lancement de la logistique des stocks, des achats et des flux internes. Au titre de la finition des produits, vous dirigerez l'ensemble des ateliers de finition et de distribution des produits.

Ingénieur généraliste diplômé, vous avez acquis une expérience de 5 à 8 ans en production, organisation industrielle et logistique et vous êtes familier du travail "terrain". Votre fonction comprend le management d'une centaine de personnes.

Notre usine est située à 250 km à l'est de Paris. Les entretiens auront lieu à PARIS ou STRASBOURG.

Merci d'adresser lettre, CV et photo sous référence 1377/M à BERNARD JULHIET - 1/3 place Gutenberg - 67000 STRASBOURG.

Membre du Syntec **BERNARD JULHIET**
CONSEIL ET DEVELOPPEMENT

Aménagement et urbanisme

INGENIEUR CONFIRME
5 à 10 ans d'expérience

Un important bureau d'études recherche un Ingénieur Grande Ecole : ECP, Mines, Agro...

Au sein d'une équipe pluridisciplinaire, il assumera des responsabilités d'études relatives au bruit, à la pollution de l'air, à l'eau... en rapport avec l'aménagement régional (inventaires, projets, conseils).

La réussite dans ce poste, outre une spécialisation en aménagement et une solide expérience dans ce domaine, implique une bonne aisance relationnelle et d'excellentes capacités d'expression (orale et écrite).

La connaissance des systèmes informatisés d'information géographique et socio-économique (ou l'aptitude à s'y impliquer très rapidement) est nécessaire.

Poste à Paris.

Merci d'envoyer votre manuscrite, CV, photo et prétentions sous réf. 40C 2557 3M à notre conseil.

etap

71, rue d'Auteuil
75016 Paris

CENTRE NATIONAL DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE
Le service de l'organisation et du système d'information recherche des

INGENIEURS de la Fonction publique

ayant l'expérience de l'organisation ou de l'informatique de gestion pour participer à la modernisation du système d'information du CNRS. Qualités requises : pragmatisme, rigueur, clarté, grande capacité d'analyse et de synthèse et excellentes facultés relationnelles. Accueil en détachement.

Réf 1. Ingénieur consultant pour son pôle Conseil en organisation (Paris)
Vous exercerez des responsabilités dans la gestion du personnel ou la gestion financière et vous souhaitez devenir consultant. Vous participerez à des missions d'organisation pour la direction générale et concevrez des systèmes de gestion.

Réf 2. Ingénieur consultant pour son pôle Direction scientifique (Paris)
Vous avez déjà conduit des projets d'informatisation et vous souhaitez évoluer vers un rôle de consultant. Vous piloterez des missions pour les départements scientifiques, vous concevrez et mettrez en œuvre des outils de pilotage.

Réf 3. Ingénieur de réalisation (Toulouse)
Vous maîtrisez les techniques modernes de développement informatique : client-serveur, Oracle, Omnis7, Windows, Mac/OS, Unix, GCOS7, MVS... Vous participerez à la réalisation de logiciels et encadrerez des équipes techniques.

Réf 4. Responsable de l'assurance qualité (Toulouse)
Vous avez déjà conduit de grands projets et mis en œuvre un plan qualité : en concertation avec les chefs de projet, vous veillerez à la qualité des produits et le meilleur développement possible du système d'information, suivrez leur mise en œuvre et conduirez des revues de projet.

Réf 5. Administrateur du système d'information et de la sûreté des études statistiques (Paris)
Vous êtes ingénieur ENSAE ou équivalent : en relation étroite avec les utilisateurs, les responsables d'études statistiques et les chefs de projet, vous créerez le référentiel central des données du système d'information (vocabulaire, codifications...) et améliorerez la qualité des études statistiques.

Envoyer CV et lettre de motivation (avec réf. du poste) à Brigitte, CNRS - SSSI, 3 rue Michel-Ange, 75794 Paris Cedex 16. Pour plus de renseignements téléphonez : (1) 44.96.51.41 ; télécopie : (1) 44.96.51.10

DEUX ANS EN SUEDE POUR DEVENIR NOTRE EXPERT...

AGA est l'un des premiers producteurs mondiaux de gaz industriels et médicaux. Notre groupe emploie 14.500 personnes et réalise un CA de 12 milliards de Francs. Nous créons un poste pour un

Jeune Ingénieur (H/F)

Pour devenir un spécialiste de nos gaz dans les applications de process de haute technologie : industrie électronique, traitement thermique..., vous débuterez comme Ingénieur R & D au sein de notre Département Marketing "Process Market Metallurgy" basé à notre siège de Stockholm.

Après 2 ans en Suède, vous rejoindrez notre filiale en France, AGA S.A. (600 p., + de 700 millions de CA) en tant qu'INGENIEUR D'APPLICATION. Avec l'équipe de vente, vous contribuerez au développement de nos ventes de gaz dans les applications de process. Vous êtes l'expert qui comprenez les besoins des clients, conduisez les essais, argumentez et négociez pour gagner les contrats. Le poste sera basé en Région Parisienne et comprendra des déplacements sur toute la France.

A 24-27 ans, débutant ou 1ère expérience courte, vous êtes ingénieur avec une spécialisation en métallurgie ou chimie des matériaux ou génie chimique. Une bonne aisance relationnelle, un sens commercial, une grande disponibilité et adaptabilité sont des atouts indispensables pour réussir.

ANGLAIS COURANT IMPERATIF.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions de rémunération à notre Conseil **MERCURI URVAL**, 95, avenue Victor Hugo, 92563 Rueil Malmaison Cedex sous réf. 68.0490/LM portée sur lettre et enveloppe.

AGA

SECTEURS DE POINTE

Instrumentation Médicale

Directeur du S.A.V

Filiale française d'une multinationale mondialement connue dans son domaine, notre fort développement est dû à la qualité de nos appareils. Pour continuer dans cette voie, nous devons encore et toujours améliorer le service auprès de nos clients et nous créons un poste de Directeur du Service Après-Vente.

Développer un nouveau concept du service à la clientèle : telle est sa principale mission.

Il organise, anime le service après-vente afin d'optimiser l'utilisation des effectifs, d'obtenir une excellente image de marque.

Il est responsable d'une équipe de 60 personnes organisée en services administratifs, cellule technique, ateliers central et régionaux.

Il est responsable du compte d'exploitation car le service après-vente fonctionne en centre de profit ; il cherche à développer le chiffre d'affaires en faisant la promotion de nouveaux services : contrat de maintenance, formation de la clientèle...

Nous souhaitons rencontrer un candidat de 35 ans environ, diplômé d'une école d'ingénieurs (options optique, électronique, informatique...). Il possède une expérience d'animation de service après-vente de 5 ans minimum acquise dans un environnement international de produits de haute technologie.

Une très bonne connaissance de l'anglais est nécessaire. Le potentiel d'évolution du poste est réellement important. Le poste est basé à Paris.

Merci d'adresser lettre de candidature, C.V. complet, photo et rémunération actuelle sous réf. 12/1018 A à : Bernard Krief Ressources Humaines - 26, rue de la Baume 75008 PARIS



BERNARD KRIEF RESSOURCES HUMAINES

Washington Moscou Bruxelles Paris

Expert
Telecoms

Filiale d'un des premiers groupes européens en ingénierie d'infrastructures de transports terrestres, notre spécialité est la maîtrise d'œuvre de systèmes d'information et de sécurité destinés à la gestion du trafic.

Ingénieur expert en Télécoms, vous apportez votre assistance à nos équipes opérationnelles dans le cadre des études et du suivi de la réalisation d'équipements et supports de réseaux (câbles cuivre et à fibres optiques).

Vous êtes également chargé de missions d'expertise et de contrôle de réception en Télécoms.

Vous avez environ 10 ans d'expérience en études d'architecture de réseaux ou en réalisation de réseaux télécoms.

Votre goût des contacts humains et votre sens du travail en équipe sont des atouts pour votre réussite à ce poste.

Une bonne connaissance de l'anglais est un plus. Poste basé en proche banlieue parisienne ouest. Déplacements de courte durée en France et à l'étranger.

Si vous souhaitez devenir l'un des experts-seniors en Télécoms de notre entreprise, adressez votre CV, prétentions et lettre manuscrite sous réf. 22174 à DEB 103, rue Joffroy-d'Abbans 75017 PARIS, qui transmettra.

INT, ENSEIHT, ENST...
+ EXPERIENCE EXPLOITATION ET/OU RESEAUVos qualités
d'animateur feront
la différence

Nous sommes une société de télésurveillance (300 MF de CA, clientèle : banques, sites industriels...) filiale d'un grand groupe de services. Nous recherchons actuellement un **Chef de service Exploitation** pour lui confier l'encadrement des équipes :

Techniques :

• analyse des systèmes de télétransmission et de traitement des données existants • définition des scénarios d'évolution des PC de surveillance en regard des enjeux économiques de la profession et de la société.

d'exploitation :

• suivi des équipes des PC • analyse de l'activité • définition des méthodes d'exploitation...

Ce poste, basé à Paris mais nécessitant des déplacements, s'adresse à un ingénieur de 35 ans minimum, possédant impérativement une expérience de l'encadrement et la pratique de l'anglais.

Si vous êtes intéressé(e), merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre + CV) en précisant sur l'enveloppe la référence 4570 à IONCTION, 32 avenue Charles-de-Gaulle, 92200 Neuilly-sur-Seine, qui transmettra.

Responsable des Ventes France
"Data Media"

► Sony France (3 000 personnes, 7 milliards de CA) produit et commercialise des équipements de haute technologie à usage grand public et professionnel. ► Créateur en 1992 de la disquette informatique 3,5 pouces, Sony dispose aujourd'hui d'une gamme de supports dans tous les formats présents sur le marché : disquettes, cartouches numériques, QIC, DB, DDS et disques magnéto-optiques.

► Dans le cadre du développement de cette activité, vous aurez pour mission, en relation avec le Directeur de la division "Recording Media" et vos interlocuteurs européens, d'élaborer et de mettre en œuvre pour la France la stratégie commerciale de nos produits. ► Egalement homme de terrain, animant une équipe de vente, vous développerez nos réseaux de distribution ainsi que nos ventes directes. ► Vos interlocuteurs internes à la division (marketing, contrôle crédit...) vous apporteront un support dans votre mission.

► De formation supérieure commerciale, vous avez acquis une expérience d'au moins cinq ans de l'animation d'une équipe de vente et vous maîtrisez parfaitement l'environnement informatique et l'anglais. ► Vos qualités managériales, votre sens de l'anticipation et votre habileté à développer une activité en pleine expansion seront vos meilleurs atouts pour réussir dans cette fonction.

► Merci de nous envoyer votre dossier de candidature (CV, lettre manuscrite et prétentions) sous réf. RV2809, à Sony France, Fabienne MargotEAU, 15 rue Floréal, 75017 Paris. ►

SONY

DIRECTION TECHNIQUE

CHEZ UN INDUSTRIEL BRETON DE LA SALAISSON 400 KF +

• Venez faire "exploser votre talent" chez cet industriel pour qui, recherche de la valorisation maximale, recherche des rendements matière optimum, font partie des préoccupations constantes.

• Le Directeur Général cherche un cadre sachant prendre ses responsabilités tant vis à vis des hommes (plus de 300) que des décisions quotidiennes afin de maintenir un haut niveau de rentabilité, peu constant dans la profession.

• 35 ans environ, de formation supérieure, ayant déjà occupé des responsabilités de production vous connaissez les contraintes des produits agro-alimentaires et des clients (GMS, RHF, EXPORT).

Si vous vous êtes reconnu, écrivez s/réf. C/1270 à notre chasseur de têtes Pierre BUCCAI qui s'engage à vous répondre dans les trois semaines, si votre candidature est retenue :

CONCORDANCES - 129 rue Servant - 69003 LYON - Tél. 78 63 65 40 - Fax 78 63 65 59

Entre les Hommes et les Entreprises

LABORATOIRE DE RECHERCHE SPATIALE

recrute

1 INGÉNIEUR EN INFORMATIQUE SCIENTIFIQUE
POUR TRAITEMENT DE DONNÉES SATELLITAIRES

NATURE DU TRAVAIL :

- Architecture du traitement ;
- Ecriture de codes ;
- Réalisation de graphiques.

LANGAGES : C, ADA, Fortran.
SYSTEME D'EXPLOITATION : Unix.
DURÉE DE L'EMPLOI : 1 an.
LIEU DE TRAVAIL : Toulouse.

Merci d'envoyer C.V. et motivations à M. le directeur du CESR
9, av. du Colonel-Roche, B.P. 4346, 31029 Toulouse Cedex,
avant le 12 octobre 1993.

Dynamique Société de TÉLÉCOMMUNICATIONS PROFESSIONNELLES

recherche

INGÉNIEUR ÉLECTRONICIEN
CHEF DE PROJET

Vous serez responsable de l'étude, du développement et de la réalisation de sous-ensembles de télécommunications, à base de microprocesseurs, VLSI spécialisés et composants programmables.

Vous êtes ingénieur confirmé avec au moins trois années d'expérience similaire.

Vous maîtrisez l'anglais, vous avez le goût de réalisations de haute technologie et le sens du travail autonome.

Nous vous proposons un poste à fort potentiel et à des conditions très attractives.

Merci de nous adresser votre dossier de candidature. Confidentialité assurée. Société CASTOR, SENIA 343, 94537 Rungis.



DYNAMIC SOFTWARE

L'activité de notre jeune et dynamique société s'articule autour de la simulation numérique de l'emboutissage. Dans le cadre de notre expansion, nous recherchons un

INGÉNIEUR D'ÉTUDES

Vous prendrez en charge les simulations numériques de processus d'emboutissage et assurerez le soutien technique auprès de nos clients en France et à l'étranger.

Vous avez de solides compétences en mécanique et des connaissances en éléments finis, CAO et mailage.

Autonome, vous aimez le contact client et avez le sens pratique.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre, CV, photo et prétentions) à Dynamic Software, Immeuble Ontario, 3, avenue du Québec, Z.A. de Courtabœuf, 91951 LES ULIS Cedex.



DOUX

père
dodu

Nous sommes le 1er Producteur Exportateur Européen de volailles, 6 400 personnes, CA de 7 milliards de francs. Nous sommes présents industriellement (48 établissements) et commercialement par tous les réseaux de distribution, sur l'ensemble de l'Europe.

Notre activité couvre l'ensemble de la filière avicole : accoupage, nutrition animale, élevage des volailles, abattage et transformation, transport terrestre et maritime, commercialisation. Notre Groupe connaît depuis plusieurs années une croissance considérable. Pour la soutenir, nous pouvons vous proposer en Europe des postes, à la mesure de vos ambitions, d'

INGÉNIEUR DE FABRICATION

AGRI, AGRO, UTC ou équivalent

Débutant ou possédant une première expérience (24/27 ans), vous voulez vous orienter vers une fonction d'ingénieur de fabrication, puis de Directeur d'Usine avec les responsabilités que ces fonctions impliquent (humaine, technique, budget, etc.). Postes basés principalement dans l'Ouest de la France et en Allemagne.

Nous vous proposons de découvrir notre Groupe et de suivre une formation approfondie sur notre métier avant d'intégrer une de nos unités.

Envoyez lettre + CV + photo sous référence 93-13 à : GROUPE DOUX - Direction du Personnel BP 22 - 29150 CHATEAULIN.

SCORE

Pour passer vos annonces :

46-62-72-02
46-62-73-90

FAX : 46-62-98-74

Roche

PROGRAMMEUR C
GESTIONNAIRE DE BASE

C'est pour trouver, c'est aussi pour proposer un emploi, c'est aussi pour les ingénieurs le 12 octobre c'est le Monde Initiatives

هكمان النحل

SECTEURS DE POINTE

Société d'études, 17 bureaux en France et à l'étranger, leader dans son secteur en France recherche

Jeunes ingénieurs

pour devenir les responsables de nos bureaux en Espagne, Italie, Belgique, Angleterre, Suisse et Portugal.

Vous êtes ingénieur diplômé avec 2 à 3 ans d'expérience professionnelle ?

Vous êtes bilingue français et espagnol, italien, néerlandais, anglais, allemand ou portugais ?

Vous aimeriez être formé par nos soins dans nos bureaux en France pendant 2 ans environ, afin d'être en mesure de vous établir et de créer, puis développer nos Bureaux de Madrid, Milan, Bruxelles, Londres, Zurich ou Lisbonne ?

Nous vous invitons à prendre contact avec nous si notre proposition vous intéresse.

Merci d'envoyer votre CV détaillé indiquant votre rémunération actuelle et une photo récente à VOG, en précisant sur l'enveloppe la réf. 4576, 32 av. Charles de Gaulle, 92200 Neuilly-sur-Seine, qui transmettra.

RADIOCOMMUNICATIONS MOBILES : EVOLUEZ CHEZ LE N°1 MONDIAL

À la pointe de la technologie dans tous les domaines d'avenir de l'électronique, MOTOROLA est le leader incontesté des radiocommunications mobiles. Aujourd'hui, notre division radiotéléphone cellulaire implante le système GSM en France. Pour accompagner ce développement, nous recherchons les professionnels de haut niveau capables de relever ce défi pour évoluer ensuite avec succès au sein de nos unités internationales.

INGENIEURS SYSTEMES RADIOTELEPHONE GSM (Réf. S.E.)

En contact étroit avec les équipes techniques clients et nos centres de support matériels et logiciels européens, vous assurerez le support technique de l'installation de réseaux GSM en France. Vous serez plus particulièrement chargé de l'analyse initiale des paramètres radio et de commutation, de l'optimisation du système radio, et d'une façon générale de la cohérence technique des activités installation, validation et tests fonctionnels.

Diplômé d'une grande école d'ingénieurs (ENST, SUPELEC, Centrale), à 30 ans environ vous avez une première expérience réussie de 4-5 ans dans le domaine. Vous connaissez l'outil informatique (UNIX).

Ces postes basés à Paris impliquant de fréquents déplacements en France et à l'étranger, la maîtrise de l'anglais est indispensable.

INGENIEURS DE DEPLOIEMENT DE RESEAU (Réf. CFE)

Vous serez chargé de l'installation et de l'intégration des stations de base et plus particulièrement de la préparation des sites, la mise en service, les tests fonctionnels du système et les essais terrain.

Diplômé d'une grande école d'ingénieurs en télécommunication, vous êtes débutant ou possédez une première expérience. Votre passion du terrain fera la différence à ce poste impliquant de fréquents déplacements et la possibilité d'affectations en province.

La maîtrise de l'anglais et de l'outil informatique sont indispensables.

Merci d'adresser votre dossier de candidature à MOTOROLA S.A. - Direction du personnel - 1, rue Jacques Rueff - 92182 Antony Cedex.



MOTOROLA

Division Radiotéléphone Cellulaire



Roche

Notre département de gestion des données cliniques basé à Strasbourg, recherche :

1 PROGRAMMEUR CONFIRME 1 GESTIONNAIRE DE BASE DE DONNEES

Vous travaillerez au sein de notre groupe de biométrie en étroite collaboration avec nos équipes thérapeutiques et biométriques du monde entier. Vous serez responsable de l'élaboration et du suivi des bases de données cliniques, des procédures de saisie des rapports d'études cliniques, et du développement de programmes pour valider les données et produire les éditions des rapports de recherche. Votre contribution sera essentielle pour mettre en place et former notre équipe de gestion de base de données d'un nouveau système.

Pour le poste de PROGRAMMEUR vous avez au moins cinq ans d'expérience en programmation de base de données médicales, et vous maîtrisez l'environnement VAX/VMS, et les langages ORACLE, SQL, RPL et RS1 (réf. PRCB SP).

Pour le poste de GESTIONNAIRE DE BASE DE DONNEES vous avez au moins deux ans d'expérience dans le même environnement avec la maîtrise d'ORACLE (réf. PRCB DM).

Pour les deux postes, des facilités de communication, la maîtrise de l'Anglais tant oral qu'écrit et le goût du travail en équipe sont nécessaires. Veuillez nous transmettre votre dossier en anglais, (CV, lettre de motivation, rémunération actuelle et photo) à l'attention de :

ROCHE ICRC - M. G. THIRY - B.P. 83 - 67382 LINGOLSHEIM Cedex.

Chef de projet études Câblage automobile



16 500 personnes,
9 Divisions,
42 filiales étrangères
exerce ses activités dans
le secteur automobile
et aéronautique.
Sa DIVISION SYSTEMES
DE LIAISONS
ELECTRIQUES
AUTOMOBILE recherche
pour sa Direction
technique à SAINT-
QUENTIN-EN-YVELINES
un

Intégré au Département Etudes et Recherche, vous êtes en relation constante avec le client et les Directions Commerciale et Industrielle de la Division.

Votre objectif : Etre le garant de la fonctionnalité du produit et de la faisabilité des solutions proposées au constructeur.

Vos missions : Rattaché au Chef du Département et avec l'appui d'une équipe performante déléguée chez le client :
• définir le produit dans son ensemble (conception à coût objectif, plans, modifications sur CAO, prototype...)
• faire la synthèse des informations et prendre toute décision technique visant à la mise en série optimale du produit.

Agé d'environ 35 ans, Ingénieur de formation, vous possédez une expérience réussie et confirmée des études et projets acquis au sein de l'industrie automobile (équipementier ou constructeur) ou d'équipement grand public. Autonome, synthétique, vous êtes positif, crédible et capable de prendre des décisions en temps réel.

Votre anglais technique vous permettra d'évoluer au sein du groupe. Gilbert RAYNAUD vous remercie de lui adresser votre candidature en mentionnant votre niveau actuel de rémunération sous référence 9325, 7 rue de Monceau, 75008 Paris.



Gilbert Raynaud & Partners

CONSEIL EN RESSOURCES HUMAINES

C'est pour trouver, c'est aussi pour proposer un emploi, c'est surtout pour les ingénieurs le 12 octobre* c'est le Monde Initiatives



*daté 13

Pour agir et pour réfléchir

Ingénieur système
Lille

Pour ne pas perdre le nord, rejoignez NCR.

NCR, constructeur américain du groupe AT&T, offre une gamme complète de matériels, logiciels réseaux et services. En 1992, TERADATA a rejoint le groupe afin de compléter son offre Grands Systèmes.

Sur le site même d'un de nos clients grands comptes, vous assurerez la maintenance hard et soft de systèmes massivement parallèles,

TERADATA/NCR DBC 1012, qui s'inscrivent dans un environnement de grands systèmes IBM.

Ingénieur de formation, vous avez une expérience de 5 ans ou plus sur matériel IBM de type ES 9000, qui vous a permis de prendre la responsabilité de sites clients ou de missions en résidence sur sites clients. Vous avez acquis des connaissances MVS-ESA, CISC et RAC F.

Aujourd'hui, votre goût du travail en équipe et vos capacités de communication vous font envisager de nouvelles perspectives ?

Si en plus votre anglais est "fluant", n'hésitez pas à nous rejoindre.

Une formation de 2 mois au matériel NCR/TERADATA sera assurée aux Etats-Unis (El Segundo).

Pour ce poste basé à Lille, merci d'envoyer votre dossier de candidature à Laurence Amata, NCR France, Tour Neptune, 20 place de Seine, 92086 Paris-La-Défense Cedex 20.



Groupe AT&T

La Libre-Informatique®
Pour maîtriser le changement.

LE DÉVELOPPEMENT DES MARCHÉS

Marketing et encadrement commercial

S'affirmer comme le leader mondial en emballage alimentaire, est l'objectif actuel de notre groupe, très fortement implanté en France et largement présent dans tous les pays de la CEE. Stratégie claire, marketing innovant, gammes étendues et diversifiées, outils industriels performants, équipes de pointe, équipes de haut niveau, sont autant de facteurs essentiels à la progression que devra assurer notre

Directeur Commercial Export

Le PDG du groupe vous donne l'occasion de mettre en œuvre la politique propre à la coopération internationale de nos produits, en liaison avec nos représentants locaux, nos agents et grossistes en grandes surfaces alimentaires et commerce traditionnel.

Pleinement responsable d'un secteur spécifique, autonome, disposant de filiales en Europe, vous dirigerez et orienterez l'activité de votre équipe (actuellement d'une dizaine de personnes) et contribuerez personnellement à la réalisation de nos objectifs en volume et en marge.

A 30/40 ans, homme de terrain à personnalité affirmée, votre expérience de la vente et du management à l'export, vous permettra d'exprimer et de valoriser votre potentiel dans une fonction très opérationnelle. De formation commerciale supérieure, vous parlez anglais et allemand couramment.

Nous souhaitons rencontrer une personnalité à l'esprit ouvert, évolutif et tournée vers l'avenir.

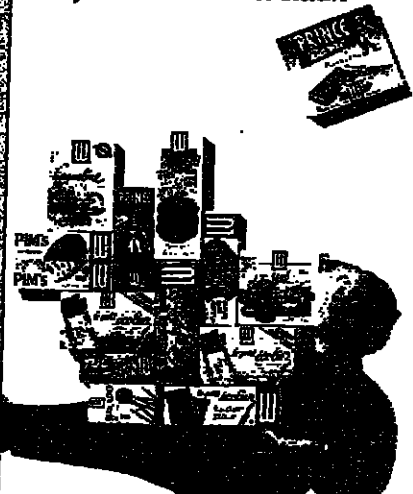
Le poste est situé dans la région de Besançon.

Envoyez votre candidature : CV - lettre manuscrite + photo sous réf. 9343/09 à notre Conseil.

BESANCON PARIS LYON

CERH
Chantal Cochet
BP 100
25008 BESANCON CEDEX

Jeunes commerciaux



Notre esprit d'innovation nous pousse à être toujours plus gourmands.

Aujourd'hui, pour être compétitifs, nous renforçons notre leadership par la conquête de nouveaux marchés. LU, numéro 1 français du biscuit, filiale du groupe BSN, premier biscuitier européen, relève les défis de l'innovation.

Bac + 4 minimum, à vocation commerciale et débutant, vous recherchez une

solide formation théorique et pratique. En rejoignant la force de vente LU, vous atteindrez un haut degré de professionnalisme. Si vous avez véritablement envie de progresser dans un groupe international tourné vers la satisfaction de ses clients, vous réussirez grâce à votre exigence, votre détermination, votre ouverture d'esprit et bien sûr... nos produits.

Pour ces postes à pourvoir uniquement en province, merci d'adresser votre candidature, en précisant votre préférence géographique et la réf. 178 M, à HM Partenaires, 56 rue de Passy, 75016 Paris.



Notre société leader sur le marché des boissons rafraîchissantes sans alcool, vous propose d'affûter votre talent de "développeur" dans le poste de

CHEF DE PRODUITS Nouveaux circuits

Votre mission : • recommander la stratégie de la Société Orangina dans les nouveaux circuits • développer la pénétration, la notoriété et la consommation de la gamme Orangina France dans les nouveaux circuits • collaborer étroitement avec la force de vente pour que vos résultats soient à la hauteur de nos objectifs et de nos enjeux • participer à la gestion des budgets publicitaires et prendre en charge la mise en œuvre des plans d'actions.

Votre profil : HEC - ESSEC - ESCP... Vous devez disposer d'une expérience de 3 ans en marketing (incluant dans l'idéal une expérience commerciale). Vos qualités d'ouverture, d'imagination, de dynamisme et de négociation seront les atouts de votre réussite dans le développement d'Orangina France. Votre maîtrise de l'anglais favorisera votre réussite dans le groupe.

Poste basé à Abbeville-Provence.

Ecrire sous réf. 406 2599 3M

Déclaration d'attribution



71, rue d'Auteuil
75016 Paris



DUN & BRADSTREET INTERNATIONAL est le leader mondial de l'information commerciale, financière et de services de gestion pour les entreprises, avec un C.A. global de 5Mds de Dollars. Créée en 1872 en France, nous comptons actuellement 300 personnes. Pour nos clients, nos services sont d'une aide précieuse à la prise de décision : prospection de nouveaux marchés, prévention du risque commercial, gestion et recouvrement de créances. Afin d'accompagner notre développement nous recherchons, pour des postes basés Paris-Provence des

CONSULTANTS COMPTES STRATEGIQUES CONSULTANTS RISQUE MANAGEMENT

De formation supérieure type école de commerce vous désirez mettre à profit une expérience commerciale de 2 à 3 ans au sein d'une société de services financiers ou informatiques. Votre maîtrise de l'analyse des besoins en entreprise vous permettra de développer et de proposer des solutions adaptées.

Votre capacité à anticiper la demande, votre persévérance et votre sens de la communication sont les qualités indispensables pour réussir à ce poste.

Vous souhaitez en savoir plus ? Contactez rapidement nos collaboratrices au 42.71.77.16 de 9h00 à 12h30 et de 13h30 à 18h00 du lundi au vendredi ou envoyez votre dossier de candidature à EURO RSCG Profil, sous réf. DB510 - 10, rue du Plâtre 75004 Paris.

42717716

Nous prions instamment nos annonceurs d'avoir l'obligeance de répondre à toutes les lettres qu'ils reçoivent et de restituer aux intéressés les documents qui leur ont été confiés.

SOCOP INDUSTRIES BESANCON (25)

Equipementier automobile de 1er rang, pour l'Europe et la grande exportation, nous sommes spécialisés dans la petite lanterne (plafonniers, spots de lecture, éclairage de vide-poche, etc...) et dans la connectique auto.

Entreprise de taille humaine (200 personnes), la flexibilité est notre atout principal.

Nos collaborateurs doivent assumer des responsabilités globales qui leur demandent une large polyvalence. Nous recherchons notre

Directeur Marketing

Sous la responsabilité directe du PDG et en collaboration étroite avec le directeur technique, vous mettez en place le marketing MIX de l'entreprise.

A la tête d'une équipe de 8 personnes environ, vous êtes responsable de la politique des prix, de l'organisation, du management et du développement de la force de vente, sans oublier aucun aspect opérationnel de la fonction commerciale. Vous êtes membre du comité de direction.

A 30 ans environ, vous avez une solide expérience de cette fonction ou plusieurs années dans un service Marketing Industriel assorties d'une formation BAC + 4 minimum (Commerciale ou Technico-Commerciale). Vous possédez une bonne connaissance de l'allemand et de l'anglais, éventuellement de l'espagnol ou de l'italien, et surtout la volonté de vous investir pleinement dans un vrai challenge.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV et salaire actuel sous référence (DMS) à notre Conseil : Cabinet DORNIER - BP 2032 25050 BESANCON CEDEX.

Cabinet Conseil J.P. Dornier



94852 IVRY Cedex



code d'accès A18U

هذه من النحل